

## Robert Faurisson, très probablement un agent

Je me suis intéressé au révisionnisme dès la fin des années 80. Et spécialement à partir de 1990, quand la loi Fabius-Gayssot, qui interdisait les opinions révisionnistes, a été votée en France. Evidemment, dès cette date-là, j'ai été convaincu que les révisionnistes avaient raison. Si un gouvernement interdit une opinion de façon aussi hystérique, c'est très certainement que celle-ci est vraie. Mais, trouver des livres sur le sujet était pratiquement impossible, à cause de l'interdiction. Du coup, j'ai pu découvrir les écrits révisionnistes seulement en 1996, par Internet, en allant sur le fameux site de l'Aaargh. Et dès les premiers articles, j'ai reçu la confirmation que l'holocauste était une pure invention.

Bien sûr, ça m'a amené très rapidement à m'intéresser au parcours des révisionnistes les plus célèbres, dont Faurisson. Dès le départ, deux ou trois choses m'ont fait légèrement tiquer. A l'époque, n'étant pas dans le conspirationnisme extrême, j'ai laissé passer ces informations bizarres. Mais en devenant de plus en plus conspirationniste, et en repensant à ces informations il y a quelques années, j'ai eu des doutes de plus en plus importants. Et ce d'autant plus que j'avais découvert au début des années 2000 qu'une bonne partie des nouvelles vedettes du révisionnisme étaient en fait des agents.

Depuis 3 ou 4 ans, j'ai commencé à penser que les premiers mouvements dissidents avaient probablement été mis en place par le pouvoir pour lancer le conspirationnisme auprès des masses. Là, j'ai commencé à me dire que le révisionnisme était un de ces mouvements.

Mais vu que je ne voyais pas trop à quoi aurait bien pu servir le révisionnisme pour les maitres du monde en dehors de ça, vu que je réfléchissais à d'autres choses et vu le monument qu'était Faurisson dans mon esprit, j'en étais resté là ; même si mes doutes devenaient de plus en plus importants.

Mais, depuis que j'ai compris, il y a quelques mois, que le projet Israël devait être un projet raciste pro-blanc et qu'une grande partie des juifs de la diaspora seraient très probablement déportés vers Israël avant et durant la troisième guerre mondiale, là, le rôle du révisionnisme, en plus de participer à l'ascension du mouvement conspirationniste, m'est devenu très clair. Son but premier était de faire monter "l'antisémitisme" afin d'envoyer les juifs de la diaspora vers Israël. Ça confirmait que le révisionnisme était bien un projet de l'élite.

Ça a été très difficile à comprendre pendant très longtemps aussi parce que, jusqu'à il y a environ 10 ans, le mouvement révisionniste est resté une tendance de niche, quelque-chose de connu seulement de quelques ultra-conspirationnistes. Dès lors, difficile de penser que ça pouvait servir de quelque façon que ce soit à l'élite. Ça n'est que depuis quelques années qu'on sent que le révisionnisme commence à sortir de son ghetto et qu'on peut entrevoir son rôle.

Et bien sûr, la **loi Fabius-Gayssot** a été faite exprès pour faire de la publicité au révisionnisme. Elle n'a pas été faite pour l'enterrer, mais bien pour le faire progresser. Une loi faite pour interdire un mouvement recherche historique, c'est un signal clair que c'est ce mouvement qui a raison et que le gouvernement cherche à cacher la vérité. Là encore, pendant 30 ans, l'objectif de cette loi n'est pas apparu, parce que c'est resté un groupuscule. Donc, la loi ne semblait pas l'avoir aidé du tout. Mais il devient clair, maintenant que le révisionnisme devient plus répandu, que le but était ça. Simplement, il a fallu attendre 20 ans pour que ça devienne manifeste. Le truc était fait pour agir à retardement. Ainsi, le but était insoupçonnable.

C'est pour ça que les preuves de l'extermination sont ridicules à tous les niveaux. En effet, comme Hitler était un agent de l'élite, si cette dernière avait voulu que l'holocauste ait l'air vrai, elle n'aurait eu aucune difficulté à faire en sorte que ça le soit. Hitler aurait alors fait produire des milliers de faux documents attestant d'un projet d'extermination en cours de réalisation. Les autorités allemandes auraient pu mettre des milliers de cadavres d'allemands et de russes tués au combat dans des fosses près des camps de concentration ; et même des civils morts dans des hôpitaux et sans familles pour les enterrer. Ils auraient pu faire tourner des vidéos privées à Hitler où il aurait déclaré ses intentions d'extermination à ses ministres de confiance. Tout ça aurait été ensuite "découvert" par des observateurs totalement "indépendants". Et plus personne n'aurait alors pu douter de la réalité de l'holocauste. Si l'élite n'a pas fait ça, c'est qu'elle voulait que les gens se rendent compte de la supercherie dès qu'ils observeraient un peu de près les preuves de l'holocauste. Ils voulaient que le mensonge de la shoah soit exposé et que de nombreuses personnes finissent par ne plus y croire.

C'est comme pour les attentats islamistes actuellement, il faut qu'ils soient arrangés et que la tromperie soit souvent complètement grotesque pour que beaucoup de gens comprennent que tout ça est faux et basculent du côté conspirationniste.

En fait, même dans l'hypothèse où Hitler n'aurait pas été un agent de l'élite, il aurait été possible pour les vainqueurs de créer de faux documents, d'avoir des témoins apparemment fiables, crédibles et neutres, et donc, de produire des preuves semblant irréfutables. S'ils ne l'ont pas fait, c'est qu'ils voulaient qu'on découvre que cette histoire d'holocauste est bidon. Et bien sûr, comme ça n'est pas les gens lambda qui allaient oser se poser ces questions, ils ont mis des agents pour faire le travail. De toute façon, l'élite n'aurait évidemment pas voulu que ce soit des gens ordinaires qui remettent en cause le mensonge. Ça aurait pu être dangereux, parce qu'ils auraient pu se poser des questions gênantes (comme je le fais actuellement). Donc, il fallait forcément que ce soit des agents qui réalisent cette tâche.

## 1) Faurisson

Puisque le révisionnisme est un mouvement créé par l'élite, Faurisson était forcément un agent de l'élite, lui aussi. Dès lors, les bizarreries et illogismes de son parcours s'expliquent.

## 1.1) L'affaire Faurisson de 1979

On a déjà un **très gros illogisme** au tout début de l'affaire. En effet, en 1978 et 1979, alors que le révisionnisme tenait du groupuscule connu d'à peine quelques dizaines de personnes au mieux en France, qu'arrive-t-il ? On n'a pas moins de 2 journaux papiers de grande audience qui laissent Faurisson s'exprimer sur les chambres à gaz. **Le Matin de Paris** publie le 16 novembre 1978, un article intitulé "les chambres à gaz, ça n'existe pas" où Faurisson s'exprime. **Et Le Monde** publie 2 lettres de Faurisson, le 29 décembre 1978 et le 16 janvier 1979. Deux journaux de gauche en plus ! Et le premier est tenu par un juif : Claude Perdriel. Perdriel qui était en plus l'ancien bras droit du banquier Edmond de Rothschild, dans les affaires immobilières. Incroyable !

Et à l'époque, les deux plus grands journaux français sont le Figaro qui est de droite et Le Monde qui est de centre gauche. Celui-ci tire à environ 450.000 exemplaires (dans cet [article](#), on parle même de tirages jusqu'à 800.000). Et bien sûr, ces deux journaux sont sous le contrôle entier de l'élite. Donc, Le Monde n'est pas un obscur petit journal inconnu. Il a une audience immense.

Le Matin de Paris, lui, est le quotidien de l'hebdomadaire Le Nouvel Observateur. C'est également un journal d'assez grande audience en France (même si moins que Le Monde), puisque sa diffusion payée se situait à l'époque autour de 110.000 exemplaires. C'est alors un journal très lié au Parti Socialiste.

Comment se fait-il donc qu'un des deux journaux les plus importants de France et entièrement contrôlé par l'élite accepte de publier une tribune d'un professeur quasiment inconnu, représentant un groupuscule minuscule et défendant une théorie totalement "antisémite" (pour les gens de l'époque) ? Théorie qui va en plus apparemment contre les intérêts de l'élite. Et même question pour le journal Le Matin de Paris, qui est de gauche et possédé par un juif. Ça n'a strictement aucun sens.

Surtout que, concernant le journal Le Monde, Faurisson n'en était pas à son coup d'essai. Ça faisait 29 fois depuis 4 ans qu'il envoyait des demandes de publication concernant ses idées révisionnistes (voir [ici](#)). On ne peut pas dire que Le Monde était pris au dépourvu. Donc, il est évident que jamais le rédacteur en chef n'aurait laissé passer ça.

La stratégie de l'élite concernant ce genre de chose est simple : **ne pas en parler**. Quelqu'un qui ne reçoit pas de publicité de la part des médias est quelqu'un qui n'existe pas. Même avec Internet, ça reste vrai pour l'essentiel, alors vous imaginez ce qu'il en était avant. Quelqu'un sans publicité restait un obscur inconnu suivi au mieux par quelques centaines de personnes, mais la plupart du temps, plutôt par quelques dizaines (ou même par personne). Et c'était d'autant plus vrai que la thèse était sulfureuse et considérée comme ignoble et méprisante par la presque totalité de la société.

Donc, il est impossible que la publication de ce courrier dans Le Monde soit le résultat d'une erreur. **Si ça a été fait, c'est forcément que l'élite le voulait**. C'est elle qui a planifié la chose. Elle l'a fait pour que Faurisson, et donc le mouvement révisionniste reçoivent de la publicité et deviennent connus.

Et c'est bien ce qui s'est passé. D'un seul coup, tout le monde intellectuel français et une bonne partie des gens ordinaires ont pris conscience de l'existence de Faurisson et du révisionnisme. En étant présenté comme l'essence même du mal, comme un défenseur du nazisme sous couvert de révisionnisme, Faurisson est rapidement devenu l'ennemi public numéro 1. Et au fur et à mesure qu'on avançait dans les années 80 et que les médias continuaient à en parler, plus grand monde parmi les français ayant un peu de culture n'ignorait l'existence du scandaleux révisionnisme et de l'infâme Faurisson.

Par ailleurs, ce qu'on peut remarquer, quand on lit la biographie de Faurisson, c'est **qu'il n'avait encore rien publié sur le révisionnisme** fin 1978, quand les journaux ont commencé à monter son cas en épingle. Apparemment, il a publié ses deux premiers [livres](#) seulement dans les années 80 :

1. "*Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire*", La Vieille Taupe, 1980, 282 pages
2. "*Réponse à Pierre Vidal-Naquet*", Paris, La Vieille taupe, 1982, 95 pages

Autrement dit, en termes de production d'ouvrages révisionnistes, il n'était encore personne en 1978. Donc, il n'y avait strictement aucune raison que les journaux fassent leurs choux gras de ce type qui n'était rien. C'est comme si un obscur professeur de province avait écrit en 1999 quelques lettres à des journaux sur le fait qu'on ne soit pas allé sur la Lune, et qu'on en ait fait tout d'un coup un pape du conspirationnisme. Donc, on peut vraiment dire qu'à ce moment-là, ce sont eux qui ont créé Faurisson. Si encore, il avait déjà écrit un livre, on aurait pu dire qu'il avait une petite existence autonome avant sa mise en avant par Le Matin et Le Monde. Mais là, on ne peut même pas dire ça.

Et on ne peut pas se dire qu'il a publié des articles dans le journal "la vieille taupe", puisque celui-ci n'existait plus à ce moment-là (il a été fermé en 1972 et n'avait alors aucune tendance révisionniste). Il n'a été recréé, avec cette fois une orientation uniquement révisionniste, qu'en 1979. Ce qui veut dire qu'entre 1972 et 1979, il n'y avait aucun journal révisionniste pour publier ses écrits.

Donc, il n'avait rien publié à l'époque, aucun livre, aucun article. Il n'était rien en termes de littérature révisionniste. Et il n'y avait alors aucune raison que les journaux lui donnent une publicité pareille. Ils auraient dû le prendre pour un cinglé isolé et c'est tout. Et bien sûr, on ne donne pas une tribune à ce genre de personnage. Donc, même sans recourir au conspirationnisme, le fait que le Monde et le Matin de Paris aient publié les lettres de Faurisson est extrêmement louche.

## 1.2) L'explication a posteriori du Journal Le Monde

34 ans plus tard (aout 2012), le Monde a fourni une [explication](#) sur les raisons qui ont poussé les responsables de l'époque à publier la lettre de Faurisson.

Déjà, Faurisson les aurait harcelés de lettres révisionnistes (29 en tout) depuis environ 4 ans, toutes mises à la poubelle.

Par ailleurs, 2 mois avant, il y a eu l'article de l'hebdomadaire l'Express, où Louis Darquier de Pellepoix avait affirmé "*A Auschwitz, on n'a gazé que les poux*", ce qui a bien sûr fait scandale.

Ensuite, l'article du Matin de Paris du 16 novembre 1978 a conduit l'Université de Lyon II à suspendre les cours de Faurisson pendant quelques semaines. Le fait qu'il remette en cause l'holocauste a alors été découvert par des élèves. Et 4 jours après, il s'est fait traiter de nazi et surtout tabasser par des étudiants d'extrême-gauche alors qu'il se rendait à la faculté. Faurisson s'en serait confié au Monde (plus précisément à Bruno Frappat, responsable du département "Education, jeunesse et société", au téléphone), qui aurait rendu compte de l'évènement.

Et c'est à cause de ces violences physiques que le Monde aurait finalement accepté de publier la tribune de Faurisson. La raison aurait été de lutter contre l'intolérance et la censure. Le rédacteur en chef adjoint était alors Jean Planchais, catholique de gauche. L'article nous dit qu'il veillait à la liberté d'expression des professeurs d'université en cette période enfin débarrassée de la chape de plomb gaulliste.

Une autre explication à la publication de la lettre est insérée dans l'article accompagnant cette dernière : "*M. Robert Faurisson a, dans une certaine mesure, réussi. Nul n'ignore plus, à l'en croire, qu'il n'y a jamais eu de chambres à gaz dans les camps de concentration. (...) Aussi aberrante que puisse paraître [cette] thèse, elle a jeté quelque trouble, dans les jeunes générations notamment, peu disposées à accepter sans inventaire les idées acquises. Pour plusieurs de nos lecteurs, il était indispensable de juger sur pièces.*"

Donc, suite à l'affaire de l'Express et du Matin, les responsables du Monde auraient jugé que les jeunes avaient été "troublés" et qu'il fallait donc que Faurisson puisse s'exprimer pour qu'ils puissent prendre connaissance des arguments des révisionnistes.

En résumé, on a **deux raisons** à la publication des lettres de Faurisson : la **désapprobation des violences à son encontre** (et donc, la lutte pour la liberté d'expression) et la **peur que les jeunes ne doutent de la vérité officielle s'ils ne pouvaient pas juger sur pièce**.

Bien sûr, si on est très naïf, on peut croire ce genre d'explication. Mais si on a un minimum de connaissances sur la façon dont les choses se passent, là encore, c'est totalement ridicule.

Déjà, il est évident que l'élite n'a strictement rien à faire du fait qu'un professeur inconnu se soit fait tabasser si les idées qu'il défend sont subversives. Au contraire, elle se dira que c'est bon pour ses intérêts, puisque ça dissuadera peut-être ce dernier de s'exprimer publiquement.

Accessoirement, maintenant qu'on sait que Faurisson était un agent, on peut être sûr que cette histoire de tabassage est une pure invention destinée à donner une raison à la publication de la lettre.

Concernant le problème de la liberté d'expression, même si on aborde le problème d'une façon **non complotiste**, ça ne tient pas vraiment. Déjà, si on invoque la liberté d'expression, pourquoi avoir

refusé de publier ses lettres pendant les années précédentes ? Si les journaux ne les ont pas publiées, c'est qu'ils s'asseyaient allègrement sur la liberté d'expression.

Alors, on pourrait aussi défendre l'idée qu'après mai 68, les journaux étaient très libertaires. Mais, si c'était vrai au début et au milieu des années 70 pour une partie de la presse, plus on s'approchait des années 80, et plus cet esprit de liberté totale disparaissait. Fin 1978, ça faisait longtemps qu'on était revenu des délires ultra-libertaires du début des années 70. Et si le Monde et le Matin de Paris n'avaient pas publié Faurisson les années précédentes, il n'y avait aucune raison qu'ils le fassent à ce moment-là. Donc, l'interview et la publication de la lettre de Faurisson ne peuvent pas venir de là.

Et de toute façon, le Monde n'était pas dirigé par des jeunes étudiants issus de mai 68. Le directeur du Monde à l'époque était Jacques Fauvet, né en 1914. Et le rédacteur en chef adjoint était Jean Planchais, né en 1922. Deux apparatchiks du système. Et le Monde était déjà l'équivalent de la Pravda française (avec le Figaro à droite). Donc, une information désapprouvée par les autorités en place n'avait aucune chance d'être publiée.

Pour le Matin de Paris, le PDG était donc Claude Perdriel, né en 1926, entouré de Bernard Villeneuve (administrateur général, qualifié de fidèle bras droit de Perdriel, donc, probablement de la même génération que lui) et de Gilles Martinet, né en 1916. Donc, on peut en dire la même chose que de la direction du Monde concernant le côté "esprit libertaire issu de mai 68".

Et il faut se souvenir que dans la jeune intelligentsia socialiste française issue de mai 68 (Desproges, Coluche, Bedos, Cavanna, Renaud, etc...), la période 1978-1989 était la grande époque des "cons". Toute personne qui ne pensait pas comme eux était un con. Et en dehors des cons, il y avait les salauds (le cas de Faurisson par exemple). Bref, une façon de penser totalement manichéenne. Tout le contraire d'un état d'esprit ouvert et tolérant. Et c'était une façon de penser qui imbibait toute la jeune génération de gauche de l'époque. Donc, même de la part des jeunes journalistes, il n'y avait pas de raison de s'attendre à une très grande ouverture d'esprit et à un esprit très libéral et tolérant.

Par ailleurs, les révisionnistes pouvaient publier des livres s'ils le voulaient. Il n'y avait pas encore la loi Fabius-Gayssot. Donc, leur liberté de s'exprimer n'était pas en danger à l'époque. Ce qui signifie que les journalistes du Monde auraient dû penser qu'ils pouvaient très bien continuer à refuser de publier leurs écrits sans atteindre à la liberté d'expression. Et vu que les révisionnistes étaient déjà considérés comme la réincarnation d'Hitler, la direction du Monde aurait utilisé évidemment tous les arguments pour refuser une tribune à Faurisson (comme elle le faisait depuis des années). Publier ses lettres, c'était aider le révisionnisme alors que celui-ci n'en avait pas besoin.

Bref, l'explication de la défense de la liberté d'expression n'est pas crédible.

Donc, c'est seulement son agression qui peut éventuellement justifier qu'on ait publié Faurisson. Mais, ça n'était pas suffisant. Si ces journaux avaient absolument refusé de publier ses lettres, ça n'est pas une agression qui allait pouvoir justifier qu'ils le fassent. C'est un peu comme si Le Monde avait accepté de publier les écrits d'un professeur nazi parce que celui-ci se serait fait agressé. Surtout que ça n'est pas eux qui avaient agressé Faurisson, et même pas des gens de leur tendance politique. C'était des étudiants communistes apparemment. Donc, ils ne devaient aucune réparation à ce dernier. Ils pouvaient très bien publier un article désapprouvant ces méthodes sans publier sa lettre.

Quant à l'idée que les jeunes auraient pu douter de la vérité officielle s'ils n'avaient pas pu se faire leur opinion à partir des écrits de Faurisson, c'est tout aussi ridicule.

Déjà, à la base, ce sont les journaux, qui ont informé les jeunes en question de l'existence de cette thèse. Sans eux, ça n'aurait été connu que de quelques dizaines de personnes. Donc, invoquer le fait que les théories étaient déjà trop connues pour être ignorées, et qu'il fallait éviter qu'elles ne se répandent davantage de façon clandestine, pour justifier du fait qu'ils ont publié les idées de Faurisson, c'est oublier que la responsabilité de tout ça leur revenait. Ça fait penser au pompier pyromane qui dit "heureusement que j'étais là, sinon, tout serait parti en fumée".

Mais, à cette époque, même avec les quelques articles dans les journaux sur le révisionnisme, très peu de personne étaient au courant de l'existence de la chose. Donc, cette histoire de la jeunesse qui risquait d'adopter les idées révisionnistes est ridicule. Seuls quelques milliers de jeunes devaient avoir lu les 2 ou 3 articles sur le sujet (en dehors d'une petite partie des étudiants en droit ou en sciences humaines, ça n'est pas tellement les jeunes qui lisaient le Monde, mais les adultes). Parmi eux, la plupart avaient dû considérer cette idée comme ridicule et l'avaient oubliée aussitôt. Seuls quelques centaines devaient s'en souvenir. Et sur ce nombre, l'écrasante majorité avait dû se dire que cette théorie était grotesque, scandaleuse et le fait d'un ou deux malades mentaux. Il ne devait y avoir que quelques dizaines de jeunes qui pouvaient potentiellement avoir quelques doutes. Et vu qu'aucun livre révisionniste n'était en vente libre, sans les journaux pour avoir des informations, il leur était impossible de se renseigner plus en avant sur le sujet. Il suffisait alors de ne plus en parler dans les journaux pour qu'ils en oublient rapidement l'existence. Donc, il n'y avait absolument aucun danger pour la théorie officielle.

Par ailleurs, ça n'a jamais dérangé les journaux officiels de déformer la vérité, de crier haro sur telle ou telle personne ou groupe de personne qui dérange, sans citer leurs écrits ou leur donner un droit de réponse. C'est la règle pratiquement constante (à 99,9 %).

Donc, l'explication donnée en 2012 par le Monde n'est pas crédible une seconde.

Mais bon, ces considérations ne sont pas très importantes, puisque de toute façon, à l'époque comme maintenant, les journaux étaient aux ordres de l'élite et n'auraient jamais publié une théorie mettant celle-ci vraiment en danger. Et comme l'élite était forcément consciente de l'extrême fragilité de la version officielle, il est évident que la consigne était d'appliquer la censure la plus extrême. Donc, esprit libertaire ou pas, tabassage de Faurisson ou pas, jamais ils ne lui auraient donné la parole ni même n'auraient parlé de lui.

Mais, ce qui est intéressant ici, ça n'est pas seulement l'explication du Monde en elle-même, mais aussi pourquoi ce journal a tenu à donner cette explication. Pour ça, il faut avoir conscience des étapes du plan révisionniste monté par l'élite.

On peut estimer approximativement qu'il y a eu 5 phases dans le projet révisionniste pour le moment :

- 1) Les premiers livres sur le sujet vers 1950 (Rassinier et Bardèche)
- 2) L'affaire Faurisson et la montée en puissance (grâce aux médias) du révisionnisme de seconde génération entre 1979 et 1990
- 3) La loi Fabius-Gayssot en 1990 et ses déclinaisons dans d'autres pays européens
- 4) L'arrivée d'Internet et des premiers sites révisionnistes vers 1996, ce qui a permis une première augmentation du nombre de partisans du révisionnisme
- 5) L'expansion des idées conspirationnistes dans les années 2010, la promotion de ces idées par des agents d'influence et la sortie du révisionnisme de son ghetto

Or, autant durant les 4 premières phases de ce projet de l'élite, il était pratiquement impossible de se dire que c'en était un (projet), autant à partir de la 5<sup>ème</sup> phase, le plan commence à devenir visible. En effet, on sent que le révisionnisme se met à décoller dans certains pays. Ça n'est plus un mouvement auquel adhèrent seulement quelques milliers de personnes. Désormais, ce sont des dizaines, des centaines de milliers de personnes qui y croient dans un pays comme la France. C'est bien sûr encore assez peu par rapport à la totalité de la population (60 millions). Mais c'est déjà énorme. Et le nombre ne fait que croître. Les gens sont de plus en plus désinhibés par rapport à ce sujet. Ils ne vont pas encore en parler en public, mais ils n'ont plus de barrières mentales les empêchant de sortir de la théorie officielle. Et beaucoup affichent désormais leur soutien de façon anonyme, sur les forums et les commentaires de blog. A ce stade, on peut encore penser que c'est une progression naturelle. Mais, comme la plupart des succès des mouvements d'idées sont organisés par l'élite, il est déjà très probable que ce soit elle qui est derrière ce décollage du révisionnisme.

Par ailleurs, non seulement le révisionnisme se répand, mais des agents d'influence commencent à en faire la promotion. Et ça, c'est un énorme drapeau rouge. Il est alors clair que si le révisionnisme commence à prendre son envol, c'est que l'élite souhaite que ça soit le cas.

Et du coup, dans la tête d'une poignée de personnes (en fait, d'une seule pour le moment) peut commencer à émerger l'idée que, si le révisionnisme commence à se répandre fortement, si des agents de l'élite en font la promotion, s'il y a ces illogismes concernant certaines figures du révisionnisme, c'est peut-être bien qu'il s'agissait dès le départ d'un projet de l'élite.

Et on peut penser que l'élite avait conscience qu'à partir de cette phase, tout ça pourrait finir par sembler bizarre aux gens qui pensent. Donc, il leur fallait contrer préventivement ces idées subversives. C'est pour ça qu'en août 2012, le journal Le Monde a tout d'un coup éprouvé le besoin de justifier cette énorme bizarrerie qu'est la publication de la lettre de Faurisson avec cet article. C'était du contrôle préventif des dommages.

### **1.3) L'affaire Faurisson remontait en fait à bien plus loin**



En creusant davantage l'affaire Faurisson, on s'aperçoit qu'elle remontait à bien plus longtemps que fin 1978. En réalité, elle date d'au moins **1974**, 4 ans et demi avant les lettres publiées dans le Monde.

En effet, sur ce [site](#) dédié à Faurisson, il y a des lettres envoyées par ce dernier à divers journaux et correspondants, ainsi que des articles sur lui. Et on découvre sur cette [page](#) et cette [page](#), qu'au début de 1974, il avait envoyé une lettre révisionniste (avec l'en-tête de son université) à divers destinataires, historiens et spécialistes connus, à travers le monde. L'un d'entre eux était le Dr Aryeh Leon Kubovy, directeur du Centre de Documentation Juive de Tel-Aviv (en fait, il était apparemment directeur du Centre international de recherche sur la Shoah de Yad Vashem à Jérusalem) également fondateur (1936) et ancien secrétaire général du Congrès Juif Mondial (1945-1948) (voir [ici](#)). Celle-ci disait en substance :

*"Monsieur,*

*Puis-je me permettre de vous demander votre sentiment, votre sentiment personnel, sur un point délicat de l'histoire contemporaine : les chambres à gaz hitlériennes vous semblent-elles avoir été un mythe ou une réalité ? Auriez-vous l'obligeance de me préciser éventuellement dans votre réponse quel crédit, selon vous, il convient d'accorder au « document Gerstein », à la confession de R. Höss, au témoignage Nyiszli (faut-il dire Nyiszli-Kremer ?) et, d'une façon générale, à ce qui s'est écrit de ce point de vue sur Auschwitz, sur le gaz Zyklon B, sur le sigle « N.N. » (« Nacht und Nebel » ou « Nomen Nescio » ?) et sur la formule de « solution finale » ?*

*Votre opinion sur la possibilité d'existence de ces chambres a-t-elle varié depuis 1945 ou bien reste-t-elle aujourd'hui ce qu'elle était il y a vingt-neuf ans ?*

*Je n'ai pu, jusqu'à présent, découvrir de photographies de chambres à gaz qui paraissent présenter quelque garantie d'authenticité. Ni le Centre de documentation juive de Paris, ni l'Institut für Zeitgeschichte de Munich n'ont pu m'en fournir. Auriez-vous, pour votre part, connaissance de photographies à verser au dossier de la question ?*

*Merci d'avance pour votre réponse et peut-être pour votre aide. Veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.*

*P.S. Avez-vous, personnellement, eu accès aux originaux des documents Gerstein, Höss ou Nyiszli ? Connaissez-vous quelqu'un dont vous êtes sûr qu'il a eu accès à ces originaux ?"*

Seulement, il se trouve que le Dr Kubovy était mort depuis 8 ans (16 mai 1966). Ses héritiers ont alors confié sa lettre au quotidien israélien **Yediot Aharouot** [Aharonot]. Et ce dernier l'a publiée dans son numéro du **26 mai 1974**, sous une forme tronquée. Le **14 juin 1974**, c'est le journal **Tribune juive-Hebdo** qui publie la lettre (voir [ici](#)). Rapidement, le quotidien le **Canard Enchaîné** a eu vent de cette publication dans ce journal israélien et a édité un petit article le **17 juillet 1974**, en citant la lettre. L'article est bien sûr complètement à charge et tente de ridiculiser Faurisson. Sur cette autre [page](#), on apprend que le journal **Le Monde** a publié également un article (écrit par Charlotte Delbo), où est reprise la lettre circulaire en question.

Evidemment, l'article est lui-aussi à charge, comme on peut le voir dans cette [lettre](#) de Faurisson d'août 2012 : "*Dès le 11 août 1974, avec la parution d'un témoignage de Charlotte Delbo intitulé «*

*Démythifier ou falsifier ? », Le Monde avait manifesté son hostilité au révisionnisme en général et à mes positions en particulier."*

A priori, la date de publication doit être le 11 août, puisqu'il dit dans cette lettre de 1977 : "Le Monde me doit réparation. Il m'a insulté le **11 août 1974** et il m'a refusé tout droit de réponse".

Faurisson a par ailleurs envoyé une [lettre](#) au **Monde** le **1<sup>er</sup> août 1974**, sans qu'elle ne soit publiée.

Dans sa [lettre](#) à Mme Olga Wormser-Migot du 18 août 1977, on apprend qu'il a été cité par d'autres durant cette période.

*"Vous ne vous trompez pas. Voici une liste succincte des ennuis que j'ai rencontrés :*

*Campagne de presse partie d'Israël en 1974, Tribune juive-Hebdo, Le Canard enchaîné, **Le Monde**, **Le Droit de vivre**, **L'Humanité** (paraît-il), **le grand rabbin Kaplan à la télévision** ; on me nomme ; on me désigne ; on publie mon adresse personnelle ; je reçois un flot de lettres de menaces, parfois signées de leurs auteurs et sur papier à en-tête ; inscription injurieuse à mon domicile ; injures au téléphone ; ma fille insultée ; ma femme insultée."*

Donc, on aurait parlé de lui aussi dans le Droit de vivre, peut-être l'Humanité, et à la télévision, en plus des 4 autres journaux déjà cités.

Dans le [journal](#) "l'histoire", on apprend aussi qu'une lettre de lui a été publiée en **novembre 1975** dans la revue **Historama** et une autre dans **Historia** en **août 1977** :

*"Il réussit à faire publier deux lettres dans le courrier des lecteurs des magazines destinés au grand public Historama (novembre 1975) et Historia (août 1977, à propos de la chambre à gaz du Struthof)."*

Sur Wikipédia, on apprend qu'Historia tirait à 300.000 exemplaires dans les années 60. Donc, en 1975, ça devait se vendre encore à minimum 150.000 exemplaires, peut-être 200.000.

On a confirmation sur ce [blog](#) pour la lettre publiée dans le journal **Historia** d'août 1977 (page 132).

Dans l'article du Monde de 2012, on apprend au passage que ce n'est pas le premier article du **Monde** qui traite du sujet du révisionnisme. Il y en a déjà eu un an et demi auparavant (**17 juillet 1977**), écrit par Pierre Viansson-Ponté. Il s'agit d'un article sur un fascicule de 45 pages d'un universitaire anglais (Richard E. Harwood), intitulé : "**Six millions de morts le sont-ils réellement ?**". Apparemment Richard E. Harwood serait le pseudonyme de Richard Verrall, un membre du British National Front. Mais le BNF a démenti la chose à l'époque. C'est évidemment un article à charge (il s'intitule "le mensonge"). On en a les extraits suivant : "*Tout cela paraît si stupide, si fantastique, si monstrueux de bêtise autant que d'ignominie, qu'on est tenté de jeter cette soi-disant brochure (...) et de n'y plus penser. Eh bien ! On aurait tort !*" ; "*si des pères de famille qui n'étaient pas nés en 1945 sont interrogés par leurs enfants sur ce genre d'écrits, sauront-ils rétablir immédiatement les faits*" ?

Faurisson a d'ailleurs écrit quelques lettres au Monde en 1977, dont [celle-ci](#) où il évoque cet article.

Et même à l'époque de la publication des lettres dans le *Matin de Paris* et *Le Monde*, l'affaire avait déjà commencé quelque temps avant. En effet, Dans le livre "Histoire du négationnisme en France", de Valérie Igounet, on apprend aussi que le journal "**défense de l'occident**" de **juin 1978** (n°158) aurait publié un article de (ou sur) Robert Faurisson intitulé "*le problème des chambres à gaz*". Le journal en question était celui édité par Maurice Bardèche. On peut penser que la chose n'était pas inconnue des grand journaux, qui devaient faire de une veille continue des journaux d'extrême-droite.

Et on apprend [ici](#) que l'affaire du révisionnisme avait débuté dès le **28 octobre 1978** dans l'hebdomadaire **L'Express**, soit 17 jours avant la publication dans le *Matin de Paris* et 1 mois et demi avant celle du *Monde*. Y était interviewé sur 15 pages un certain **Louis Darquier de Pellepoix**, un des responsables de la rafle du vel d'hiv et ancien responsable aux affaires juives du Maréchal Pétain (qui dirigeait la France pendant l'occupation allemande). Concernant le massacre de six millions de Juifs par les nazis, il dit « *Ce chiffre, écrit-il, est une invention pure et simple de la propagande juive.* » A propos d'Auschwitz, il déclare : « *On a gazé, oui, c'est vrai, mais on a gazé des poux... pour désinfecter les vêtements* ». Enfin, il considère que les photos montrant des amoncellements de cadavres sont « *Des photos truquées* ». L'Express est également un titre majeur à l'époque parmi les journaux hebdomadaires.

Et, pour l'Express, on est dans la même situation que celle du *Matin*, mais en encore plus marquée. En effet, depuis 1977, le journal appartient à **James Goldsmith**, demi-juif par son père (mais qui affirme qu'il assiste de temps en temps à des offices juifs "non pas comme un acte religieux, mais par souvenir et par respect pour mon père"). **Jean-François Revel** en devient le directeur la même année. Or, celui-ci est marié depuis 1967 à Claude Sarraute, une juive, avec laquelle il a eu deux enfants en 1966 et 1968. **Olivier Todd** est nommé rédacteur en chef. Et celui-ci était un demi-juif puisqu'il était le fils de Julius Oblatt, un architecte juif austro-hongrois (cela-dit, il aurait été soi-disant abandonné à sa naissance par ce dernier et élevé par sa mère ; mais il est possible que celle-ci ait eu des origines juives). Il épouse Anne-Marie Nizan en 1948, une juive, dont il a deux enfants, Emmanuel et Camille, qui sont donc techniquement juifs. Enfin, **Raymond Aron**, un juif bien connu, rejoint la rédaction comme éditorialiste puis président du comité éditorial.

Bref, on avait le PDG James Goldsmith qui était demi-juif. Jean-François Revel, marié à une juive depuis 10 ans et père de deux juifs. Olivier Todd, fils d'un juif, et d'une mère peut-être d'origine juive, marié à une juive et ayant donc deux enfants juifs. Et Raymond Aron, juif. Donc là, non seulement le PDG était juif, mais carrément le directeur, le rédacteur en chef et le président du comité éditorial sont soit juifs, soit demi-juifs, soit mariés à une juive et avec des enfants juifs.

Et, en tant que juifs ou impliqués dans la communauté juive, ça ne les gêne pas le moins du monde de faire de la publicité aux idées révisionnistes d'un type d'extrême-droite, qui plus est ancien commissaire général aux questions juives du gouvernement de Vichy. Là, il n'y a même pas l'excuse de l'indulgence envers quelqu'un de gauche ou apolitique comme Faurisson. On a un fasciste, en partie responsable de la rafle du vel d'hiv, qui vient dire que l'holocauste n'a jamais existé. Mais non, pas de problème, ils publient le passage révisionniste. Surtout qu'ils auraient pu censurer cette

partie. Ça ne leur aurait posé aucun problème. Le Matin avait bien inventé des détails dans l'interview de Faurisson et coupé de larges morceaux de son interview. Donc, on ne voit pas pourquoi l'Express ne l'aurait pas fait pour Darquier.

Et même en supposant que ces responsables n'aient pas été informés de l'article (ce qui serait extrêmement étonnant), de toute façon, les journalistes travaillant pour eux auraient été terrorisés à l'idée de publier de telles idées sans leur en avoir parlé avant. Ils auraient su que leur carrière pouvait s'arrêter du jour au lendemain à cause de ça.

Donc, il est clair que, là encore, jamais des tels propos n'auraient été publiés si ça n'avait pas fait partie d'un plan de l'élite.

Et on apprend ensuite que cette publication n'est pas restée sans suite, comme on l'imagine bien. Ça a créé aussitôt une polémique nationale, avec intervention de nombreux politiques, journalistes et intellectuels. Par exemple, encore dans le livre "Histoire du négationnisme en France", on apprend qu'il y aurait également eu une émission à la radio Europe 1, le **30 octobre 1978**, traitant de l'affaire Darquier de Pellepoix ou Ivan Levaï aurait reçu Simone Veil. L'émission aurait été citée dans l'Express du **4-11 novembre 1978**, qui serait revenu sur l'affaire (rubrique témoignages). Dans le même livre, on a une référence disant que l'Express aurait à nouveau parlé de l'affaire dans le numéro du **11-18 novembre 1978** ("Post-scriptum à l'affaire" par Raymond Aron).

Du côté de Faurisson, il y a aussi eu des réactions dans le journal Libération et à la radio Europe 1 suite à son interview dans le Matin de Paris. C'est ce qu'on peut voir dans le livre "*Corps soignant-corps soignés : vers une refonte de l'éthique ? : Le procès des grands criminels de guerre et le procès des médecins à Nuremberg 1946-2006, questions pédagogiques posées par ces événements*", Anne-Marie Bégué-Simon, Editions Publibook, 2008 - 165 pages, page 55 :

*"Sa lettre ne sera pas lettre morte et, le 16 novembre 1978, « Le Matin de Paris » titre dans sa page « l'événement » : « Les chambres à gaz : ça n'existe pas ». Cette publication évoque rapidement la vie et les « tendances d'extrême droite » de l'enseignant lyonnais pour ensuite reproduire des extraits de son entretien.*

*Le lendemain, le journal « Libération » publie, à son tour, un article « Antisémitisme : après les affaires Darquier, Legitay, Bousquet, l'affaire Faurisson, une chaire d'université pour nier les chambres à gaz ». Celui-ci inaugure une série de publications et les jours suivants, « Libération » publie trois nouveaux articles : « L'enseignement de l'antisémitisme », « Les travaux antisémites d'un prof de Fac », « Les cours de Robert Faurisson, le prof antisémite, provisoirement suspendu ». Enfin, la station de radio Europe n°1, joint au téléphone l'universitaire lyonnais dont la voix « passe sur les ondes, un bref instant ».*

Autrement dit, ça a créé un véritable scandale. Ça aggrave encore les choses pour le Monde (et dans une moindre mesure, pour le Matin), parce qu'on ne peut pas dire qu'ils ont été pris par surprise. Là, il y avait un fort courant de désapprobation de ces idées depuis quelques mois. Donc, ces journaux avaient encore moins de raison de publier les théories de Faurisson.

Et fin 1978, Faurisson n'était plus un inconnu de ces journaux depuis pas moins de 4 ans et demi. On essaie de nous faire croire que c'était quelqu'un que le Monde et les autres journaux ne connaissaient pas en dehors de la littérature et que, du coup, il aurait été sous le seuil de détection des radars de la censure. Et c'est pour ça qu'on aurait fait l'erreur de publier ses lettres. Mais s'il était connu depuis aussi longtemps, cet argument s'effondre. Il devient alors inexplicable que ces journaux aient publié ces lettres de Faurisson. S'ils l'ont fait, c'est forcément parce que l'élite leur a dit de le faire.

Et d'une façon générale, depuis 1974, l'élite aurait eu tout le temps d'organiser la contre-attaque et de blacklister Faurisson de tous les médias. Si elle n'a rien fait, c'est que c'était voulu.

Bon, évidemment, cet argument de la publication des lettres parce que Faurisson était un inconnu est de toute façon ridicule. Qu'il ait été connu ou pas, jamais il n'aurait été publié. La censure l'aurait constamment écarté. Il aurait pu envoyer 10.000 lettres au Monde, être le plus parfait anonyme et s'être fait tabasser vingt fois pour ses opinions que ça n'aurait rien changé. Mais là, en plus, il n'était pas du tout inconnu des grands journaux. Donc, même cet argument fallacieux ne tient pas.

Alors, on pourrait dire qu'il était de toute façon connu, puisqu'il avait écrit 29 lettres révisionnistes au journal Le Monde (et probablement d'autres à d'autres journaux) et que, du coup, l'argumentaire que je développe ici n'a qu'une faible portée et est plus ou moins inutile. Mais, ça n'est pas du tout la même chose. Pour justifier la publication de la lettre de décembre 1978, on peut défendre l'idée que les lettres de Faurisson n'étaient connues que d'un petit cercle de gens dans les journaux concernés (et donc, probablement même pas du staff de direction) et qu'il était donc sous le seuil de détection de l'élite (les personnes en charge du courrier des lecteurs n'allait pas avertir celle-ci ou même seulement la direction du journal de l'existence de tous les "dingues" qui défendent des théories dissidentes). Du coup, l'hypothèse que l'élite et ses subordonnés aient été pris par surprise par ce type sorti de nulle part est éventuellement possible. Mais là avec les informations que j'ai présentées, ça signifie que l'ensemble des directions de journaux et l'ensemble des journalistes étaient au courant de l'existence de Faurisson. Ça veut dire qu'il est impossible que l'élite et ses agents n'aient pas été avertis du problème et n'aient pas entrepris les actions appropriées pour blacklister Faurisson de tous les médias.

Et puis, si on dit que les lettres étaient suffisantes en elles-mêmes pour qu'il soit détecté par la nomenklatura obéissant à l'élite, de toute façon, le problème est finalement le même. L'élite aurait dû faire tout son possible pour qu'il ne reçoive aucune publicité. En fait, l'élite n'aurait même pas eu besoin de décider et d'agir ; ses agents l'auraient fait à sa place.

#### 1.4) Les interventions de Chomsky et Cohn-Bendit

Par ailleurs, Faurisson a très rapidement reçu le soutien de deux intellectuels : **Noam Chomsky** (un américain) et **Jean-Gabriel Cohn-Bendit** (un allemand, mais ayant vécu principalement en France). Et

encore une fois, il s'agit de juifs de gauche ! Et l'un (Chomsky) est le fils de deux enseignants d'hébreu. Evidemment, aucun des deux n'a reconnu que ses thèses étaient justes. Ils ont seulement dit qu'il avait le droit de les défendre librement.

Concernant Cohn-Bendit, on peut lire sur [Wikipédia](#) :

*"Gabriel Cohn-Bendit, qui a eu l'occasion de rencontrer Faurisson en novembre 1978 par l'intermédiaire de Pierre Guillaume, prend sa défense dans une tribune intitulée "Question de principe" du **journal Libération du 5 mars 1979**, écrivant ainsi : « Ce que je me refuse à faire, y compris aux néo-nazis, je ne suis pas prêt à accepter qu'on le fasse à des hommes comme Rassinier ou Faurisson dont je sais qu'ils n'ont rien à voir avec eux, et le procès intenté à ce dernier me rappelle plus l'Inquisition qu'une lutte contre le retour du pire»."*

*"En **décembre 1980**, il intervient au procès intenté par la LICRA à Faurisson pour exprimer sa réticence à résoudre un problème d'histoire par voie légale et pour préciser son engagement dans l'affaire Faurisson."*

*"Finalement, au **printemps 1981**, Gabriel Cohn-Bendit annonce publiquement sa séparation du clan faurissonien."*

Concernant **Noam Chomsky**, lui aussi a défendu le droit de Faurisson à soutenir ses thèses.

Son rôle commence fin 1979 avec la signature d'une pétition cosignée par environ 600 autres personnes (voir [ici](#)) en faveur de la liberté d'expression de Faurisson.

Bien sûr, la pétition a servi également à donner du poids au travail de Faurisson. Si autant d'intellectuels le soutenaient, dont certains de premier plan comme Chomsky, c'est que c'était quelqu'un. Ça n'était pas un type insignifiant.

Puis Chomsky écrit un essai intitulé "*Some Elementary Comments on the Rights of Freedom of Expression*" et autorise à l'utiliser pour n'importe quel usage. C'est ce que font Serge Thion et Pierre Guillaume en 1980 comme préface à un livre de Faurisson.

L'affaire continue en décembre 1980, puisque Chomsky se désolidarise d'abord de Faurisson en envoyant une lettre à l'écrivain français Jean-Pierre Faye que celui-ci dévoile dans l'émission de la chaîne de télévision française "Antenne 2" le **18 décembre 1980**. Puis, il revient sur cette déclaration le jour même dans une interview accordée au correspondant aux Etats-Unis du quotidien italien La Stampa, M. Furio Colombo (voir [ici](#)).

La partie importante de son rôle s'arrête plus ou moins à cette date.

Or, il y a longtemps que les conspirationnistes ont compris que Chomsky est un agent du système, un gatekeeper de base destiné à orienter les gens vers des théories sans danger pour le système. Et, vu son parcours et sa notoriété, c'est très probablement un membre de l'élite.

Quand à Jean-Gabriel Cohn-Bendit, même s'il semble n'avoir rien fait d'extraordinaire dans sa vie, il faut savoir que c'est le frère de Daniel Cohn-Bendit, qui appartient clairement à l'élite (figure la plus connue du mouvement de contestation français de mai 68, politicien écologiste depuis les années 80 en Allemagne, député européen, chouchou des médias français). Et si Daniel Cohn-Bendit fait partie de l'élite, c'est évidemment le cas de toute sa famille. Jean-Gabriel Cohn-Bendit n'est donc pas n'importe qui ; c'est un membre de l'élite.

Encore une fois, il est impossible que deux agents d'influence et membre de l'élite aient décidé de soutenir Faurisson de leur propre chef. S'ils l'ont fait, c'est forcément que l'élite leur a ordonné de le faire.

Pourquoi cette dernière leur a-t-elle ordonné ça ? Quel était son intérêt ? Ici, les dates sont importantes. On peut constater que le rôle de Cohn-Bendit et de Chomsky a duré jusqu'à environ la moitié de 1981. A mon avis, avec les procès, ça a permis **d'entretenir l'affaire Faurisson** au-delà des deux articles du Matin et du Monde et de continuer à faire de la publicité au révisionnisme. Sinon, Faurisson serait tombé presque immédiatement dans l'oubli. Là, en partie grâce à Cohn-Bendit et Chomsky, on en a encore parlé pendant 2 ans et demi dans les journaux, à la radio et à la télévision, ce qui a permis de faire connaître le révisionnisme à tous les gens ayant un peu de culture.

Autre élément important, il s'agissait de gens de gauche. Cohn-Bendit était carrément d'extrême-gauche. Et Chomsky était de gauche. C'est vrai que la gauche américaine était plus à droite que la gauche française. Mais à l'époque, elle était tout de même assez à gauche. Et c'était un intellectuel admiré par les gauchistes français à ce moment-là. Pourquoi choisir deux agents d'influence de gauche plutôt que de droite pour défendre Faurisson ? Eh bien tout simplement pour justifier que leurs avis aient été publiés dans des journaux de gauche et en fait, publiés tout court. Si ça avait été des personnalités de droite, elles auraient pu être soupçonnées de sympathie avec le nazisme et donc, il aurait été difficile de justifier qu'on publie leurs opinions, même dans des journaux de droite (vu qu'alors, les journaux de droite se réclamaient encore tous de l'héritage de la résistance). Alors que là, les journaux de gauche ayant publié leurs opinions sur l'affaire pouvaient dire qu'ils l'avaient fait parce que ces personnes étaient insoupçonnables de sympathie avec le nazisme. Et en plus, c'était des juifs, donc encore moins suspects d'avoir liens avec l'extrême-droite.

Eh bien sûr, les multiples procès qu'a eus Faurisson dans les années 80 ont encore contribué à faire parler de lui. A chaque fois qu'il était condamné ou qu'il faisait appel, on parlait de lui.

Cette intervention de Chomsky et Cohn-Bendit servait aussi à expliquer en partie que les médias n'aient pas organisé de blackout sur Faurisson. Le soutien d'intellectuels de gauche (l'un connu, et l'autre moins, mais qui était le frère de l'archi connu Daniel Cohn-Bendit), a entraîné un débat sur la liberté d'expression entre grands intellectuels, journalistes, etc..., ainsi qu'une sorte de flottement dans les médias vis-à-vis du cas Faurisson. Ça a justifié pendant un temps qu'au lieu qu'on organise l'omerta à son encontre, on continue à parler de lui. Sans ce soutien, il aurait été plus difficile d'expliquer par la suite que les médias n'aient pas immédiatement arrêté de parler de lui.

## 1.5) Articles et interventions dans les médias post affaire du Monde

Comme on pouvait s'y attendre, l'affaire ne s'arrête pas là.

Apparemment, une autre lettre aurait été publiée, cette fois dans le **Nouvel Observateur** du **15 avril 1979** (voir le livre "*Histoire du négationnisme en France*", de Valérie Igounet). Donc, après que l'affaire Faurisson ait éclaté.

Il y a également une interview de Robert Faurisson à "**Storia Illustrata**" (Italie) en **août 1979** (n° 261, voir [ici](#)), réalisée par Antonio Pitamitz. Là aussi, l'interview a eu lieu après que Faurisson ait fait scandale en France et soit devenu un homme à abattre en Europe.

Puis, il a été invité à la radio "**Europe 1**" le **17 septembre 1980**, par Ivan Levaï (un juif et évidemment un agent de l'élite vu sa carrière), comme on peut le voir [ici](#).

C'est également sur [Wikipédia](#) :

*"Faurisson est à nouveau condamné, cette fois à trois mois de prison avec sursis et 5 000 F d'amende, pour avoir déclaré sur Europe 1, le 17 décembre 1980 : « Les prétendues chambres à gaz hitlériennes et le prétendu génocide des juifs forment un seul et même mensonge historique, qui a permis une gigantesque escroquerie politico-financière dont les principaux bénéficiaires sont l'État d'Israël et le sionisme international et dont les principales victimes sont le peuple allemand, mais non ses dirigeants, et le peuple palestinien tout entier. »"*

Pour les lecteurs étrangers, Europe 1 était à l'époque la radio ayant le plus d'audience en France, avec RTL (au pire, elle était 2<sup>ème</sup> certaines années).

Or là, Faurisson était déjà devenu l'ennemi public numéro 1. On a vu qu'il aurait déjà dû l'être avant l'affaire du Monde de fin 1978, puisqu'il était connu des journaux depuis 1974. Mais en 1981, il était carrément devenu l'homme à abattre de façon officielle. Donc, il était encore plus inconcevable qu'il soit invité à Europe 1 (et qu'on parle de lui dans le *Nouvel Observateur* et dans *Storia Illustrata*).

Par ailleurs, **Ivan Levaï** est apparemment un sioniste. Il a en effet publié en 2006 un livre intitulé "*Israël mon amour*". La légende du livre dit : "*Plus on juge, moins on aime. En cinquante ans de voyages au " Proche-Orient ", Ivan Levaï a vu grandir son amour pour le peuple juif et perdu toute envie de participer à la dénonciation systématique de la politique d'Israël*". Par ailleurs, il faut savoir qu'Ivan Levaï était à l'époque le mari d'Anne Sinclair, également une juive (et évidemment membre de l'élite vu sa carrière). Or, celle-ci est connue pour avoir déclaré en 1979 "*je ne crois pas que j'aurais épousé un non-juif*" (voir [ici](#)). Donc, on avait un beau couple de sionistes. Alors, il est dit que c'est Anne Sinclair qui l'aurait fait revenir à la judéité. Ce qui signifie qu'à la base, il ne s'intéressait pas à la religion juive. Mais bon, en 1981, il était marié avec elle depuis 5 ans (1976). Il avait déjà eu le temps d'y revenir. Donc, à l'époque, Levaï était très probablement déjà un communautariste juif. Et de toute façon, c'était clairement un membre de l'élite, vu tout son parcours professionnel. Ceci rend l'interview de Faurisson encore plus illogique.

Autre chose, l'interview de Faurisson aurait dû conduire l'élite à saquer Ivan Levaï après coup (si ça avait été un simple gars ordinaire). Ça aurait dû être considéré comme un énorme faux pas. Mais, non, il n'a reçu aucune sanction. Au contraire, il a rédigé quelques mois plus tard le discours de



François Mitterrand après sa victoire à la présidentielle de juin 1981. En septembre 1981, il est nommé conseiller spécial du président délégué d'Europe 1 (Jean-Luc Lagardère) pour l'évolution des programmes de la station. Il crée l'émission quotidienne (20 h à 23 h) "*Radio Libre à...*" en juin 1981. Il prend ensuite la direction de la rédaction d'Europe 1 (1983-1985). Donc, au lieu d'être critiqué pour avoir fait le jeu du révisionnisme, personne ne lui en tient rigueur et sa carrière ne cesse de progresser. Et c'est le cas tout simplement parce qu'il a fait ce que l'élite lui avait demandé de faire.

Par ailleurs, concernant l'argument selon lequel on était à une époque de grande liberté d'expression, de remise en cause de l'autorité, et de délires en tout genre, on ne peut pas dire que la direction d'Europe 1 nageait dans la fantaisie et la rébellion, très loin de là. Europe 1 était une radio sérieuse dans tout ce qui était émissions politiques, historiques, sociales, etc... Et c'était particulièrement le cas d'Ivan Levaï et de ses émissions politiques. Donc, si Faurisson est passé chez ce dernier, ça n'est pas parce que des jeunes libertaires de mai 68 l'auraient décidé par souci de liberté d'expression. c'est encore une fois qu'on voulait le faire connaître.

Faurisson est à nouveau cité dans les médias durant les années 1981 et 1982. C'est le cas sur la chaîne de télé français "**Antenne 2**". A l'époque, Antenne 2 était la 2<sup>ème</sup> chaîne la plus regardée de France, juste derrière TF1.

On a par exemple le grand rabbin René Samuel Sirat, qui est invité à l'émission "cartes sur table" (voir [ici](#)) le **12 janvier 1981**. Il y parle, entre autre, même si de façon voilée, de Faurisson et du révisionnisme (une des questions est en effet : "*Que répondre à un universitaire qui met en cause l'existence des camps de concentration ?*").

Il est y cité dans le journal de 20h du **1<sup>er</sup> juin 1981**, par le journaliste Paul Lefevre (voir [ici](#)) à propos de son procès pour incitation à la haine raciale intenté par la Licra et des associations d'anciens déportés.

C'est le cas aussi le **25 juin 1981**, encore au journal de 20h d'Antenne 2 ([ici](#)), pour la même raison.

Puis, le **3 juillet 1981**, dans le journal de fin de soirée d'Antenne 2 (voir [ici](#)). Il est dit sur le résumé de l'émission : "*Robert Faurisson vient d'être condamné pour incitation à la haine raciale et diffamation raciale. Dans ses livres et ses déclarations, ce professeur d'histoire soutient que les chambres à gaz et le génocide juif pendant la Seconde guerre mondiale n'ont pas existé*".

On parle encore du révisionnisme et de Faurisson sur Antenne 2, à l'émission Apostrophe, le **12 mars 1982** ("Attention à la marche de l'histoire", [ici](#)). L'intellectuel Alain Finkielkraut y parle de son livre "*L'avenir d'une négation : réflexion sur la question du génocide*", qui traite du sujet du révisionnisme et de Faurisson. Apostrophe était une émission littéraire extrêmement suivie à cette époque (et en 1982-83, elle était à son apogée, avec 12 % de part de marché). Elle passait en 2<sup>ème</sup> partie de soirée (21h30).

Et bien sûr, aussi bien pour la condamnation lors de son procès de 1981, que pour le livre de Finkielkraut, la plupart des autres médias ont dû en parler à l'époque.

Le fait qu'on parle régulièrement de Faurisson et du révisionnisme à cette époque est confirmé dans le livre "*Histoire du négationnisme en France*" de Valérie Igounet, il est dit que "*les années de l'affaire Faurisson correspondent à une **médiatisation sans précédent du discours négationniste***".

Ces articles, interviews, reportages, etc., sont encore plus illogiques que ceux de fin 1978, vu l'ampleur qu'avait pris l'affaire Faurisson. Au moins, avant l'affaire, on pouvait dire que Faurisson était encore relativement peu connu du grand public. Mais là, ça n'était plus le cas. Donc, continuer à en parler lui faisait clairement une publicité énorme. Chaque article, chaque reportage dans les journaux, à la télévision ou à la radio, c'était des centaines de milliers de personnes supplémentaires, voire des millions, qui prenaient conscience de l'existence du révisionnisme. Les médias auraient dû refermer la boîte de pandore immédiatement. Mais ils ne l'ont évidemment pas fait puisque le plan de l'élite était en fait de propager la théorie révisionniste.

Et la raison de ces articles et reportages est la même que pour l'affaire de la pétition en soutien à Faurisson. Il fallait continuer à faire parler de lui pendant encore des années, pour que celui-ci, non seulement ne retombe pas dans l'oubli, mais même devienne encore plus connu. La publicité pour un produit ou un individu doit être répétée encore et encore pour que les gens se souviennent qu'il existe et que d'autres le découvrent.

### 1.6) Faurisson avait déjà été invité à la télévision et cité dans les journaux pour ses théories littéraires

C'est plus anecdotique, mais en lisant la biographie de Faurisson, on s'aperçoit qu'il avait déjà été invité à la télévision. Et on avait aussi parlé de lui dans les journaux. D'ailleurs, les médias le présentent comme un type avide de reconnaissance, ce qui leur permet de justifier qu'il ait écrit si souvent aux journaux pour faire publier ses thèses révisionnistes.

Sur [Wikipédia](#), il est dit qu'en **1961**, à 32 ans, Robert Faurisson publie dans la revue Bizarre, éditée par Jean-Jacques Pauvert, une étude de l'œuvre d'Arthur Rimbaud, sous le titre "A-t-on lu Rimbaud ?".

On apprend dans cet [article](#) du Monde que le **3 février 1962**, un linguiste avait analysé le texte de Faurisson sur Rimbaud.

Encore sur Wikipédia : "*Robert Faurisson publie en **janvier 1971** un premier article consacré à Lautréamont dans **La Nouvelle Revue française**, intitulé « Les divertissements d'Isidore ». Il y présente sa thèse sur Lautréamont. Les Chants de Maldoror et les Poésies seraient une parodie, là encore insoupçonnée jusqu'à cette démystification. L'article est salué dans Rivarol. **Invité par Michel Polac à l'émission littéraire Post-scriptum le 24 avril 1971**, Robert Faurisson y est notamment confronté à Gérard Legrand. Il soutient de manière provocante qu'il suffit d'étudier le texte « au ras des pâquerettes » pour y voir « la plus belle mystification littéraire » qu'on ait jamais vue.*"

[Ici](#), on parle de La Nouvelle Revue Française comme étant une prestigieuse revue de Gallimard.

Il est d'ailleurs à nouveau publié par Gallimard pour son livre "A-t-on lu La Trémoille ?", le 16 novembre 1972.

Et comme on peut le lire dans l'extrait ci-dessus, il a été invité par Michel Polac à son émission de télévision "Post-scriptum", le 27 avril 1971, pour débattre de la polémique qu'il a introduite sur les chants de Maldoror.

D'ailleurs, dans [l'article](#) du Monde de 2012, il est dit que cette polémique sur les chants de Maldoror a été traitée dans les pages littéraires du journal le Monde, à cette époque (vers 1971 ou 72). Apparemment, plusieurs lettres de réponses de Faurisson ont été publiées.

Ce qu'on peut penser, c'est qu'il a été cité et invité dans les médias pour faire en sorte de pouvoir expliquer ensuite pourquoi les journaux ont accepté de parler de ses théories révisionnistes. Si ça avait été un inconnu complet, ça aurait été vraiment très bizarre que Le Matin de Paris, le Monde et d'autres journaux aient parlé de lui. Mais s'il avait déjà une petite notoriété en plus d'être professeur d'université, ça devenait plus normal.

Le fait qu'il ait défendu des théories hérétiques déjà en matière de littérature permettait également d'expliquer qu'il en soit venu aux idées révisionnistes. Sinon, on aurait pu se demander comment une telle chose avait été possible.

### **1.7) L'attitude de Faurisson et des révisionnistes vis-à-vis du conspirationnisme et l'attitude des conspirationnistes vis-à-vis du révisionnisme entre 1998 et 2009**

L'attitude de Faurisson et des tenants du révisionnisme lors de l'arrivée du conspirationnisme est bizarre également. Faurisson et les autres révisionnistes auraient dû être séduits par ces nouvelles théories. D'autant plus qu'indirectement, elles allaient dans le sens du révisionnisme. En effet, le conspirationnisme est un bloc, si les gouvernements mentent sur le 11 septembre, alors, ils ont pu mentir sur l'holocauste. C'est d'ailleurs pour ça que l'élite rejette le conspirationnisme dans son ensemble. Si la moindre conspiration se révèle être vraie, alors c'est tout le bloc de la vérité officielle qui s'effondre. Il convient donc pour les autorités de ne rien laisser passer.

Du coup, Faurisson et les autres grandes figures du révisionnisme auraient pu se servir des nouvelles théories conspirationnistes comme d'éléments allant dans le sens de leurs idées. Mais non, comme c'est dommage, ils n'ont rien fait de tel. Ceci alors que d'autres le faisaient sans hésiter.

Par ailleurs, les médias officiels nous présentent Faurisson comme un type très attiré par ce qui pouvait faire parler de lui. Or, il lui était devenu impossible de s'exprimer en public sur le sujet du révisionnisme après la loi Gayssot en 1990. Ce qui faisait qu'il était tout de même en perte de vitesse

au niveau médiatique. Donc, si ce qui l'avait motivé avait vraiment été d'attirer l'attention, le conspirationnisme aurait été une occasion rêvée de refaire parler de lui.

Et là, les révisionnistes n'avaient à craindre aucune interdiction, aucune loi de censure. Donc, ils pouvaient s'en donner à cœur joie. Ceux qui étaient trop exposés pour pouvoir s'exprimer encore dans des pays pratiquant la censure auraient pu y trouver un dérivatif et auraient pu faire ainsi un pied de nez aux autorités. Mais non, rien de rien. Ils n'en ont pratiquement pas parlé.

Donc, ils auraient dû se précipiter sur ces nouvelles théories. Ils auraient dû vouloir faire la jonction avec le révisionnisme. Celui-ci aurait profité de cette ouverture des figures historiques du révisionnisme aux nouvelles idées conspirationnistes.

Et d'une façon générale, même sans objectif de profiter des nouvelles théories pour faire de la publicité au révisionnisme, les révisionnistes "historiques" auraient dû défendre ces idées par solidarité et par intérêt intellectuel, par amour pour la vérité.

Qu'ils ne l'aient pas fait est donc très louche. Ça va tout à fait dans le sens de l'idée qu'ils n'étaient pas ce qu'ils semblaient être et que c'était en fait des agents.

De leur côté, au moins au départ, la plupart des conspirationnistes n'ont que très peu traité du révisionnisme. Les anti-illuminatis n'en parlaient pas du tout. Et les nationalistes conspirationnistes en parlaient finalement très peu. Certains oui ; mais cette tendance restait minoritaire. Et elle était située surtout aux USA.

Alors, c'est vrai que le révisionnisme était interdit dans beaucoup de pays. Mais ça ne l'était pas aux USA. Donc, il était tout à fait possible de monter un site web dans ce pays et être intouchable. Par ailleurs, même les sites en anglais créés par des américains n'en parlaient que relativement peu. Pourtant, eux ne craignaient rien de la justice.

C'est vrai aussi qu'il y avait l'étiquette antisémite mise sur les révisionnistes. Mais ça n'est pas le genre de chose qui aurait pu arrêter les conspirationnistes anti-illuminatis. Et ça aurait dû arrêter encore moins les nationalistes.

Alors, les anti-illuminatis étaient supposés ne pas s'intéresser à ça. Mais quand même, c'était une conspiration comme une autre. Et d'ailleurs, beaucoup d'entre eux ont fini par y venir.

Donc, il est bizarre que les conspirationnistes en aient si peu parlé. C'est bizarre pour les anti-illuminatis et ça l'est pour les nationalistes.

Je pense que la raison à ça est que si le révisionnisme avait eu du succès dès la fin des années 90 (en investissant les nouvelles tendances conspirationnistes ou même en ne faisant rien), ça aurait pu contaminer des tendances conspirationnistes auxquelles le révisionnisme n'était pas destiné. Donc, il fallait que le révisionnisme reste confidentiel à ce moment-là.

La tendance qu'il ne fallait pas contaminer, c'est la **nationaliste**. En effet, il semble clair qu'à terme, les nationalistes vont faire une alliance avec les juifs et les démocrates, au moins en Europe. Et ça, ça

exclue l'antisémitisme, puisque les juifs sont intouchables chez les démocrates. Donc, le révisionnisme devait se répandre le moins possible dans ce cercle. Il fallait qu'il y en ait quelques-uns pour conserver une certaine cohérence, puisque, traditionnellement, les nationalistes étaient supposés être antisémites. Mais il fallait que ça soit des tendances très minoritaires et considérées généralement comme extrémistes.

Par contre, il était nécessaire que ça se répande chez les **anti-illuminatis**, puisque, durant la 3<sup>ème</sup> guerre mondiale, une bonne partie sera du côté musulman, contre les démocrates, les nationalistes et les juifs. Mais, le problème, c'est qu'au départ du conspirationnisme, au début des années 2000, c'était plutôt les nationalistes qui penchaient vers le révisionnisme et les conspirationnistes anti-illuminati qui étaient contre l'antisémitisme et le révisionnisme.

Donc, il fallait réaliser un **basculement** de l'antisémitisme de la tendance nationaliste vers la tendance anti-illuminati. Et ça nécessitait évidemment du temps pour réaliser une telle chose. L'élite devait travailler les esprits des nationalistes pour les éloigner le plus possible de l'antisémitisme, puis que les juifs deviennent carrément leurs amis. Et au contraire, il fallait travailler les esprits des anti-illuminatis pour qu'ils deviennent de plus en plus judéo-critiques. Pendant cette période de temps (disons entre 1998 et 2009), les idées révisionnistes devaient rester très confidentielles. Sinon, ça aurait pu contrarier le travail d'abandon de l'antisémitisme dans la tendance nationaliste. Et ça aurait pu braquer beaucoup de gens commençant à s'intéresser aux idées anti-illuminatis. Ensuite, une fois les esprits bien réorientés dans les deux tendances, il devenait possible de démocratiser le révisionnisme. Là, les esprits des anti-illuminatis étaient prêts à accepter ces idées, et les esprits des nationalistes étaient prêts à les refuser en bloc de façon hystérique. C'est pour ça que la démocratisation du révisionnisme est arrivée durant les années 2010. Là, la plupart des nationalistes européens étaient devenus totalement antimusulmans et très pro-juifs. Et de leur côté, les anti-illuminatis étaient devenus très ouverts aux idées judéo-critiques. Et c'est dans ce cercle anti-illuminati qu'on a fait en sorte de démocratiser le révisionnisme.

Et c'est pour ça que, d'une part, les révisionnistes sont restés en dehors de cette explosion des théories conspirationnistes durant les années 1998-2009 et que, d'autre part, les nationalistes et les conspirationnistes ont somme toute très peu parlé des théories révisionnistes.

Alors, il y a encore des nationalistes judéo-critiques. Mais désormais, ils sont très minoritaires au sein des partis nationalistes. Et ils y sont persona non grata. La moindre allusion négative sur les juifs peut leur valoir l'exclusion.

Un intérêt annexe au fait que tous les révisionnistes de cette époque soient restés persécutés par l'élite et très peu suivis par le peuple (même par son élite intellectuelle) est que ça permettait que personne ne pense jamais que le révisionnisme est un projet de l'élite. Ensuite, rien n'empêchait que les idées révisionnistes ne soient reprises par de nouvelles générations. Mais en ayant cette génération de révisionnistes martyrisée jusqu'à la fin par toute la société, ça asseyait **l'authenticité** de ce mouvement. Quand des gens deviennent des martyres, qui peut oser douter de leur sincérité ? Des êtres qui sont devenus des légendes, des héros, des saints, sont au-dessus de toute critique et de tout doute sur leur honnêteté.

Or, si les révisionnistes avaient commencé à adopter les nouvelles théories conspirationnistes (anti-illuminatis), vu le succès de ces dernières à partir des années 2000, ils auraient pu être vus sous un angle positif. En tant qu'alliés du mouvement anti-illuminatis, ils auraient été considérés comme des amis de la vérité, comme des gens bien. Ils auraient reçu des soutiens beaucoup plus nombreux que les quelques centaines ou milliers de personnes qui les soutenaient à travers le monde. Donc, ils auraient été moins dans la position des maudits, des crucifiés sur l'autel de la vérité.

Supposons que Faurisson se soit tout d'un coup mis à dire que les missions lunaires, les attentats de 2001, les bombes atomiques, etc., étaient bidon. Vu que c'était dans le plan de l'élite de faire la promotion de ces idées, il aurait pu surfer sur la vague. Il aurait pu être vu en quelque sorte comme le père du conspirationnisme, ou en tout cas au moins comme un compagnon de route. En se recyclant dans le conspirationnisme, il aurait pu être à nouveau sous les feux de la rampe.

Mais dans ce cas, si son nouveau discours avait été apprécié, il aurait été moins martyr. Or, pour l'élite, il était plus intéressant qu'il reste honni et isolé pratiquement jusqu'à la fin (même chose pour les autres révisionnistes), pour garder au maximum cette aura de victime. En maintenant le mouvement révisionniste dans la clandestinité, donc dans le martyr, l'idée qu'il ait été créé par l'élite continuait à être impensable.

Alors, bien sûr, l'élite aurait pu résoudre ce problème en faisant en sorte que les vedettes du conspirationnisme rejettent Faurisson pour cause d'antisémitisme durant la période 1998-2009. Dans ce cas, il aurait continué à être isolé et donc à être un martyr. Mais alors, il aurait été plus difficile d'expliquer que, quelques années après, on le célèbre. Il valait donc mieux qu'il reste dans l'ombre (ainsi que les autres révisionnistes) pendant toute la période 1998-2009, le temps que les idées judéo-critiques fassent leur chemin dans la tête des adeptes des théories conspirationnistes anti-illuminatis, puis qu'il devienne une sorte de compagnon de route du conspirationnisme vers la fin de sa vie (à partir de 2009 environ).

L'élite aurait aussi pu faire en sorte que les révisionnistes pro-conspirationnisme soient seulement ignorés par les autres conspirationnistes. Mais ça aurait été difficile à expliquer, puisque c'était quand même d'énormes célébrités.

Donc, pour s'éviter des complications, l'élite a préféré faire en sorte qu'ils restent en dehors des nouveaux mouvements, pour qu'ils soient maintenus à la marge. Il fallait qu'ils restent isolés, qu'il n'y ait aucune jonction avec les autres conspirationnistes, avant que le basculement des anti-illuminatis vers "l'antisémitisme" ne soit réalisé.

D'ailleurs, ça permettait ensuite de répandre ces idées de façon bien plus importante qu'avec un mouvement de gens qui auraient commencé à avoir du succès. Bien sûr, pendant 35 ans, ça a maintenu le révisionnisme dans un ghetto de quelques centaines ou milliers de personnes. Mais, fort de son statut de mouvement opprimé injustement et de façon complètement hystérique, ça permettait ensuite de le répandre d'autant mieux auprès des gens qui pensent un minimum.

## 1.8) L'attitude de Soral et Dieudonné et d'autres conspirationnistes envers Faurisson à partir de 2009

Un autre problème se pose concernant l'attitude des conspirationnistes envers les révisionnistes : la quasi-totalité des célébrités du conspirationnisme sont des agents du pouvoir. Se pose alors la question suivante : comment se fait-il que de nombreux agents d'influence aient soutenu les révisionnistes à partir des années 2010 si ces derniers sont de vrais dissidents ?

On peut analyser le cas français, qui est particulièrement parlant, puisque la France est un des pays où l'antisémitisme fera son come-back le plus important.

En France comme ailleurs dans le monde, les mouvements conspirationnistes ont prospéré durant les années 2000. Et, là aussi, de nouvelles personnalités ont émergé. C'est le cas d'Alain Soral et de Dieudonné. Alain Soral est une sorte de pamphlétaire, polémiste, étant passé de la critique du féminisme à celles des juifs. Dieudonné est un humoriste de scène passé d'un humour inoffensif à un humour critiquant les juifs, la shoah, etc., bref, les sujets interdits.

Mais, bien sûr, Alain Soral comme Dieudonné sont des agents de l'élite qui sont là pour faire progresser "l'antisémitisme" et le mouvement anti-illuminati et pour fédérer les forces conspirationnistes et islamistes. C'est un peu comme Alex Jones aux USA, mais en beaucoup plus subtil et avec une mission différente.

Et il se trouve qu'à la fin des années 2000, Faurisson a commencé à recevoir le soutien de Soral et de Dieudonné. Ce soutien s'est manifesté une première fois lorsque Faurisson a été invité à monter sur scène à un spectacle de Dieudonné, le 26 décembre 2008, habillé en bagnard de camps allemands. Ce dernier a fait applaudir Faurisson par la salle. Dieudonné a récidivé en mars 2009, en faisant carrément un sketch avec Faurisson coiffé d'une kipa et en le publiant sur Dailymotion. En novembre 2009, il a sorti la chanson "Shoananas" (qui a dû être inventée par les think tanks de l'élite).

Le 8 octobre 2011, le site web d'Egalité et Réconciliation (**E&R**), association créée par Soral, publie l'article : "Blanrue : « Je n'ai jamais surpris Faurisson en flagrant délit de fraude ou de mensonge ! »". Le 20 octobre 2011, ERTV officiel, chaîne télé de l'association Egalité et Réconciliation, publie une vidéo intitulée : Alain Soral "Faurisson suinte la vérité". Le 2 mars 2013, le site E&R publie un papier avec ce titre "Entretien avec Robert Faurisson" ([ici](#)). Et ça continue :

3. 12 août 2014 : "C'est officiel, Faurisson avait raison !... sur l'épuration par les maquisards" ([ici](#))
4. 19 août 2014 : "Gregory Chelli s'attaque au Professeur Robert Faurisson" ([ici](#))
5. 21 janvier 2015 : "Gilad Atzmon rencontre Robert Faurisson" ([ici](#))
6. 24 avril 2015 : "La méthode révisionniste expliquée par le professeur Faurisson" ([ici](#))
7. 19 juin 2015 : "Entretien avec Robert Faurisson, historien persécuté" ([ici](#))
8. 22 septembre 2015 : "Pornographie mémorielle : l'expertise du Professeur Faurisson" ([ici](#))
9. 3 octobre 2016 : "Les reportages d'ERTV – Procès Faurisson : un historien poursuivi par la LICRA" ([ici](#))
10. 23 mai 2017 : "Faurisson contre-attaque – Les reportages d'ERTV " ([ici](#))

Bref, à partir de 2009, Faurisson reçoit un soutien très appuyé de la part de Soral et Dieudonné.

Or, si Faurisson était un vrai ennemi de l'élite, alors, jamais Soral et Dieudonné ne l'auraient soutenu (et à travers lui le révisionnisme) puisque ce sont des agents. S'ils l'ont fait, ça confirme une fois de plus qu'en réalité Faurisson est un agent lui aussi, et que l'ensemble du révisionnisme est un projet de l'élite.

Et s'ils l'ont soutenu, c'est pour favoriser le lancement de la **phase 5** du révisionnisme, qui est une phase de jonction avec le conspirationnisme.

Cette période où Faurisson a été invité sur scène chez Dieudonné, où ce dernier a lancé Shoananas, où il y a eu de nombreux articles sur Faurisson dans les médias dissidents, a servi à lancer vraiment le révisionnisme auprès des masses. Avec le soutien de Soral et Dieudonné à Faurisson, d'un seul coup, le révisionnisme a été adopté par plein de gens ordinaires séduits par le conspirationnisme. Parmi les dissidents, il est sorti de son ghetto.

Tout ça s'insère dans le plan de l'élite de faire monter "**l'antisémitisme**" afin d'obliger les juifs à aller en Israël lors de la troisième guerre mondiale. Tous ces dissidents devenus "jew aware" et croyant désormais au révisionnisme voient que celui-ci est persécuté. Ils voient que ceux qui ont un discours judéo-critique comme Soral et Dieudonné le sont également. Et ils deviennent de plus en plus hostiles aux juifs.

Bien sûr, les têtes pensantes de la dissidence soulignent bien que ce sont les dirigeants juifs qui sont à blâmer et pas les juifs ordinaires. Et c'est ce que pensent à peu près tous les dissidents de base actuellement. Mais, quand le groupe musulman/conspirationniste prendra le pouvoir en France et dans quelques autres pays Européens, il excitera les gens contre les juifs de base. Et de l'autre côté, l'élite fera en sorte d'embrigader les juifs de base contre le groupe musulmans/conspirationniste. A cause de ça, les dirigeants musulmans/conspirationnistes sembleront avoir raison quand ils diront que les juifs ordinaires posent aussi problème. Donc, la haine montera entre ces communautés. Et de toute manière, le pouvoir en question sera du genre dictatorial et hystérique, ce qui fera que le peuple n'aura rien à dire. Du coup, le moment venu, le pouvoir en place (pro-musulman et pro-dissident) expulsera les juifs de base ; ou leur sera tellement hostile qu'ils seront presque forcés d'aller en Israël pour assurer le rôle de colons que l'élite veut leur voir jouer. Et là, une partie du peuple sera convaincue que c'est bien. Et l'autre partie n'aura de toute façon rien à dire.

Mais, il est probable qu'avant même qu'il y ait des mesures spécifiques contre les juifs, les lois musulmanes mise en place soient déjà suffisamment pénibles, discriminantes et inquiétantes pour qu'une bonne partie des juifs parte en Israël. Dans la mesure où il faudra monter les blancs (non croyants ou chrétiens) contre les arabes et les noirs (musulmans), le pouvoir musulmans/conspirationnistes fera probablement des lois de dhimmitude, imposera en partie la charia, le voile pour les femmes, l'enseignement du Coran à l'école, etc...

En résumé, l'élite veut favoriser la montée de l'antisémitisme durant la période 2010-2040. Et le fait de libérer la parole sur le révisionnisme participe à ça.



Et c'est d'ailleurs cette cinquième phase du projet révisionniste qui permet tout d'un coup de comprendre qu'en fait, le révisionnisme était un projet des maîtres du monde. Le fait que des agents d'influence soutiennent le révisionnisme l'indique clairement. Si on ajoute à ça le comportement illogique des médias durant la période 1978-1983, et la compréhension du fait que l'élite veut en fait favoriser l'antisémitisme pour obliger le reste des juifs de la diaspora à partir vers Israël, les choses deviennent limpides.

### 1.9) Les problèmes avec le parcours révisionniste de Faurisson

A une époque où il n'y avait pas Internet et où pratiquement personne n'était révisionniste, on peut se demander comment Faurisson a bien pu le devenir ?

Alors, c'est vrai qu'en France, Bardèche, mais surtout Rassinier avaient déjà établi des jalons importants en affirmant qu'il n'y avait pas eu de gazages homicides à Buchenwald. Donc, c'est a priori en les lisant qu'il a été conduit à remettre en cause l'existence des chambres à gaz. Et dans la mesure où c'était un littéraire, il semble possible qu'il ait lu Bardèche et Rassinier.

Et effectivement, c'est ce qu'on peut lire dans la [revue](#) l'Histoire. Il y est dit qu'il a d'abord lu "Nuremberg ou la terre promise" de Maurice Bardèche dans les années d'après-guerre, donc probablement vers 1948 (date de sa publication) ou un ou deux ans plus tard. Puis, il lit "Lettre à François Mauriac" (1947) et ensuite "Nuremberg II ou les faux monnayeurs" (1952), tous les deux encore de Bardèche. En 1960, il prend connaissance de l'article "Pas de gazage à Dachau" de Martin Broszat, publié dans Die Zeit, où il est dit qu'il n'y a eu finalement aucun gazage sur le sol allemand. Probablement peu de temps après, il découvre "Le Mensonge d'Ulysse" de Paul Rassinier. Il se met à correspondre avec lui et ce dernier devient son conseiller jusqu'en 1967, date à laquelle il meurt subitement. En 1967, il fréquente la bibliothèque du Centre de documentation juive contemporaine (CDJC), située à Paris. Et c'est en 1976, en se rendant aux archives d'Auschwitz, qu'il aurait fait un apport définitif au révisionnisme en comprenant que, si on se basait sur les données officielles, les chambres à gaz n'avaient pas pu fonctionner.

C'est ce qu'on peut lire dans le journal le [Point](#).

*"En 1976, il se rend aux archives d'Auschwitz et parle d'une « **révélation** ». Selon lui, les chambres à gaz n'ont jamais pu fonctionner si on se base sur les plans. Faurisson, par rapport à ses prédécesseurs négationnistes, apporte un aspect technique, pseudo-scientifique, et en plus, il a une caution universitaire. "*

Alors, pourquoi pas ? Avec la version présentée par le magazine l'Histoire, cet itinéraire révisionniste est possible.

Mais on va voir qu'il y a quand même quelques problèmes.

### *1.9.1) L'improbable combattant de la vérité*

Déjà, c'est quand même extraordinaire que, sur les quelques dizaines de milliers de gens ayant lu Bardèche et Rassinier, il se soit trouvé un valeureux combattant de la vérité. Et que celui-ci ne se soit pas contenté de reprendre ce que disait Rassinier, mais ait étendu de lui-même la révision à la totalité de l'holocauste. En effet, sur ces dizaines de milliers de personnes les ayant lus, la plupart ont dû les lire en curieux, ou ont dû désapprouver plus ou moins fortement. Ceux qui les ont approuvés légèrement ou moyennement dans ce climat d'hystérie contre les deux auteurs, et dans une époque où la guerre était encore toute proche, devaient être quelques centaines. Et ceux qui les approuvaient fortement devaient être à peine quelques dizaines.

Donc, déjà, on peut se dire qu'il était sacrément fort le Faurisson. A l'époque actuelle, où on doute de toute parce qu'on a accès à la vérité par Internet, croire à des mensonges de cette ampleur devient normal. Mais à ce moment-là, on ne doutait de rien. Et du coup, imaginer un mensonge pareil était assez extraordinaire pour l'époque.

Mais surtout, le problème, c'est qu'on peut constater que, sur Internet, avec des dizaines de millions de personnes qui s'intéressent au conspirationnisme de près ou de loin, on doit avoir à peine quelques dizaines de vrais blogueurs au milieu de centaines de faux. Et ça, alors que sur Internet, on est anonyme, ce qui réduit le danger très fortement. Et en plus, la vaste majorité de ces vrais blogueurs ne font que reprendre des choses vues ailleurs. En comptant large, on doit avoir à peine une vingtaine ou une trentaine de ces blogueurs qui produisent du travail original. Et bien sûr, la plupart ne seraient pas prêts à révéler leur vraie identité, ceci alors que le conspirationnisme n'est pas illégal et qu'il devient de plus en plus répandu. Le risque qu'ils prendraient en faisant ça se situerait donc essentiellement au niveau social et professionnel (désapprobation éventuelle de leurs supérieurs hiérarchiques, et d'une petite partie de leurs collègues, connaissances, amis, famille), mais pas au niveau légal. Donc, sur les dizaines de millions de personnes initiales, on arrive à seulement 4 ou 5 personnes qui seraient prêts à s'exprimer sous leur vraie identité et en produisant du travail original.

Mais là, incroyable ! Sur à peine quelque dizaines de lecteurs convaincus de la thèse de Bardèche, on a un paladin de la vérité qui est prêt à mettre en l'air sa carrière et éventuellement sa situation financière et sa liberté pour le seul amour de celle-ci. Il risquait également de perdre la plupart de ses amis et d'être rejeté par sa famille, ses collègues et toutes ses autres relations sociales. Sans compter le risque de se faire tabasser par des jeunes fanatiques juifs ou d'extrême-gauche, ce qui pouvait impliquer de finir handicapé ou même d'être tué. Et non seulement ça, mais c'est en plus quelqu'un qui ne fait pas que répéter ce qu'il a déjà vu. Il innove et étend le champ d'analyse du révisionnisme. Fantastique !

Et en plus, il fait ça sous son vrai nom. Il aurait pu se contenter d'écrire sous pseudonyme, vu les dangers certains auxquels il s'exposait. Mais non ; non seulement il reprend les idées révisionnistes, non seulement il est capable de les développer, mais en plus, c'est un type extrêmement courageux qui est prêt à s'exposer à des dangers extrêmes. Sur quelques dizaines de révisionnistes, à une époque où ces gens-là étaient honnis de toute la société, et où il était certain que des poursuites judiciaires seraient engagées, miracle, on en a un qui ne voit pas de problème à donner son nom.

Alors, on pourrait dire qu'à l'époque, il n'y avait pas encore la loi Fabius-Gayssot, donc, qu'il ne risquait pas de poursuites judiciaires. Mais c'est faux. En effet, Rassinier et Bardèche avaient déjà été condamnés dans les années 50 pour leurs écrits révisionnistes : Bardèche pour apologie de crimes de guerre, Rassinier pour injures et diffamation. Par ailleurs, avant la loi Gayssot, Faurisson sera condamné pour diffamation raciale et incitation à la haine raciale ; diffamation ; et dommages à autrui. D'ailleurs, dans [l'article](#) "*Les thèses négationnistes et la liberté d'expression en France*", Régine Dhoquois, Ethnologie française, 2006, il est dit concernant la nécessité de la loi Fabius-Gayssot :

*"Apologie de crime, diffamation, responsabilité pour faute, provocation à la discrimination, l'arsenal juridique semblait suffisant pour poursuivre et condamner les auteurs d'écrits négationnistes."*

Donc, la différence entre les conspirationnistes d'aujourd'hui qui donnent leurs vrais noms et Faurisson est encore plus saisissante en ce qui concerne les risques pris. D'un côté, on n'a pas de risques au niveau judiciaire, relativement peu de problèmes avec ses amis, connaissances, et famille si on ne les embête pas directement avec ça, et pas de risque de se faire tabasser. Concernant le risque de se faire licencier ou mettre à l'écart dans son travail, c'est possible, mais pas certain. De l'autre, tous ces dangers sont présents. Donc, vu le faible nombre de gens ayant connaissance du révisionnisme à l'époque, le cas de Faurisson devient un peu trop extraordinaire pour être vrai. Ça n'est pas impossible, mais c'est extrêmement peu probable.

### **1.9.2) Les bizarreries liées à l'achat du livre de Bardèche en 1949**

Concernant le livre de Bardèche, vu qu'il n'était pas interdit, on se dit qu'il devait être disponible à la vente de façon libre et qu'il était donc facile de le trouver. Et comme l'interdiction n'est arrivée qu'en mars 1952, Faurisson avait tout le temps pour l'acheter. Mais en fait, dans le livre de François Brigneau "Qui est le professeur Faurisson ?", il est dit page 52 :

*"Sitôt Nuremberg annoncé, la contre-offensive se déclencha. Procès, interdiction à l'affichage, publicité interdite, poursuites, le pauvre Bardèche, qui avait déjà fait six ou sept mois de prison pour deux articles écrits durant l'Occupation: l'un sur Stendhal, l'autre sur Flaubert, se trouva au centre d'un scandale en forme de maelström. **Très vite, Nuremberg ne se trouva plus que sous le manteau, comme les romans pornographiques (ce que Faurisson et Guillaume allaient également connaître, quarante ans après: il y a de l'esprit de suite dans la répression!) et à des prix de marché noir.**"*

Donc, contrairement à ce que laisse croire l'histoire officielle, le livre était déjà introuvable en 1949, à peu près autant que s'il avait été interdit. Ça change bien des choses.

Puisque le livre a été publié en octobre 1948 (tiré à 25.000 exemplaires), on peut penser que Faurisson se l'est procuré en 1949, avant qu'il ne devienne complètement impossible de l'obtenir. C'est d'ailleurs confirmé page 56 : "*Tout ce que je raconte aujourd'hui à propos de Nuremberg ou la Terre promise — et vous voyez comme j'ai la digression vivace... — il n'est pas sûr que Robert Faurisson l'ait perçu en 1949.*"

Du coup, problème. Comment se fait-il que Faurisson, qui avait à peine 20 ans et n'était apparemment en contact avec aucun mouvement politique, a réussi à se procurer ce livre devenu introuvable ? S'ajoutait à ça le problème du prix du livre.

Concernant ce dernier point, Brigneau nous explique que :

*"Chez les Faurisson, l'argent de poche était remplacé par un coup de sifflet long. Grâce à la générosité d'une de ses tantes, le jeune Robert put acquérir le livre maudit. Ce fut comme une sorte de révélation."*

On imagine assez difficilement qu'une de ses tantes aient accepté de le financer pour acheter un livre interdit et marqué à l'extrême-droite. Mais bon...

Mais en tout cas, le problème de la façon de l'obtenir reste entier. Brigneau parle du fait que les livres de Faurisson se trouvaient sous le manteau, comme ceux de Bardèche en son temps. J'ai personnellement expérimenté la chose au début des années 90. J'aurais bien aimé me procurer des livres révisionnistes pour juger sur pièce. Mais c'était quasi-impossible. Effectivement, ça ne se trouvait nulle part et je n'ai jamais réussi à m'en procurer. Ce n'est que grâce à Internet et le site de l'Aaargh que j'ai enfin pu les obtenir en 1996.

Donc, on voit difficilement comment Faurisson aurait pu se procurer ce livre. Pour ça, il aurait fallu être en lien avec des militants de partis politiques d'extrême-droite. Mais on nous dit qu'il était apolitique. Donc, il n'avait aucun moyen de le trouver.

Et ça n'est pas sur ses copains qu'il pouvait compter. A l'époque, les opinions politiques se partageaient entre communisme, socialisme et droite se réclamant de la résistance, tous totalement antinazis. Donc, déjà, il était hors de question de dire à un camarade qu'on était intéressé par un tel ouvrage. C'était un peu comme déclarer qu'on voulait lire Mein Kampf. Ça vous aurait classé immédiatement dans la catégorie "amis du nazisme". En 1949, c'était comme être le représentant du diable sur terre. Ses amis l'auraient considéré soit comme un dingue, soit comme une immonde ordure et auraient arrêté de le fréquenter. Ça aurait la mort sociale pour lui. Ça n'est pas pour rien que les nationalistes rasaient les murs à l'époque. Donc, il était évidemment hors de question de leur parler de ça.

Mais quand bien même il aurait été assez fou pour leur déclarer son envie de le lire, non seulement ils n'auraient pas pu l'aider parce que ni eux ni personne de leur entourage ne l'auraient acheté, mais en plus, ils n'auraient pas voulu l'aider. Donc, on voit très mal comment il aurait pu trouver ce livre.

On parle de marché noir. Mais on imagine assez peu un marché noir pour ce genre de chose. Il y en avait à l'époque pour la nourriture et diverses autres denrées nécessaires. Mais il n'y en avait très probablement pas pour des livres interdits. En France, ces derniers devaient se compter sur les doigts d'une seule main. Donc, c'est un marché trop petit et où il doit être trop difficile pour les acheteurs et les vendeurs de se trouver pour que ça soit intéressant. Et de toute façon, quand bien même il y aurait eu un marché noir pour ce genre de chose, où l'acheter ? A moins d'avoir déjà des accointances avec des gens louches qui auraient en plus été au courant de ce micromarché, c'était comme chercher une aiguille dans une botte de foin.

Par ailleurs, les intellectuels sont rarement très débrouillards. Ce sont la plupart du temps des fils de bonne famille vivant dans un univers protégé où ils n'ont pas à faire preuve d'astuces ou de débrouillardise pour obtenir ce qu'ils veulent. Ils ont une vie bien réglée, rythmée essentiellement par les études et la lecture. Ça n'est pas le genre à être capables d'aller dans les endroits interlopes ou de fréquenter des types louches pour se procurer un livre.

Donc, il est clair que cette histoire de Faurisson se procurant le livre de Bardèche sur le marché noir ou via des amis est un mensonge. Mais pourquoi mentir à ce sujet ? Quel était l'intérêt ?

Eh bien, le problème, c'était que si Faurisson découvrait le révisionnisme seulement dans les années 60, ça donnait une peu l'impression qu'il était devenu révisionniste du jour au lendemain au lieu de le devenir progressivement. Il valait mieux qu'il ait un parcours révisionniste assez long et qu'il ait commencé tôt à lire des ouvrages révisionnistes. Dans cette optique, il était préférable qu'il ait lu Bardèche pour expliquer qu'il ait lu Rassiner au début des années 60. Ça n'était pas totalement indispensable. L'élite aurait pu faire sans. Mais c'était quand même mieux. Et puis, il valait mieux qu'il ait commencé son parcours à un moment où on parlait beaucoup des deux auteurs en question, c'est-à-dire lors de la sortie de leurs livres. Après, c'était moins logique qu'il en ait entendu parler. Et il était préférable qu'il ait commencé à s'intéresser au sujet quand il était étudiant, dans ses années de formation et de bouillonnement intellectuel. Après, c'était encore possible bien sûr. Mais, les gens ont tendance à moins changer d'idée après la vingtaine.

Seulement, s'il avait lu Bardèche, il fallait qu'il l'ait lu avant qu'il ait été totalement interdit. Sinon, vu qu'on ne voit pas comment on pouvait se procurer ce livre déjà en 1949, ça aurait été encore plus incompréhensible les années suivantes.

Donc, l'élite a décidé d'inclure dans son parcours intellectuel la lecture de "Nuremberg ou la terre promise" en 1949. Comme les gens devaient être totalement polarisés dans un sens ou dans un autre (totalement pour ou totalement contre) vis-à-vis de Faurisson, ça devait les empêcher de se poser des questions gênantes à ce sujet.

Par ailleurs, ce détail concernant la rareté du livre de Bardèche avant son interdiction pure et simple ne se retrouve que chez Brigneau apparemment, et peut-être dans certains écrits de Faurisson lui-même. Donc, pour tomber dessus, il faut vraiment chercher. Ça n'est personnellement qu'en creusant beaucoup, et avec de la chance, que je suis tombé sur l'ouvrage de Brigneau. Or, c'est ce détail qui conduit à se poser des questions sur la capacité de Faurisson à s'être procuré le livre de Bardèche. Et avoir l'information ne suffit pas ; il faut être suffisamment méfiant pour être capable de se dire que, vu les circonstances, il avait extrêmement peu de chances de l'obtenir. Du coup, la probabilité qu'une personne lambda tombe sur le livre de Brigneau, et que ce détail la fasse tiquer est infime. Donc, ça concerne tellement peu de monde que ça n'est pas trop gênant pour l'élite.

Mais pourquoi l'élite, via Brigneau (qui est clairement un agent), s'est-elle ennuyée à donner ces précisions concernant la rareté du livre de Bardèche avant l'interdiction, et la façon dont Faurisson se l'est procuré ? C'est probablement parce que l'information selon laquelle il a été rapidement introuvable est disponible d'autres ouvrages et dans des journaux de l'époque. On peut penser que l'élite a organisé la pénurie du livre pour qu'en réalité très peu d'exemplaires soient disponibles, ceci pour faire en sorte qu'on en parle, mais sans que pratiquement personne ne l'ait lu. Et du coup, dans les journaux de l'époque, il fallait expliquer cette difficulté à trouver ce livre. Ce qui signifie que,

quelque part, dans quelques articles de l'époque, même si ça n'est pas relié à l'affaire Faurisson, doit exister cette information sur la rareté de ce livre dès 1949. Et ça introduit une incohérence. Donc, même si celle-ci ne devait être remarquée que par extrêmement peu de gens, il fallait l'expliquer.

Corolaire de ce problème, l'élite doit nous expliquer pourquoi Faurisson a voulu lire absolument le livre de Bardèche. Et du coup, elle invente une histoire comme quoi il aurait été pris de pitié pour les allemands et les victimes de l'épuration et aurait commencé à considérer que la justice des vainqueurs de la deuxième guerre mondiale était inique. Mais ça n'est pas convaincant. On ne voit pas pourquoi un jeune homme de l'époque aurait eu spécialement de la compassion envers eux, alors que la propagande pour faire croire que les allemands avaient été des salauds (Holocauste, Oradour Sur Glane, Katyn, etc...) battait son plein, que la guerre venait de se terminer, qu'elle avait fait des dizaines de millions de morts et que les allemands en étaient considérés responsables par pratiquement tout le monde. Qu'il ait éventuellement eu de la pitié pour certains français lynchés injustement ou punis de façon totalement disproportionnée à la libération, c'est une chose. Mais qu'il ait eu de la commisération pour les allemands, c'en est une autre.

Et puis, sauter de certaines exactions de la résistance durant l'épuration, à l'injustice de Nuremberg (sujet du livre de Bardèche), il y avait quand même un saut conceptuel important. On ne voit pas pourquoi Faurisson aurait été spécialement contre le jugement de Nuremberg. Que des violences et abus aient été commis par quelques excités ou par des communistes durant l'épuration, ça restait d'une portée limitée. Le tribunal de Nuremberg était d'une toute autre crédibilité. Et il était anglo-saxon pour l'essentiel, donc infiniment moins suspect de partisanerie. Et la côte de popularité et de confiance des USA était à son maximum. De l'autre côté, les allemands étaient présentés comme les méchants absolus. Donc, pour un jeune étudiant naïf de l'époque, il n'y avait pas lieu de suspecter le tribunal de Nuremberg de faire une procédure totalement à charge, digne des procès staliniens.

Par ailleurs, les exactions qui se seraient passées lors de l'épuration et le traitement infâme infligé à certains allemands et les idées de Bardèche concernant l'holocauste ne sont pas liés. Faurisson pouvait très bien avoir été choqué par ça, et donc approuver le livre de Bardèche dans sa composante relative aux traitements inhumains infligés aux allemands. Mais il pouvait tout à fait refuser de le suivre dans ses opinions sur les camps de la mort. On veut nous faire penser que les deux étaient forcément liées. Mais ça n'était pas le cas. Et comme la théorie de Bardèche sur l'holocauste semblait incroyable, à l'époque, et qu'en plus, il apportait beaucoup moins d'arguments que Rassinier, Faurisson n'avait pas de raison de le suivre dans cette voie-là.

Et Faurisson était supposé être plus ou moins apolitique. Or, c'est ce genre de personnes qui sont généralement les plus naïves et les plus conformistes concernant l'histoire officielle. Quelqu'un qui est d'un côté politique opposé à celui des vainqueurs va bien sûr avoir tendance à être critique envers la justice de ce dernier (c'est ce qui fait que les idées de Bardèche sont logiques par rapport au personnage qu'on nous présente officiellement). Quelqu'un qui est de la tendance politique victorieuse va bien sûr tout gober sans le moindre problème (sauf s'il a vécu les choses en direct et qu'il est suffisamment fort mentalement pour oser s'opposer à la doxa dominante, cas de Rassinier). Et celui qui est seulement apolitique ne va rien remettre en cause non plus ; tout simplement parce qu'il ne s'intéresse pas à la politique. Donc, il ne creuse pas et s'en tient à la narration officielle. Il reste à la surface des choses en matière politique et en matière d'histoire contemporaine. Mais pas

Faurisson. Lui, malgré son apolitisme, n'était pas naïf ou conformiste et du coup, a suivi Bardèche dans ses théories révisionnistes. Etonnant une fois de plus.

Et même s'il avait considéré que la justice des vainqueurs pouvait avoir tendance dans certains cas à être partisane, orientée, arbitraire, etc., il n'avait pas de raison de généraliser à toute la justice des vainqueurs du jour. Donc, il n'y avait pas de raison que Faurisson ait été tellement indigné par certains abus qu'il ait été extrêmement motivé par ce livre et qu'il ait voulu se le procurer, même acheté au prix fort.

Par ailleurs, si encore ça avait été quelqu'un de passionné politiquement, ça aurait éventuellement pu se comprendre. Mais il était apparemment très neutre à ce niveau-là. Donc, ici, il y a un contraste entre la fadeur politique de Faurisson et sa motivation importante pour obtenir ce livre.

### *1.9.3) Pourquoi l'élite a-t-elle tenu à ce que sa bio dise qu'il a lu Bardèche en 1949 ?*

Alors, pourquoi l'élite a-t-elle voulu qu'il lise Bardèche en 1949, malgré les bizarreries qui ça introduisait ?

A mon avis, le problème, c'est qu'il ne s'est vraiment converti au révisionnisme qu'au début des années 60, en lisant Rassinier (puisque Bardèche allait quand même moins loin que Rassinier et présentait beaucoup moins de détails et de réflexions). Or, une conversion au révisionnisme, de but en blanc à l'âge d'environ 35 ans (en 1964), quand les croyances ont déjà tendance à être figées, ça pouvait paraître bizarre. Donc, dans le script que l'élite veut nous vendre, il valait mieux qu'il ait déjà été sensibilisé au problème avec Bardèche, qu'il ait été pendant 15 ans comme un pré-révisionniste n'attendant que la découverte de Rassinier pour se transformer en révisionniste complet.

Et puis, en lui faisant découvrir le sujet en 1949, ça collait bien avec l'esprit de découverte d'un jeune intellectuel de 20 ans. Et il découvrait alors le sujet alors que celui-ci bénéficiait d'une publicité énorme. Donc, ça semblait logique qu'il ait appris l'existence de cette théorie à ce moment-là.

A l'inverse, dans les années 60, on ne parlait plus vraiment de Bardèche et de Rassinier. L'époque du scandale avait eu lieu au moment de la parution de leurs livres, respectivement en 1948 et 1950. Dès lors, dans les années 60, sans articles répétés dans les journaux, il n'y avait pas tellement de raison que Faurisson ne les découvre. Et il pouvait encore moins découvrir Bardèche, puisque là, son livre était interdit depuis longtemps ; ce qui fait qu'il devait être cette fois pratiquement impossible à obtenir. A la rigueur, pour le livre de Rassinier, Faurisson aurait pu en prendre connaissance en 1955, année de sa réautorisation et du coup, de sa réédition. Là, les journaux en ont peut-être parlé. Mais dans les années 60, ça n'était plus le cas. Donc, il valait mieux qu'il ait déjà eu connaissance des livres de Bardèche pour justifier qu'il ait découvert les livres de Rassinier au début des années 60.

Les agents de l'élite qui ont travaillé sur cette affaire auraient pu faire commencer son parcours révisionniste dans les années 60 avec Rassinier, sans passer par la case Bardèche. Et l'histoire serait passée aussi bien auprès du grand public. Mais par acquis de conscience, et aussi parce qu'ils visent

le public intellectuel pour ce genre de détails, ils ont préféré faire comme ça. Parfois ils bâclent plus ou moins les détails, mais souvent, comme ici, ils les peaufinent.

#### ***1.9.4) Pourquoi Faurisson n'a pas lu Rassinier avant les années 60 ? Et pourquoi n'a-t-il pas contacté Bardèche en 1950 ?***

On peut remarquer que dans la version de Brigneau comme dans celle de la revue L'histoire, il n'aurait lu Rassinier qu'assez tard, au début des années 60.

Alors, c'est vrai que "Le Mensonge d'Ulysse" n'a été disponible en librairie que pendant un temps assez court. En effet il a été publié en octobre 1950 (voir au début du livre "Céline, la race, le Juif", de Pierre-André Taguieff et Annick Durafour). Presque immédiatement, on lui a fait un procès. Le premier jugement a été rendu le 9 mai 1951. Rassinier a alors été relaxé. Mais il y a eu aussitôt appel. Et là, le livre a été interdit le 2 novembre 1951. Du coup, ça n'a rallongé la période de disponibilité que de 6 mois. Donc, le livre n'a pu être dans les rayons que pendant 7 mois plus 6 mois, soit 13 mois.

Ensuite, le livre a été à nouveau autorisé lors du procès en cassation en 1955 (il a été republié pratiquement aussitôt). Mais, il a été donc interdit pendant 4 ans. Du coup, l'idée est apparemment que Faurisson a raté la période où le livre était encore disponible à la vente.

Le problème ici, c'est que Rassinier a fait autant scandale que Bardèche. Donc, Faurisson était forcément au courant de son existence. Et ce d'autant plus qu'il s'intéressait au sujet. Ça n'est donc pas l'ignorance de l'existence de ce livre qui aurait pu le lui faire rater l'achat.

Ça n'est pas la motivation qui aurait pu lui manquer non plus, puisqu'il était apparemment dans sa phase de découverte du révisionnisme et qu'il avait été très motivé pour obtenir le livre de Bardèche. Etant déjà sensibilisé à la cause révisionniste grâce au l'ouvrage de Bardèche, il aurait dû avoir très envie de compléter ses connaissances sur le sujet avec un nouveau livre. Donc, il aurait dû sauter sur l'occasion d'acheter le livre de Rassinier quand celui-ci était encore disponible à la vente (ce qui a duré tout de même un an).

Et par ailleurs, Faurisson avait réussi à se procurer le livre de Bardèche en 1949, alors que celui-ci était supposé être déjà quasi introuvable. Donc, on ne voit pas pourquoi il n'aurait pas réussi à se procurer celui-là, alors qu'il a été à priori disponible à la vente dans les librairies pendant pas moins de 13 mois. Et même s'il avait été aussi introuvable que celui de Bardèche, il avait bien réussi à se procurer ce dernier. Donc, il aurait dû pouvoir obtenir celui-ci. Il pouvait faire jouer ses relations. Ça avait bien marché en 1949. Donc, pourquoi pas en 1950 ou 1951 ?

Et puisqu'il avait autant d'audace et d'allant, il aurait très bien pu contacter Rassinier pour avoir un exemplaire, ou au moins discuter avec lui de ses théories. Surtout qu'on apprend dans "Céline, la



race, le Juif", que Rassinier avait donné un exemplaire hors commerce de son livre à Céline. Donc, il devait en avoir par devers lui.

Donc, le fait qu'il ne se soit pas procuré le livre de Rassinier l'année de sa sortie ou même un peu après est très louche.

Enfin, le livre était à nouveau en vente libre en 1955. Donc, pourquoi ne se l'est-il procuré qu'au début des années 60 ?

Seulement, s'il avait lu Rassinier au moment de sa parution en 1950, il aurait dû communiquer avec ce dernier bien plus tôt. Et il aurait dû faire son voyage à Auschwitz et autres camps 10 ou 15 ans avant.

Et si Faurisson avait communiqué avec Rassinier dès le début des années 50, il aurait été difficile d'expliquer pourquoi il est resté dans l'ombre pendant aussi longtemps. N'ayant apparemment pas peur d'écrire aux journaux pour défendre son point de vue, et ayant achevé sa formation révisionniste, il aurait dû envoyer des lettres aux journaux dès 1964 ou 1965, ou même avant.

Mais ça n'est pas ce que voulait l'élite. Il fallait que Faurisson ne se dévoile pas si tôt en tant que révisionniste. C'était lié principalement au fait que l'élite ne voulait pas voir le mouvement révisionniste 2.0 apparaître avant les années 70 (chose que j'analyse dans l'annexe 8). Mais il y avait quelques raisons spécifiques au parcours de Faurisson.

Déjà, s'il s'était dévoilé dès les années 60 ou 50, ça aurait duré carrément 20 ou 30 ans avant la loi Gayssot. Le problème, c'est qu'on aurait dû logiquement le faire taire rapidement, à coup de procès. Donc, en 1990, ça aurait dû faire longtemps qu'il n'aurait plus présenté une menace. Donc, comment justifier la loi Fabius-Gayssot alors ? On aurait pu introduire de nouvelles figures, faisant un passage temporaire comme ça a été le cas avec Roques, Notin, etc... Mais sur 30 ans, il aurait fallu en avoir beaucoup. Et il aurait été étrange qu'il faille 30 ans pour en venir à la loi Fabius-Gayssot.

Et si on n'avait pas été le cas, alors, il y aurait eu un problème. Il était prévu qu'on le fasse taire avec la loi Fabius-Gayssot vers 1990. Mais s'il n'avait pas été interdit de parole pendant 20 ou 30 ans, ça aurait été très bizarre qu'on le fasse taire tout d'un coup après l'avoir laissé parler librement pendant 20 ou 30 ans.

Par ailleurs, il ne fallait pas qu'il y ait de documents en libre accès (livres, articles, brochures, émission audio ou vidéo) qui auraient permis au public de savoir ce que les révisionnistes disaient. Sinon, le révisionnisme aurait pu se répandre beaucoup plus facilement. Ça, ça ne devait arriver qu'au milieu des années 90 avec Internet. Ce qui implique qu'il fallait interdire Faurisson de parler immédiatement. Donc, cette deuxième possibilité consistant à le laisser s'exprimer pendant 20 ou 30 n'était de toute façon pas possible. Mais alors, on retombe sur le problème de l'interdire dès les années 50 ou 60.

Il fallait donc que Faurisson ne lise surtout pas le livre de Rassinier en 1950. Là, on pouvait expliquer qu'il n'ait rien fait entre 1949 et 1964 en disant qu'il n'était encore qu'un proto-révisionniste. Et pour

la période 1964-1974, on pouvait dire qu'il se formait et qu'il n'était pas encore assez sûr de lui pour intervenir publiquement.

Ca introduisait les bizarreries du fait qu'il n'ait pas été au courant de l'existence du livre de Rassinier au début des années 50, qu'il ne se le soit pas procuré en 1955, de même qu'il n'ait rien dit publiquement sur le sujet du révisionnisme entre disons 1969 et 1974, et n'ait écrit aucun livre ou livret entre 1974 et 1979. Mais auprès d'un public ne se méfiant pas, et donc pas très attentif à ce genre de détails, ça devait passer sans problème.

Sinon, dans la même veine, on peut se demander pourquoi il n'a pas contacté Bardèche dans les années 50. Alors, c'est vrai que Bardèche faisait une critique moins détaillée et profonde que celle de Rassinier. Mais quand même, comme c'était le seul que Faurisson semblait connaître à l'époque, il aurait dû entrer en contact avec lui, comme il l'a fait avec Rassinier 14 ou 15 ans plus tard.

Il est vrai également que Bardèche était marqué à l'extrême-droite. Mais, on ne voit pas pourquoi ça aurait gêné Faurisson. Comme il n'était pas encore un personnage public, il n'avait rien à craindre de ça. Surtout que ça pouvait rester du domaine la simple correspondance écrite ou téléphonique dans un premier temps. D'ailleurs, il n'a pas vu de problème à assister à une réunion révisionniste où il y avait des personnes d'extrême-droite, aux USA, dans les années 80.

Eh oui, mais, pour le plan de l'élite, le fait que Bardèche était d'extrême-droite posait problème. Ça aurait marqué aussitôt Faurisson politiquement et ça aurait rendu beaucoup plus difficilement explicable qu'on l'ait laissé parler durant les années 70 et 80. Comme on l'a vu, c'est le fait que ses détracteurs aient été sûrs au début qu'il n'avait rien à voir avec l'extrême-droite qui a justifié le fait qu'on l'ait laissé parler pendant un certain temps. Donc, pour la cohérence du plan de l'élite, il était hors de question qu'il devienne proche de Bardèche.

### *1.9.5) Faurisson marié et père de 3 enfants*

Par ailleurs, On apprend [ici](#) et [ici](#) que Faurisson, était marié et père de 3 enfants (2 fils et une fille). D'ordinaire, c'est un gros problème pour un homme pratiquant des activités dangereuses (sportives, politiques, etc...), et encore plus quand celles-ci peuvent mettre également en danger sa famille. Il doit faire un choix entre cette dernière et son activité. Et la plupart renoncent aux activités dangereuses pour le simple fait que leurs enfants pourraient se retrouver sans père (parce qu'ils seraient en prison, ou mort ou que leur femme aurait divorcé), ou qu'il ne pourrait plus subvenir à leurs besoin (s'il se retrouvait au chômage ou ruiné à cause des procès). Donc, quand en plus, ça peut mettre directement en danger leur famille (représailles physiques, sociales, ou professionnelles), le cas de conscience est encore plus important.

En 1974, quand il a commencé à envoyer ses premières lettres aux journaux, Faurisson avait 45 ans. Or, on peut constater [ici](#) que ses trois enfants étaient déjà nés (puisque l'article date de 1982 et dit que la première, Isabelle, était biologiste, le second, Gabriel faisait son service militaire, et le

troisième, Marc, était étudiant en horticulture). Ce qui veut dire qu'il n'était pas dans le cas où il se serait engagé dans ce combat avant la naissance de ses enfants et où il aurait ensuite été trop investi dedans pour y renoncer. Donc, il aurait pu renoncer pour ne pas mettre en danger sa famille. Mais non, Faurisson est un des rares hommes qui n'a pas été arrêté par ce genre de cas de conscience. Bien sûr, c'est possible. Mais ça fait quand même beaucoup de choses qui sortent de l'ordinaire.

Et ça sort d'autant plus de l'ordinaire avec Faurisson que, jusque-là, il n'avait apparemment jamais été un homme de combat politique, un homme prenant des risques. Il avait bien défendu des idées iconoclastes sur Rimbaud (en 1961) et sur Lautréamont (en 1972). Mais c'est tout. Et franchement, c'était juste une tempête dans un minuscule verre d'eau. Ça n'intéressait que quelques universitaires et passionnés de littérature. Et au sein de l'université, il ne prenait aucun risque. En fait, l'époque étant à la liberté de penser, c'était au contraire bien vu d'être un peu iconoclaste. Donc, ça pouvait l'aider à gravir les échelons universitaires. Surtout que ces idées originales l'avaient fait connaître des journaux, ce qui pouvait être excellent pour l'avancée de sa carrière. Bref, il n'avait pris jusque-là aucun risque. Et tout d'un coup, à 45 ans, alors qu'il était père de 3 enfants, il a choisi sans peur de saborder sa carrière, probablement sa situation financière, peut-être sa liberté, et de se voir lui et sa famille mis au ban de la bonne société (c'est-à-dire de perdre une bonne partie de ses relations sociales et amicales, ainsi que celles de sa femme, et d'une façon générale d'être honnis de tous). D'un seul coup, le type sans histoire, étant toujours resté dans les clous, se révélait être un véritable lion, le rebelle ultime. Extraordinaire.

Surtout que, pour ses enfants, se présenter comme le champion français du révisionnisme, c'était risquer fortement de nuire à leurs études et ensuite, à leur carrière naissante. Ils risquaient tous de ne pas obtenir leurs diplômes ou de ne pas être pris dans telle ou telle entreprise, ou de voir leur carrière stagner.

Et il aurait pu utiliser un **pseudonyme** pour ses écrits révisionnistes. Il aurait ainsi pu s'exprimer sans danger pour sa famille. Et on ne peut pas dire que c'était contraire à ses convictions, puisque, sur [Wikipédia](#), il est dit qu'il a utilisé deux fois un pseudonyme (Jessie Aitken et Robert Figeac).

Alors, pour "Jessie Aitken", c'était apparemment en 1983, pour l'ouvrage intitulé "*Epilogue judiciaire de l'affaire Faurisson*". Donc, on peut défendre l'idée qu'étant menacé judiciairement, il a été obligé d'en passer par là pour pouvoir s'exprimer. Mais, ayant vu le traitement réservé à Bardèche et Rassinier, il savait dès le départ ce qui l'attendait s'il se déclarait ouvertement révisionniste. Et il avait pratiquement 50 ans en 1978, et n'était donc pas un jeune fou prêt à braver tous les dangers, mais un homme mature parfaitement conscient de la terrible galère dans laquelle il s'embarquait. Il aurait dû appréhender autant les conséquences du dévoilement public de son révisionnisme, que celles de son papier de 1983. Donc, s'il voulait éviter les conséquences de ses écrits révisionnistes, il pouvait utiliser un pseudonyme dès 1978. Il n'y avait pas plus de raisons qu'il utilise un pseudonyme en 1983 qu'en 1978. En fait, il y en avait moins. Parce qu'en 83, il était déjà l'ennemi public numéro 1. Alors qu'en 1978, il pouvait encore s'éviter toute cette persécution. Donc, s'il a utilisé ce surnom en 1983, il aurait dû en utiliser un en 1978.

Par ailleurs, il aurait pu craindre de perdre sa femme pendant son combat. C'est le genre de chose qui arrive. Le conjoint n'a pas forcément envie d'assumer les conséquences de la lutte en question. Et dans ce cas, elle serait probablement partie avec les enfants. Il aurait alors perdu sa femme et ses

enfants (tout en continuant à mettre ces derniers en danger). C'était un élément supplémentaire qui pouvait le faire reculer.

### **1.9.6) La relative neutralité politique de Faurisson**

Apparemment, Faurisson se présentait parfois comme plus ou moins apolitique, parfois comme quelqu'un de gauche (c'est aussi ce dont je me souviens).

C'est ce qu'on peut lire dans le [journal](#) l'Express du 4 avril 2012 : *"**Homme de gauche**", comme il l'a laissé croire? Faux*".

C'est ce qu'on peut voir également [ici](#) : *"On aperçoit donc que celui-ci, contrairement à ce qu'il affirme, est **loin d'être apolitique**"*

*"Valérie Igounet démontre bel et bien que Robert Faurisson est d'extrême droite et antisémite, qu'il baigne totalement dans l'antisémitisme. On est donc loin de l'« **homme de gauche** » qu'il cherchait à promouvoir."*

Et dans le journal, le [parisien](#) : *"« En se présentant comme un professeur **apolitique ou de gauche** qui s'est en plus rendu à Auschwitz, il espérait rendre plus crédibles ses opinions négationnistes », explique l'historienne Valérie Igounet, auteure d'un portrait de Faurisson aux éditions Denoël."*

Il a par ailleurs été inscrit au SNES quand il enseignait au collège, et au SNESUP, quand il était à l'université. Il a même été secrétaire de section au SNES. En 1974, Faurisson disait qu'il y était depuis plus de 20 ans. Donc, il s'était inscrit au SNES vers 1953 (à une époque où les communistes devaient dominer). Or, ce sont deux syndicats de gauche. Et à l'époque, les communistes et autres tendances d'extrême-gauche y était très nombreux.

Et il était l'ami de Serge Thion et Pierre Guillaume, deux personnalités d'extrême-gauche, ce qui renforçait l'idée qu'il était plutôt socialiste. Et son orientation politique n'a pas été remise en question au début de l'affaire Faurisson.

Pourquoi l'élite a-t-elle fait en sorte qu'il soit présenté comme quelqu'un de gauche au départ ? Eh bien pour les mêmes raisons que dans le cas de Cohn-Bendit et Chomsky. Il fallait que les personnalités soutenant les idées révisionnistes soient de gauche à ce moment-là. Si elles avaient été de droite ou d'extrême-droite, il aurait été difficile de justifier qu'on les ait laissées s'exprimer en France. Mais avec des gens de gauche et d'extrême-gauche, c'était possible. On pouvait dire que les journaux de gauche avaient eu une faiblesse passagère en parlant d'eux (et donc en leur faisant de la publicité) parce que ces idées venaient de gens de la même tendance idéologique, qu'on ne pouvait pas soupçonner de sympathie avec le nazisme.

Alors, selon les sources officielles, les médias auraient fini par découvrir longtemps après que Faurisson n'était pas vraiment de gauche. Il aurait menti à ce sujet. Mais peu importe. Ce qui est

important, c'est qu'à l'époque, il passait pour tel et que ça soit pour cette raison qu'on lui ait permis de s'exprimer dans divers journaux de gauche au tout début de l'affaire.

Par ailleurs, dans le cas de Faurisson, ça servait à terme à rendre le révisionnisme plus convaincant. Pourquoi un type apolitique ou de gauche se serait mis à avoir des idées révisionnistes, dans les années 60 ou 70 ? Autant, pour un gars d'extrême-droite, ça aurait semblé logique. Mais pour quelqu'un de gauche, ça semblait inconcevable, surtout à l'époque. Forcément, les gens allaient penser que si c'était le cas, c'est qu'il y avait de solides arguments pour la thèse révisionniste. Donc, ça pouvait inciter les gens à sauter le pas et à commencer à lire la littérature révisionniste.

Cela dit, il n'a jamais tellement expliqué en quoi il était de gauche. Et le côté homme de gauche a rapidement disparu pour laisser place à une neutralité quasi-totale.

Le problème avec cette neutralité, c'est que ce genre de caractère sans peur et aimant le combat d'idées va généralement avec un engagement fort dans les idées politiques, sociétales, philosophiques etc... Je ne parle pas dans ce paragraphe de prendre des risques, mais de simple engagement. L'amour de la vérité va avec un esprit élevé qui s'intéresse aux grands sujets de société. Mais non, Faurisson est quelqu'un de presque totalement neutre de ce côté-là. Et ça a continué jusqu'à la fin de sa vie. Bizarre donc.

Par exemple, l'engagement révisionniste de Rassinier ne fait pas tâche dans l'ensemble, puisqu'il était investi par ailleurs dans le débat politique (communisme). Rassinier non plus n'avait pas pris de risque jusqu'à son livre "le mensonge d'Ulysse", mais au moins, il était engagé intellectuellement. Même chose pour Bardèche. Mais là, on a un type totalement neutre ; et ça, dans une période où tout le monde était impliqué dans la politique. Là aussi, c'est très étonnant.

Mais il est clair que son positionnement neutre a été décidé par l'élite. Il fallait qu'il le soit, afin de ne pas être clivant. De cette façon, il pouvait attirer vers les idées révisionnistes aussi bien des gens de gauche que de droite ou du centre. La plupart des autres révisionnistes étant orientés politiquement, il fallait que le pape du révisionnisme en France ne le soit pas.

Alors bien sûr, on nous dit qu'il était en relation à certains moments avec tel ou tel type d'extrême-droite (mais toujours dans le cadre du révisionnisme, ce qui diminue très fortement la portée de la chose). Mais il n'a jamais été engagé dans un parti politique. Il n'a jamais écrit d'articles ou de livres politiques. Et puis, il a été en lien aussi avec divers personnes d'extrême gauche (là encore, dans le cadre du révisionnisme), ce qui neutralise la signification de ses liens avec certains révisionnistes d'extrême-droite.

Et le passage d'un positionnement de gauche à neutre était donc logique. Dans un premier temps, il fallait qu'il se présente comme étant de gauche pour que le fait qu'on l'ait laissé s'exprimer apparaisse plus ou moins normal. Et dans un deuxième temps, il fallait que le côté homme de gauche s'estompe pour qu'il soit le plus rassembleur possible.

### *1.9.7) Pas licencié par son Université*

Ce qui est aussi étonnant, c'est que Faurisson n'ait pas été licencié de son université. Comme on peut le voir sur [Wikipédia](#), il a été seulement suspendu de son poste. En octobre 1979, il a été affecté à l'enseignement à distance, mais sans activité d'enseignement effective.

*"Il est finalement affecté à l'enseignement à distance (sans activité d'enseignement effective) en octobre 1979 avec son accord"*

*"Ce n'est cependant qu'en 1990 que son poste sera définitivement transféré au Centre national d'enseignement à distance malgré ses protestations et qu'il sera privé de sa position universitaire. Il est donc resté formellement affecté à Lyon II et titulaire de sa chaire durant près d'une décennie **et aura été au total salarié par l'État sans remplir aucun service public de 1979 à sa retraite en janvier 1995.**"*

Donc, il n'a pas été renvoyé et il a continué à toucher son salaire jusqu'à sa retraite. En fait, c'était au contraire une chance pour lui, puisqu'au lieu d'avoir à travailler, il pouvait désormais se consacrer entièrement au révisionnisme.

Justement, du côté de l'élite, c'est illogique. Il n'était pas du tout dans son intérêt de lui laisser l'opportunité de pouvoir se concentrer uniquement sur le révisionnisme tout en lui maintenant son salaire. Ils auraient dû le licencier purement et simplement.

Et dans la mesure où l'élite contrôle tout, si elle avait voulu qu'il soit renvoyé, il l'aurait été dans la semaine. Et ce, pour n'importe quelle raison (genre apologie de crime contre l'humanité). Et personne n'aurait rien trouvé à y redire. Les 95 % de gens qui dorment auraient continué à dormir. Et parmi les 5 % de gens ayant un minimum de conscience, les 2,5 % de gauche auraient applaudi à la mise à pied de l'infâme antisémite, et les 2,5 % de droite se seraient dit que là il était quand même allé trop loin et qu'il était indéfendable. Donc, encore une fois, s'il n'a pas été licencié, c'est que l'élite ne voulait pas qu'il le soit.

Ce qu'on peut penser, c'est qu'il fallait qu'il continue à toucher son salaire, afin d'expliquer qu'il n'ait pas été totalement ruiné par ses procès. Et il fallait qu'il continue à être considéré comme professeur, et pas ex-professeur, pour continuer à avoir de la crédibilité auprès des médias.

Le fait qu'il ait été privé de sa position universitaire en 1990 vient du fait que, comme la loi Fabius-Gaysot venait d'être votée, il fallait marquer le coup un minimum. Sinon, ça aurait paru un peu trop étonnant. Donc, on lui a retiré sa situation universitaire (tout en lui conservant un salaire payé par l'état, toujours sans rien faire).

Et de toute façon, la partie de son rôle où il était important qu'il soit professeur d'université avait déjà été jouée. C'était seulement jusqu'à la loi Gaysot qu'il fallait qu'il conserve ce titre. Mais après, ça n'était plus vraiment nécessaire. Au contraire, ça renforçait le rôle de martyr.

Alors, selon les informations officielles, l'université de Lyon était un repaire de fascistes à l'époque. Divers révisionnistes français en sont issus ou ont bénéficié d'aides de la part de professeurs de cette

faculté. C'est comme ça que certains pourraient expliquer en partie que Faurisson ait conservé son poste. Il aurait bénéficié d'indulgences de la part de la direction de cette université. Sauf que ça ne tient pas un instant. Il est évident qu'à la tête de chaque université française, il y a un agent de l'élite. Cette dernière ne va pas contrôler intégralement le monde et la France et laisser une ou deux universités publiques françaises échapper à son contrôle. Donc, si une faculté laisse des personnalités d'extrême-droite ou révisionnistes continuer à enseigner en son sein, c'est forcément que c'est voulu au plus haut niveau.

Pour l'extrême-droite, ça sert à avoir des cadres qui ont une caution intellectuelle. Et pour le révisionnisme, ça servait à la même chose. Un autre intérêt était de donner l'idée que l'université était gangrénée au plus haut niveau ; autrement dit que l'élite intellectuelle de la France était contaminée par les théories révisionnistes et donc que le révisionnisme représentait un réel danger pour la démocratie.

D'ailleurs, [ici](#), on peut lire que :

*"« Ça a beaucoup joué qu'un universitaire puisse contester la Shoah », regrette Serge Klarsfeld, fondateur de l'association des Fils et filles de déportés juifs de France."*

D'ailleurs, à un niveau de conspirationnisme moins élevé, on peut noter que la direction de la faculté de Lyon a quand même mis Faurisson au placard. Donc, ça veut dire qu'elle a cédé aux pressions politiques et qu'elle n'était pas si libre, ou si intransigeante que ça concernant l'indépendance de l'enseignement supérieur. Ça signifie également que si elle a accepté de faire ça, elle aurait pu aussi bien aller plus loin avec une pression politique plus importante. Peut-être pas tout de suite ; mais un ou deux ans plus tard. Surtout que, deux ans plus tard, c'était la gauche qui était au pouvoir. Et là, c'en était fini du côté libéral sympathique de l'ère Giscard d'Estaing (1974-1981). La terreur intellectuelle régnait. Donc, la direction de l'université de Lyon devait subir une pression politique bien plus importante à ce moment-là.

### ***1.9.8) Faurisson et le problème des documents en langue allemande et polonaise***

Dans l'extrait du journal le Point, il est dit également que Faurisson aurait compris que l'holocauste n'avait pas été possible en lisant les archives d'Auschwitz. Ce signifie soit que Faurisson parlait l'allemand soit qu'il s'est fait traduire les textes par un assistant.

Dans le premier cas, il aurait donc parlé l'anglais, le français et l'allemand. Et comme il avait fait des études universitaires de lettres, incluant le latin et le grec, ça veut dire qu'il maîtrisait 5 langues. Pourquoi pas ? Il y en a d'autres qui sont capables d'en maîtriser autant. Mais comme à l'époque, on n'avait pas autant l'occasion que maintenant de parler des langues étrangères, ça aurait quand même été particulièrement remarquable.

Seulement, dans la revue "[l'histoire](#)", on apprend que :

*"Robert Faurisson naît à Shepperton (Angleterre) le 25 janvier 1929. Sa mère est écossaise ; son père, employé aux Messageries maritimes, est français. Du fait de la profession du chef de famille, les Faurisson déménagent souvent. L'enfant commence sa scolarité à Singapour. Il arrive en France dans les années 1936-1937. Il entre alors dans une école religieuse à Chatou, dans la banlieue parisienne. En 1940, après l'exode, Robert Faurisson se trouve à Marseille, où il étudie dans un collège de jésuites.*

*Pendant l'Occupation, dans la famille, on ne fait pas de politique, mais, **selon les dires de Robert Faurisson, on est « farouchement anti-allemand »** [1]. Quelques années plus tard, le jeune homme est admis en lettres supérieures au lycée Henri-IV à Paris."*

Donc, ils étaient farouchement anti-allemands. Pas vraiment l'état d'esprit qui conduit à vouloir apprendre cette langue. Et s'il ne l'a pas fait durant ses études, il n'a pas dû le faire non plus après.

Alors, peut-être qu'il l'a étudié au lycée. Mais, il n'a pas dû continuer à l'apprendre durant ses études supérieures, puisqu'il était en lettres (où, en plus du français, il étudiait le latin et le grec), et pas en langues étrangères. Or, je me souviens très bien qu'à peu près tous ceux qui avaient fait allemand première langue au collège et lycée et qui n'avaient pas pratiqué ensuite m'ont dit qu'ils avaient presque tout oublié après seulement quelques années. Pourtant, en France, les lycéens qui faisaient de l'allemand étaient généralement les meilleurs. Ce qui veut dire que non seulement ils devaient bien travailler cette matière, mais qu'en plus, ils ont une bonne mémoire. Et malgré ça, ils n'avaient pratiquement rien retenu.

Alors, comment Faurisson a-t-il fait pour décrypter les archives d'Auschwitz ? On en vient ici à la deuxième hypothèse, à savoir qu'il s'est peut-être fait aider par son guide. Mais ça aurait introduit un gros risque que le guide comprenne le but des recherches et le signale à la police. En fait, il est très probable que quel que soit le but de ses recherches, le guide aurait été obligé de rendre compte à la police de ce qui se passait. Il faut voir qu'à l'époque, la Pologne était un satellite du bloc soviétique. Tout étranger qui venait seul pour autre chose que du tourisme était sous surveillance. Et évidemment, sur le sujet de l'holocauste, un particulier venant de nulle part l'aurait été à la puissance 10. Probablement même qu'on lui aurait assigné d'autorité un guide "officiel", c'est-à-dire, un guide travaillant pour la police.

Et puis, le conservateur d'Auschwitz et ses assistants étaient polonais a priori (le conservateur s'appelait Tadeusz Iwaszko). Donc, il fallait que Faurisson parle aussi le polonais. Ça faisait deux langues à maîtriser. Alors, peut-être qu'il a réussi à trouver un traducteur polonais qui comprenait le français et l'allemand. C'est possible. Mais sinon, ça aurait nécessité deux traducteurs, ce qui multipliait par deux les risques de se faire dénoncer.

Ou alors, le directeur parlait aussi l'allemand. Mais, on n'a pas d'information là-dessus. Et de toute façon, ses assistants ne devaient pas le parler, eux. Or, le directeur n'allait pas s'occuper de Faurisson en permanence. Donc, ce dernier aurait dû communiquer en grande partie avec ses assistants. Du coup, là-aussi, il aurait dû avoir deux traducteurs ou un traducteur maîtrisant les deux langues.

Alors, sur ce [blog](#) sur Faurisson, on a une lettre de lui qui laisse entendre que les archives ou au moins une partie étaient en polonais :

*"Personnellement, je ne puis plus me rendre à Auschwitz mais, si je le pouvais, je procéderaï comme je l'ai fait en 1975 et, surtout, en 1976, en plein régime communiste, lorsque j'ai réussi à obtenir du*



responsable des Archives du camp, Tadeusz Iwaszko, communication **de documents en polonais** où j'ai découvert les plans des **crématoires** ; ces plans avaient été tenus cachés depuis la guerre ; ils m'ont permis de prouver que les prétendues « chambres à gaz » (homicides) n'étaient que d'inoffensifs « Leichenhalle » ou « Leichenkeller », c'est-à-dire de simples dépositaires, soit en surface, soit semi-enterrés. J'ignorais alors l'existence de ces Leichenhallenbücher mentionnés, par exemple, en 1989 (Danuta Czech, *Kalendarium der Ereignisse im Konzentrationslager Auschwitz-Birkenau 1939-1945*, Reinbek bei Hamburg, 1989, p. 10, 127)."

Mais, vu que les mots qu'il donne sont allemands, ça veut dire que dans des documents en polonais, il y avait des documents en allemands. On peut supposer qu'une partie était en polonais pour décrire de quels documents allemands il s'agissait. Ou alors, peut-être qu'on avait les mêmes documents en version polonaise et en version allemande pour que les polonais puissent les décrypter.

Seulement, le problème reste le même pour Faurisson. S'il ne maîtrisait pas l'allemand, et probablement pas non plus le polonais, il aurait dû se reposer sur son guide. Et dans ce cas, il risquait de se faire dénoncer rapidement. Et peut-être que le guide aurait vite refusé de participer à ce travail.

D'ailleurs, dans le livre "Histoire du négationnisme en France", de Valérie Igounet, à propos de Jean-Claude Pressac :

*"De retour en France en septembre 1980, Jean-Claude Pressac fait part de ses découvertes à Robert Faurisson. Il lui révèle alors des pièces semblant contredire ses affirmations. Jean-Claude Pressac retourne deux fois à Auschwitz et s'entretient, lors de discussions « tendues », avec Tadeusz Iwaszko. Ses doutes persistent. **Il étudie le maximum de plans se rapportant aux crématoires. Le pharmacien ne connaît pas l'allemand. Il travaille en cherchant des mots clés comme Gas/gaz, Gaskammer/chambre à gaz, etc.** Puis, il tombe sur les premières traces d'aménagement criminel du crématoire IV. Personne avant lui ne les avait découvertes."*

Ça confirme que ces documents étaient au moins en partie en allemand, comme on pouvait s'y attendre.

Donc, soit Faurisson parlait allemand. Mais ça entre assez en contradiction avec le côté antiallemand de sa famille et avec le fait qu'il a ensuite fait une maîtrise de lettres à la Sorbonne où il ne devait pas pratiquer cette langue. Soit il ne le parlait pas. Et alors, il aurait dû avoir ce problème de traduction. Il aurait été obligé de se faire aider. Et pour le polonais, là, la question ne se posait même pas. Il ne le maîtrisait certainement pas et devait recourir à un traducteur. Donc, en plus du possible refus de collaboration de la part du conservateur et du risque de se faire signaler à la police politique, il y avait celui venant du traducteur.

### **1.9.9) Le problème du voyage à l'époque de l'URSS**

On a un autre problème par rapport à ces voyages à Auschwitz en 1975 et 1976. La Pologne était un satellite de l'URSS à l'époque. Donc, il était difficile de s'y rendre. Ça ne se faisait pas comme ça. Tout

était très fermé. Il y avait bien des voyages touristiques de possible. Mais, pour les particuliers, tout était très encadré et contrôlé. L'écrasante majorité venait en voyage organisé ; donc en groupes encadrés par des guides suivant un itinéraire balisé. C'était possible de voyager seul. Mais, là encore, la plupart de ceux qui faisaient ça avaient recours à un guide qui leur proposait également un itinéraire balisé. On pouvait, en tant que personne seule, sortir un peu des sentiers battus avec l'aide du guide. Mais ça devait concerner un nombre extrêmement faible de personnes. Et évidemment, ces personnes devaient être bien plus sous surveillance que les autres. Dès qu'on sortait des voyages encadrés et de groupe, on devenait suspect, entraînant alors des contrôles renforcés.

Et en plus, ceci ne concernait que les touristes. Dès qu'on venait pour des motifs autres, les contrôles étaient encore plus importants. Or, Faurisson avait dit au responsable du musée d'Auschwitz qu'il venait pour des travaux universitaires. Donc, soit il avait dit au départ aux autorités (demande de visa et douane) qu'il venait pour du tourisme, soit il avait dit qu'il venait pour des travaux universitaires.

Dans le **premier cas**, il aurait menti, et il aurait pu éviter les contrôles initiaux (avant le voyage et à la frontière). Mais, une fois ses recherches à Auschwitz commencées, les autorités polonaises en auraient été immédiatement informées. En effet, le responsable du musée aurait aussitôt dit à ses supérieurs hiérarchiques et à la police qu'il y avait un individu non annoncé qui se présentait comme chercheur. Du coup, à cause du mensonge initial sur la raison de son voyage, il aurait probablement été expulsé par la police polonaise. Et avant, ça celle-ci aurait pu l'interroger. Et se faire questionner par la police communiste ne devait pas être une expérience très amusante.

Dans le **deuxième cas**, il aurait dit la vérité. Mais il aurait fallu présenter des documents prouvant le caractère officiel de ses recherches. Donc, il aurait fallu des justificatifs signés par les responsables de son université. Il aurait été obligé de décrire le thème de ses recherches et ce qu'il comptait y démontrer. Il aurait dû présenter ses titres. Tout ça aurait dû être validé par diverses autorités communistes bien avant son voyage. Sur un sujet aussi sulfureux, les soviétiques lui auraient posé certainement de nombreuses questions. Et bien sûr, ils se seraient renseignés sur lui. Ils auraient alors vite appris que c'était un révisionniste et auraient refusé de lui donner un visa. Et quand bien même ils n'auraient pas su qui c'était, il aurait été surveillé certainement par un guide travaillant pour la police politique et par un responsable du musée prêt à lui refuser l'accès à telle ou telle archive (ou même toutes les archives) au moindre soupçon de remise en cause de la vérité officielle.

D'ailleurs, même dans les pays démocratiques, il fallait et il faut toujours présenter des références. Imaginez un professeur lambda allant au musée du Louvre ou à la National Gallery à Londres et demandant à consulter des archives sous prétexte de recherches. S'il n'a pas été annoncé et n'a pas de recommandations officielles à montrer, on lui rira au nez. Alors, en dans un pays communiste dans les années 70, vous imaginez la réaction.

Par ailleurs, une fois que les responsables polonais se seraient rendus compte que c'était un professeur de littérature et pas d'histoire, et que toutes ses recherches s'étaient faites jusque-là en littérature, ils auraient été évidemment particulièrement soupçonneux et auraient posé encore plus de questions. Et ils auraient très bien pu lui refuser le visa en se disant que de telles recherches venant d'un professeur en littérature étaient forcément très suspectes. D'un seul coup, il n'aurait plus été quelqu'un du sérail, mais un électron libre. Or, les autorités sont toujours extrêmement soupçonneuses envers les électrons libres. Et les institutions policières communistes étaient hyper soupçonneuses. Alors, on peut imaginer le degré de paranoïa que Faurisson aurait engendré une fois

que les autorités polonaises auraient compris que c'était un chercheur indépendant et quel était son sujet de recherche. Et puis, là encore, en fouillant sa biographie, ils auraient certainement appris que c'était un révisionniste. Il était déjà connu dans le milieu journalistique comme tel. Donc, il y a très peu de chances qu'il ait été inconnu des services secrets russes (qui communiquaient évidemment leurs informations aux services secrets polonais).

Et puis, on apprend dans le même [article](#) de la revue l'histoire qu'il avait visité des camps situés en Pologne dès 1974 :

*"A la rentrée universitaire de 1974, il est maître de conférences en littérature française du XXe siècle à l'université Lyon-II. Il ne fait pas mystère de son sujet de prédilection, la « critique de textes et de documents » et la « recherche du sens et du contresens, du vrai et du faux ». **Il se rend dans le camp de concentration du Struthof, en Alsace, et dans celui de Maïdanek, en Pologne, qui fut aussi un camp d'extermination. En 1975, il passe une journée à Auschwitz.***

***Un an plus tard, il y retourne et y reste dix jours.** Le camp d'Auschwitz, qui fut le cœur de la machine à exterminer des nazis, a alors pris toute sa signification symbolique dans l'opinion. C'est ce camp qui va devenir l'objet de prédilection de Robert Faurisson. **Prétextant de recherches universitaires, il demande à consulter de nombreux documents au musée d'Auschwitz.** Le conservateur, **Tadeusz Iwaszko**, fournit divers papiers à celui qu'il considère comme un chercheur. Robert Faurisson repère une disparité entre l'état actuel du crématoire I et sa représentation sur deux plans d'époque établis par la SS et n'est pas convaincu par les explications du conservateur. Il en conclut que les chambres à gaz ne peuvent avoir fonctionné."*

Donc, il est allé 3 fois en Pologne pour visiter des camps. Or, si déjà, une première fois, il avait extrêmement peu de chance de passer au travers des mailles du filet, les fois suivantes, ça aurait été quasi impossible.

Et de toute manière, on a vu plus haut qu'en 1974, il avait déjà été identifié comme révisionniste par des journaux français très diffusés, dont des journaux d'extrême-gauche (le canard enchaîné et l'humanité). Or, les services secrets soviétiques lisaient évidemment la presse française. Donc, comme l'affaire avait déjà fait un certain bruit, ils savaient forcément qui il était. Et vu qu'ils étaient partie prenante du mensonge de l'holocauste, ils n'allaient évidemment pas lui laisser mener des recherches sur le sujet.

Et au delà de la Pologne et de l'URSS, si on adopte un niveau de conspirationnisme un peu plus avancé, il est évident que l'élite aurait été au courant dès 1974 que c'était un révisionniste et l'aurait mis sous surveillance renforcée. Du coup, elle aurait immédiatement su pour ses projets de voyage en Pologne et ne lui aurait jamais accordé un visa.

Et au delà de Faurisson, puisque l'holocauste est un mensonge, on imagine bien que l'élite faisait très attention à ce que personne ne vienne fourrer son nez dans des archives compromettantes. Donc, tout aurait dû être très fermé et accessible seulement aux gens adoubés par le système.

Aussi, on peut se dire que l'élite avait eu tout le temps de transformer les camps et trafiquer les archives pour faire en sorte que le mensonge ne puisse pas être découvert. Donc, en fait, il n'y aurait même pas eu besoin d'empêcher Faurisson d'accéder aux archives et aux ruines, puisque celles-ci auraient confirmé totalement la version officielle. Si l'élite n'a pas modifié les camps pour faire en sorte d'empêcher toute remise en cause de la théorie officielle, c'est bien qu'elle voulait que celle-ci soit contestée. Et comme on l'a vu plus haut, c'est en fait durant le règne nazi lui-même que ces archives et les bâtiments auraient dû logiquement être écrites et construits.

### **1.10) Les agressions de Faurisson**

Evidemment, si Faurisson est un agent, ses diverses agressions sont également bidon. Il ne s'est jamais fait violenter.

#### ***1.10.1) L'agression de 1989***

Concernant celle de 1989, la première fois que j'ai vu les photos de Faurisson sur son lit d'hôpital, alors même que je l'admirais encore et que je ne me posais aucune question sur lui, je me suis aussitôt dit que la personne sur les photos ne lui ressemblait pas.

Voici les photos en question :





**Agression du professeur Robert Faurisson à Vichy (Allier) par 3 jeunes juifs "fils de la mémoire juive" le 16 septembre 1989**

Et voilà Faurisson à peu près à la même époque (30 avril 1987, journal 19/20 de la chaîne FR3)



Le visage de l'homme agressé est beaucoup plus empâté que celui de Faurisson. Alors, on pourrait dire que c'est à cause de l'agression. Mais il n'a pas été frappé sur le côté gauche du visage. Donc, il n'y a pas de raison qu'il ait l'air empâté de ce côté-là. On pourrait dire aussi que s'il a l'air empâté, c'est qu'il penche la tête vers le bas, ce qui fait un double menton. Mais baisser la tête n'aurait pas d'influence sur le côté du visage, au milieu et en haut des joues. Et puis, Faurisson avait un visage

plutôt maigre, presque émacié, peu propice au double menton. Et sur l'image du journal de FR3 en 1987, la tête est plutôt penchée vers l'avant, et on ne note pas du tout de double menton. Par ailleurs, sur la 3<sup>ème</sup> photo à l'hôpital, l'homme a cette fois la tête relevée et on constate toujours la présence d'un double menton et d'un visage empâté.

Et puis, le sourcil gauche ne semble pas correspondre non plus. Alors, c'est vrai que l'image de 1987 est plus floue que celle de 1989. Donc, peut-être qu'avec une meilleure définition, ça correspondrait mieux. Mais, de ce qu'on en voit, ça ne correspond pas. Le milieu et la fin du sourcil (vers l'oreille) est beaucoup plus large que celui de la personne sur le lit d'hôpital.

Par ailleurs, la photo fait fausse. C'est le sang au niveau de la bouche qui pose problème. S'il était déjà à l'hôpital, pourquoi avait-il encore du sang autour de la bouche ? Ça n'est pas normal. On aurait dû lui passer de quoi s'essuyer. Ou on l'aurait essuyé. Et ensuite, même s'il avait continué à saigner, ça aurait dû couler dans la bouche et donc, dans la gorge. Ça n'aurait pas dû continuer à couler à l'extérieur. En effet, ça n'est pas de la lèvre que coule le sang, mais de l'intérieur de la bouche. Donc, il ne devrait pas avoir autant de sang autour de la bouche.

Et avec tout ce sang ayant coulé pourquoi n'avait-il pas de traces là où il aurait tenté de s'essuyer, que ce soit avec les mains ou un tissu ? Là, on a essentiellement des coulures de sang bien nettes.

Sur la première photo, il relève la tête. On devrait alors avoir au moins une coulure de sang vers le bas du visage sur le côté droit de la joue, là où il y a beaucoup de sang. Dans cette position, le sang aurait alors dû couler vers le bas, comme c'est le cas pour la zone sous la bouche.

Et si le sang vient d'une blessure à la lèvre, ou même de l'intérieur de la bouche, alors, pourquoi n'a-t-il pas un énorme bleu là où on l'a frappé ? Un poing, c'est large. Donc, ça aurait dû laisser un bleu sur une zone importante.

Donc, ça ressemble assez clairement à une mise en scène.

Dans le livre de François Brigneau, Faurisson raconte son agression (page 11) :

*"Quand je suis passé à leur proximité, le ballon m'est arrivé dans les jambes. Je l'ai repoussé du pied. L'un des jeunes gens m'a alors frappé violemment, **à la mâchoire. Un coup de poing...** Je suis tombé, en criant. A terre, ils m'ont tabassé, **à coups de pied**, très fort, et en silence. Moi je continuais de crier. Eux ils continuaient de me shooter dans tout le corps, de la tête au ventre et aux cuisses, **mais surtout à la tête**. C'était d'autant plus douloureux que ma mâchoire avait été **démantibulée** dès le premier coup. J'essayais de me protéger le visage de mes mains, et le corps en me recroquevillant. Ça cognait toujours, à la volée, comme dans un sac. Ils voulaient m'achever à coups de pied. C'est la technique du « tabassage à mort ». Comme dans la lapidation, la responsabilité d'un meurtre éventuel ne peut être attribuée à tel ou tel agresseur."*

Problème, sur les photos fournies, comme dit précédemment, pour le coup de poing à la mâchoire, on ne fait que l'imaginer. On ne voit aucun bleu. En dehors de ça, il n'y a qu'un seul impact visible,

celui à l'œil. Or, si les coups de pieds pleuvaient, et surtout à la tête, on devrait voir au minimum 4 ou 5 gros impacts.

Par ailleurs, il dit qu'il s'était protégé avec ses mains. Mais dans ce cas, il aurait dû préciser ensuite que ses mains étaient très fortement endommagées, voire inutilisables. Parce que des coups de pieds répétés (probablement avec des chaussures aux semelles bien dures), portés selon lui pour tuer, ça laisse des marques énormes. Et aux mains, qui sont fragiles, ça peut laisser des blessures durant des mois.

Il précise également qu'il a été sauvé par des gens qui n'étaient pas loin, dont un jeune marin qui faisait dans les 2 mètres. Sacré chance qu'il y ait eu un colosse à portée de main prêt à se bagarrer avec 3 types ultra-violents. Et bien sûr, aucun n'avait de couteau ou de pistolet pour le menacer et lui dire de passer son chemin.

Alors, pour dévier le coup, certains pourraient tout d'un coup dire qu'il est connu que ça n'est pas Faurisson et qu'il s'agit d'une erreur qui dure depuis des années. Mais, ces photos sont présentes sur Internet depuis environ 20 ans. Et ce dernier n'a jamais dit que ces photos étaient celles de quelqu'un d'autre. Or, si c'était le cas, il l'aurait précisé immédiatement. Par ailleurs, elles ont régulièrement été utilisées sur des sites pro-révisionnistes, et personne n'est jamais venu dire qu'il s'agissait d'une autre personne.

### **1.10.2) Les autres agressions**

Ça n'est pas la seule agression qu'a subie Faurisson. [Ici](#), on apprend que ça n'était pas sa deuxième agression (avec celle de 1978), mais la 6<sup>ème</sup>.

*"Mon agression du 16 septembre 1989 est la **sixième** depuis le 20 novembre 1978 à l'université Lyon-II : deux agressions à Lyon, deux à Paris et deux à Vichy."*

Et sur le [site](#) d'Egalité et Réconciliation, on apprend que : *"Le professeur a été la victime de **dix agressions physiques** entre le 20 novembre 1978 et le 31 mai 1993 (deux à Lyon, deux à Vichy, deux à Stockholm et quatre à Paris). Sept de ces agressions sont dues à des organisations ou à des milices juives françaises (deux à Lyon, une à Vichy, une à Stockholm du fait de juifs français venus par avion de Paris et associés à des juifs suédois, une à la Sorbonne et une au Palais de justice de Paris)."*

Donc, ça ne se serait pas arrêté à celle de 1989. Il y en aurait eu 4 de plus après celle de septembre 1989.

J'ai essayé de trouver les dates des agressions. J'en ai trouvé 9 sur les 10 :

- 1) 20 novembre 1978 à la faculté de Lyon II (rossé)
- 2) Vers le 22 janvier 1979 à la faculté de Lyon II (arrive à s'échapper)
- 3) 12 juillet 1987 au Sporting Club de Vichy (violemment frappé)
- 4) 12 septembre 1987 à la Sorbonne (blessé)

- 5) 16 septembre 1989 à Vichy (la 6<sup>ème</sup> selon Faurisson) (blessé au visage à coups de pieds)
- 6) 21 mars 1991 au palais de justice de Paris (blessé à la jambe)
- 7) 17 mars 1992 à Stockholm (8<sup>ème</sup> selon Faurisson) (arrive à s'échapper)
- 8) 22 mai 1993 à Stockholm (arrive à s'échapper)
- 9) 30 mai 1993 à Paris (violemment frappé avec une canne-épée)

Donc, il y en a eu une avant le 16 septembre 1989.

### **1.10.3) Détails et réflexions sur les agressions**

Voici quelques précisions sur les différentes agressions.

La **première agression** serait donc celle du 20 novembre 1978, à la faculté de Lyon II. On a des détails dans le livre de François Brigneau, page 90 :

*"Des « étudiants », étrangers à la faculté, attendent le professeur sacrilège. Peut-on discuter des chambres à gaz et de Proust ? A l'évidence, non. Faurisson est assailli dans son bureau. Il se dégage. Il court dans les couloirs, la meute aux trousseaux."*

*"Rattrapé à la sortie, **il est rossé.**"*

La **2<sup>ème</sup> agression** aurait eu lieu vers le 22 janvier 1979 (page 91 du livre de Brigneau) :

*"La semaine suivante, Robert Faurisson reçoit des informations concordantes : un commando spécial descend de Paris pour lui faire la peau. A l'université, ça se confirme. Il arrive. Faurisson n'insiste pas. Comme il s'en va, il croise les tabasseurs. Ils ne le reconnaissent qu'après l'avoir dépassé. La chasse à l'homme démarre. Rien n'allonge plus la foulée que le danger de mort. Faurisson maintient la distance. Voici un chantier providentiel. Il s'y lance, sème définitivement les zélotes et s'écroule, épuisé, derrière un muretin."*

La **troisième agression** serait celle du **12 juillet 1987** au Sporting Club de Vichy ([ici](#)).

*"Choc : Qui mettez-vous en cause ?*

*R.F. : Je ne peux pas vous le révéler. Je peux seulement vous dire que ma première pensée est allée à un jeune homme que, la veille de l'attentat perpétré contre moi, j'ai eu la surprise d'apercevoir dans mon quartier, le long du parc. Le **12 juillet 1987**, celui-ci m'avait **violemment frappé au Sporting Club de Vichy.**"*

Concernant la **4<sup>ème</sup> agression**, sur cette [page](#) du site Egalité et Réconciliation :



*"Le **12 septembre 1987**, à la Sorbonne, des membres d'une milice juive ont attaqué Henry Chauveau (grièvement blessé), Michel Sergent, Pierre Guillaume et Freddy Storer (Belge) ainsi que le professeur Faurisson, **tous blessés.**"*

La **6<sup>ème</sup>** est celle du **16 septembre 1989** à Vichy, dont on a vu les détails dans la précédente section.

La **7<sup>ème</sup>** a eu lieu le 21 mars 1991. C'est ce qu'on peut voir sur le [site](#) d'Ahmed Rami

*"21 mars 1991. Agression de sympathisants du révisionniste ROBERT FAURISSON lors de son procès au PALAIS DE JUSTICE DE PARIS, par des membres du BETAR."*

Et [ici](#) :

*"2.7 L'auteur et M. Boizeau ont fait appel de leur condamnation devant la cour d'appel de Paris (onzième chambre). Le 9 décembre 1992, la onzième chambre, présidée par Mme Françoise Simon, a confirmé la condamnation et condamné MM. Faurisson et Boizeau à une amende de 374 045 francs et 50 centimes, compte tenu des dommages et intérêts à verser aux 11 associations plaignantes pour préjudice moral. La cour d'appel a notamment examiné les faits à la lumière des articles 6 et 10 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et a conclu que la chambre correctionnelle les avaient appréciés correctement. L'auteur ajoute qu'outre cette peine il a encouru des frais considérables, y compris les honoraires d'avocat pour sa défense et **l'hospitalisation suite aux blessures dont il a été victime** lorsqu'il a été agressé par des membres de Bétar et Tagar **le jour de l'ouverture du procès.**"*

Et [ici](#) :

*"Il est également vrai qu'en mars 1991 j'ai pu, au terme d'une audience, être évacué par la souricière et les souterrains. Mais j'avais été **sérieusement blessé à la jambe** par l'un des voyous juifs, malgré la protection d'un garde arc-bouté sur une barrière métallique et, par la suite, il m'a fallu, à cause des suites de cette agression à soulier ferré, subir une opération chirurgicale."*

*"En désespoir de cause, un lieutenant prenait sur lui de nous évacuer par la souricière et les souterrains. Nous étions cinq : Me Delcroix, Pierre Guillaume (éditeur du livre de Roger Garaudy), ma collaboratrice, un homme d'environ 75 ans **blessé à la jambe exactement comme je l'avais été en 1991**, et moi-même."*

La **8<sup>ème</sup>** est celle du 17 mars 1992, à Stockholm. On a quelques précisions [ici](#) :

*"Il n'est pas surprenant qu'au soir de mon arrivée, Ahmed Rami, deux jeunes Suédois et moi-même ayons failli être lynchés par un groupe de jeunes gens armés de bâtons, de couteaux et de bombes lacrymogènes et emmenés par des responsables d'un club d'étudiants juifs. J'ai ainsi vécu ma huitième agression en douze ans."*

La 9<sup>ème</sup> est donc celle du 22 mai 1993, à Stockholm. Faurisson en parle [ici](#) :

*"My name is Robert Faurisson. I am 64 years old. We are today the 22 of May 1993. I am in Stockholm at the end of a difficult day. This afternoon I was supposed to give a conference in Stockholm in a private place to some people interested by Revisionism. But it wasn't possible. When, with my friend Ahmed Rami, I got near the place we were attacked by some hooligans who had their face hidden and I was told that those people had **stones and knives**. We received on our car one stone, on the window. It did not break. We had to leave. It was impossible for me to give this conference."*

La 10<sup>ème</sup> **agression** est celle du 30 mai 1993, à Paris.

Dans le livre "*Ecrits révisionnistes (1974-1998)*", dans la lettre du 1<sup>er</sup> juin 1993 :

*"Notons qu'un incident s'est produit lors de ce congrès: un dénommé Pierre Courson, ancien interné à Buchenwald, s'est approché du professeur pour lui demander son nom, puis l'a **violemment frappé à l'aide de sa canne-épée**. Immédiatement, deux amis qui accompagnaient M. Faurisson ont ceinturé le perturbateur qui, aussitôt, a choisi de quitter les lieux."*

Puis, dans celle du 18 juin 1993 :

*"Le 30 mai, un juif m'a attaqué à un congrès d'athées."*

Donc, il a été également attaqué le 30 mai 1993, avec une canne.

Donc, il y aurait eu 5 autres agressions avant celle de 1989. Mais, malheureusement, il n'aurait pas pris de photos pour témoigner de leur réalité. Pourtant, ça aurait pu créer un mouvement de sympathie pour le révisionnisme. Et dans la mesure où dans un certain nombre de cas, il s'était déplacé pour des procès ou des conférences, il devait y avoir, le jour même ou les suivants, des amis ayant des appareils photos prêts à le photographier pour témoigner de l'évènement. Mais non, il n'y a jamais eu personne pour le faire.

Le problème, c'est que du coup, il n'y a aucune preuve que ça s'est effectivement passé.

Et alors qu'en 1989, Faurisson a enfin l'idée de faire prendre 3 malheureuses photos de mauvaise qualité, il oublie à nouveau de le faire lors des quatre agressions suivantes, ce qui fait qu'on n'a à nouveau aucune preuve.

Les détails de certaines attaques posent question.

C'est le cas de la 1<sup>ère</sup>. Il est soi-disant rossé. Mais on n'a aucun détail sur le sujet. Bizarre quand même. Dans la mesure où c'était la première agression, on aurait dû avoir de nombreuses précisions. Mais non. Tout ce qu'on sait, c'est qu'il a été rossé.

C'est encore le cas pour la 2<sup>ème</sup>. On nous dit que les agresseurs ne l'ont reconnu qu'après l'avoir dépassé. C'est étonnant. On imagine mal que ces types soient venus sans avoir vu des photos de Faurisson. Or, dans la foule des étudiants, un professeur se reconnaît très facilement, à cause de la différence d'âge. Et le physique de Faurisson était assez typique, très reconnaissable. Donc, on ne voit pas très bien comment les gars venus l'agresser auraient pu le manquer.

Mais bon, en supposant que ça soit vrai, il y a un deuxième problème. Il ne devait pas y avoir marqué sur leur front qu'ils venaient pour agresser Faurisson. Donc, Faurisson n'aurait dû se douter de rien et n'aurait pas dû se mettre à courir après les avoir dépassés. Du coup, même s'ils l'avaient reconnu après l'avoir dépassé de 10 ou 20 m, ils auraient dû pouvoir revenir sur leur pas et attraper Faurisson.

Troisième problème, il n'y avait personne au niveau des portes pour l'arrêter en cas de fuite. C'est possible, mais c'est un peu bizarre quand même.

Et enfin, quatrième problème. On nous dit que Faurisson a réussi à semer ses assaillants. Ça, c'est très étonnant. Il avait pratiquement 50 ans. Et à 50 ans, on ne peut pas faire un effort violent pendant longtemps. Il était apparemment petit (dans les 1m65 à 1m70). De leur côté, ses agresseurs devaient avoir dans la vingtaine ; et forcément, on avait dû prendre des types grands pour faire ce genre de besogne. Donc, ils allaient surement plus vite que lui. Et s'ils l'ont poursuivi, c'est qu'ils l'avaient dans leur champ de vision. Et dans ce cas, il n'avait pratiquement aucune chance de s'échapper. Le coup du chantier où il se serait réfugié est un peu trop chanceux pour être crédible.

Alors, je crois que c'est Brigneau qui dit que Faurisson était sportif et en bonne forme physique. D'accord, mais il n'était pas sportif professionnel. Et avec son emploi de professeur d'université, plus sa famille, plus son travail sur le révisionnisme, il ne devait pas avoir beaucoup de temps pour faire du sport. Il devait en faire seulement une fois par semaine, deux tout au plus. Pas de quoi faire de lui un athlète. Et même avec une forme physique très correcte, à 50 ans, on fatigue rapidement quand on fait un effort violent. Donc, face à des types de 20 ans, grands et athlétiques, il n'avait presque aucune chance de les semer.

Les quelques détails de l'attaque du **12 septembre 1987**, à la Sorbonne posent question également. Il est dit que Faurisson aurait été blessé (sans qu'on sache de quelle nature est la blessure).

Mais surtout, il est dit que Henry Chauveau aurait été grièvement blessé. Or, ça pose problème. Le groupe qui réalise l'attaque blesse donc grièvement Henry Chauveau, mais pas Faurisson. Faurisson était la bête à abattre, le salopard en chef. Mais non, au lieu de blesser grièvement ce dernier, c'est à Chauveau qu'ils font ça, c'est-à-dire à un illustre inconnu. En effet, jusque-là, alors que je connais le révisionnisme depuis 1996, je n'en avais jamais entendu parler. Et il n'y a pratiquement rien sur lui sur Internet. C'est d'ailleurs bien pratique pour qu'on n'ait aucune preuve de ce qui lui est arrivé.

Et apparemment, les assaillants devaient être bien plus forts, puisque les 5 personnes agressées ont toutes été blessées. Et il n'y avait apparemment personne pour les défendre. Donc, les agresseurs n'auraient dû avoir aucune difficulté à se concentrer sur Faurisson et à le blesser grièvement lui aussi. Mais non, ils lui font juste une blessure simple et pas des blessures graves. Ils ont enfin l'ordure ultime à leur merci. Mais au lieu de le massacrer, comme Chauveau, ils lui font juste une simple blessure.

Pour la première agression en Suède (**17 mars 1992**), les antirévissionnistes avaient donc des couteaux, des bâtons et du gaz lacrymogène. Mais apparemment, Faurisson s'en est tiré sans trop de problèmes. Les assaillants étaient encore une fois une vraie bande pieds nickelés.

Et c'est la même chose pour la deuxième attaque en Suède. Là, il n'a apparemment rien.

Quoi qu'il en soit, avec 10 agressions, de la part de types enragés, en groupe, et beaucoup plus jeunes que lui, venus apparemment pour lui faire la peau, ou au moins le blesser grièvement, Faurisson arrive miraculeusement soit à s'échapper, soit à n'être que légèrement atteint. Et même quand il n'arrive pas à s'échapper, et qu'il est sur le point d'être massacré, il y a un providentiel gars de 2 mètres qui intervient juste à temps pour le sauver. Ça c'est de la chance.

En supposant un instant que les agresseurs aient été des types ordinaires, on peut se dire que, voyant qu'ils étaient protégés par le pouvoir en place, ils auraient pu multiplier les attaques. Donc, ça n'est pas 10 agressions que Faurisson aurait dû subir, mais 30 ou 40.

Et puis, la majorité de ces attaques était apparemment organisée. Ça avait été préparé en haut lieu puisque les agresseurs étaient toujours protégés par la police et les autorités politiques. Le problème, c'est qu'en 1989, on a une agression qui est pratiquement faite pour tuer selon les dires de Faurisson. Et on peut dire la même chose de celle du 12 septembre 1987, puisque Chauveau a quand même été grièvement blessé. Donc, si l'objectif de l'élite était de tuer Faurisson, pourquoi ne l'a-t-elle pas fait ? D'ailleurs, si l'élite avait voulu vraiment faire supprimer Faurisson, il aurait suffi de le tuer au pistolet ou à l'engin explosif. Mais si le but n'était pas celui-ci, pourquoi a-t-elle commandité une attaque qui risquait fortement de le tuer dans le feu de l'action ? Ça n'a aucun sens. Mais ça en a si l'agression n'a en fait jamais eu lieu, ou était factice. Le côté spectaculaire de l'attaque servait à faire de Faurisson un martyr. Mais, comme il devait servir jusque dans les années 2010, pour faire la jonction avec les conspirationnistes, il ne fallait pas le faire mourir.

Au passage, on constate qu'en plus du fait qu'il n'y ait quasiment pas de photos, il y a très peu de détails à chaque fois. Pourtant, quand on vient de se faire agresser ainsi, on a envie d'en parler. Dans les jours qui viennent, on a tendance à revenir encore et encore sur le sujet. En tout cas, on donne un niveau de détail minimum, soit quelque-chose qui tient au moins sur une page, mais pas qui tient sur à peine 10 lignes. Mais, les menteurs évitent souvent de donner trop de détails, par peur de se contredire ou d'inventer quelque-chose qui pourrait faire tiquer les gens. C'est pour ça qu'on a si peu d'informations.

Le but de ces fausses agressions était bien sûr de renforcer l'aspect martyr de Faurisson. Avec celles-ci, ses ennemis apparaissaient comme encore plus ignobles et répugnants. Evidemment, sur le coup, fanatisés par l'élite, la plupart des gens allaient penser, soit que c'était bien fait pour lui, soit que ça n'était pas bien, mais qu'il l'avait quand même bien cherché. Au pire, c'était considéré comme

"contre-productif" pour la théorie officielle. Il n'y en avait pas beaucoup qui ont dû trouver ça dégueulasse d'un point de vue moral. Donc, apparemment, pour le côté persécuté, ça semblait plutôt être un échec. Mais, comme on l'a vu, l'élite voulait répandre l'adoption du révisionnisme seulement à partir des années 2010. Donc, l'effet martyr n'allait s'appliquer que 20 ans plus tard.

Et désormais, effectivement, pour de nombreux gens qui pensent un minimum, ces agressions le font passer pour un martyr, ce qui appuie l'idée que ce sont les révisionnistes qui ont raison. Et ça renforce également directement l'antisémitisme, puisque ça fait passer les juifs de base encore un peu plus pour des gens fanatiques, antidémocratique, violents, lâches, et donc ignobles. Du coup, c'est double bénéfique pour l'élite.

Et quelque-part, c'est assez ironique, parce qu'est utilisée ici la même technique que celle utilisée pour les juifs avec l'holocauste. A savoir que les gens n'osent pas remettre en cause une personne dont ils pensent qu'elle a souffert. Avec toutes ces persécutions, les gens qui soutiennent Faurisson n'oseront jamais penser que peut-être qu'il n'était pas ce qu'il semblait être, de la même façon que les gens n'osent pas critiquer les juifs à cause de la shoah. Et bien sûr, ils n'osent pas remettre en question la réalité de l'agression ou du massacre.

### 1.11) Divers

Sinon, on peut se dire que si l'élite a choisi un spécialiste en littérature, c'est pour pouvoir justifier que Faurisson ait pu découvrir le révisionnisme, à une époque où ce dernier était pratiquement inconnu. A part quelqu'un de très politisé (et plutôt à l'extrême-droite pour la découverte de Bardèche en 1949), il ne pouvait y avoir principalement qu'un grand lecteur de littérature qui pouvait justifier du fait que, lisant beaucoup et ayant une grande curiosité intellectuelle, il soit tombé sur des auteurs comme Rassinier ou Bardèche.

Concernant **l'interview de Faurisson dans Le Matin de Paris** du 16 novembre 1978, on s'aperçoit donc ici qu'elle fait suite à l'affaire Louis Darquier de Pellepoix dans l'Express du 28 octobre 1978.

Si on veut analyser cet événement d'un point de vu non conspirationniste ou conspirationniste light, on peut se poser la question suivante. Pourquoi le Matin a-t-il décidé d'interviewer Faurisson pour cet article ? Et déjà, comment ont-ils pensé à lui ?

A priori, on se dit que c'est parce qu'il était déjà connu de ce dernier à cause de la polémique de 1974, ou de son article en juin 1978 dans "Défense de l'Occident". Mais, on apprend sur Radio Islam ([ici](#)) que ça n'était pas le cas. D'ailleurs, le fait qu'il n'était pas connu du Matin sert justement à justifier qu'on l'ait interviewé, en opposition avec le journal Le Monde, où il l'était déjà.

*" Au Monde personne ne cille. On connaît l'homme et on vit dans la terreur de le voir débarquer, cherchant à coincer un rédacteur dans un couloir pour le sermonner d'importance. **Au Matin de Paris, on ne connaît pas l'affaire** et la rédaction parisienne charge son correspondant à Lyon, Claude Régent, de prendre contact avec Faurisson. Ils se rencontrent, armés d'enregistreurs à cassettes, **le 8 novembre au Sofitel.**"*

Du coup, comment ont-ils pensé à lui ? En fait à cause de la lettre qu'il a envoyée à plusieurs journaux (dont le Matin) en réaction à l'affaire Darquier. C'est comme ça qu'ils ont eu connaissance de son existence.

Or, le fait qu'ils ne le connaissaient pas avant cette lettre pose problème. Pourquoi aller interviewer un type totalement inconnu, n'ayant apparemment (pour le Matin) rien publié sur le sujet ? Pour eux, il n'était personne dans cette matière. Il ne pouvait pas être considéré comme un spécialiste. Donc, il n'y avait pas vraiment de raison que le Matin lui consacre une interview, surtout sur un sujet faisant autant scandale. Ça donnait tout d'un coup de l'importance à un type qui était inconnu jusque-là (en tout cas sur ce sujet).

Alors, on pourrait répondre que c'est parce que le sujet était brulant et qu'ils n'avaient que lui sous la main. Comme il n'y avait encore aucun spécialiste du domaine en France, ils ont été chercher en catastrophe le premier qui se présentait. Ça paraît logique.

Seulement, l'affaire commençait à faire grand bruit, elle était arrivée aux oreilles des autorités juives, puisque Simone Veil y avait réagi le **30 octobre 1978**, dans l'émission d'Ivan Levaï sur Europe 1. Donc, ceux-ci, au lieu de donner davantage de publicité à cette théorie, auraient certainement cherché à étouffer l'affaire au maximum. Et comme le PDG du Matin était juif, forcément, il serait allé dans leur sens.

Par ailleurs, même sans pression des autorités juives, en tant que gens de gauche, antiracistes et abhorrant l'antisémitisme (à une époque où les gauchistes étaient déjà hystériques sur le sujet), les journalistes du Matin auraient été plus que contents de pouvoir affirmer que Louis Darquier de Pellepoix était le seul type qui disait ça et que c'était un cinglé isolé. Aller chercher Faurisson était au contraire donner l'impression qu'il y avait un mouvement d'opinion révisionniste alors qu'en réalité il n'y avait rien à ce moment-là.

Donc, ils n'allaient certainement pas interviewer un type inconnu et n'ayant aucune légitimité concernant le révisionnisme. Donner de l'importance à un mouvement d'idée aussi abject (pour eux) alors qu'il relevait encore du microscopique groupuscule aurait été considéré par eux comme quelque-chose qui allait à l'encontre de leurs principes moraux.

Et à l'époque, ce genre de journaux de gauche n'était pas du tout dans le mercantilisme, et donc le scoop à tout prix. Au contraire, on détestait ce genre de méthodes. Les journaux de gauche se présentaient comme très sérieux de ce point de vue-là. Les quelques journaux qui pratiquaient ça, comme France-Soir, étaient profondément méprisés par les journalistes de gauche. Donc, on ne peut pas invoquer l'envie de faire le buzz de la part de ces deux journaux.

Et puis, à ce moment-là, Le Matin ne pouvait pas justifier la publication de l'interview de Faurisson par une agression. Or, c'est bien en partie l'agression de Faurisson qui est mise en avant pour justifier la publication dans le "Monde".

Et surtout, les journalistes auraient été terrorisés à l'idée des conséquences de l'interview. Ils savaient très bien qu'ils auraient pu être accusés de faire le jeu du mouvement révisionniste en lui donnant soudainement une visibilité qu'il n'avait pas. Et vu la terreur qui régnait déjà sur le sujet, c'était le risque de mise à pied immédiate. Parce que là, c'était faire preuve de zèle que de faire carrément une interview. Donc, c'était le risque du renvoi dans la seconde ; et la certitude de ne plus jamais travailler pour aucun autre journal de grande audience. Donc, jamais les journalistes n'auraient pris ce genre de risque. D'autant plus qu'on a vu que c'était le juif Perdriel qui était à la tête de ce journal, un ami des Rothschild, ce qui signifie qu'ils avaient encore bien plus de risques de se faire renvoyer s'ils faisaient de la publicité au révisionnisme. Donc, il est clair que s'ils l'ont fait, c'est parce qu'on leur a dit de le faire.

Et dans le cas du Matin, c'est le journal qui vient chercher Faurisson pour réaliser carrément une interview. On est dans quelque-chose qui va nettement plus loin que ce que fera le monde presque deux mois plus tard. En effet, dans le cas du Monde, il ne s'agissait que de publier une lettre de lecteur, et l'initiative de l'envoi venait de Faurisson. C'est d'une portée bien moindre.

Mais bon, si on revient au niveau de conspirationnisme du présent site, les choses sont beaucoup plus simples. Vu que tout est sous contrôle, ces journaux n'auraient jamais publié ces articles si l'élite ne l'avait pas voulu, point barre.

Enfin, il est dit qu'en 1974, Faurisson a envoyé ses premiers courriers révisionnistes à divers historiens et spécialistes connus à travers le monde ; et ceci avec **l'en-tête de son université** (Sorbonne). Il l'a fait pour avoir plus de crédibilité. C'est un détail important. En effet, un professeur a le droit de dire ce qu'il veut s'il le fait en son propre nom et son université n'a pas le droit de le sanctionner pour ses opinions. Mais s'il le fait au nom de l'université, les choses changent, parce que ça fait croire qu'elle cautionne ce qu'il dit. Et écrire un courrier avec l'en-tête de l'université laisse à penser qu'il le fait au nom de celle-ci. Dans cette situation, l'université a le droit de sanctionner le professeur. Et ça, Faurisson ne pouvait pas l'ignorer. Sur un sujet aussi explosif, aussi tabou, il est évident qu'il savait qu'il s'exposait au renvoi pur et simple en utilisant du papier avec l'en-tête de la Sorbonne. S'il l'a fait, c'est forcément volontairement. Bien sûr, ça n'a aucun sens s'il était bien ce qu'il semblait être. Mais si c'est un agent de l'élite, ça devient logique. Il fallait qu'il soit lâché par sa faculté pour mieux passer pour un martyr.

Et l'argument selon lequel il ne s'adressait qu'à des individus de façon privée et pensait ne pas risquer de sanction grâce à ça ne tient pas une seconde. S'adressant à des défenseurs officiels de la thèse officielle, dont certains étaient juifs, il est évident que ceux-ci allaient forcément le dénoncer et que l'usage de papier à en-tête allait être automatiquement utilisé contre lui. Et vu le sujet, son université n'allait pas hésiter à le licencier, ou au minimum empêcher son avancement et supprimer tout avantage. Vu son âge et son intelligence, Faurisson savait tout ça parfaitement.

## 2) Les suites de l'affaire révisionniste en France dans les années 80 : le cas Henri Roques

Comme le cas de Faurisson seul ne pouvait pas entretenir le débat sur le révisionnisme pendant 12 ans (jusqu'à la loi Fabius-Gayssot en 1990), et qu'il fallait qu'il fasse des émules pour donner l'impression que le révisionnisme se répandait dans les cercles intellectuels, il fallait que de nouvelles affaires apparaissent après la grande vague de l'affaire Faurisson, qui a duré en gros jusqu'en 1983. On a bien sûr continué à parler de Faurisson tout au long des années 80. Mais la grande période, ça a été 1978-1983. Après, ça a été plus épisodique.

La première a été l'affaire Roques. Celui-ci a affirmé dans sa thèse d'université soutenue en 1985 que le témoignage du SS Kurt Gerstein sur les gazages homicides de Belzec n'avait aucune valeur scientifique. Or, ce témoignage était important, puisque c'était ça venait officiellement d'un SS qui désapprouvait les massacres de masse et qui avait fait des aveux spontanés. Ils n'étaient donc pas entachés du soupçon d'avoir été obtenus sous la torture.

L'affaire Roques a eu un grand retentissement en France. Il est par exemple dit sur ce [site](#) ayant pour thème Faurisson : *"Alors éclatait en France la « bombe à retardement » de l'affaire Roques. **A partir d'avril et mai 1986 s'est déclenchée dans les journaux, dans toutes les radios et sur toutes les chaînes de télévision une importante campagne contre « la thèse scandaleuse de Nantes », « la thèse qui nie les chambres à gaz », « la thèse antisémite qui a reçu la mention très bien ».**"*

Roques est notamment invité le **23 mai 1986** à la radio Europe 1 dans l'émission "Découvertes" (une émission très populaire), de 18h à 20h. Henri Roques et son avocat Éric Delcroix se retrouvent opposés à neuf personnes, sans compter le responsable de l'émission : Jean-Pierre Elkabbach.

On en parle aussi au journal de 20h d'Antenne 2 ([ici](#) et [ici](#)), le 23 mai 1986.

Qui était Henri Roques ? Sans plus de détail, on se dit que c'était un jeune (c'est ce que je pensais, jusqu'à il y a quelques années). Il n'y a essentiellement qu'eux qui passent des thèses. Et pour se lancer dans une bataille de ce genre, on a tendance à penser qu'il faut l'inconscience et la fougue de la jeunesse. Mais en fait, non. Il est né en 1920. Donc, quand il a commencé à écrire sa thèse, il avait déjà 62 ans !

Et on se dit que c'était un étudiant lambda qui voulait faire triompher la vérité. Mais pas du tout. C'était un néo-fasciste.

En effet, on apprend sur [Wikipédia](#) :

*" Il a reconnu avoir appartenu au [RNP](#) (Rassemblement National Populaire) de février 1941 à octobre 1942. Mis en résidence surveillée à Rambervillers le 20 septembre 1945, il a été libéré peu après, faisant l'objet d'un ordre d'appel sous les drapeaux."*



*"Il devient au cours des années 1950 un militant actif **d'extrême droite**, participant à **plusieurs groupuscules néofascistes** : Mouvement national Citadelle en 1950, Phalange française en 1955. Pendant trois ans, il a été secrétaire général de ce groupe néofasciste. C'est en tant que tel qu'il participe au meeting inaugural de la Deutsche Soziale Union fondée par Otto Strasser."*

*"Il semble que Roques ait mis en sourdine ses engagements politiques entre le début des années 1960 et les années 1980. À partir de 1986, il s'affiche dans les manifestations du Front national où son épouse occupe des fonctions officielles. D'après Valérie Igounet, si Henri Roques n'est pas officiellement membre du Front National, c'est pour ne pas compromettre le parti de Jean-Marie Le Pen, car entre-temps, il est au centre de la polémique que la soutenance de sa thèse de doctorat en Lettres a suscitée."*

Détail qui aura son importance par la suite, on apprend [ici](#) que c'était un ingénieur agronome (à la retraite en 1981).

*"En juin 1985, un ingénieur agronome en retraite, **Henri Roques**, militant d'extrême droite et proche de Faurisson, soutient à l'Université de **Nantes** une thèse sur Kurt Gerstein, mettant en cause la vérité « officielle » sur l'Holocauste. Son jury est composé presque exclusivement de militants d'extrême droite, non compétents sur le sujet, dont le président, **Jean-Paul Allard, de Lyon III**, militant du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (**GRECE**). C'est la première fois que les négationnistes tentent de faire avaliser un diplôme. Après une année de polémiques, celui-ci est annulé en raison de très nombreuses fraudes qui ont conduit à sa délivrance."*

Donc, premier élément très étrange, il rédige une thèse à 62 ans. Déjà rien que ça est bien louche. Qui passe des thèses à 62 ans ?

Une thèse, c'est quelque-chose qui demande un nombre de pages minimum, généralement dans les 400 à 500. Sur le [site](#) de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, on parle d'un minimum de 300 pages pour une thèse d'histoire, et de 400 à 500 dans l'idéal :

*"Une thèse d'histoire correspond à un travail de recherche original, qui constitue un apport à la connaissance scientifique. Si d'un point de vue quantitatif la thèse doit se situer, idéalement, entre 400 et 500 pages (en tout cas, il est souhaitable que le seuil minimum de 300 pages soit respecté), c'est surtout sur sa nature de travail intellectuel qu'il faut se focaliser."*

Donc, une thèse ne se fait pas en quelques mois. Sur un sujet pointu, nécessitant des recherches de références, il faut généralement des années pour arriver à l'écrire.

Or, à 61 ou 62 ans, on n'a plus trop envie de s'ennuyer avec ce genre de chose. Après avoir travaillé pendant près de 40 ans, il y a très peu de monde qui a le courage de s'attaquer à une tâche aussi ingrate. Et ça sur 2, 3 ou 4 ans. Quand on sait qu'on n'a peut-être plus que 10 ou 15 ans à vivre, on ne risque généralement pas de perdre 20 ou 30 % de ce temps à faire une œuvre de bénédictin. Surtout quand on a déjà 40 ans de travail derrière soi. On a surtout envie de profiter de la vie.

Alors, bien sûr, tout est toujours possible. Mais quand même, c'est déjà assez louche.

Et ça n'est pas tout le monde qui peut faire ça. Un homme d'action ne sera généralement pas capable de rester penché sur des bouquins pour écrire une thèse. Un homme d'argent se dira que c'est du temps de perdu pour rien. Il faut avoir un certain esprit pour faire ce genre de chose. Et il faut aussi un certain entraînement. Peu de gens sont capables du jour au lendemain de se pencher sur des bouquins et d'écrire 400 ou 500 pages sur un sujet aride et pointu. Surtout que ça ne peut pas être écrit dans un style médiocre. Pour une thèse, surtout de littérature comparée, le style doit être d'un excellent niveau. Ceux qui sont sélectionnés en doctorat de littérature le sont en partie sur ce critère.

Or Roques n'a jamais été un homme d'écriture jusque-là. Il a été ingénieur agronome, secrétaire général de la Phalange Française. Mais nulle part on ne voit qu'il a été journaliste ou écrivain ou professeur. Alors, encore une fois, rien n'est impossible. Mais là encore, c'est louche. Et comme c'est le deuxième élément louche sur le même problème, ça devient clairement suspect.

Une autre question est : **comment a-t-il pu passer sa thèse ?** Normalement, pour en passer une, il faut s'inscrire en doctorat (3<sup>ème</sup> cycle d'université). Et pour ça, il faut avoir un diplôme d'université de 2<sup>ème</sup> cycle. A l'époque, il fallait un DEA (diplôme d'études approfondies), c'est-à-dire, pour les lecteurs non français, l'équivalent de bac +5 (on passe l'examen du bac dans l'année de ses 17-18 ans). De nos jours, le nom a changé ; ça s'appelle désormais un master.

Et il le fallait évidemment **dans la matière concernée**. Un étudiant ayant un DEA d'histoire ne pouvait pas passer une thèse de chimie. Et inversement, un étudiant ayant un DEA de chimie ne pouvait pas passer une thèse en histoire. Or, on nous dit que Roques avait été étudiant à l'université des sciences de Nancy (université Henri Poincaré), puis ingénieur agronome. Donc, normalement, il n'avait pas le diplôme lui permettant de passer une thèse en littérature comparée. Il avait peut-être le niveau bac +5, mais pas en littérature comparée. Et il n'avait très probablement pas un DEA, mais quelque-chose de plus appliqué. Or, il faut un DEA spécifiquement.

Et ces exigences sont normales. La thèse permet d'avoir le diplôme de doctorat, le plus haut niveau universitaire ; un diplôme qui permet d'enseigner à la faculté ou de postuler à des emplois de chercheur. Et évidemment, les places d'enseignants ou de chercheurs sont rares et donc chères. Si n'importe quel péquin pouvait passer une thèse en candidat libre et obtenir ainsi un diplôme de doctorat, alors il pourrait passer devant des gens qui ont trimé dur pour franchir les différentes étapes vers le sommet de l'université. Comme les universitaires protègent leur pré carré, ils ne vont évidemment pas rendre possible une telle concurrence au plus haut niveau. Et c'est vrai également pour le passage inter-filières. Il est hors de question que des types ayant un diplôme par exemple en biologie, même universitaire, viennent chasser sur les terres de ceux qui sont en littérature ou physique, informatique, etc... Et ce, même s'ils ont le niveau. Donc, logiquement, le diplôme de doctorat n'est réservé qu'à ceux qui ont un diplôme universitaire bac+5, et spécifiquement dans la filière en question. C'est même tellement restrictif qu'à l'intérieur d'une filière, des gens qui ont un DESS au lieu d'un DEA ne peuvent pas continuer en doctorat, ceci parce que le DESS a une finalité professionnelle et non pas de recherche ou d'enseignement. Donc, même le niveau bac+5 n'est pas suffisant en soi. Et même au sein d'une filière, selon la spécialisation que l'étudiant a prise au niveau bac+3 et bac+4, il peut ne pas pouvoir postuler à tel ou tel DEA et donc ensuite, à tel ou tel doctorat.

D'ailleurs, parmi les raisons ayant conduit à l'annulation de sa thèse et au refus de lui accorder le titre de docteur, il y avait justement le fait qu'il n'avait pas les titres requis. C'est ce qu'on peut voir sur [Wikipédia](#) :

*"Dischamps relève en outre des irrégularités dans le transfert du dossier de l'université de Paris IV, où la thèse avait été initialement déposée sans qu'un membre du corps académique n'accepte d'en proposer la soutenance **et le fait que Roques ne disposait pas des titres requis.**"*

Donc, il n'aurait normalement jamais dû pouvoir s'inscrire en doctorat et passer une thèse de littérature comparée. S'il a pu le faire, c'est qu'il a reçu un passe-droit totalement illégal de la part du président de l'université. En effet, je ne pense pas que le directeur de thèse puisse donner une telle dérogation sans en référer à ce dernier. Mais il n'y avait aucune raison que celui-ci en accorde une. A l'époque (1979-1984), le président était Jacques Vilaines, un centralien, puis entre 1985 et 1988, le président était Paul Malvy, un professeur de médecine. Donc, ça n'était pas des gens qui avaient quelque-chose à voir avec la littérature comparée. Ni l'un ni l'autre ne dépendaient de près ou de loin des pontes de la fac de littérature et n'avaient donc de comptes à leur rendre. Et aucun des deux n'était apparemment d'extrême-droite. Et de toute façon, même dans ces conditions, les règles étaient les règles. Donc, le président de l'université n'aurait pas accordé un tel privilège à un étudiant de l'université et encore moins à un parfait inconnu.

Et il aurait d'autant moins pu avoir un passe-droit que le sujet de sa thèse n'avait à priori que moyennement à voir avec la littérature comparée. Même s'il s'agissait de comparer les 4 versions françaises et les 2 versions allemandes du rapport Gerstein, c'était plutôt une thèse d'histoire.

Donc, vu la demande inhabituelle d'un passe-droit et vu l'âge du demandeur, le président de l'université aurait dû se renseigner sur le sujet de la thèse. Le fait d'avoir un sujet plutôt historique dans une université de littérature aurait déjà dû le faire tiquer fortement. Tout ça l'aurait évidemment amené à analyser plus profondément le problème. Et là, il aurait rapidement commencé à entrevoir le pot aux roses. Il se serait probablement renseigné sur Roques et une fois qu'il aurait su qui il était, il aurait évidemment refusé sa demande d'inscription en doctorat.

Autre problème, il fallait que Roques soit sûr qu'il ne serait pas arrêté dans son élan. Il aurait très bien pu être découvert en cours de route et alors être expulsé. Donc, il y avait un risque important de faire tout ça pour rien. A 62 ans, on ne se lance pas dans un plan aussi risqué comme ça.

Sur le site [jeune-nation](#), on apprend que :

*"Il obtint cette thèse **malgré de multiples obstacles** : son **premier directeur de thèse ne put former de jury**, tous se refusant malgré l'excellence de la thèse, **apeurés par le caractère explosif de la thèse** remettant en cause le dogme de la "Shoah". L'obtention de la thèse, avec la mention « Très bien » et les félicitations du jury, mobilisa toute l'anti-France : le Dr Roques fut l'objet d'une violente campagne de haine."*

Donc, même si le président de l'université n'y avait vu que du feu jusque-là, divers membres du 1<sup>er</sup> jury auraient dû l'avertir immédiatement du caractère "scandaleux" de la thèse de Roques. Et celui-ci aurait alors dû empêcher sa soutenance. Donc, même si Roques avait pu réussir à écrire sa thèse, il

n'aurait pas pu aller jusqu'à la soutenance et encore moins jusqu'à l'obtention de son diplôme de doctorat.

Et si le président de l'université n'avait pas été diligent, on peut être sûr que ceux ayant refusé d'être membres du jury auraient répandu la nouvelle qu'un type cherchait à défendre une thèse révisionniste et que ça aurait immédiatement alerté toute la police de la pensée (journalistes, militants d'extrême-gauche, associations juives, politiciens, etc..).

Autre problème, les professeurs ayant accepté d'être jurys pour sa thèse prenaient un énorme risque pour leur métier. Alors, on pourrait répondre que c'était des fascistes révisionnistes et que, du coup, ça rendait logique le fait qu'ils aient soutenu Roques. Sauf qu'ils ne faisaient apparemment pas de bruit jusque-là. Sinon, ils auraient rapidement été repérés par le système et saqués d'une façon ou d'une autre. Donc, s'ils n'avaient rien fait de "répréhensibles" jusque-ici, c'est que c'était des gens prudents, peu enclins à prendre des risques vis-à-vis de leur carrière. Et vu qu'il s'agissait de professeurs d'université, ça veut dire qu'ils avaient un certain âge et donc avaient ce comportement depuis 10, 20 ou 30 ans. Or là, en validant la thèse de Roques, ils se mettaient sur le devant de la scène ; et en pleine chasse aux sorcières des révisionnistes, ils prenaient le risque énorme de se faire expulser de leur faculté. Leur comportement devient donc incohérent ; si c'était des gens prudents, ils ne se seraient certainement pas exposés à un danger aussi important. Une fois de plus, ça accrédite l'idée que tout ça était organisé au plus haut niveau. Ces professeurs étaient en réalité très probablement des agents de l'élite et, agissant sur commande, ils ne prenaient en fait aucun risque. Là, leur comportement devient logique.

Et on ne comprend pas très bien pourquoi Roques a voulu absolument passer une thèse. Il pouvait très bien se contenter d'écrire un livre et le publier. C'était beaucoup moins compliqué et incertain.

Et avoir une thèse ne renforçait pas la crédibilité de son ouvrage puisque, ayant été obtenue avec l'aide de professeurs favorables au révisionnisme, tout le monde allait dire immédiatement que ça avait été un diplôme de complaisance. Or, obtenir plus de crédibilité en ayant l'approbation de professeurs d'université était à peu près le seul prétexte valable de faire tout ça. Sans cette raison, tous ces efforts ne servaient à rien.

Une autre raison possible, beaucoup moins convaincante, était de montrer au monde que des révisionnistes étaient présents dans les hautes sphères d'une université française. Ça aurait été une sorte de démonstration de puissance, un coup d'éclat, une façon de se moquer de l'autorité en place. Mais, ça n'aurait pas servi à grand-chose, puisque ça aurait immédiatement conduit à une épuration des professeurs l'ayant soutenu. Ce qui fait que, comme on vient de le voir, ceux-ci ne lui auraient certainement pas donné leur appui. Ils n'auraient pas risqué leur carrière pour un simple coup d'éclat sans lendemain. Et ça entraîne aussi qu'au final, ça aurait été les révisionnistes qui auraient perdu, puisqu'ils auraient été renvoyés et leur influence anéantie. Donc, ça aurait été clairement les forces antirévisionnistes qui se seraient moquées des révisionnistes au bout du compte. Et puis, la démonstration de puissance n'aurait pas été extraordinaire, puisque ça n'aurait concerné qu'une université et un petit groupe à l'intérieur de celle-ci. Rien de fabuleux. Enfin, l'idée d'un coup d'éclat relativement dérisoire comme ça, c'est une idée de jeune homme, pas celle d'un type de 60 ans. Si c'était l'idée derrière cette action, ça avait un côté potache, et défi de gamin.

Et on voit difficilement comment un type n'appartenant pas au monde universitaire aurait pu avoir d'un seul coup cette idée farfelue ; **et surtout avoir l'assurance que ça puisse marcher**. Seul un type ayant des complicités au plus haut niveau de l'université pouvait avoir un espoir raisonnable de réussir un tel coup. Et il fallait qu'il ait ces soutiens avant de commencer. Il ne pouvait pas compter sur le fait qu'il allait trouver par hasard des appuis en cours de route.

Alors, sur la page [Wikipédia](#), on nous explique ce qui s'est passé : "*En 1981, alors qu'il vient de prendre sa retraite, Henri Roques prend contact avec **Faurisson** qui lui suggère de faire une thèse sur les récits de Kurt Gerstein*".

D'accord. Mais, entre une suggestion de Faurisson et la réalisation de la chose, il y a un monde. On a vu que la chose n'était pas possible puisque Roques n'avaient pas de DEA en littérature. Donc, l'idée de Faurisson tombait à l'eau d'emblée.

D'ailleurs, ça entraîne que la suggestion de Faurisson est louche. Il était parfaitement bien placé pour savoir qu'une telle chose n'était pas possible. Mais comme Faurisson était un agent du pouvoir, c'est normal. Il a servi de paravent volontaire pour justifier cette histoire.

Sur la même page Wikipédia, on nous précise comment la chose s'est passée concrètement. "**Jacques Rougeot**, professeur de lettres de l'Université Paris IV, accepte d'être son directeur de thèse. Rougeot a connaissance de certaines contradictions, voire d'invéraisemblances, présentes dans les récits de Gerstein « Pour mettre tout le monde d'accord, rien ne vaut mieux qu'une thèse. Comme ça, les textes authentiques apparaîtront, et celui qui s'est trompé reconnaîtra son erreur ». Le sujet de thèse *Les confessions de Kurt Gerstein. Étude comparative des différentes versions* est déposé en 1982. Roques se fait initier par Faurisson à la critique des textes et aux règles de la méthode universitaire en même temps qu'il rend compte régulièrement de ses travaux à son directeur de thèse."

Donc, là, on a le nom du directeur de thèse. Qui est Jacques Rougeot ? Déjà, on apprend sur sa page [Wikipédia](#), qu'il est docteur ès lettres (1978) et professeur émérite de langue française à l'université Paris Sorbonne-Paris IV. Ce qui vient après est intéressant. On nous dit que :

*"il fut l'un des fondateurs et le président du comité d'honneur de l'Union nationale interuniversitaire (UNI)."*

*"Il était aussi un des fondateurs du Mouvement Initiative et Liberté dont il a été le premier président."*

*"Dans les années 1980, il écrit dans la revue du **Club de l'horloge**, Contrepoint, groupe auquel il a par ailleurs appartenu."*

Le Mouvement Initiative et Liberté était un mouvement politique de droite, de même que l'Union Nationale Interuniversitaire. Donc, Rougeot était clairement de droite. Or, c'est déjà assez bizarre, puisque l'université en général était une terre de gauchisme à l'époque, et spécialement les facs de lettre ou de langue. Donc, c'est relativement surprenant qu'on ait un type de droite professeur à la Sorbonne. Surtout qu'il avait 30 ans en mai 68. Il était clairement de ce qu'on appelle "la génération 68". Et la génération 68, en fac de lettre ou de langue, était ultra-gauchiste. C'était parmi les filières les plus à gauche, et ça alors que les facultés étaient déjà fortement à gauche. C'était un véritable repaire de communistes, d'anarchistes, de maoïstes, de trotskistes, de socialistes, de babas cools, etc... Donc, dans le lot, un type de droite, ça devait faire méchamment tache. D'ailleurs, en fait, il

était clairement d'une droite dure, entre droite classique et extrême-droite, puisque le club de l'Horloge était de cette tendance-là. Donc, ça devient encore plus suspect.

Mais ce qui encore plus louche, c'est que le **club de l'horloge** est clairement une création franc-maçonne. L'horloge est un symbole fréquemment utilisé en franc-maçonnerie. Et les personnes d'extrême-droite ayant une certaine connaissance de l'influence franc-maçonne ne pouvaient pas ignorer ce fait. Donc, ceux qui ont fondé ce club n'auraient pas pris ce nom à cause du doute qu'il entraînait sur sa vraie nature. S'ils l'ont nommé ainsi c'est parce que c'est en réalité une émanation de la franc-maçonnerie (l'histoire que le nom viendrait de la pendule de l'appartement d'Yvan Blot, un des créateurs de cette association, a évidemment été inventée pour noyer le poisson). Ils ont dû se dire que les gens ordinaires étaient trop bêtes ou ignorants pour faire le lien. Et si c'est une division de la franc-maçonnerie, alors tous ses membres et intervenants étaient des francs-maçons. Donc, Rougeot l'était certainement (pour plus de réflexions sur le club de l'horloge, voir l'annexe 2).

Et le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) est lui-même un truc louche. C'est apparemment une reformation informelle du SAC, qui était une sorte de police parallèle au service du Général de Gaulle. On nous dit concernant le SAC sur [Wikipédia](#) :

*"Le service d'action civique (SAC) a été, de 1960 à 1981, une association au service du général de Gaulle puis de ses successeurs gaullistes, mais souvent qualifiée de police parallèle, créée à l'origine pour constituer une « garde de fidèles » dévouée au service inconditionnel du général après son retour aux affaires en 1958."*

En réalité, le SAC était donc une émanation des services secrets. Ce qui veut dire que le MIL était certainement lui-même une émanation de ces derniers. Et le fait que Jacques Rougeot en ait fait partie (et en ait été carrément le premier président) indique qu'il était très probablement un agent du pouvoir.

Au passage, l'abréviation de Mouvement Initiative et Liberté est MIL. Et MIL en français est un homonyme de mille, à savoir le chiffre 1000. Et 1000, c'est 10x10x10, soit XXX en chiffre romain ou IO IO IO, qui sont des références illuminati. Là, encore, ça ne devait pas être innocent.

Et par rapport à sa position à l'université Paris IV, ça veut dire qu'il était très probablement protégé. En 1981, les socialistes étaient arrivés au pouvoir. Pour qu'il n'ait pas été saqué au sein de cette université, avec toutes ses activités de droite dure, voire d'extrême-droite, c'est que c'était forcément un agent.

Se pose alors la question de pourquoi Jacques Rougeot a accepté de diriger la thèse de Roques. Si c'était un franc-maçon et un agent du pouvoir, et que le pouvoir était contre les révisionnistes, cet agent aurait dû refuser absolument de participer à cette aventure. Il aurait même dû les dénoncer aussitôt. S'il a accepté de la faire, c'est parce qu'en réalité, le révisionnisme est un projet de l'élite.

Et bien sûr, Rougeot aurait dû dire d'emblée que c'était impossible de passer cette thèse puisque Roques n'avait pas de DEA en littérature comparée et qu'il ne pourrait donc pas l'inscrire en 3<sup>ème</sup> cycle. Il aurait dû ajouter que même si Roques arrivait à le faire dans une autre université grâce à diverses complicités, celle-ci serait forcément invalidée.

Et, là encore, on ne voit pas pourquoi Rougeot aurait accepté de prendre un risque aussi énorme pour sa carrière universitaire et pour tous ses postes dans des organisations politiques. Il savait forcément que le révisionnisme était persécuté de façon totalement hystérique et inique de la part du pouvoir en place. Donc, il savait qu'il risquait d'être mis au banc de la société et écarté de tous les cercles qu'il fréquentait. Il n'aurait jamais pris ce risque. Et ce d'autant moins qu'il n'en avait apparemment jamais pris aucun jusque-là (en tout cas pas de cet ordre-là).

Et en plus de la stigmatisation liée au soutien d'un révisionniste, il y avait tout simplement le risque d'être renvoyé pour avoir permis à une personne non titulaire d'un diplôme adéquat de s'inscrire en doctorat. Il avait validé une inscription et une délivrance de diplôme illégales, tout ça de façon consciente, préméditée. Ça pouvait aller loin au niveau académique, surtout dans un contexte pareil où toutes les sanctions étaient déjà permises par l'hystérie générale à l'encontre du révisionnisme.

Par ailleurs, on apprend sur [Wikipédia](#), que

*"En 1981, alors qu'il vient de prendre sa retraite, Henri Roques prend contact avec Faurisson qui lui suggère de faire une thèse sur les récits de Kurt Gerstein. Roques commence son travail sur Kurt Gerstein en rédigeant un mémoire, Poliakov face au témoignage Gerstein, **et il est cité comme témoin de la défense au procès intenté par Robert Faurisson contre Léon Poliakov** — procès au terme duquel Robert Faurisson est condamné, pour diffamation, à deux mille francs d'amende et un franc de dommages et intérêt, condamnation confirmée en appel."*

Ça pose problème. En effet, si Roques avait été un illustre inconnu au moment de son inscription en doctorat, on aurait pu accepter l'idée que celle-ci soit passée inaperçue. Mais là, ça n'est plus le cas du tout. Etant donné qu'il avait été cité au procès de Faurisson, il était devenu instantanément connu des services de police, et aussi des journalistes (il le serait très probablement devenu aussi par sa simple fréquentation de Faurisson, mais avec le procès, c'était encore plus évident). Il aurait donc été suivi par les services secrets de façon attentive pour savoir ce qu'il faisait. Et ceux-ci auraient immédiatement été au courant de son étrange inscription en doctorat et du sujet de sa thèse. Donc, si le pouvoir en place avait vraiment été contre le révisionnisme, il aurait ensuite prévenu les journalistes et surtout les autorités universitaires de Paris IV qui auraient fait annuler aussitôt son inscription en doctorat. Mais ça n'a pas été fait parce que le révisionnisme était une création de l'élite.

On apprend un peu plus loin sur [Wikipédia](#) que : *"En fait, Henri Roques reconnâtra que Faurisson aura été son « directeur de thèse officieux »".*

C'est après l'obtention de sa thèse qu'il reconnaitra ça. Du coup, le problème de l'espionnage de Roques se pose encore plus. Dans la mesure où il était resté en contact régulier avec Faurisson durant toute sa thèse, il est impossible que les services secrets n'aient pas été au courant que l'existence de celle-ci. Là, non seulement Roques, mais également Faurisson (qui devait être encore plus espionné que Roques) étaient impliqués durant toute la thèse. Donc, les services secrets français auraient forcément dû savoir ce qui se passait. Roques aurait alors dû être renvoyé immédiatement de l'université. Mais ça ne s'est pas passé parce que c'était en fait une opération organisée par l'élite.

On apprend, encore sur [Wikipédia](#) : "*En 1984, Roques a terminé la rédaction, et Rougeot doit constituer un jury. Devenu conscient du caractère explosif de la thèse, il tente de constituer un jury au-dessus de tout soupçon, mais se heurte à divers refus*".

Il est très peu crédible que Rougeot soit devenu conscient seulement à ce moment-là du caractère explosif de la thèse. Le révisionnisme était déjà totalement diabolisé. Rougeot ne pouvait pas l'ignorer. Il savait très bien où il mettait les pieds depuis le début.

Sinon, selon l'histoire officielle qu'on nous sert ici, le succès n'était pas garanti au départ, puisqu'il y a eu problème à ce stade. Donc, comment Roques aurait pu vouloir tenter le coup, alors qu'il n'avait apparemment pas reçu de garanties concernant le jury ? Il fallait qu'il ait ces garanties, sinon, s'il n'était pas sûr de pouvoir soutenir sa thèse, ça ne servait à rien qu'il passe 2 ans et demi à la rédiger. Mais il l'a rédigée quand même (ou un think tank l'a rédigée pour lui) parce qu'il savait très bien qu'au final, il n'y aurait aucun problème au niveau du jury.

Par ailleurs, puis que les membres du premier jury ont refusé d'assurer ce rôle, on peut penser que c'est parce qu'au moins une partie d'entre eux désapprouvaient le sujet de la thèse. Donc, comme déjà dit précédemment, on se demande pourquoi certains ne l'ont pas dénoncé à ce moment-là. Alors, peut-être que la plupart étaient d'extrême-droite (mais alors, avec le deuxième jury, ça commence à faire un paquet de monde qui était d'extrême-droite dans les plus hautes strates de l'université). C'est une éventualité. Mais, avec les divers refus, il ne s'est peut-être pas cantonné aux seuls collègues d'extrême-droite qu'il connaissait.

Et puis, il est bien dit que Rougeot a tenté de constituer un jury au-dessus de tout soupçon. Or ça, ça impliquait d'avoir des gens n'étant pas d'extrême-droite. Sinon, les gens se seraient évidemment dit que c'était un jury de complaisance. Donc, normalement, il a dû avoir recours à des gens de gauche, du centre ou de la droite classique. Et du coup, on retombe sur le problème du fait qu'ils auraient dû dénoncer Roques. Et d'ailleurs, ça pose problème aussi vis-à-vis de Rougeot. En effet, ayant conscience que la thèse était explosif, il savait qu'avec un jury au-dessus de tout soupçon (donc, pas d'extrême-droite), il y avait un risque énorme que non seulement Roques, mais aussi lui-même se fasse dénoncer par l'un d'entre eux.

On nous dit ensuite que : "*Roques prend alors l'affaire en main et renoue avec **Jean-Claude Rivière**, un professeur de Nantes qui n'est ni historien ni germaniste, mais ancien rédacteur au journal d'extrême-droite Europe-Action et cofondateur du **GRECE**, et qui accepte de devenir son **nouveau directeur de thèse**. Il s'agit d'une thèse de doctorat de troisième cycle. Le jury de thèse est finalement présidé par Jean-Paul Allard, professeur de langue et littérature germanique à Lyon III et directeur des Études indo-européennes, avec **Pierre Zind**, professeur associé au département de sciences de l'éducation de Lyon II, autonomiste alsacien proche du **GRECE**. Alors que les autres membres du Jury sont plutôt proches du GRECE, Thierry Buron, catholique traditionaliste, assistant à l'Université de Nantes, figure dans le jury à titre de consultant, mais sera absent lors de la soutenance*".

Trouver un premier professeur qui était prêt à jouer sa carrière pour ça était déjà incroyable, alors en trouver un deuxième au pied levé (Jean-Claude Rivière), tout aussi prêt à détruire sa carrière,



accompagné de plusieurs autres dans le même cas (le jury), relevait carrément de l'intervention divine.

On se demande aussi pourquoi il n'a pas pris les choses en main dès le départ vu que ça lui a été si facile de trouver un professeur acceptant de devenir son directeur de thèse, ainsi que les membres du jury. Il ne l'a pas fait parce qu'il fallait au moins un incident de parcours pour que tout ne semble pas trop facile. Et puis, ceux qui inventent ces histoires aiment rajouter des petits détails pour détourner l'attention des gens des points importants.

Et on constate qu'une bonne partie des membres du jury et le directeur de thèse étaient membres ou proches du **GRECE**. Qu'est-ce que le GRECE ? C'est un cercle de réflexion plus ou moins d'extrême-droite (certains membres sont de la droite classique dure, d'autres d'extrême-droite, d'autres naviguant entre des idées d'extrême-droite et parfois de gauche). Le genre est différent du club de l'horloge, mais les deux sont situés très à droite. Et certains membres du club de l'horloge ont été membres du GRECE (au moins temporairement), dont Yvan Blot, président du club de l'horloge. Et comme le club de l'horloge, c'est un truc qui sent la **franc-maçonnerie** à 100 km. D'ailleurs, durant les 10 premières années de son existence, Alain de Benoist est considéré comme sa tête pensante. Or, Alain de Benoist est quelqu'un qui a défendu Gabriel Matzneff, écrivain pédophile notoire (qui s'en vante dans ses livres). Il était également proche de l'écrivain et journaliste Guy Hocquenghem, personne qui militait pour l'abolition de la majorité sexuelle. Logiquement, en tant qu'agent du pouvoir, il a écrit un article anti-conspirationniste en 1992, donc bien avant que le complotisme ne devienne à la mode. Comment pouvait-il savoir que le conspirationnisme allait prendre de l'ampleur, alors que le premier navigateur web n'était même pas encore sorti ? Eh bien parce que c'est un agent et que l'élite savait qu'Internet allait arriver et avait déjà prévu de lancer des théories conspirationnistes sur ce média. Par ailleurs, c'est un très bon ami de Louis Pauwels (qui participait aux activités du GRECE), auteur du "matin des magiciens" en collaboration avec Jacques Bergier, livre clairement occultiste. Louis Pauwels lui avait d'ailleurs confié une rubrique au Figaro Magazine (qu'il dirigeait, et à la tête du Figaro, il n'y a évidemment que des agents de l'élite) ainsi qu'à la revue "Question". Par ailleurs, il a une tête de juif assez marquée. Et un juif qui se trouve à ce genre d'emploi est forcément un membre de l'élite ; ça n'est pas un juif du peuple. Et le nom "GRECE" fait très probablement référence au projet Grèce de l'élite au 19<sup>ème</sup> siècle.

Donc, comme le club de l'horloge, le GRECE est clairement une association franc-maçonne cachée. Ce qui entraîne que, là aussi, leur soutien à Roques devient incohérent. La franc-maçonnerie est supposée être totalement antirévisionniste. Donc, ses membres n'auraient jamais dû accepter de participer au jury. S'ils l'ont fait, c'est que l'élite leur a ordonné de le faire. Ils ne leur ont pas "permis" de le faire, ce qui impliquerait une libre décision de leur part, mais les ont obligés à le faire. Les agents de ce niveau ne prennent pas d'initiative. Ils ne font qu'obéir aux ordres.

Ceci nous permet de revenir à un problème évoqué un peu plus haut : l'orientation politique des membres du premier jury. Le fait que la plupart des membres du second jury aient été d'extrême-droite rend moins probable le fait que le premier directeur de thèse, Jacques Rougeot, n'ait fait sa demande de participation au premier jury qu'à des professeurs d'extrême-droite. Il devait y en avoir très peu de ce bord politique à cette époque. Et il fallait que ce soient des professeurs de littérature ou d'un domaine assez proche, ce qui réduisait encore plus le champ de recherche. Donc, le

problème de la non dénonciation de Roques par au moins une des personnes approchées pour constituer le premier jury se pose à nouveau. Parmi les gens contactées, il devait y en avoir qui n'étaient pas d'extrême-droite, et qui auraient pu dénoncer Roques. Ils auraient pu le faire ne serait-ce que par peur d'être associé ensuite à cette histoire et d'être accusés de n'avoir rien dit, donc d'être complices par omission. Vu la diabolisation des révisionnistes à l'époque, c'était une possibilité non négligeable. Et cette accusation pouvait fortement nuire à leur carrière.

Le fait que les membres du second jury aient été majoritairement membre ou proches du GRECE ne résulte pas du hasard. Il fallait qu'ils le soient pour pouvoir relier le révisionnisme à l'extrême-droite à partir du milieu des années 80 en France. Comme cette dernière était en pleine ascension, ça rendait la menace révisionniste encore plus importante pour les "valeurs de la république". Et donc ça justifiait la création de la loi **Fabius-Gayssot**. Et il fallait que Roques soit d'extrême-droite ; non seulement pour renforcer cette idée que le révisionnisme devenait un mouvement de fascistes, mais aussi parce que ça permettait de justifier le choix d'un directeur de thèse et d'un jury plus ou moins d'extrême-droite.

Par ailleurs, si on a fait adopter ce plan compliqué à Roques (passer une thèse au lieu de simplement écrire un livre), c'est que l'élite voulait faire croire que l'université elle-même était gangrenée au plus haut niveau par le révisionnisme. A l'époque, un type non universitaire qui aurait écrit un livre révisionniste seul, ça aurait juste été un dingue isolé de plus ; surtout si ça avait été un fasciste notoire. Un type le faisant au sein d'une université et recevant des soutiens de la part de professeurs (en plus d'extrême-droite) pour passer son diplôme, là, ça avait un impact symbolique bien plus important. Et, pour l'élite, il fallait donner une portée très symbolique à l'évènement. Il fallait faire croire que les idées révisionnistes et d'extrême-droite se retrouvaient au plus haut niveau de ces temples du savoir que sont les universités et donc que la république était en danger. Et la république en danger, ça justifiait la création de la loi Fabius-Gayssot.

C'est pour ça aussi qu'ils avaient fait en sorte que Faurisson soit professeur d'Université. Comme c'était un universitaire, son engagement révisionniste avait bien plus de portée.

Sinon, dans la thèse de Roques, on peut lire page 198 :

*"difficile, car il nous a fallu rassembler des matériaux dont nous ignorions le nombre et l'origine; certains ont été trouvés en Allemagne, au LKA de Bielefeld/Westphalie, d'autres, aux Etats-Unis, aux "National Archives" de Washington, d'autres encore, à Paris, dans les dossiers de la Justice militaire française"*

Comment se fait-il qu'on ait autorisé ce type ayant des accointances avec l'extrême-droite, et surtout, avec Faurisson, à consulter les archives en question ? On aurait dû lui en refuser l'accès. Mais on ne l'a pas fait parce que c'était un agent. Donc, toutes les portes lui étaient ouvertes.

On le voit, l'affaire n'a pas été très bien montée par les services secrets. On s'aperçoit qu'il y a des incohérences dans tous les sens. Mais l'élite devait se dire qu'à l'époque, personne ne pourrait penser que tout ça était une invention de sa part. Et puis, cette histoire ne devait faire les gros titres

des journaux que pendant un temps assez court et être traitée comme d'habitude de façon très émotionnelle. Donc, peu importe que les détails soient assez incohérents. Comme l'actualité allait être centrée dessus pendant seulement quelques mois (mais noyée au milieu de plein d'autres informations), ça n'était pas gênant.

Par ailleurs, ça allait être par la suite un élément secondaire du révisionnisme. Les stars, c'était Faurisson, Butz, Luchter, les membres de la vieille taupe, etc... Les grands sujets, c'était l'impossibilité technique des chambres à gaz, la façon dont fonctionnaient les camps, le faux nombre de morts, les reculades des autorités sur la version officielle, les faux témoins juifs, etc... Roques et le témoignage du SS antinazi Gerstein, qu'on imaginait évidemment être un faux n'était que d'un intérêt secondaire dans tout ça. Personnellement, quand je m'étais renseigné sur le révisionnisme vers la fin des années 90, le sujet de cette thèse m'avait paru d'intérêt trop limité pour la lire. Donc, par la suite, les gens n'allaient pas tellement s'y intéresser à nouveau (je l'avais presque oubliée). Et pour les rares s'y intéressant, ils allaient surtout lire la thèse de Roques, mais pas s'intéresser plus que ça à son CV. Ce qui fait que les services secrets n'avaient pas besoin de soigner tous les détails.

Enfin, les 2 camps opposés allaient avoir de bonnes raisons de ne pas chercher au-delà de la version officielle. Les antirévisionnistes allaient se dire que ces complicités au plus haut niveau de l'université avaient permis ces irrégularités. De leur côté, les pro-révisionnistes sont trop dans l'adoration des révisionnistes connus pour pouvoir les remettre en cause. Donc, ils allaient se dire que tout ça avait été fait à la régulière (c'était mon cas jusque-là). D'une façon générale, les pro-révisionnistes ne vont pas tellement s'intéresser à ces détails, mais essentiellement aux idées émises par ces gens.

Autre problème, comme pour l'affaire Faurisson, une fois la thèse soutenue, les médias n'en auraient évidemment **pas parlé**, puisque leur stratégie à destination des vrais dissidents est de ne surtout pas leur faire de publicité. La thèse aurait été annulée discrètement. Donc, rien n'aurait dû filtrer dans les journaux. Et Roques serait resté un illustre inconnu, à part dans le groupuscule révisionniste. Si ça n'a pas été le cas, c'est que les révisionnistes n'étaient pas de vrais dissidents.

Alors, on peut objecter qu'il aurait reçu de la publicité dans la sphère nationaliste puisqu'il faisait partie de l'extrême-droite. Or, celle-ci comptait alors des centaines de milliers d'adhérents ou de supporters. Donc, on peut défendre l'idée qu'il se moquait de la publicité officielle et qu'il ne visait que celle venant des cercles nationalistes. Mais en fait non. A l'époque, l'extrême-droite respectait le tabou de l'holocauste et ne disait rien dessus. Du coup, cet argument tombe à l'eau. Il n'aurait logiquement dû recevoir aucune publicité de la part des nationalistes.

La seule publicité qu'aurait reçue Roques serait venue des révisionnistes. Mais, avec seulement quelques dizaines ou centaines de membres, ils n'avaient aucune importance en termes numériques.

Donc, sans la menace que les journaux nationalistes en parlent, les médias officiels pouvaient sans problème organiser la censure de l'évènement (et de toute façon, ils l'auraient fait même avec cette menace). Mais les journaux officiels en ont parlé en long en large et en travers ; et ce faisant, ont créé l'affaire Roques. Encore une fois, c'était normal, c'était voulu.

On note sur cette [page](#) du blog pro-Faurisson, que lors du passage de Roques à la radio en 1986, il aurait fortement mis à mal ses contradicteurs.

*"Le point culminant de cette campagne a été atteint le 23 mai, de 18h à 20h, lors d'une émission très populaire de la station de radio Europe n° 1 : « Découvertes ». H. Roques et son avocat, Éric Delcroix, se sont trouvés opposés à neuf personnes, sans compter le responsable de l'émission : J.- P. Elkabbach. Parmi ces neuf personnes, il y avait notamment G. Wellers et C. Lanzmann, auteur du film Shoah, ainsi que, sur intervention téléphonique, Simone Veil et deux ministres. H. Roques a dit qu'il doutait de l'existence des chambres à gaz tandis qu'Éric Delcroix a dit qu'il ne croyait pas à leur existence. Tous deux ont donné leurs raisons. Du côté de ceux qui disaient croire à l'existence des chambres à gaz, il n'y a **guère eu d'arguments** mais il y a eu surtout des sermons moralisateurs, des outrages et des injures. C. Lanzmann a lancé à l'adresse d'H. Roques : « Fermez votre sale gueule de rat ! » **A la fin de l'émission, Jacques Tarnero a dit : « On s'est fait piéger. »** H. Roques a répliqué que les révisionnistes étaient bien forts s'ils avaient réussi, étant deux, à piéger tant de personnes.*

*Des millions de Français ont pu, s'ils ont fait preuve d'attention, assister ainsi à **l'agonie «en direct»** du mythe des chambres à gaz homicides. De la bouche même de Claude Lanzmann, ils ont appris qu'il ne fallait pas confondre, comme un ministre venait de le faire, fours crématoires et chambres à gaz. Lanzmann a dit et répété **qu'il n'y avait eu aucune chambre à gaz homicide en Allemagne, ni à Mauthausen (Autriche), mais seulement en quelques points de Pologne.**"*

S'il y a bien eu défaite des partisans de la version officielle ce soir-là, on peut être sûr que c'était encore fait exprès. En effet, grâce à l'hystérie antirévisionniste organisée par l'élite, cette victoire éclatante du révisionnisme au niveau des idées permettait de justifier de futures lois antirévisionnistes.

Parce qu'après le débat, ce qui allait être mis en avant, ça n'est évidemment pas que Roques et les révisionnistes avaient de bons arguments (dans la tête du grand public, chauffé à blanc par les médias, ils avaient forcément tort), mais qu'ils étaient trop malins et qu'ils pouvaient séduire des âmes simples.

Pour prendre une comparaison, ce type était le diable. On ne discute pas avec le diable. Il est forcément mauvais et veut nous conduire à notre perte. Heureusement, les gens "normaux" ne tombent pas dans le piège. Mais il peut séduire des gens crédules. Donc, le fait qu'il avance des arguments apparemment convaincants, loin de faire pencher les gens "normaux" de son côté fait qu'ils sont encore plus remontés contre lui, puisqu'il présente une menace d'autant plus grande vis-à-vis de la société en pouvant séduire des âmes faibles.

Dans le cas présent, c'était exactement la même chose. Le fait que les révisionnistes soient un peu trop convaincants et puissent séduire une partie du public devait aboutir à ce que les médias les présentent comme extrêmement dangereux. Donc, cette défaite en direct du camp officiel a été organisée pour générer davantage d'hystérie contre les révisionnistes, et donc **justifier encore un peu plus la future loi Fabius-Gayssot.**

Et le deuxième avantage pour l'élite (même si largement moins important), c'est qu'à long terme, ça aidait à répandre le révisionnisme. Cette défaite du camp officiel n'allait à l'avenir évidemment pas passer inaperçue des gens qui pensent un minimum et qui étudient le révisionnisme. Et même si

c'était un élément secondaire parmi les divers arguments révisionnistes, ça participait à faire passer l'idée que c'était eux qui avaient raison. Donc, à court terme et à long terme, les choses allaient dans le sens du plan de l'élite : à court terme, parce que ça aidait à faire passer la loi Gayssot, et à long terme, parce que ça participait un peu à répandre les idées révisionnistes.

Donc, s'il a pu écrire sa thèse et ensuite la soutenir, c'est que Roques a forcément reçu des soutiens actifs qui allaient bien au-delà de la présidence de l'université.

Ou alors, ce qui est plus probable, c'est que presque rien de tout ça ne se soit passé et que l'affaire ait été en très grande partie inventée. Dans cette hypothèse, la thèse aurait été écrite par un think tank de contre-intelligence. Roques n'aurait même pas eu à aller à l'université et à écrire quoi que ce soit (une thèse, c'est pratique pour ça, puisqu'on travaille seul). Il y aurait juste eu à faire avaliser l'histoire officielle par les quelques responsables impliqués (présidents de l'université et quelques professeurs).

Enfin, détail intéressant également, on apprend dans cet [article](#) d'Olivier Mathieu du 23 juillet 1987 que :

*"Quant à ceux qui me traitent de "provocateur", je leur répondrai que je suis ravi de cette appellation, venant d'eux, qui assurément sont tout sauf des provocateurs : on relira par exemple l'article de Michel Marmin dans le Monde, après l'attentat de la rue Copernic, **ou celui d'Alain de Benoist dans le Quotidien de Paris, pour se désolidariser de son ancien comptable Henri Roques.**"*

Donc, Henri Roques était carrément le comptable d'Alain de Benoist, qui est donc un des fondateurs du GRECE. Tout se recoupe.

### 3) Les suites de l'affaire révisionniste en France : la période 87-90

Evidemment, comme la loi Fabius-Gayssot date de 1990, les affaires révisionnistes ne se sont pas arrêtées à celle de Roques. Ça aurait entraîné un vide trop important entre les deux événements. Il en fallait de nouvelles pour maintenir l'excitation antirévisionniste et ainsi justifier la loi Gayssot.

#### 3.1) Interview de Faurisson en avril 1987

Début 1987, on a déjà une interview de Faurisson par la chaîne de télévision FR3 ([ici](#) et [ici](#), FR3, journal 19/20) le **30 avril**, dans le cadre du procès **Klaus Barbie**. Donc, encore une fois, il y a eu une affaire permettant de parler du révisionnisme.

### 3.2) L'affaire du détail

Le **13 septembre 1987**, grâce à Jean-Marie Le Pen (évidemment un agent de l'élite lui-aussi), il y a eu aussi la grande affaire du "**détail**" qui a permis de faire à nouveau parler du révisionnisme et de le lier à l'extrême-droite. Cette histoire a été un énorme scandale en France. Au Grand Jury RTL-Le Monde, Olivier Mazerolle pose cette question à Jean-Marie Le Pen : « *Que pensez-vous des thèses de messieurs Faurisson et Roques ?* »

*"Jean-Marie Le Pen : Je ne connais pas les thèses révisionnistes. Mais quelles soient ces thèses, et quelles que soient celles développées intellectuellement, je suis partisan de la liberté de l'esprit. Je pense que la vérité a une force extraordinaire qui ne craint pas les mensonges ou les insinuations. Par conséquent, je suis hostile à toutes les formes d'interdiction et de réglementation de la pensée. Tout ce que nous savons sur l'histoire des guerres nous apprend qu'un certain nombre de faits ont été controversés et discutés. Je suis passionné par l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale. Je me pose un certain nombre de questions. Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Je n'ai pas pu moi-même en voir. Je n'ai pas étudié spécialement la question. Mais je crois que c'est un **point de détail** de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale.*

*Paul-Jacques Truffaut : Six millions de morts, c'est un point de détail ?*

*Jean-Marie Le Pen : Six millions de morts ? Comment ?*

*Paul-Jacques Truffaut : Six millions de Juifs morts pendant la Seconde Guerre mondiale, vous considérez que c'est un point de détail ?*

*Jean-Marie Le Pen : La question qui a été posée est de savoir comment ces gens ont été tués ou non.*

*Paul-Jacques Truffaut : Ce n'est pas un point de détail !*

*Jean-Marie Le Pen : Si, c'est un point de détail de la guerre. Voulez-vous me dire que c'est une vérité révélée à laquelle tout le monde doit croire, que c'est une obligation morale ? Je dis qu'il y a des historiens qui débattent de ces questions.*

*Paul-Jacques Truffaut : Une immense majorité d'historiens et quelques autres l'ont dit et prouvé.*

*Olivier Mazerolle : Vous-même, monsieur Le Pen, considérez-vous qu'il y eut un génocide juif par les chambres à gaz ?*

*Jean-Marie Le Pen : Il y eut beaucoup de morts, des centaines de milliers, peut-être des millions de morts juifs et aussi des gens qui n'étaient pas juifs."*

Donc, sans le dire ouvertement, il défend clairement les révisionnistes. Dans le contexte hystérique de l'époque, toute réponse autre que totalement positive vis-à-vis de la version officielle était

forcément un soutien à ces derniers pour l'écrasante majorité de la population. Et vu que c'était le chef de file de l'extrême-droite française, dans l'esprit des gens, ça montrait la collusion évidente entre celle-ci et le révisionnisme. Comme l'extrême-droite était en pleine ascension en France, ça voulait dire que le révisionnisme n'était plus un simple groupuscule de quelques fous, mais menaçait de se répandre beaucoup plus largement.

Et bien sûr, le mot **détail** était là exprès pour ajouter un côté odieux à sa déclaration, pour créer une indignation générale. Parce que dire que si l'holocauste a existé, son mode de réalisation est un point de détail de l'histoire de la troisième guerre mondiale (alors qu'en réalité, c'est l'élément essentiel de la thèse de l'extermination) va sembler odieux aux gens. Ça revient à dire quelque-chose du genre "pourquoi se disputer sur ce problème ? Il y a des choses bien plus importantes dans la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale". Donc, ce que dit le Pen, c'est que finalement on s'en fout un peu de tout ça. Alors qu'officiellement, on parle de 6 millions de morts et que forcément, la façon ou les façons dont ils ont été tués importe beaucoup (surtout si la méthode d'assassinat qui fait débat concerne au moins 90 % des tués et que la remettre en cause revient de facto à remettre en cause la shoah elle-même). Donc, dire que ça n'est pas important minimise l'holocauste d'une certaine façon.

Et vu que c'est lui aussi un agent de l'élite cette réponse n'était évidemment pas une maladresse de sa part. C'était voulu.

Et bien sûr, ceux qui ont conçu cet incident en collaboration avec l'agent le Pen ont fait en sorte que, dans l'hystérie du moment, ce qui serait retenu par l'écrasante majorité de la population était que Le Pen avait dit ou voulu dire que c'était l'holocauste lui-même qui était un détail de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale et pas la méthode (principale) de réalisation de l'holocauste. Et ça, ça rendait le Pen insupportable ; et par association, le révisionnisme aussi. Donc, peu importait que le Pen ait parlé en fait de la méthode de réalisation de l'holocauste, ce qui allait rester dans les quelques années à venir dans l'esprit de la population, c'était que le Pen avait dit que l'holocauste était un détail de l'histoire de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. Et ça, ça participait à justifier la future loi Fabius-Gayssot et à persécuter les révisionnismes.

Comme dit plus haut, cette affaire a été énorme en France, à tel point qu'on hésitait à parler de détail sur certains sujets polémiques. Et, pendant des années, dès que quelqu'un disait le mot détail les gens pensaient instantanément à cette déclaration. Tous les journaux en ont parlé. On en a quelques traces [ici](#) (journal de 13h d'Antenne 2, 15 septembre 1987), [ici](#) (journal du 20h d'Antenne 2, 15 septembre 1987) et [ici](#) (journal du 13h d'Antenne 2, 18 septembre 1987).

### 3.3) L'affaire Durafour crématoire

L'année suivante, le **2 septembre 1988**, Jean-Marie Le Pen dérape encore avec le mot "**Durafour crématoire**" qui fait scandale.

Pendant un meeting de l'université d'été du Front National, il déclare :

*"Monsieur Durafour et Dumoulin, obscur ministre de l'ouverture, dans laquelle il a d'ailleurs immédiatement disparu, a déclaré : « Nous devons nous allier, aux élections municipales, y compris*

*avec le Parti communiste, car le PC, lui, perd des forces tandis que l'extrême droite ne cesse d'en gagner. » M. Durafour-crématoire, merci de cet aveu !"*

Il est vrai que Durafour avait appelé à exterminer le Front National. Mais c'était plus tôt dans l'année. Et apparemment, la déclaration de le Pen n'en faisait pas état.

Donc, encore une fois, l'agent le Pen a permis d'avancer l'agenda du révisionnisme et de la loi Fabius-Gayssot avec un "dérapage" programmé.

Comme par hasard, la télévision était là, et des images ont été diffusées, comme on peut le voir [ici](#) (Antenne 2, journal de 13h, 3 septembre 1988).

Au passage, le journaliste d'Antenne 2 revient sur l'affaire du détail de l'année précédente, et dit *"tout le monde se souvient d'une déclaration du même président du Front National, parlant de détail de l'histoire à propos des camps de concentration"*. Donc, on constate qu'un an après, les journaux parlaient de détail non plus à propos des chambres à gaz, mais carrément des camps de concentration.

Ici aussi, l'élite a pu faire durer l'affaire en longueur puisque des députés européens ont demandé la levée de l'immunité parlementaire européenne de Jean-Marie le Pen. Chose qu'ils ont obtenue le **11 décembre 1989**. C'est ce qu'on peut voir [ici](#) (Antenne 2, journal de 20h, 11 décembre 1989), [ici](#) (Antenne 2, journal de 13h, 12 décembre 1989), [ici](#) (la cinq, journal de 13h, 12 décembre 1989) et [ici](#) (la cinq, journal de 13h, 12 décembre 1988). Donc, on a continué à parler de l'affaire dans les médias pendant encore de nombreux mois.

1988, c'est aussi l'année du fameux **Rapport Leuchter**, qui est un autre coup gigantesque porté à la théorie officielle. Je ne crois pas que les journaux en aient parlé en France à l'époque. Mais, après coup, ça pouvait permettre de justifier un peu plus la loi Fabius-Gayssot.

### 3.4) L'affaire Claude Autant-Lara

En **1989**, il y a la polémique **Claude Autant-Lara**. En effet, il déclare au sujet de Simone Veil (une politicienne française juive, très connue en France) au magazine Globe en **septembre 1989** : *"Que vous le vouliez ou non, elle fait partie d'une ethnie politique qui essaie de s'implanter et de dominer... Oh elle joue de la mandoline avec ça [les camps de concentration]. Mais elle en est revenue, hein ? Et elle se porte bien... Bon alors quand on me parle de génocide, je dis, en tout cas, ils ont raté la mère Veil !"*

Dans le même entretien, le cinéaste vilipende également la *"juiverie cinématographique internationale"*.

Donc, dans cette déclaration, il remettait en cause, sans le dire vraiment, l'holocauste. Et comme le Pen à propos du détail, il apparaissait à la population comme un type odieux. Et dans la déclaration suivante, il apparaissait comme antisémite.



Or, Claude Autant-Lara était un pont du cinéma. Il a fait des films à succès de 1939 à environ 1959, soit pendant 20 ans. Et déjà à l'époque, ceux qui étaient en haut de l'échelle de cette profession étaient soit des membres de l'élite, soit des agents. Donc, Autant-Lara était forcément soit l'un soit l'autre. Le fait que sa famille était déjà dans le métier du spectacle depuis 2 générations va dans ce sens (sa mère était comédienne de théâtre et de cinéma, 334<sup>ème</sup> sociétaire de la comédie française, et fille naturelle d'une chorégraphe parisienne). Il a également été président de la Fédération nationale du spectacle CGT (syndicat très proche du parti communiste) pendant seize années, de 1947 à 1963. Là aussi, il fallait être un agent du pouvoir pour se retrouver à un tel poste.

Et puis, vu que c'était à la mode d'être communiste dans le cinéma en France, on ne peut pas dire qu'il avait pris des risques énormes. D'une façon générale, on n'a pas l'impression qu'il en ait pris jusque dans les années 80. Durant la guerre, ça s'est bien passé pour lui (il a réussi à faire des films). Après, il a été proche des communistes quand ce parti avait du succès. Durant les années 70, il est un peu passé au second plan et n'a plus fait parler de lui en bien ou en mal. Donc, on ne comprend pas très bien pourquoi ce type qui avait toujours été dans les clous jusque-là, se met à 88 ans à devenir d'abord un rebelle en adhérant au Front National et en devenant député européen de ce parti (**le 18 juin 1989**) ; puis un super rebelle en faisant sa déclaration pro-révisionniste et anti-juive (et super rebelle pendant seulement quelques minutes, pour ensuite ne plus jamais rien dire).

Par ailleurs, on voit difficilement comment il a pu passer du communisme au Front-National. Certains pourraient répondre que beaucoup de communistes sont passés au FN à cette époque-là et que la conversion d'Autant-Lara n'est donc pas si extraordinaire que ça. Oui, mais il s'agissait des communistes de base, des ouvriers principalement. Eux avaient des raisons de le faire. Ils voyaient leur espace de vie être envahi d'immigrés. Ils étaient durement touchés par le chômage et leurs emplois allaient souvent aux immigrés ou dans les pays étrangers. Ça pouvait se comprendre qu'ils passent au Front National. Mais pratiquement aucun communiste de haut rang et riche n'est passé au FN. Eux vivaient dans des univers protégés et ne subissaient aucun des désagréments que vivaient les ouvriers. Donc, ils sont soit restés communistes, soit ont mis de l'eau dans leur vin et sont devenus socialistes. Et plus ils étaient vieux, et moins il y avait de chance qu'ils passent au FN. Parce qu'on ne change généralement pas d'orientation politique quand on a dépassé 70 ans, et encore moins pour une tendance politique qu'on a considéré toute sa vie comme l'incarnation du mal. Donc, l'évolution d'Autant-Lara reste très très louche.

A la rigueur, ça serait éventuellement possible si on parlait des années 2010. Là, on pourrait imaginer que des communistes aisés qui avaient dans les 50 ans au début des années 80, ayant vu la France être peuplée de plus en plus de noirs et d'arabes, aient fini par se dire vers 80 ans, après une longue évolution de leurs idées, que c'est le FN qui avait raison. Mais en 1989, ça faisait seulement 6 ans que le FN avait commencé son ascension. Donc, c'était bien trop tôt pour que les communistes de ce genre aient pu changer, et spécialement ceux de plus de 70 ans.

L'évolution d'Autant-Lara est d'autant plus louche qu'étant dans le cinéma, il avait dû rencontrer beaucoup de juifs, puisque ceux-ci étaient déjà nombreux dans cette profession. Par exemple, on apprend [ici](#), qu'il a travaillé en 1925 avec Pierre Braunberger sur le film "Nana". On peut lire sur la même page qu'il a d'ailleurs dédicacé la maquette qu'il avait faite de la robe de Nana à Pierre Braunberger, producteur du film, en mettant que c'était de la part de « son ami » Claude Autant-Lara. A la fin des années 30, il dirige 2 films de Maurice Lehmann. Celui-ci n'est pas considéré comme

juif. Mais vu le nom, le visage, les postes de haut niveau dans le théâtre et l'époque, il l'était très probablement. D'ailleurs, il a été accusé d'être juif par les allemands durant la guerre et n'a dû son salut qu'au fait d'être protégé par un certain Roger Trébor. En 1947, Autant-Lara travaille avec le producteur [Paul Graetz](#) sur le film "le diable au corps". Rien n'est dit sur la religion de Graetz. Mais on trouve un [autre](#) Paul Graetz (un acteur), mort en 1937, qui lui était juif et qui avait dû fuir le nazisme. Le nom Graetz ou Gretz est apparemment porté par divers juifs connus. Et en 1951, son directeur de production pour le célèbre film "l'auberge rouge", est [Simon Schiffrin](#), un juif qui a dû fuir la France pour New-York lors des persécutions des juifs pendant la guerre. Le producteur est Joseph Zielinski. On n'a pas d'informations sur lui, mais ce nom polonais est souvent porté par les juifs. Et à l'époque, un producteur de films portant ce nom en France avait de très fortes chances de l'être.

Par ailleurs, sur sa tombe, qui est un caveau de famille, on peut voir qu'il y a également une certaine Akakia Viala, née Antoinette Allevy, une cousine de Claude. Or, Allevy est une variante du nom Levy, qui est on ne peut plus juif. Donc, il avait une cousine juive ou d'ascendance juive. Enfin, le père de Claude, l'architecte Edouard Autant, a contribué à prouver l'innocence du capitaine Dreyfus en publiant la correspondance du commandant Esterhazy. Donc, là encore, son soudain antisémitisme semble étrange. Il a travaillé certainement avec divers juifs, il a un père dreyfusard, une cousine juive ou d'ascendance juive et donc très probablement un certain nombre de membres de sa famille étendue qui le sont. Il n'a jamais fait profession de foi d'antisémitisme au moment où il en aurait eu l'occasion, dans les années 30 et 40. Mais tout d'un coup, à 88 ans, il se met à critiquer les juifs.

Au passage, cette histoire du père de Claude dans l'affaire Dreyfus est très louche également. On se demande déjà ce qu'il venait bien faire dans cette histoire. Un simple architecte qui se mêle d'une affaire d'état, déjà, c'est suspect. Et les conditions de son intervention dans l'affaire semblent un peu trop rocambolesques pour être vraies. En effet, comment a-t-il mis la main sur la correspondance d'Esterhazy ? Par l'intermédiaire d'une concierge qui faisait les poubelles de ce dernier. Comme si Esterhazy, qui devait se sentir en danger, allait être assez bête pour se débarrasser de sa correspondance compromettante dans sa poubelle, alors qu'à l'époque, tout le monde avait une cheminée ou un poêle. Vu que l'affaire Dreyfus était un false-flag de l'époque, il est clair qu'Edouard Autant devait être un agent chargé de l'alimenter. Et donc, son fils avait une très forte probabilité d'en être un aussi (et 100 % de chances si le père était en plus un membre de l'élite).

Apparemment, les parents étaient déjà communistes. Et ils recevaient du beau monde chez eux. C'est ce qu'on peut lire [ici](#) : *"À la fin des années 1920, l'appartement familial de la rue Lepic servait aux réunions des Amis de la Russie Neuve, organisation créée par Gabrielle Duchêne et où se côtoyaient pacifistes et communistes. Marcel Prenant citait parmi les participants les noms de Francis Jourdain, Marcel Cohen, Jean Baby, Paul Labérenne, René Maublanc, Henri Wallon et Jacques Soustelle. Autant-Lara y présentait parfois des films soviétiques auxquels la censure refusait le visa, ainsi Le Cuirassé Potemkine."*

En fait, dans la liste des noms donnés, ils étaient tous communistes. Donc, il est clair que les parents étaient bien communistes eux-aussi.

Donc, Claude Autant-Lara a baigné dans le communisme dès sa jeunesse. Et il était partie prenante de ces réunions, puisqu'il y passait des films soviétiques censurés. Il partageait donc les idées de ses parents ; sinon il n'y aurait pas participé. Quand ce genre d'opinion remonte à aussi loin, c'est

quelque-chose de vraiment ancré en soi. On comprend alors d'autant plus difficilement qu'il ait pu passer à l'extrême-droite à la fin de sa vie.

Et tous ces gens faisaient partie de l'intelligentsia de l'époque (Edouard fréquentait aussi Rodin et Courteline). Certains ont eu des postes élevés par la suite. Donc, Edouard Autant n'était pas un petit architecte ayant une petite notoriété comme on aimerait nous le faire croire. Pour fréquenter ce genre de personnes, c'était forcément un membre de l'élite.

Jacques Soustelle, par exemple, est devenu à la libération le directeur des services de renseignement français pendant quelques mois. Puis, en 1945, il est nommé ministre de l'information. Donc, c'était certainement un membre de l'élite.

On note la présence d'un Cohen. Donc, il y avait aussi des juifs dans les fréquentations de ses parents. Et il ne devait pas y en avoir qu'un seul, puisque, dans les années 20 et 30, les juifs étaient nombreux dans les hautes sphères du communisme. Donc, ça ajoute encore des fréquentations juives et ainsi encore une bizarrerie concernant le fait qu'il soit devenu ensuite antisémite.

Donc, Claude Autant-Lara était certainement un agent du pouvoir. Et s'il s'est rangé du côté du Front National et qu'ensuite il a fait cette déclaration à propos de Simone Veil, c'est qu'on lui a ordonné de le faire, comme pour les autres.

A quoi cela servait qu'il adhère au Front-National ? Eh bien, pour que les gens le relient au FN quand il a fait sa sortie à propos de Simone Veil et des juifs. Le fait qu'il devienne député européen la même année dans le groupe du Front National était utile pour le rattacher encore plus solidement au FN lors de sa déclaration en question. Ainsi dans la tête des gens, se confirmait l'idée qu'il y avait un lien entre le révisionnisme, l'antisémitisme et le Front National (alors en pleine ascension comme déjà dit), donc que le révisionnisme et l'antisémitisme devenaient une grave menace.

S'il avait sorti ça avant son adhésion au FN (qui doit dater au moins de mai 1989), ça aurait été seulement la déclaration d'un vieux fou aigri. Mais là, ça prenait une ampleur bien plus importante.

Et s'il a fait sa deuxième déclaration sur "*juiverie cinématographique internationale*", c'est pour relier clairement le révisionnisme à l'antisémitisme.

Il est dit sur sa fiche [Wikipédia](#) :

*"Claude Autant-Lara a été accusé de délation durant l'Occupation, notamment par le producteur de cinéma Pierre Braunberger."*

En fait, Braunberger a déclaré ça en octobre 1990, donc après l'affaire Autant-Lara. Il est clair que cette interview a été faite pour créer de toute pièce une antériorité à l'antisémitisme d'Autant-Lara affiché en 1989. Les concepteurs de cette affaire se sont évidemment dit qu'il pourrait apparaître bizarre à certaines personnes qu'Autant-Lara soit soudainement devenu antijuif à 88 ans. Donc, il fallait créer un précédent montrant qu'il avait un passé d'antisémite remontant à très loin.

Braunberger est mort un mois après sa déclaration. Comme ça, il n'a pas eu à donner plus de précisions sur cette histoire.

Il y a une vidéo de l'interview de Braunberger [ici](#). Il dit au début qu'il avait été dénoncé par Claude Autant-Lara. C'est chez son père que la gestapo est allée, mais il dit que c'est lui qui était certainement visé :

- le journaliste : *"tu penses qu'Autant-Lara l'a dénoncé (son père)"*
- Réponse de Braunberger : *"pas lui, mais moi, C'était moi que l'on recherchait"*

Le problème est qu'il se contredit vers 3mn40 en disant *"je ne pense pas que j'ai été dénoncé. Du reste, dans tous les livres, on ne parle pas de dénonciation sur moi ... Je ne sais pas pourquoi. Je ne crois pas que j'ai été dénoncé non ... je ne crois pas que j'ai été dénoncé, mais je n'en sais rien"*. Donc, l'accusation devient ridicule. On sent que le truc a été fait n'importe-comment, ou qu'ils ne l'ont pas pris au sérieux et se sont amusés à introduire une grosse incohérence. Bien sûr, il n'y a aucune trace de défense de la part d'Autant-Lara sur Internet. Il aurait pu démentir la chose avec véhémence, vu que son honneur était attaqué. Mais non, il n'a rien dit parce que tout ça était arrangé et qu'il devait se faire passer pour antisémite.

Et s'il avait réellement dénoncé Braunberger, on ne voit pas pourquoi il aurait accepté de travailler à nouveau avec des juifs après la deuxième guerre mondiale. Et surtout, pourquoi des juifs auraient accepté de travailler avec lui. Ils l'auraient massacré professionnellement parlant. Il n'aurait plus pu travailler avec personne dans le monde du cinéma. Or, l'après-guerre a été la période de ses plus grands succès.

[Ici](#), il est dit :

*"Selon Jean-Luc Drouin, « Pour avoir qualifié les juifs de « parasites », Claude Autant-Lara est inquiété à la Libération, mais il est blanchi grâce au Parti communiste,"*

Seulement, c'est le seul endroit où ça apparaît. Et on n'a pas plus de précisions que ça. Mais même s'il y en avait, ça serait certainement à mettre dans le même sac que la déclaration de Braunberger, à savoir une histoire inventée pour créer une antériorité aux déclarations de 1989.

Selon [Wikipédia](#) :

*"Le garde des Sceaux d'alors, Pierre Arpaillange, fit engager des poursuites pour « injures raciales, diffamation raciale et incitation à la haine raciale ». Claude Autant-Lara fut **relaxé**."*

En fait, comme son rôle s'arrêtait après quelques mois, il n'y avait pas besoin de continuer la supercherie. C'est très probablement pour ça qu'il a été relaxé.

Sinon, en septembre 1989, il y a aussi **l'agression de Faurisson**, le 16. Encore une fois, on parle de Faurisson et du révisionnisme dans les journaux. On a en a une trace [ici](#) par exemple (journal de 20h d'Antenne 2, 16 septembre 1989) et [ici](#) (journal de FR3, 19/20, 16 septembre 1989) et [ici](#) (journal le Soir).

### 3.5) L'affaire Notin

Puis, **en janvier 1990**, il y a l'affaire **Bernard Notin**. Il s'agit d'un universitaire de Lyon III. Il écrit un article qui est publié en décembre 1989 dans la revue Economies et Sociétés (Hors série n° 32, **Presses Universitaires de Grenoble**, revue publiée avec le concours du **CNRS**, août 1989 [achevé d'imprimer : décembre 1989], p. 117-133). Un des passages qui fait polémique est le suivant :

*"Le réel passe alors en jugement devant l'irréel. Le thème, historique, des **chambres à gaz homicides**, est très révélateur de ce procès. **Les preuves** proposées pour en démontrer l'existence **évoluent au gré des circonstances et des époques** mais s'extraient d'une boîte à malices comprenant trois tiroirs. Tout en bas : la visite des locaux (**peu crédibles**). Au milieu : l'affirmation des vainqueurs (elles ont existé). En haut : les on-dit (**histoire de l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'homme qui...**). Au total **on en postule l'existence, et qu'importe la réalité de cette réalité**. On reconnaîtra là le fondement de toute tyrannie."*

Evidemment, ça fait scandale et le révisionnisme est à nouveau mis en avant. C'est ce qu'on peut lire sur le [site](#) Cairn :

*"En janvier 1990, **Bernard Notin**, un autre enseignant de **Lyon III**, publie un article raciste et négationniste dans la revue *Économie et Sociétés*. L'affaire prend des **proportions considérables** car elle montre que les idées négationnistes peuvent désormais **franchir les barrages des plus grandes revues scientifiques**. Après de longs mois, Bernard Notin est finalement sanctionné par l'Université."*

Qui est Bernard Notin ? On n'a pas grand-chose sur lui à part que c'était un universitaire enseignant en économie à Lyon III et titulaire de deux doctorats. Il est né en 1950. Donc, il avait 39 ans au moment de l'affaire.

Déjà, ça pose question. A 39 ans, en pleine ascension professionnelle universitaire, et n'ayant jamais fait de fausse note jusque-là, on comprend mal que Notin ait tout d'un coup décidé de la saborder en émettant dans 1 ou 2 paragraphes une critique du bout des lèvres contre la théorie officielle. Si encore, il avait écrit un article détaillé ouvertement révisionniste publié dans une revue d'extrême-droite ou révisionniste, ça aurait eu un certain sens. Ça en aurait eu un en publiant des informations nouvelles ou des informations anciennes mais vues sous un nouveau jour. Mais là, il affirmait juste son incrédulité sur quelques lignes sans plus approfondir. Ça ne rimait à rien de détruire sa brillante carrière pour ça.

C'est un peu comme si un gringalet qui n'a jamais agressé personne allait griffer légèrement le petit doigt d'un colosse connu pour être un fou dangereux et qui serait entouré de 100 de ses potes tous aussi dingues que lui. Ça ne servirait à rien et il serait sûr de se faire massacrer. Devant une telle action, on se dirait : soit c'est un fou suicidaire, soit l'évènement est une mise en scène et le type ne risque rien en fait. Et dans le cas de Notin, ça n'était clairement pas un fou.

Surtout qu'il a fait ça dans une revue scientifique. Il aurait écrit ça dans une revue non universitaire, ça aurait pu passer pour sa carrière. Il n'aurait pas mis en cause son université. Mais là, en publiant ça

dans une revue scientifique, c'était le cas, et il prenait un risque élevé de se faire exclure de sa faculté.

Le fait qu'il se soit rétracté quelques années plus tard (en 1993, comme on peut le voir [ici](#)) est louche également. Vu l'époque et l'hystérie antirévisionniste, il ne pouvait pas ignorer ce qui allait lui arriver. Donc, s'il ne se sentait pas le courage de faire face à tous les ennuis qui allaient s'abattre sur lui, tout ça pour quelques lignes, ça ne servait à rien de commencer. Et on ne peut même pas l'excuser par l'inconscience de la jeunesse, puisqu'il avait 39 ans. Normalement, quelqu'un qui, à l'époque, décidait de s'affirmer révisionniste publiquement (et pas dans le feu de la conversation, mais par écrit, de façon réfléchi) avait un côté kamikaze assumé. C'était quelqu'un qui, pour l'amour de la vérité, et pleinement conscients des risques, avait décidé d'aller jusqu'au bout et de ne pas revenir sur ses propos par la suite. Ça ne pouvait pas être quelqu'un exprimant quelques doutes en passant et reniant assez rapidement ses dires.

Mais si Notin était un agent, là, le fait d'abjurer était normal. Sa mission était seulement de faire parler de lui sur le moment afin que la loi Fabius-Gayssot passe dans les mois suivants. Et une fois cette mission accomplie, l'élite n'avait plus intérêt à ce qu'il continue à se déclarer révisionniste. Donc, il pouvait se dédire 2 ou 3 ans après sans problème. Il ne pouvait pas le faire quelques mois ou même 1 an après, parce que là, ça aurait semblé trop suspect. Mais au bout de 3 ans, ça passait à peu près.

Sur [Wikipédia](#), on apprend que comme par hasard, Notin était d'extrême-droite :

*"En 1990, il est nommé membre du conseil scientifique du **Front national** (FN). Proche de Pierre Vial, il est aussi membre du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (**GRECE**) et du comité de rédaction de sa revue théorique, Nouvelle École. Il appartient au controversé Institut d'études indo-européennes. Il collabore à Nationalisme et République."*

Ça n'est pas surprenant. Là encore, ça a été fait pour qu'on relie le révisionnisme à l'extrême-droite. Avec Bernard Notin qui était révisionniste et d'extrême-droite, on avait la menace nazi qui planait une fois de plus sur l'université française. Avec toutes les autres affaires récentes et moins récentes, ça justifiait le vote de la loi Fabius-Gayssot et la persécution des révisionnistes.

Autre fait intéressant, il est membre du **GRECE**, comme certains membres du second jury de la thèse d'Henri Roques, ce qui signifie que c'est forcément un franc-maçon. En tout cas, on retrouve à nouveau cette association dans une affaire de révisionnisme.

Sinon, quand on voit la tête de Notin, on pense plutôt à un libanais ou à un juif. Et un juif dans ce type d'emploi, c'est forcément un agent ou un membre de l'élite. Mais bon, il aurait pu être blond aux yeux bleus avec le nez retroussé que la conclusion aurait été la même, vu les informations qu'on a déjà sur lui. Dans ce contexte, ça vient juste ajouter un élément supplémentaire.

Par ailleurs, on voit mal ce que venait faire un type ayant une tête de libanais ou de juif dans un mouvement d'extrême-droite comme le GRECE ou même le Front National. A priori, il n'aurait pas dû s'y sentir très bien. Évidemment, on peut toujours se dire "pourquoi pas" ? Ça n'est pas impossible. Mais ça vient s'ajouter à la liste des bizarreries de l'affaire Notin.

Au passage, à l'époque, l'université de Lyon était supposée être connue comme un repaire de professeurs d'extrême-droite et même révisionnistes. Certains professeurs du jury de Roques étaient de cette université. C'était le cas aussi de Notin. Le problème ici est que ça voudrait dire que, sachant ça, le pouvoir en place n'aurait fait rien pour remédier à ça en 4 ans (c'est-à-dire depuis l'affaire Roques). On y croit très fort. Dès l'affaire Roques, ceux-ci auraient dû être persécutés de toutes les façons possibles pour les pousser à partir.

Notin est condamné le 11 juillet 1990, comme on peut le voir [ici](#) :

*"Le 11 juillet, battant tous les records de célérité en matière de procédure juridique, la 1ère chambre du tribunal de grande instance de Paris, présidée par M. Jean Favard, estimait que, dans le procès intenté par le MRAP à B. Notin, il n'y avait pas à retenir le délit de diffamation ni celui de racisme, mais l'universitaire était condamné à verser 20.000 F de dommages au MRAP pour « faute » au sens de l'article 1382 du Code Civil, sans compter 5.000 F de complément. Dans les conclusions rédigées par Me Ducroux, avocat de B. Notin dans ce procès, il avait été rappelé que son client n'avait pas pris position sur le fond (existence ou non-existence des chambres à gaz) : « M. Notin dans ce paragraphe ne nie pas l'existence des chambres à gaz, comme une lecture succincte et parcellaire de son article scientifique pourrait le faire croire, mais énonce simplement que certains faits que l'on tient pour acquis peuvent faire l'objet d'une étude scientifique sans pour autant que leur auteur puisse être taxé de révisionnisme. »"*

Donc, apparemment, le MRAP a poursuivi Notin pour diffamation et racisme. Mais ils ont été déboutés pour ces accusations. Le tribunal n'a retenu que le délit de "faute". En réalité, c'était plutôt un délit de préjudice à autrui, puisque l'article 1382 dit :

*"« Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer » : en d'autres termes, lorsque la faute d'une personne cause un préjudice à un tiers, le responsable doit indemniser la victime."*

Là encore, ça permettait de parler à nouveau du révisionnisme, à 2 jours du vote de la loi Fabius-Gayssot. C'est pour ça que la procédure a été très rapide.

### 3.6) L'affaire Olivier Mathieu

Le **6 février 1990**, une nouvelle affaire éclate, cette fois-ci à la télévision, sur TF1, la chaîne la plus regardée à cette époque, et dans l'émission de deuxième partie de soirée la plus regardée le mardi, à savoir "Ciel mon mardi !". Elle comportait une partie talk-show où étaient invitées 6 à 8 personnes réparties en deux camps opposés qui s'exprimaient sur des sujets divers, ceci en face d'un public. Les invités étaient plus ou moins connus. Ça pouvait être des gens célèbres comme des individus lambda. Ce soir-là, deux groupes étaient opposés : l'extrême-droite contre l'extrême-gauche.

C'est Olivier Mathieu, présenté comme journaliste/écrivain d'extrême-droite lors de l'émission, qui est à l'origine de la controverse.



Sur [Wikipédia](#), on peut lire à son propos :

*"Invité à un débat sur l'extrême droite dans l'émission "Ciel, mon mardi !" de Christophe Dechavanne le 6 février 1990, il a marqué l'histoire de la télévision française en étant à l'origine d'une double bagarre générale en direct à la télévision française.*

*Tout d'abord, il dit se définir comme « **national-socialiste** ». Il précise même que « L'appellation nazisme est péjorative, n'a jamais eu cours. » et que, selon lui, il ne faut pas l'utiliser. Après sept minutes d'émission, il déclare : « Monsieur Dechavanne, vous parlez de démocratie, alors il faut que les téléspectateurs sachent quelque chose. **J'appartiens à une école — historique —, le révisionnisme**, dont je suis l'un des représentants. Et vous m'avez interdit, Monsieur Dechavanne, de parler du révisionnisme. » Il s'écrie ensuite « Et, je le dirai haut et clair devant cette plèbe : **Faurisson a raison, les chambres à gaz, c'est du bidon !** ». Cela donne lieu à une première **bagarre générale** impliquant à la fois les invités et le public. Christophe Dechavanne arrive à rétablir le calme après quelques minutes."*

Bien sûr, c'était encore une affaire organisée de toute pièce. A la télévision, c'est encore plus évident qu'ailleurs. Et il est donc clair qu'Olivier Mathieu est un agent du pouvoir.

Le but était encore une fois de **relier révisionnisme et extrême-droite**. Mais là en allant encore plus loin, puisqu'Olivier Mathieu se définissait apparemment comme national-socialiste ; donc, un émule d'Hitler. A 5 mois du vote de la loi Fabius-Gayssot, il fallait enfoncer encore un peu plus le clou.

Sur sa fiche [Wikipédia](#), on trouve quelques informations intéressantes sur lui.

On apprend déjà qu'il est le fils naturel de René Louis, un médiéviste, archéologue, historien et philologue français qui a été professeur d'histoire littéraire médiévale dans les universités de Lille, Caen, Tours et Paris de 1941 à 1977. Donc, son père était loin d'être n'importe-qui. Il a par ailleurs été nommé par Jérôme Carcopino à la direction régionale de la première circonscription des Antiquités historiques, fonction qu'il occupera pendant seize ans. Ça, c'est le genre de sinécure qui est souvent réservée à des francs-maçons.

Sa grand-mère n'est pas non plus n'importe qui. Il s'agit de Marie de Vivier (née Jacquart), une auteure belge. Il est dit que la jeunesse d'Olivier est marquée par la fréquentation de l'entourage de sa mère et de sa grand-mère. Donc, Olivier n'ayant pas vécu avec son père, on peut en déduire que sa mère, Marguerite Mathieu, était la fille de Marie de Vivier. Et celles-ci recevaient Giuliano Bonfanten, **Hergé**, Robert Poulet, Ferdinand Teulé, etc., bref, du beau monde ; spécialement Hergé, qui, à l'époque, était le 1<sup>er</sup> ou le 2<sup>ème</sup> créateur de BD le plus connu dans le monde francophone (avant ou derrière le couple Goscinny/Uderzo). Ce genre de cercle ne se retrouve pas chez le type lambda du coin.

Concernant Olivier Mathieu lui-même, dès 1982, alors qu'il est seulement dans sa vingtaine (il est né en 1960), il collabore à de nombreux journaux d'extrême-droite (Rivarol, Présent, Minute, National-Hebdo, Aspect de la France, Ecrits de Paris, Itinéraires, Eléments) ou assez marqués à droite (Spectacle du Monde). Vu que ces journaux sont des créations de l'élite, il est clair que s'il a réussi à y



entrer aussi jeune et à collaborer à un nombre aussi important d'entre eux, c'est que c'est un agent de l'élite.

Très intéressant aussi, dans les années 80, il fréquente le **GRECE**, repaire de francs-maçons. Donc, encore une fois, on retrouve un membre ou un compagnon de route du GRECE dans cette histoire. D'ailleurs, la revue *Eléments*, dans laquelle il écrivait, était la vitrine grand public du GRECE. Son éditorialiste étant depuis l'origine, Alain de Benoist, dont on a parlé plus haut.

Pour en revenir à son passage à la télévision en 1990, il est dit qu'après la première bagarre, il y en a eu une **deuxième**. Et cette fois, un militant du groupe extrémiste juif **Betar-Tagar** est monté sur le plateau et l'a **frappé**. L'agression est officiellement revendiquée dans *Tribune juive* du 16 février. Alors, c'est vrai que Mathieu venait de faire de la provocation en demandant à Jean-Pierre Pierre-Bloch, à l'époque président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme « *s'il est prêt à faire une minute de silence avec lui à la mémoire des quatorze millions d'Allemands qui ont été déportés en 1945 et 1946 — deux millions de morts* ». Mais, la réaction était totalement disproportionnée. En fait, c'était juste à la bonne limite. C'était suffisamment provoquant pour qu'à l'époque, les masses se soient dit que c'était bien fait pour lui. Et la réaction était suffisamment excessive pour que, 25 ans plus tard, ce soit les juifs qui passent pour les salauds auprès des personnes devenues judéo-critiques (la masse des gens, elle continuant à se dire que c'était bien fait).

Le fait que le militant du Beta-Taga ait réussi à le frapper montre que la chose était planifiée. Dès le départ, vu le sujet, il y aurait certainement eu au moins une dizaine d'agents assurant le service d'ordre au niveau du plateau et dans les gradins. Et normalement, après une première bagarre, il y en aurait eu au minimum 5 de plus, avec 7 ou 8 au niveau du plateau prêts à empêcher quiconque d'atteindre un des invités. Si un type a réussi à passer, c'est que c'était voulu. Et même avant l'émission en fait ; les spectateurs auraient dû être triés pour éviter que des militants ne puissent provoquer une bagarre. Comme les chaînes de télévisions ont souvent recours à des spectateurs rémunérés, ça n'aurait pas posé de problème de faire appel à des gens qu'ils connaissaient déjà. S'ils n'ont pas fait ça, c'est qu'ils voulaient qu'une attaque survienne. C'était du même genre que les bagarres scénarisées qu'on trouvait au Jerry Springer Show aux USA.

Alors, ok, ça pouvait être un guet-apens planifié conjointement par Dechavanne et les organisations juives, sans que Mathieu ne soit dans le coup. C'est la théorie défendue dans certains cercles d'extrême-droite maintenant. Mais comment Dechavanne pouvait savoir que Mathieu allait déraiper (d'autant plus que Mathieu lui avait promis de ne pas parler du révisionnisme) ? Et s'il ne l'avait pas fait, le guet-apens n'aurait pas pu se réaliser, parce qu'il fallait tout de même un prétexte solide pour l'agresser. Mais Dechavanne savait que ça allait déraiper parce que tout était planifié et que Mathieu faisait partie de la mise en scène.

En plus, s'il y avait eu guet-apens, il n'aurait pas été dans l'intérêt de Dechavanne de le déclencher à moment de la deuxième bagarre, parce que, là, justement, on pouvait l'accuser d'être de mèche avec les organisations juives en ne mettant pas une sécurité suffisante. Alors qu'en ne mettant en place qu'une seule bagarre, là, il pouvait dire que son service d'ordre a été pris par surprise. Mais évidemment, si un des buts était justement de pouvoir l'accuser dans le futur d'avoir été de mèche

avec les organisations juives (et c'est bien ce qui était voulu), il valait mieux que ça soit fait lors d'une deuxième bagarre. En plus, le fait qu'il y en ait une deuxième rendait cet évènement plus spectaculaire et mémorable.

Encore une fois, cette affaire devait avoir un double effet, à court terme et à long terme. A court terme, ça permettait de justifier le vote de la loi Fabius-Gayssot. Et à long terme, ça devait servir 20 ou 30 ans plus tard à faire monter un peu plus l'antisémitisme, en montrant que les juifs sont des gens ultra-violents qui ne supportent pas la critique. Si encore, ça avait été un juif lambda, on aurait pu se dire que c'était juste un excité réagissant dans l'instant (mais les juifs seraient quand même passés pour des excités intolérants). Mais là, Wikipédia précise bien que c'était un membre du groupe extrémiste Betar-Tagar et que l'attaque a été revendiquée le lendemain par le journal "Tribune juive". Donc, les gens sensibilisés au problème juif dans les années 2010 allaient se dire que l'agression avait en réalité été planifiée par les organisations juives.

Alors, on pourrait se dire que comme l'émission date de 1990, elle allait être oubliée et que ce que je viens de dire concernant le deuxième objectif de l'affaire ne tient pas. Si personne ne devait se souvenir de l'évènement 25 ans plus tard, ça ne servait à rien de faire passer les juifs pour des gens violents. Mais, comme par hasard, parmi toutes les émissions de "Ciel mon mardi", c'est précisément celle-ci qui est (soi-disant) considérée comme la plus marquante par les gens. Du coup, elle est régulièrement rediffusée dans les émissions de bêtisier ou sur l'histoire de la télévision (elle a par exemple été rediffusée sur TMC le 26 août 2015 à 20h55 et vue par 684.000 téléspectateurs, et même 1 million à la fin) et revue par des centaines de milliers de personnes.

On apprend [ici](#) (interview de 2015) qu'Olivier Mathieu se serait éloigné des milieux nationalistes et révisionnistes depuis 25 ans, c'est à dire à partir de 1990. C'est logique. Apparemment, son rôle principal vis-à-vis du révisionnisme devait être joué en 1990 ; et après, son travail était fini. Donc, il n'avait plus besoin de maintenir les apparences. Il est du coup possible que ses articles dans les journaux nationalistes aient été en fait écrits par des think-tanks et que son rôle se soit limité à cette apparition à Ciel mon mardi, et peut-être à quelques autres dans les cercles nationalistes (histoire de donner une petite apparence de réalité à son personnage).

La raison qu'il donne est qu'il aurait été mal reçu dans les cercles révisionnistes et d'extrême-droite et qu'il aurait fini par être dégoûté par ce milieu. C'est ce qu'on peut lire dans une interview faite par Jean-Pierre Fleury (qui lui a d'ailleurs consacré un livre de 400 pages) en aout 2015.

*"Jean-Pierre Fleury : « Et ceci ne doit pas être pris, en 2015, de votre part, pour une défense des milieux révisionnistes !*

*En rien. J'ai eu souvent l'occasion de dire, depuis 1990, **la déception** – pour ne pas dire davantage – que m'ont causée et que me causent ces petits milieux, ces micro-milieux, que je ne fréquente plus depuis vingt-cinq ans, que je ne fréquenterai plus jamais et qui ne m'intéressent plus. Peu importe qu'ils s'appellent « **révisionnistes** » et que leurs adversaires les définissent comme « **négationnistes** ». **Je n'ai plus aucun contact avec ces gens. Je ne veux surtout plus en avoir. De leur côté, ils m'ont insulté à des dizaines de reprises sur leurs sites. Je leur rends leur mépris.***

*Or moi, je ne défends rien d'autre que moi-même et ma pratique de la littérature. Je n'ai besoin ni des révisionnistes, ni des journalistes comme Christophe Dechavanne, pour me dire de quoi je devrais parler ou pas, ou comment je devrais en parler. J'entends me situer à égale distance des milieux révisionnistes et des innombrables Messieurs Dechavanne."*

En fait, vu son parcours, il était difficile de justifier son désengagement par la peur. Ça aurait été peu crédible pour un type qui a osé dire qu'il était révisionniste et national-socialiste devant des millions de personnes. Donc, il ne restait plus que cette explication très bancal. Parce qu'on ne va pas dans les milieux nationalistes et révisionnistes pour se faire des amis. On y va parce qu'on a l'esprit nationaliste et pour le révisionnisme, l'amour de la vérité. Si on a envie de se faire des amis, on va dans les partis traditionnels ou dans des clubs de sport ou autres cercles (dans son cas, dans des cercles littéraires). Et on ne voit pas en quoi l'accueil de la part des gens pourrait faire qu'il n'est plus nationaliste ou révisionniste. L'accueil n'a rien à voir avec les idées. Il aurait pu dire qu'il était toujours nationaliste ou révisionniste, mais qu'il ne fréquentait plus ces milieux. Là, ok.

Et avancer ce genre d'argument le fait passer pour très superficiel. En gros, il dit que ses idées dépendent de la façon dont les gens de tel milieu le reçoivent. Ce qui veut dire que si un socialiste est gentil avec lui, il sera socialiste. Et si celui-ci arrête d'être sympa, il ne sera plus socialiste. Le type complètement inconsistant. Donc, on voit difficilement quelqu'un de ce niveau intellectuel et de cet âge (il avait dans les 55 ans quand il dit ça) recourir à cet argument, qui le fait passer pour un abruti, alors que par ailleurs, il se revendique d'un haut niveau intellectuel. S'il le fait, c'est que c'est sa seule façon d'expliquer cette évolution très bizarre de ses idées politiques.

Et c'est quand même étonnant que tous les gens aient été contre lui dans ces milieux-là, qu'il n'ait pas réussi à se faire quelques amis.

Mais, en fait, ça va plus loin que le simple éloignement post 1990. Plus tard, il a carrément affirmé qu'en fait, **il n'a jamais été d'extrême-droite**. C'est ce qu'on peut lire dans l'interview faite par Jean-Pierre Fleury :

*"Surtout, on devrait comprendre une chose, à savoir que **je ne suis certainement pas d'extrême droite et que je ne l'étais pas lors de l'émission Ciel mon mardi**. J'avais les cheveux longs, et il y avait en revanche un militant d'extrême droite à la nuque rasée qui braillait « **qu'il n'était pas avec ce monsieur** ». Le monsieur en question, c'était moi. Dont acte. Moi, je n'ai jamais été à l'école, je me suis fait réformer du service militaire, je ne suis pas catho et je me suis fait excommunier par débaptisation, **et pendant les quelques années où j'ai fréquenté des milieux d'extrême droite j'ai passé mon temps à leur dire que je n'étais pas d'extrême droite**. En 1992 il y avait des torchons d'extrême droite qui appelaient leurs militants à **me casser la gueule à vue**. Ah bon, je suis d'extrême droite moi ?*

*J'ai donné aussi en particulier une longue interview à Michel Marmin, en 2003, il y a donc plus de dix ans, dans le journal *Eléments*, où j'explique en long et en large que **je N'ai JAMAIS été d'extrême droite**."*

Donc, ce gars a écrit de nombreux articles dans divers journaux d'extrême-droite pendant les années 80. Il s'est déclaré national-socialiste en 1990 à la télévision. Il a été proche du PFN (un parti

d'extrême-droite belge), proche également du GRECE. Il a écrit une biographie sur Abel Bonnard, figure de l'extrême-droite française dans les années 30 et 40. Mais il n'a jamais été d'extrême-droite. Il a dû se retrouver là par hasard. Il a vu de la lumière et il est entré.

Pour le PFN, apparemment, c'était seulement parce que ce parti était favorable au discours révisionniste qu'il l'aurait fréquenté (vu qu'il était lui-même révisionniste), mais pas parce qu'il partageait leurs vues politiques. D'accord, mais il reste les quatre autres incohérences.

Et on se demande aussi pourquoi il a accepté d'aller à l'émission de Dechavanne, qui avait justement comme sujet, l'extrême-droite et où il a été convié en tant que personne appartenant à ce mouvement. S'il ne se considérait pas comme d'extrême-droite, il aurait dû décliner l'invitation, surtout avec tout ce que ça impliquait ensuite comme stigmatisation de la part de tous les gens qui auraient pu le reconnaître dans la rue. Donc, s'il est venu, c'est qu'il se considérait quand même comme d'extrême-droite, ou alors..., il était là en mission pour l'élite.

Et on se demande aussi pourquoi Dechavanne l'a invité s'il ne se revendiquait pas d'extrême-droite. Ça ne devait pas être les représentants de cette tendance politique qui devaient manquer pour aller à son émission. En plus, vu la dégaine de Mathieu, il ne faisait vraiment pas d'extrême-droite. Avec ses cheveux longs, sa barbe, et sa façon de s'habiller, il faisait plutôt étudiant d'extrême-gauche. Pas le profil du méchant nazi agressif et violent que Dechavanne devait vouloir montrer.

Et, dans une interview de 2003, ses déclarations vis-à-vis de son positionnement à l'extrême-droite vont encore plus loin, puisque là, il dit plus ou moins qu'en fait, il a fait tout ça essentiellement pour **rigoler**. C'est ce qu'on peut voir dans [Wikipédia](#) :

*"En 2003, dans **Éléments**, à Michel Marmin qui lui demande s'il n'est plus d'extrême droite, il répond : « Non. Pour une raison très simple : **je ne l'ai jamais été**. » Il ajoute : « J'ai pris des positions, oui. Par **humorisme**, par désespoir parfois. Ou alors — ce n'est pas toujours la même chose — **on m'en a fait prendre** »."*

Qui ayant travaillé pendant des années dans des journaux d'extrême-droite, s'étant déclaré national-socialiste à la télévision, ayant été proche du PFN, proche du GRECE, et ayant écrit une biographie d'Abel Bonnard, dirait que, finalement, la majeure partie de tout ça était une bonne blague ?

Par contre, c'est typique d'un agent d'influence. Par cette petite phrase, il balance à la face des gens ordinaires qu'il est un agent et que tout ça était du travail d'acteur, mais en sachant bien que personne ne pourra comprendre. C'est tout à fait le genre de choses qu'ils aiment faire. A noter le "*on m'en a fait prendre*", qui signifie que les positions qu'il a prises ont été dictées de l'extérieur. C'est probablement là-aussi un message caché.

Bref, Olivier Mathieu est encore une de ces diverses personnalités qui, pendant un temps limité, prennent la posture de gens d'extrême-droite, d'antisémites, de révisionnistes, de conspirationnistes, etc., et qui doivent être grassement rémunérées pour ça (sauf s'ils font partie de l'élite, auquel cas, ils ont d'autres sources de revenu, bien plus conséquentes).

Donc, Olivier Mathieu doit certainement dire vrai. Il n'a jamais été d'extrême-droite. Tout ça n'était qu'un travail de commande de la part de l'élite pour mieux pouvoir faire passer la loi Fabius-Gayssot.

### 3.7) Carpentras

Puis dans la nuit du **8 au 9 mai 1990**, il y a la profanation des tombes juives du cimetière de **Carpentras**. L'évènement a été encore plus énorme que les autres. Bien sûr, les médias ont aussitôt lié l'affaire au Front National en mettant en avant que c'était les idées véhiculées par ce parti qui avaient abouti à cette profanation, et ce alors qu'aucune personne d'extrême-droite n'a été appréhendée à ce moment-là. Les révisionnistes ont également été accusés.

Sur [Wikipédia](#) :

*"Des **manifestations imposantes** contre le racisme et l'antisémitisme sont organisées durant la semaine qui suit, souvent couvertes de banderoles et de slogans « **Le Pen, les mots, Carpentras, les larmes** ». Le **président François Mitterrand** participe à l'une d'entre elles à Paris. C'est la première fois qu'un président de la République dans l'exercice de ses fonctions participe à une manifestation en France."*

Sur le blog pro-Faurisson, on a cet [extrait](#) qui retranscrit bien l'atmosphère de l'époque :

*"La loi Fabius-Gayssot a été discutée et votée (par la majorité socialo-communiste de l'époque) dans l'atmosphère d'hystérie due à la découverte de tombes violées dans le cimetière juif de Carpentras. Une formidable campagne était lancée en France et à l'étranger **contre les lepénistes et les révisionnistes**, immédiatement accusés, sans aucune preuve, d'avoir suscité cette violation de sépultures. En première page de sa livraison du 13-14 mai 1990, le journal Le Monde publiait un dessin de Plantu où, à côté de tombes juives violées et d'un juif en pleurs, se tenaient **deux brutes à crâne rasé, dont l'une portait sous le bras un ouvrage intitulé Thèse révisionniste**. Laurent Fabius avait, avec son collègue Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, pris la tête de cette campagne. François Mitterrand, président de la République, s'était personnellement joint, dans la rue, à un cortège hérissé de drapeaux israéliens ; **Jean-Marie Le Pen était dénoncé comme un assassin ; Robert Faurisson également.**"*

*"En 1990, **pétrifiés par l'atmosphère de chasse aux sorcières**, députés et sénateurs hostiles à la loi Fabius-Gayssot **n'avaient pas osé en saisir le Conseil constitutionnel.**"*

La loi Fabius-Gayssot était justement en discussion à ce moment-là. Donc, l'affaire de Carpentras a permis de créer l'hystérie nécessaire pour en justifier le vote.

D'ailleurs, on peut lire dans cet [article](#) du réseau Canopé : *"La loi Gayssot est adoptée dans un contexte particulier, deux mois après la profanation du cimetière juif de Carpentras (nuit du 8 au 9 mai 1990). Votée le 13 juillet 1990, elle affiche clairement son but : donner un coup d'arrêt à la diffusion des thèses négationnistes et sanctionner leurs porteurs."*

Ici, il n'y a même pas besoin de chercher. Le montage est évident et archi connu. Et dès le départ, certains (dont le Pen) parlaient de mise en scène. Et maintenant, toute personne un minimum complotiste sait que c'en était une.

Seulement, les gens qui ont compris qu'il s'agissait d'un complot croient que c'était une mise en scène pour enfoncer l'extrême-droite et les révisionnistes et protéger les juifs, alors qu'en fait c'était l'inverse (en tout cas à long terme).

C'est pour ça que la mise en scène était archi évidente. C'était pour que le fait que ce soit un complot ne laisse aucun doute et qu'à terme les juifs passent pour les salauds de l'histoire (dans le camp musulman/complotiste). C'est pour ça que l'agent d'influence le Pen a pu déclarer dès le début qu'il s'agissait d'une affaire montée de toute pièce. C'était pour orienter encore plus clairement les gens vers cette idée que Carpentras avait été un complot juif. Bien sûr, il a parlé de complot communiste ou même musulman. Mais l'élite savait que 20 ans plus tard, les gens parleraient de complot juif et plus de complot communiste (vu que c'est l'élite elle-même qui allait faire en sorte de réorienter les gens vers cette idée).

Au passage, on note la progression des tendances politiques impliquées dans le révisionnisme en France. Au début, on a des gens de gauche qui soutiennent le révisionnisme, pour que la chose puisse passer sans être associée directement au fascisme et être interdite. Puis, quand on a besoin de justifier la loi Gayssot, d'un seul coup, la plupart des révisionnistes qui apparaissent sont des gens d'extrême-droite (Roques, Le Pen, Claude Autant-Lara, Notin, Mathieu).

A noter aussi que Jean-Marie le Pen est condamné le 23 mai 1990 pour l'affaire du détail. Donc, on entretenait encore un peu plus l'hystérie anti-révisionniste.

#### 4) La loi Fabius-Gayssot

On en arrive donc à la loi Fabius-Gayssot, votée le 13 juillet 1990, soit seulement 2 mois après l'affaire Carpentras. Loi qui interdit de nier publiquement l'holocauste (tel qu'il a été défini par le tribunal de Nuremberg).

Il est intéressant de savoir ce qui s'est passé pour les prédécesseurs de Faurisson en France : Rassinier et Bardèche. Eh bien, comme on l'a vu, tous les deux ont été lourdement condamnés, et ont même vu leurs livres être interdits. Et ça, alors qu'aucune loi Gayssot n'existait. Donc, il y avait déjà des lois suffisantes pour faire condamner Faurisson dès 1979.

**Bardèche** a été poursuivi pour son livre "*Nuremberg ou La Terre promise*" (publié en 1948). Mais il a été relaxé au terme de son premier procès (s'étant déroulé de janvier au 6 février 1951). Le procureur général a alors fait appel. Et il a été condamné lors de son second procès à un an de prison

ferme et 50 000 francs d'amende pour « **apologie de crimes de guerre** », et le livre interdit à la vente le 19 mars 1952 (et il l'est toujours aujourd'hui). Son pourvoi en cassation a été rejeté en février 1954 et il a été mis en prison en juillet 1954 pour exécuter sa peine. Malgré tout, il n'a fait que quelques jours de prison car il a été amnistié par le président Coty. Mais celui-ci ne l'a pas amnistié parce qu'il pensait que Bardèche était innocent ou que la peine était exagérée, mais simplement parce qu'apparemment, Bardèche avait déjà fait un certain temps de prison (en réalité, seulement quelques semaines) et parce qu'il était dans une situation financière précaire et père de 5 enfants. En fait, c'est l'intervention de nombreuses personnalités du monde des lettres auprès de René Coty qui aurait été déterminant dans sa libération. Sans ça, il aurait fait sa peine. Ça n'était pas une remise en cause de la décision du tribunal.

Le problème est qu'il récidive en 1950 avec "*Nuremberg II ou les faux-monnayeurs*". Mais là, il n'est pas poursuivi pour ce livre. Et donc, ce dernier n'est pas interdit à la vente. On peut d'ailleurs le trouver sur Amazon. Etrange pour le moins.

**Rassinier**, lui, est poursuivi en avril 1951 par trois associations de déportés à cause de sa préface réalisée par Albert Paraz pour son livre "*Le mensonge d'Ulysse*" (publié en 1950). Celles-ci sont déboutées le 9 mai 1951. Mais elles font appel et gagnent en novembre 1951. Et il est alors condamné à 15 jours de prison, à 100.000 F d'amendes et solidairement à 800.000 francs de dommages et intérêts à la FNDIR. La saisie et la destruction du livre est également ordonnée. 4 ans plus tard, en 1955, la cour de cassation casse ce jugement et il est relaxé.

C'est ce qu'on peut lire dans la préface du "mensonge d'Ulysse", pages 5 et 6 :

"« M. Paul Rassinier, auteur de l'ouvrage que la **FNDIR, partie civile, considérait comme une atteinte portée à la Résistance**, a été condamné à quinze jours de prison avec sursis et à 100 000 francs d'amende et solidairement à 800 000 francs de dommages et intérêts à la FNDIR. **La saisie et la destruction de tous les exemplaires du livre ont été ordonnées.** » (Franc-tireur, 3 novembre 1951)"

"« Poursuivis en diffamation depuis 1951 l'auteur, le préfacier et l'éditeur du *Mensonge d'Ulysse* sont finalement relaxés par la cour de Grenoble. L'affaire fut appelée en première instance devant le tribunal correctionnel de Bourg-en-Bresse, qui, le 9 mai 1951, avait rendu un jugement de **relaxe** condamnant les parties civiles aux dépens.

Sur **appel** des deux associations et du ministère public, la cour d'appel de Lyon devait rendre un arrêt de culpabilité le 2 nov. 1951 — M. Rassinier était condamné à quinze jours de prison avec sursis et 100 000 F d'amende, M. Paraz à huit jours de prison et 100 000 F d'amende, M. Greusard à 50 000 F d'amende. Les parties civiles obtenaient 800 000 F de dommages et intérêts. **En outre, les exemplaires du *Mensonge d'Ulysse* furent saisis par la police et détruits.**

Cependant un pourvoi en **cassation** fut signé contre l'arrêt de la cour de Lyon, et le 16 décembre dernier la Cour suprême l'annulait et renvoyait l'affaire devant la cour de Grenoble, où le débat recommença le 29 avril dernier. » (Le Monde, 26 mai 1955)"

C'est ce qu'on peut lire encore dans l'article "Les thèses négationnistes et la liberté d'expression en France" :

"La première occurrence importante en est le procès intenté par la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes contre P. Rassinier pour son livre, *Le mensonge d'Ulysse*. La motivation juridique est celle d'injures et diffamation, sur la base de l'article 29 de la loi sur la presse qui dispose : « Toute allégation ou imputation qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation... Toute expression outrageante, termes de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait est une injure. » La cour d'appel de Lyon, dans un arrêt du 2 novembre 1951, condamne P. Rassinier à **quinze jours de prison et 100 000 F d'amende, plus 400 000 F de dommages et intérêts à la fndirp.**

L'année suivante (19 mars 1952), Maurice **Bardèche**, après avoir été relaxé en première instance, est condamné en appel à **un an de prison ferme et 50 000 F d'amende pour apologie du crime de meurtre. Le livre est interdit à la vente.**"

Et sur [Wikipédia](#) :

"Parallèlement, lui et Albert Paraz sont l'objet de deux procédures judiciaires : une d'Edmond Michelet, pour diffamation, que celui-ci retirera en octobre 1951 ; et l'autre de la part des associations de déportés : celles-ci déboutées en première instance (avril 1951), l'emportent en appel (novembre 1951), **mais la Cour de cassation annulera ce jugement en 1955.**"

**Faurisson**, lui, est condamné le 3 juillet 1981 lors d'un **premier procès** pour avoir **diffamé Léon Poliakov** en affirmant qu'il aurait "manipulé et fabriqué des textes" à 2000 F d'amendes. Il doit également verser 1 franc de dommages et intérêts à Léon Poliakov.

L'affaire est allée en appel et en cassation, mais Faurisson ne donne pas les dates, ni le résultat. Et on ne trouve rien par ailleurs sur Internet.

Lors d'un **deuxième procès** (donc, différent du premier), il est également poursuivi par le MRAP et la LICRA et une autre association pour **diffamation raciale et incitation à la haine raciale** suite à ses déclarations sur Europe 1 en décembre 1980. Il est condamné le **8 juillet 1981** à 3 mois de prison avec sursis et 5000 francs d'amende. Il doit payer par ailleurs 4000 francs de dommages et intérêts à la LICRA, 6000 francs au MRAP et 6000 F à l'Amicale des déportés d'Auschwitz et des camps de grande Silésie.

Ce qui est systématiquement passé sous silence par les journaux, c'est que Faurisson devait également – fait sans précédent en France – payer le temps de lecture du jugement à la radio et à la télévision à heure de grande écoute, ce qui lui aurait coûté la somme extraordinaire de **3.600.000** francs (soit 1.362.000 euros ou environ 1.500.000 dollars de 2019).

Il fait appel. Et le **23 juin 1982**, la cour confirmait la condamnation, mais en supprimant la peine de 3.600.000 francs. Donc, sa peine était très fortement alléguée. Il fait encore appel. Et en cassation, le **26 avril 1983**, même si la précédente condamnation était confirmée, le tribunal déclarait "Personne ne peut, en l'état, le convaincre de mensonge...".

Enfin, lors d'un **troisième procès**, aussi le 8 juillet 1981, il est jugé pour "**dommage à autrui**" qu'il aurait causé par une "falsification de l'histoire" dans quatre articles de presse (Le Matin, 16



novembre 1979, Le Monde, 16 et 29 décembre 1978, 16 janvier 1979). Justification étrange pour le procès, puisque le crime de falsification de l'histoire n'existait pas dans la loi française ; mais bon. On peut penser que c'est pour rendre odieux à l'avenir les associations le poursuivant (celles-ci sont au nombre de 9, dont le MRAP et la Licra). Faurisson est **condamné** pour dommage à autrui, mais pas pour falsification. La condamnation est légère, puisqu'il s'agit de seulement 1 franc de dommages et intérêts.

Il fait appel et est rejugé à partir du 13 décembre 1982. Le tribunal rend son verdict le 26 avril 1983. Elle confirme le jugement de 1<sup>ère</sup> instance.

Donc, pour les 3 procès, il est condamné. Bien sûr, au niveau symbolique et théorique, certaines de ses condamnations sont d'éclatantes victoires. Mais du point de vue financier et de la menace de prison, la justice a bien réussi à l'atteindre. Et on peut supposer que c'est avec ça qu'on justifie qu'il n'ait pas écrit de livre (les ouvrages qu'il a écrits ont été en fait réalisés pour des procès). Donc, les condamnations ont été efficaces. Ce qui veut dire qu'ils n'avaient pas de raisons de créer la loi Gaysot.

Donc, les prétextes légaux pour faire condamner les révisionnistes existaient déjà et étaient efficaces. On avait pu faire condamner Bardèche à la prison, à une lourde amende et à l'interdiction de son livre pour apologie de crimes de guerre, Rassinier au même type de peine pour diffamation, Faurisson pareil (hormis l'interdiction d'un livre puisqu'il n'y en avait pas) pour diffamation raciale et incitation à la haine raciale, ainsi que pour diffamation. Et ça c'était pour une première infraction. On imagine ce qu'il en aurait été si ces gens avaient récidivé.

Donc, on se demande pourquoi on a eu besoin de la loi Gaysot. Il y avait déjà tout ce qu'il fallait pour condamner durement les révisionnistes et les dissuader de continuer.

La réponse est que ces lois étaient trop génériques. **Elles ne pointaient pas du doigt les juifs comme étant des tyrans omniprésents et omnipotents.** Donc, il fallait la loi Gaysot.

Vu qu'il y avait quelque-chose d'illogique à proposer la loi Gaysot alors qu'il y avait déjà un arsenal de lois suffisantes pour condamner les révisionnistes, l'élite aurait pu fournir une explication pour la chose. Mais elle s'est contentée du service minimum. Elle a surtout compté sur l'hystérie du moment, sans trop assurer le service après-vente.

Ce qui, apparemment, a servi de justification principale, c'est la **multiplication des affaires de révisionnisme**. Ça permettait aux autorités de dire qu'apparemment, même s'il y avait des lois permettant de punir ces déclarations, elles ne suffisaient pas et qu'il en fallait donc une nouvelle, spécifiquement tournée vers la contestation de l'holocauste.

Mais en fait, ça n'est pas été vraiment amené comme ça. On n'a pas dit : "on a pu voir que les lois en vigueur étaient inefficaces ; il en faut une nouvelle". Il y a eu une montée de l'hystérie sur 2 ou 3 ans et on s'est servie des dernières affaires pour justifier le vote de la loi. On n'a pas construit un argumentaire sur le sujet (ou alors, très léger) ; on s'est contenté de jouer sur l'émotion.

Une autre raison possible aurait pu venir du jugement du tribunal d'avril 1983 pour le 3<sup>ème</sup> [procès](#) de Faurisson. Celui-ci en parle [ici](#). Voici les deux déclarations du tribunal qu'il met en avant :

*"Il n'appartient pas à la cour de se prononcer sur la légitimité d'une telle méthode ni sur la portée des arguments exposés par M. Faurisson."*

*"La valeur des conclusions défendues par M. Faurisson relève donc de la seule appréciation des experts, des historiens et du public."*

En fait, ça n'était qu'un rappel de la loi alors en vigueur qui statuait que l'état n'a pas à définir de vérité historique. Mais, selon Faurisson, le tribunal aurait en quelque sorte établi que la justice n'avait pas à se prononcer sur la validité du discours révisionniste et qu'on était donc libre d'émettre ce genre d'opinions. Ça aussi, ça aurait pu justifier la loi Fabius-Gayssot, si ça avait permis aux révisionnistes de s'exprimer sans être poursuivis.

Seulement, ça n'a pas empêché que Le Pen soit condamné pour l'affaire du détail. C'est le cas aussi de Notin, qui a été poursuivi par le MRAP et a été condamné le 11 juillet 1990 à 20.000 F d'amende pour préjudice à autrui. Claude Autant-Lara a été poursuivi (par le garde des Sceaux pour injures raciales, diffamation raciale et incitation à la haine raciale), mais a été relaxé. Seul Roques n'a pas été poursuivi en justice. Mais son cas était différent, puisqu'apparemment, il ne niait pas l'existence des chambres à gaz, mais remettait seulement en cause le témoignage de Kurt Gerstein.

Donc, il n'y a pas vraiment eu de jurisprudence permettant aux révisionnistes de s'exprimer librement entre 1983 et 1990. Ça ne pouvait donc pas servir de justification pour la loi Gayssot.

Du coup, la seule justification vraiment tenable, c'est celle de la multiplication des affaires révisionnistes à la fin des années 80.

Si l'élite a créé la loi Fabius-Gayssot, c'est que ça permettait de faire une **loi d'exception essentiellement pour les juifs ; ce qui les désignait tout d'un coup automatiquement comme les vrais maîtres de la France** (et du monde, puisqu'aucun pays n'a vraiment critiqué cette loi), montrant ainsi que tout ce que disaient les antisémites était vrai. Avec cette loi, les juifs apparaissaient d'un seul coup comme des persécuteurs, des ennemis de la liberté, des dictateurs, bref, les méchants de l'histoire. Toutes les théories antisémites selon lesquelles les juifs dirigent le monde semblaient se révéler vraies. Bien sûr, ça n'était pas le cas pour la très grande masse des gens. Mais ça l'était aux yeux de ceux qui pensent un minimum. Et ils ont été désignés encore plus nettement comme les maîtres du monde par la suite, puisque des lois similaires ont été votées dans d'autres pays européens.

Personnellement, je me souviens que c'est quand la loi Fabius-Gayssot a été votée que j'ai tout d'un coup été persuadé que les révisionnistes disaient la vérité. Avant, n'ayant pas vraiment d'information sur leurs arguments (vu que tout ça était pratiquement inaccessible avant Internet), je pensais que, vue la chasse aux sorcières organisée contre eux, ils devaient être quand même dans le vrai. Mais j'étais encore hésitant. C'est quand la loi Fabius-Gayssot a été votée que tout d'un coup, j'en ai été pratiquement sûr. Là, il n'y avait presque plus aucun doute possible. Une loi qui interdit de remettre

en cause un évènement historique le désigne aussitôt comme mensonger. Et bien sûr, comme cette loi était destinée à protéger spécifiquement les juifs, ça voulait dire que leur pouvoir était immense.

Bien sûr, dans l'immédiat, personne n'a pu voir ça (moi, pas plus qu'un autre). Tout ce que les gens ayant un minimum de conscience ont vu au départ, c'est une victoire des juifs et un coup énorme porté au révisionnisme. Mais désormais, avec la montée régulière du discours judéo-critique sur Internet et la prise de conscience que tout est organisé par l'élite, l'objectif réel de cette loi commence à devenir visible. La vraie intention était de mettre en place les conditions politiques pour expulser les juifs vers Israël en les désignant à une partie de la population comme les ennemis n°1. **Donc, à terme, le vrai but de la loi Fabius-Gayssot était de nuire aux juifs ordinaires, pas de les protéger.**

Avec son contrôle des médias, si l'élite l'avait voulu, elle aurait pu continuer à persécuter les révisionnistes et porter aux nus les juifs encore et encore. Et la situation serait restée la même que celle de 1990. Mais le but de l'élite n'était pas de protéger les juifs, mais au contraire d'attirer l'hostilité sur eux afin de les obliger à aller en Israël.

Et on peut remarquer que le timing de la loi Fabius-Gayssot correspond bien au plan de montée de l'antisémitisme voulu par l'élite. On peut se demander en effet pourquoi l'élite n'a pas créé la loi en question **au début des années 50**, un peu après que les livres de Rassinier et Bardèche aient été publiés. S'ils l'avaient voulu, ça aurait été fait dans l'heure. Et ça aurait permis d'empêcher la publication de tout ouvrage révisionniste par la suite en Europe (parce qu'il n'y aurait eu aucun problème pour l'élite de faire adopter cette loi au niveau européen).

Mais en créant cette loi dans les années 50, ça rendait le révisionnisme impossible en Europe. Ça permettait d'avoir deux martyrs dans les années 50 (Rassinier et Bardèche). Mais, ces deux cas auraient été trop anciens pour passionner les foules dans les années 2010, c'est-à-dire au moment où l'élite voulait que le révisionnisme et l'antisémitisme se répande massivement dans les cercles intellectuels. Personne n'aurait plus rien eu à faire de ces 2 personnes 60 ans après.

En créant la loi Gayssot en 1990, assez longtemps après le début de l'affaire Faurisson, ça permettait au révisionnisme d'émerger dans les années 70 (dans sa forme finale), de le laisser progresser dans les années 80 tout en commençant les persécutions. Et ça permettait de lui donner un statut clair et net de martyr dans les années 1990/2000.

Evidemment, il n'était alors pratiquement plus possible de créer et de vendre des ouvrages révisionnistes dans la plupart des pays d'Europe à partir des années 90. Mais ça n'était pas grave, parce que l'élite savait qu'Internet allait arriver et que tous les ouvrages révisionnistes y seraient disponibles. Et par ailleurs, il y avait les USA, où il était possible de parler de révisionnisme sans problème.

Donc, dans les années 2010, les conditions parfaites allaient être réunies pour répandre le révisionnisme chez des millions de gens (martyr + disponibilité totale du matériel révisionniste + explosion des idées conspirationnistes).

C'est vrai que si on avait interdit le révisionnisme dès les années 50 en Europe, il aurait quand même pu se développer aux USA grâce au 1<sup>er</sup> amendement. Mais, justement, le 1<sup>er</sup> amendement posait problème, parce qu'il empêche la création de martyrs. Il n'y aurait alors pas eu de persécution des révisionnistes, ni en Europe ni aux USA, chose qui a fortement aidé à la diffusion de leurs idées et à la réémergence du discours judéo-critique.

Il y aurait par contre eu des documents disponibles sur Internet. Et ils auraient été visibles en Europe, ce qui aurait pu permettre de justifier une propagation des idées révisionnistes sur ce continent (et d'ailleurs, une partie des documents révisionnistes accessibles en Europe viennent des USA). Mais, sans martyr en Europe (ou trop anciens pour que ça intéresse les gens), ça aurait rendu les choses plus compliquées. Comme l'élite voulait que l'antisémitisme se répande en Europe, il fallait qu'il y ait des martyrs à cet endroit. Des types parlant librement dans d'autres endroits du monde auraient eu beaucoup moins d'impact chez les européens. Un Faurisson américain, non persécuté, ça n'aurait pas intéressé grand monde en Europe, ni même aux USA.

L'élite aurait pu supprimer le 1<sup>er</sup> amendement et créer des martyrs sur le sol US. Mais, là non plus, ça n'aurait pas eu grand effet pour le développement du révisionnisme en Europe, puisque les USA sont trop éloignés de ce continent. Il fallait une loi se situant dans un pays d'Europe (et se répandant petit à petit dans d'autres pays européens) pour ça. Donc, abroger le 1<sup>er</sup> amendement n'aurait pas eu un impact aussi intéressant que celui de créer la loi Gayssot en France et ses déclinaisons en Europe. Par ailleurs, comme l'élite a besoin de la liberté d'expression en Amérique pour pouvoir y publier des idées interdites ailleurs et donc répandre diverses théories apparemment dissidentes (pas seulement sur la shoah), elle préfère le garder... en tout cas pour l'instant.

Là, avec un Rassinier, un Bardèche, un Faurisson, un Vincent Reynouard en France ; un Jürgen Graf en Suisse ; un Germar Rudolf, un Horst Mahler et une Sylvia Stolz en Allemagne, etc., on a une bonne quantité de martyrs propres à susciter l'indignation des foules envers leurs persécuteurs. Et leurs persécuteurs, dans l'esprit des gens, ce sont les juifs. Pas les juifs de tous les jours ; seulement l'élite juive pour l'instant. Mais, comme lors de la 3<sup>ème</sup> guerre mondiale, les juifs seront dans le camp opposé à ceux au discours judéo-critique, ils seront traités comme des ennemis. Et comme ce sont les "antisémites" qui gagneront au début, les juifs de tous les jours seront obligés de fuir vers Israël.

Alors, s'il n'y avait que les révisionnistes qui étaient persécutés en Europe, ça serait probablement insuffisant pour créer un grand mouvement antisémite. Mais il y a des figures politiques connues, comme Soral, Dieudonné, et plein d'autres personnalités moins importantes, ainsi que des bloggeurs, youtubeurs, etc., qui le sont aussi depuis les années 2000.

A ça s'ajoute le problème de la colonisation de la Palestine et des persécutions infligées aux palestiniens. Ça aussi, ça favorise et continuera à favoriser le discours judéo-critique.

Si on ajoute à ces persécutions, toutes les "révélations" (vraies ou fausses) sur le pouvoir juif, ça finira par faire masse.

Au passage, on comprend pourquoi c'est le communiste Gayssot qui a proposé cette loi. Comme les communistes étaient considérés comme des tyrans ennemis de la liberté d'expression, il était logique à l'époque que ça soit un des leurs qui ait créé cette loi. Ça permettait de détourner l'attention des juifs dans l'immédiat.

Mais on a bien fait attention à impliquer le juif Fabius dans la création de la loi. Ça devait servir pour plus tard. Au début, on a surtout parlé de loi Gayssot. C'est après qu'est venue l'expression loi Fabius-Gayssot (dans les milieux révisionniste, c'est arrivé rapidement, mais dans les autres milieux intellectuels, ça a pris plus de temps). Ça permettait après coup de relier la loi aux juifs, alors qu'au début, on la reliait aux communistes.

C'est pour ça qu'il fallait que Mitterrand et les socialistes soient réélus en 1988. Il fallait qu'il y ait un gouvernement de gauche pour justifier le vote de la loi Fabius-Gayssot. Avec un gouvernement de droite, ça aurait paru bizarre. Avec un gouvernement de gauche, plus l'hystérie du moment, ça passait sans problème. Bien sûr, le gouvernement socialiste était nécessaire pour diverses autres choses, comme faire venir toujours plus d'immigrés africains pour préparer la 3<sup>ème</sup> guerre mondiale. Mais il était aussi important pour ça.

## 5) La période 1990-2000 : les cas Garaudy et Ahmed Rami

Le cas Garaudy est intéressant. Ses premiers écrits révisionnistes sont publiés en 1995, soit 5 ans après la loi Fabius-Gayssot.

Son parcours est celui d'un apparatchik du système. Né en 1913. Reçu 5<sup>ème</sup> de l'agrégation de philosophie en 1936 (à 23 ans). Rédacteur en chef de Radio-France à Alger en 1943. Membre du Comité central du PCF en 1945. Il est élu député communiste du Tarn (1945-1951), puis de la Seine (1956-1958), et enfin sénateur de Paris (1959-1962). Il enseigne à l'université de Clermont-Ferrand, puis à l'université de Poitiers. Il est directeur des Cahiers du communisme, revue théorique du PCF, jusqu'en 1964. Directeur du Centre d'études et de recherches marxistes, il est pendant longtemps un des "philosophes officiels" du Parti communiste. Bref, à la fois un membre de l'intelligentsia et de la nomenklatura française.

On en apprend un peu plus dans un [article](#) de Guy Konopnicki dans le journal Marianne du 15 juin 2012 : *"Il est l'idéologue des purges, l'ami de Maurice Thorez. Il charge Marty et Tillon. A l'heure où Krouchtchev reconnaît les crimes de Staline, Garaudy aide Maurice Thorez dans sa négation des changements qui se produisent à Moscou. **Il pourfend les dirigeants qui appellent à la déstalinisation du PCF** et prononce un réquisitoire contre Laurent Casanova, chargé des intellectuels et de la culture, viré en 1961."*

"Lorsque l'URSS envahit la Tchécoslovaquie, le 21 août 1968, Roger Garaudy passe ses dernières vacances de hiérarque communiste, dans une datcha des bords de la mer Noire."

Donc, c'était carrément le stalinien pur jus. Et il était si bien vu par l'URSS qu'il avait droit à une datcha pour ses vacances.

On apprend également dans ce même article qu'à la fin des années 60, il dénonçait les dérives antisémites.

"Les premières divergences exprimées par Roger Garaudy ne laissent pas présager de son évolution ultérieure. En 1967, il s'inquiète du ton adopté par l'Humanité dans la critique d'Israël. Il pointe un risque de dérive antisémite. En mars 1968, il **proteste ouvertement contre l'antisémitisme** qui accompagne la répression du mouvement étudiant en Pologne. Puis, en mai 1968, il critique devant le comité central le fameux article de Georges Marchais dénonçant « l'anarchiste allemand Cohn-Bendit »."

"Dans sa critique de l'URSS, de la Pologne et de la normalisation en Tchécoslovaquie, Roger Garaudy **n'a de cesse de dénoncer l'antisémitisme, masqué en antisionisme**. Waldeck Rochet tente d'éviter la rupture. Mais il tombe malade et disparaît de la scène politique à la fin de novembre 1969. Georges Marchais lance l'assaut final et Roger Garaudy parle une dernière fois, dans un silence lugubre, au XIX<sup>e</sup> congrès du PCF, à Nanterre en février 1970. **Une fois de plus, il dénonce l'antisémitisme** qui sévit dans la Pologne communiste."

Et ne voilà-t-il pas qu'en 1982, à 69 ans, il se convertit à l'Islam. Etonnant pour un communiste (le communisme étant un peu l'antithèse des religions en général, on est dans le matérialisme assumé et revendiqué). Et encore plus pour un membre du système.

Cela dit, les services secrets qui ont conçu cette histoire de conversion ont quand même fait attention à sortir des précédents (il serait passé de l'athéisme ou du catholicisme au protestantisme à 14 ans, puis du protestantisme au catholicisme dans les années 70), histoire de faire croire qu'il était coutumier du fait et donc un peu cinglé à ce niveau-là (le type qui change de religion comme de chemise quoi).

Enfin, en 1995, à 82 ans, il publie un livre révisionniste aux éditions de la Vieille Taupe intitulé "*Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*". C'est là que commence l'affaire Garaudy.

On a déjà un premier problème, qui est le même que pour Roques. Il est très bizarre qu'un type qui n'a apparemment jamais cherché les problèmes, se mette à prendre des risques énormes à 82 ans. Surtout qu'à ce moment là, la loi Fabius-Gayssot était passée. Donc, la situation était bien pire que celle des années 80 au niveau judiciaire. Là, les écrits révisionnistes pouvaient être sanctionnés immédiatement et très durement. Donc, écrire un livre révisionniste sous son vrai nom, c'était s'exposer à des problèmes graves. A la rigueur, on peut croire à ce genre d'agissement de la part de quelqu'un qui aurait agi en rebelle toute sa vie, mais pas d'un type qui est toujours resté dans les clous. Et encore moins d'un membre du système.

Mais justement, comme Garaudy est clairement un membre du système, c'est-à-dire un agent de l'élite, il est de toute façon impossible qu'il soit passé au révisionnisme de son propre chef. S'il est devenu un acteur de ce mouvement, c'est forcément qu'on lui a dit de le faire.

Et il est très bizarre qu'à 82 ans, ce type reçoive tout d'un coup la "lumière" révisionniste. A 82 ans, on n'adopte en général plus d'idées nouvelles. Et quand on a été communiste dès son plus jeune âge,, on ne passe pas du côté des méchants nazis dans les derniers moments de sa vie. Bien sûr ça n'est pas absolument impossible, mais c'est extrêmement peu probable.

Mais bon, tout ça ne ferait de Garaudy qu'un nième agent d'influence de plus dans la sphère révisionniste. Mais ce qui est intéressant ici, c'est sa **conversion à l'Islam**.

Quand j'ai pris connaissance de son ouvrage, à la fin des années 90, et que j'ai appris qu'il s'était converti à la religion musulmane alors qu'il avait été communiste, ça m'a semblé bizarre. Mais bon, je me suis dit "pourquoi pas après tout" et j'en suis resté là.

Mais là, en découvrant le vrai but du révisionnisme, je comprends désormais le rôle de Roger Garaudy.

On a pu voir sur le présent blog que, durant la troisième guerre mondiale, l'opposition sur le territoire européen sera composée d'un côté des conspirationnistes anti-illuminatis, des musulmans et des antisémites et de l'autre des gens ordinaires, des juifs et des nationalistes.

Avec ça en tête, **il devient clair que Garaudy servait à initier la jonction entre la tendance révisionniste et les musulmans**. Avec lui, le révisionnisme atteignait les foules musulmanes qui seront alliées aux antisémites durant la 3<sup>ème</sup> guerre mondiale. C'était le premier pas vers ça en France. C'est pour ça qu'il est devenu musulman. Bien sûr, il ne l'était surement pas. Mais il a fait semblant de se convertir pour que son influence dans le monde musulman puisse s'expliquer.

Du coup, cette bizarrerie qu'un ancien communiste soit devenu soudainement musulman devient logique. Et il fallait qu'il se convertisse bien avant ses premiers écrits révisionnistes, sinon, ça aurait pu paraître louche. Là, en se convertissant soi-disant en 1982, ça dissociait sa conversion musulmane de son passage au révisionnisme.

C'est aussi pour ça qu'il fallait que les révisionnistes français soient en partie de gauche. Il fallait pouvoir expliquer qu'on en ait eu au moins un qui soit passé à l'Islam, chose qui aurait été très suspecte de la part d'une personne d'extrême-droite.

Et bien sûr, sa conversion au révisionnisme n'était pas suffisante. Il fallait qu'il reçoive un soutien officiel de la part d'un ou de plusieurs dirigeants et personnalités de pays musulmans pour le mettre en avant auprès des foules musulmanes. C'est la raison pour laquelle le ministre égyptien de la culture lui a décerné en **1998** la médaille de la prédication islamique, la plus haute distinction islamique en Egypte. Dans cet [article](#) du journal le Monde, on apprend également que : *"Il avait été reçu par un vice-président, deux ministres et le mufti de Syrie et par l'imam de la grande mosquée égyptienne d'Al-Azhar. L'union des avocats arabes avait lancé une campagne de pétitions pour le soutenir. Et l'épouse du chef de l'Etat des Emirats arabes unis lui avait fait don de 50 000 dollars"*.

Sans ça, il ne serait resté qu'un révisionniste français musulman. C'était déjà bien parce qu'il pouvait toucher les musulmans de France. Mais avec ces soutiens, il atteignait une dimension internationale

dans les foules musulmanes. Il n'influçait plus quelques millions de musulmans français, mais des dizaines de millions de musulmans dans le monde.

Et concernant le timing de l'affaire Garaudy, il faut voir que çà commence en 1995, juste avant le début de la stigmatisation des musulmans à partir de 2001. Çà a été lancé seulement à ce moment-là pour cette raison. Déjà, c'était tout à fait dans le timing de l'agenda de l'élite. Et puis, il était difficile de faire çà avant, parce que l'élite voulait mettre les arabes sur un piédestal pendant toutes les années 80, pour favoriser l'immigration massive en Europe. Or, associer les arabes au révisionnisme aurait été évidemment contre-productif à ce moment-là. Donc, il fallait que son livre ne sorte qu'en 1995 et qu'il ne commence à recevoir le soutien de certains dirigeants musulmans qu'en 1998 pour que le début de la jonction entre les musulmans et le révisionnisme se fasse vers la fin des années 90, donc près de 2001 et du début du basculement de l'opinion sur les musulmans.

Grace à Garaudy, on a commencé à avoir des articles comme [celui-ci](#) ("Les racines du négationnisme en France", Henry Rousso, magazine Cités, avril 2008) dénonçant la collusion entre les révisionnistes et les milieux islamistes :

*"Dans les années 2000, on découvre surtout, non sans quelques réticences et résistances, que le négationnisme a changé de nature et qu'il est devenu une arme politique dans les milieux **islamistes**. Là aussi, on retrouve l'influence d'intellectuels français, tel **Roger Garaudy**, qui publie en décembre 1995, les **Mythes fondateurs de la politique israélienne**, **devenu un best-seller dans le monde arabo-musulman**. Le pamphlet s'inscrit dans la lignée des écrits considérant l'Holocauste comme un mensonge et un « instrument » de la politique israélienne, thématique reprise notamment par le président iranien Ahmadinejad, lors du colloque négationniste organisé à Téhéran, en décembre 2006 : pour la première fois depuis 1945, la négation de la Shoah constitue la position officielle du chef d'un État reconnu par la communauté internationale."*

C'est aussi pour çà que le président iranien Mahmoud **Ahmadinejad** s'est déclaré favorable au révisionnisme et qu'il y a eu une conférence révisionniste en Iran en 2006. C'était pour continuer à répandre le révisionnisme au sein des foules musulmanes.

Ahmadinejad est évidemment un agent de l'élite. Tous les présidents de tous les pays le sont. Et l'Iran ne fait pas exception. Ils jouent simplement le rôle d'ennemis de l'occident que l'élite leur a assigné. Donc, s'ils ont promu le révisionnisme, c'est parce que l'élite leur a ordonné de le faire.

Concernant le timing, l'élite aurait pu attendre les années 2010 pour que le révisionnisme se répande chez les musulmans. Là, avec Internet, çà s'expliquait facilement. Mais, ils voulaient que les prémisses remontent à plus loin pour avoir des antécédents. Il fallait poser les premiers jalons, pour que le développement du révisionnisme ait l'air de suivre une évolution naturelle dans les foules musulmanes (début, développement, puis plus ou moins grande généralisation). Si c'était arrivé de but en blanc dans les années 2010, çà aurait eu l'air moins naturel et donc plus louche.

Par ailleurs, comme les révisionnistes seconde génération allaient disparaître dans les années 2010, il fallait que la jonction entre eux et le monde musulman se fasse tant qu'ils étaient encore vivants et un minimum en forme. C'est pour çà que le soutien aux révisionnistes par les chefs iraniens a débuté en 2005 et qu'il y a eu la conférence sur l'holocauste en Iran en 2006 avec des grands noms du



révisionnisme comme Faurisson, Serge Thion, Garaudy et Fredrick Toben. En plus, ça s'insérait parfaitement dans le timing de l'élite (juste après les débuts du révisionnisme dans le monde musulman via Garaudy, et juste avant sa démocratisation dans les années 2010, via Internet et les stars du conspirationnisme européen).

Le fait que ce soit des chefs du monde islamique qui aient réalisé des actes en faveurs des révisionnistes ou aient exprimé des opinions pro-révisionnistes permettait par ailleurs de toucher l'élite des musulmans en plus du peuple. Et bien sûr, ça permettait de donner beaucoup plus d'autorité et de publicité à ces opinions que si ça avait été des individus lambda.

Un indice qui montre que le soutien iranien était juste de façade et seulement fait pour bien établir le lien entre révisionnisme et islamisme est que le régime iranien n'a jamais vraiment soutenu à fond les révisionnistes. Ils auraient pu leur donner beaucoup d'argent, éditer leurs livres, leur assurer la publicité, leur défense judiciaire, l'hébergement et l'impunité en Iran, etc... Mais ils ne l'ont pas fait. Et ça a été fait exprès. Il fallait que les révisionnistes de deuxième génération restent dans leur situation de martyrs. Donc, ils ne devaient pas recevoir d'aide de la part des iraniens. Alors, peut-être qu'à l'avenir, pour combler cette bizarrerie, les journaux nous feront des "révélations" sur des soutiens aux révisionnistes dans les années 2000 de la part du régime iranien (ou autre pays musulman). Mais bon, jusqu'à maintenant, on n'a jamais entendu parler de ça.

Au passage, si Ahmadinejad voulait embêter ses ennemis (USA, Israël, etc...), il aurait pu soutenir les autres théories conspirationnistes qui existaient déjà au début des années 2000, comme le hoax de l'aventure lunaire, du 11 septembre, etc... Mais il ne l'a pas fait parce que le seul truc visé était le révisionnisme.

A peu près au même moment que Garaudy, le suédois **Ahmed Rami** est apparu sur la scène révisionniste avec le site Radio Islam.

Radio Islam a commencé à partir de 1987 en tant que radio. Donc, ça remonte à priori à plus loin que Garaudy. Mais en fait, à la base, c'était simplement une radio à destination des musulmans, sans contenu sulfureux. Rapidement, la radio a dérivé vers du contenu "antisémite", Rami étant condamné pour incitation à la haine raciale en 1990 à 6 mois de prison. Il a invité Faurisson à s'exprimer deux fois sur Radio Islam dès mars 1992. Et il a participé à la conférence de l'Institute for Historical Review également en 1992. Mais tout ça s'était arrêté entre 1993 et 1995, puisque sa radio n'émettait plus. Ça n'est seulement qu'en 1996 que la radio est revenue, avec l'apparition du site web, qui avait du contenu révisionniste. Donc bon, ça reste ouvert à la discussion, mais on peut dire qu'il est apparu sur la scène révisionniste plus tôt que Garaudy, mais qu'il n'était alors qu'un proche du mouvement. Il n'en faisait pas encore vraiment partie lui-même. C'est seulement en 1996 qu'il a vraiment commencé à en être.

Bien sûr, le but ici était le même qu'avec Garaudy : poser les premiers jalons de la jonction entre révisionnisme et musulmans. **Il fallait qu'il y ait un musulman arabe et pas seulement un blanc converti à cette étape de la jonction. Sinon, ça aurait fait trop artificiel.** Ça n'aurait pas assez parlé

aux foules musulmanes (essentiellement arabes). Disons que Garaudy apportait le prestige de l'intellectuel français, alors que Rami apportait la proximité de l'intellectuel arabe.

Concernant sa [biographie](#), il n'y a pas grand-chose. Mais, on a peut-être le plus important. En effet, on apprend [ici](#) qu'en fait, c'est un ancien militaire (réfugié en Suède). Il avait le grade de lieutenant. Or, on a pu voir dans les travaux de Miles Mathis que les agents d'influences sont souvent d'anciens officiers ou/et fils de militaires.

D'ailleurs, son parcours est assez curieux. Il est né en décembre 1946. Il prépare l'Ecole Normale Supérieure au Maroc (école qui forme de futurs professeurs). Il obtient le diplôme à seulement 16 ans et demi (juin 1963). Puis, il enseigne l'histoire, la géographie, le français et l'arabe dans des écoles secondaires à Casablanca.

Or, déjà, obtenir le diplôme de l'ENS de Casablanca à cet âge est très bizarre, puisqu'aujourd'hui, il faut avoir le niveau licence pour s'inscrire à cette formation. Ça voudrait dire que Rami aurait obtenu son baccalauréat à 12 ans et demi (alors que, normalement, on l'obtient à 18 ans). Mais bon, peut-être qu'il y a une erreur dans sa fiche Wikipédia.

Puis, changement de parcours total, il devient militaire durant l'automne 1965, soit, à 18 ans. Et quand il est parti du Maroc, il était lieutenant de char. Pourquoi cette très étonnante reconversion après seulement un peu moins de 2 ans et demi ? On nous dit qu'il était opposé au régime en place et pensait qu'en devenant officier, il pourrait y parvenir plus facilement. Il avait pour intention de détruire le régime de l'intérieur.

Moi, j'ai plutôt l'impression qu'il était dès le départ dans les services secrets et que son parcours dans l'armée est là pour expliquer son départ en Suède (il aurait participé à un putsch raté et aurait été obligé de fuir). Et son soi-disant passage dans l'enseignement doit être là pour que les gens ne soient pas trop soupçonneux par rapport à son statut de militaire.

## 6) Le révisionnisme aux USA

Comme les conditions et les objectifs ne sont pas les mêmes pour les USA que pour l'Europe continentale, l'élite a adopté une stratégie différente.

Aux USA, grâce au 1<sup>er</sup> amendement, il n'y a pas de loi de censure. Donc, à priori, rien ne s'opposait à ce que des célébrités révisionnistes y apparaissent.

Et logiquement, une des grandes figures du mouvement, **Arthur Butz**, est américain. Il a en effet écrit le livre "*L'imposture du XXe siècle*", qui a été publié en 1976 en Angleterre par "l'Historical Review Press" d'Anthony Hancock.

C'est aux USA aussi qu'a été créé l'IHR (**Institute for Historical Review**) en 1978, par **Willis Carto** (un américain) et l'anglais **David McCalden**. Il y a également eu CODOH avec **Bradley R. Smith** et **Mark Weber** en 1987.

Au passage, on peut se demander si le nom IHR n'est pas un clin d'œil à **I'HS**, l'emblème des **jesuites**.

Par contre, il n'était pas dans l'objectif de l'élite que le révisionnisme se répande dans le peuple. Il pouvait prospérer en termes de personnalités et d'organisations révisionnistes. Mais il n'était pas encore question que ça devienne un vaste mouvement. Ça ne devait le devenir qu'à partir des années 2010 (et probablement même un peu plus tard aux USA).

Mais ça, c'était facile pour l'élite. Comme elle contrôlait tous les côtés du problème, elle pouvait aisément faire en sorte que seuls quelques centaines de personnes rejoignent ce mouvement. Elle pouvait organiser l'inefficacité des révisionnistes et le manque de moyens. Elle pouvait décourager les bonnes volontés rejoignant les organisations déjà en place (IHR, CODOH...). Etc... Et du côté mainstream, elle pouvait ne faire qu'une publicité minimale aux révisionnistes. Et de toute façon, vu la situation politique de l'époque, c'était répandre le révisionniste qui était difficile, pas le maintenir au niveau d'un groupuscule. En effet, il n'y avait aucun mouvement extrémiste aux USA, ni de droite, ni de gauche. Il n'y avait qu'un vaste centre avec quelques différences au niveau économique et sociétal. Donc, pour les gens, tout ce qui apparaissait comme potentiellement extrémiste (comme le révisionnisme) était rejeté immédiatement. Dans ces conditions, et avec aucun moyen de s'informer autre que les médias de masse, pratiquement personne n'était susceptible de devenir révisionniste. Le mouvement était destiné à rester totalement marginal.

Et puis, aux USA, il y avait un certain nombre de révisionnistes d'extrême-droite dans le mouvement américain au départ (dans les années 70 et 80). David McCalden en était. Willis Carto aussi. Weber également. Et faire en sorte qu'il y ait des personnalités d'extrême-droite permettait de repousser les gens ordinaires. Alors, deux d'entre eux, comme Arthur Butz et Bradley R. Smith n'étaient apparemment pas d'extrême-droite. Mais il suffisait qu'une bonne partie des révisionnistes américains le soit pour que ça ne pose pas de problème. Pour la majorité du grand public, manipulé par les médias, le révisionnisme était un truc de nazi, point (et concernant Butz, comme il avait travaillé avec l'IHR, pour le grand public c'était un nazi par association).

Par contre, quand l'élite a voulu que le révisionnisme commence à se répandre aux USA et au Canada, vers les années 2010 ou au-delà, elle a fait en sorte de fournir au moins un martyr dans un pays proche des USA et ayant une culture anglo-saxonne. Les auteurs révisionnistes européens étaient trop éloignés pour que leur persécution touche le grand public américain. C'est pour ça qu'il y a eu le cas **Zündel** dans les années 2000 au Canada. Celui-ci a décidé de fuir de ce pays en janvier 2000 pour éviter une condamnation pour haine raciale. Habitant ensuite aux USA, il a comme par hasard été arrêté pour violation des règles de l'immigration et renvoyé au Canada en 2003. Puis, le 1<sup>er</sup> mars 2005, il a été expulsé en Allemagne, son pays de naissance, sous la raison totalement grotesque de menace à la sécurité nationale. Et c'était possible de l'expulser, puisqu'après 40 ans passés au Canada, il n'avait toujours pas la nationalité canadienne. En Allemagne, il a été immédiatement arrêté pour incitation à la haine raciale, puis condamné le 15 février 2007, après 2

ans de procès, à 5 ans de prison pour incitation à la haine raciale (la peine maximum pour ce genre de "crime").

Ainsi, le public américain a pu voir le martyr d'un auteur révisionniste situé dans un pays proche. Le cas Zundel permettait aussi de faire penser aux gens que la domination juive était mondiale et pas limitée à quelques pays d'Europe, ce qui était bon pour le futur projet d'expulsion des juifs vers Israël.

Mais, il n'y a pas eu besoin de plus d'un persécuté en Amérique du Nord. Grâce au 1<sup>er</sup> amendement, les agents d'influence américains, et même des gens honnêtes ont pu y répandre le révisionnisme librement, et gagner des centaines de milliers de gens à cette théorie durant les années 2000/2010. Pour la phase 5 du révisionnisme, l'élite n'a pas eu à se compliquer la vie. D'une façon général, le plan pro-révisionnisme a été apparemment beaucoup plus simple à mettre en place aux Etats-Unis qu'en France ou dans d'autres pays européens.

## 7) Les contradictions et reculades officielles comme preuves du complot

Quand on s'intéresse à la littérature révisionniste, on apprend rapidement que les autorités et les historiens ont reculé à plusieurs reprises sur la version officielle. Et les sources officielles se sont par ailleurs souvent contredites les unes les autres.

En **1960**, il y a eu une première reculade énorme sur les gazages homicides. En effet, l'hebdomadaire Die Zeit, n° 34, du 19 août 1960, p. 16 (éd. américaine, n° 34, du 26 août 1960, p. 14) publiait une lettre du Dr Martin Broszat **de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich** intitulée : « Pas de gazage à Dachau ». Mais en réalité, ça ne concernait pas que Dachau, mais également Bergen-Belsen et Buchenwald, ainsi qu'on peut le lire dans cet extrait de l'article.

*"Ni à Dachau, ni à Bergen-Belsen, ni à Buchenwald des juifs ou d'autres détenus n'ont été gazés."*

*"L'anéantissement massif des juifs par le gaz commença en 1941-1942 et il prit place uniquement en de rares points choisis à cet effet et pourvus d'installations techniques adéquates, avant tout en territoire polonais occupé (**mais nulle part dans l'ancien Reich**) : à Auschwitz-Birkenau, à Sobibor-sur-Bug, à Treblinka, Chelmno et Belzec."*

Ce qui fait dire à Faurisson que le titre de l'article aurait dû être : « Pas de gazage dans tout l'ancien Reich » (Allemagne dans ses frontières de 1937).

On a une version plus complète dans le livre de Brigneau, page 83 :

*"le titre «Pas de gazage à Dachau», une lettre du Dr Martin Broszat, membre (et futur directeur) de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich. On lisait :*

"Ni à Dachau, ni à Bergen-Belsen, ni à Buchenwald des Juifs ou d'autres détenus n'ont été gazés. La chambre à gaz de Dachau n'a jamais été complètement terminée et mise « en service ». Des centaines de milliers de détenus, qui périrent à Dachau ou dans d'autres camps de concentration situés à l'intérieur des frontières de l'Ancien Reich, furent victimes avant tout des catastrophiques conditions d'hygiène et d'approvisionnement : rien que dans les douze mois allant de juillet 1942 à juin 1943, 110 812 personnes moururent de maladie et de faim dans tous les camps de concentration du Reich, d'après les statistiques officielles de la SS. L'anéantissement massif des Juifs par le gaz commença en 1941/1942 et il prit place uniquement en de rares points choisis à cet effet et pourvus d'installations techniques adéquates, avant tout en territoire polonais occupé (**mais nulle part dans l'Ancien Reich**) : à Auschwitz-Birkenau, à Sobibor-sur-Bug, à Treblinka, Chelmno et Belzec.

**Là mais non à Bergen-Belsen, Dachau ou Buchenwald**, furent érigés ces dispositifs d'anéantissement en masse, camouflés en douches ou en chambres de désinfection, dont il est question dans votre article. Cette distinction nécessaire ne change assurément pas d'un pouce le caractère criminel de l'institution des camps de concentration. Mais peut-être peut-elle aider à supprimer la fatale confusion d'où il résulte que maints incorrigibles se servent d'arguments isolément justes mais séparés de leur contexte à des fins polémiques et [d'où il résulte aussi] que se hâtent d'y répliquer des gens qui assurément possèdent un exact jugement d'ensemble mais qui s'appuient sur des informations fausses ou défectueuses."

Brigneau ajoutait aussitôt :

"La personnalité du Dr Martin Broszat et l'autorité officielle de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich donnaient une importance capitale à cette déclaration publique. Elle posait et imposait quatre interrogations aussi corrosives les unes que les autres :

(1) Puisque les chambres à gaz constituaient l'outil n° 1 de « l'anéantissement en masse », **pourquoi le régime hitlérien ne les avait-il pas installées dans tous les camps de concentration ?** En d'autres termes, pourquoi les avait-il limitées aux camps ouverts en Pologne occupée ?

(2) Puisqu'il n'y avait pas eu de chambres à gaz à Dachau, comment le réquisitoire du Tribunal de Nuremberg avait-il pu certifier leur existence, à Dachau même ? Comment avait-il pu, en novembre 45, projeter un film aux accusés qui, bouleversés devant un spectacle dont ils avaient tout ignoré, regardaient le fonctionnement de cette chambre à gaz qui, selon le Dr Martin Broszat, n'avait jamais été mise en service à Dachau, mais qui, sur l'écran de Nuremberg, gazait cent Juifs par séance à Dachau ?

(3) Puisque l'Institut d'histoire contemporaine de Munich, tout entier acquis à Israël, affirmait qu'aucune chambre à gaz n'avait existé à Dachau, Buchenwald ou Bergen-Belsen, **comment expliquait-on qu'une foule de témoins oculaires en ait vu fonctionner dans ces camps ?** Par la fragilité du témoignage humain ? Par le mensonge d'Ulysse ?

(4) Enfin, si l'on ne pouvait croire aux témoins qui racontaient comment l'on mourait dans les chambres à gaz de Dachau, Buchenwald ou Bergen-Belsen puisque celles-ci étaient des mythes, **comment pouvait-on faire crédit à d'autres témoins qui racontaient**, souvent de manières différentes et même contradictoires, leur fonctionnement à Auschwitz-Birkenau, Sobibor-sur-Bug, Treblinka, Chelmno et Belzec ?"

Donc, à partir de 1960, il y a eu désaveu de la version défendue jusque-là concernant les gazages dans les trois camps en question. C'était évidemment un coup formidable porté à la version "légale". D'un seul coup, le camp officiel se sabordait lui-même.

Seulement, c'est pratiquement impossible. L'élite prévoit ces choses longtemps à l'avance et ne fait pas d'erreurs aussi grossières. Elle en fait, mais pas comme ça. Et par ailleurs, elle a tendance à ne jamais revenir sur ses mensonges (en tout cas, tant qu'ils sont nécessaires au plan en cours). Donc, si elle l'a fait ici, c'est que la chose était prévue à la base, ça faisait partie du plan.

Alors, à partir de 1983, les autorités officielles sont revenues en partie sur cette déclaration (voir [ici](#)). Ils auraient adopté une version intermédiaire. Il y aurait eu des chambres à gaz à l'ouest, mais il n'y aurait eu que quelques milliers de gazages. Ces changements de version devaient évidemment avoir un effet catastrophique pour la crédibilité de la théorie officielle.

De même, les reculs sur les **moyens du massacre** ont été une atteinte importante à la crédibilité de la version officielle. On a parlé au début de shoah par **électricité**, version qui a été rapidement abandonnée. Même [chose](#) pour l'holocauste par la **vapeur** ; et encore pour le feu, l'acide, l'injection d'air, la noyade, la pompe à vide, le marteau pneumatique, l'eau bouillante, etc...

La shoah par **camion de gazage** a aussi reçu une certaine vogue au début. Puis, sans l'abandonner totalement, l'histoire officielle est devenue beaucoup plus discrète à ce sujet.

Du côté révisionniste, comme on ne donne pas dans le conspirationnisme extrême, l'explication est qu'il n'a avait pas eu concertation entre les russes et les occidentaux à propos du mensonge, d'où les différentes versions qui se sont succédé pour certains moyens d'extermination (par exemple, massacres à l'aide d'électricité défendue par les russes qui a été abandonnée au bout de quelques semaines à Nuremberg). Mais, déjà, il semble très bizarre que les américains et les russes ne se soient pas mis d'accord sur une version commune. Puisque l'histoire de ces 74 dernières années a montré qu'ils défendaient le même mensonge, ils auraient dû faire attention à ne pas se contredire les uns les autres.

Mais surtout, le problème est qu'on sait maintenant qu'il n'y a pas plusieurs groupes qui dominent le monde, mais un seul. Donc, la mise au point de l'arnaque a été faite par une seule équipe, longtemps à l'avance, ce qui fait qu'il ne pouvait pas y avoir plusieurs histoires différentes. Donc, s'il y a eu plusieurs versions de présentées, dont la plupart ont été abandonnées, c'est que c'était voulu dès le départ. Il y a un raison claire à cette décision : donner des arguments aux révisionnistes dans le futur. Et ça, comme ça impliquait que les révisionnistes étaient des agents, ces derniers étaient obligés d'en rester à un niveau de conspirationnisme inférieur et de parler de cacophonie entre les russes et les occidentaux.

Une autre raison, plus secondaire, était d'éviter que les gens ne se rendent compte que tout ça avait été conçu par une seule équipe, ce qui voulait dire qu'un groupe de personnes dominait le monde. En introduisant des contradictions, des abandons de telle ou telle version, ça éloignait les gens de

l'idée que tout ça avait pu être fait soit via une concertation au niveau mondiale, soit par une équipe ayant imposé la bonne version au monde entier.

Il y a eu aussi d'énormes diminutions concernant le nombre de morts. Par exemple, la **plaque d'Auschwitz** donnant un nombre de tués de 4 millions a été retirée début avril 1990. Et dès 1992, il était prévu d'en installer une nouvelle avec le chiffre de 1,5 millions (voir [ici](#)), chose qui a été faite en 1995.

Donc, juste avant le vote de la loi Fabius-Gayssot, soit un des pires moments pour le faire, on retirait la plaque disant qu'il y avait eu 4 millions de morts à Auschwitz. Moins de 2 ans après, on déclarait qu'elle allait être remplacée avec le chiffre de 1,5 millions de morts. Et en 1995, juste au moment où Internet commençait à prendre son envol, la nouvelle plaque était effectivement installée. Ce timing n'est certainement pas dû au hasard.

C'était, là encore, un élément fait pour faire passer les intellectuels au révisionnisme. En baissant autant le chiffre de morts, on mettait en place un drapeau rouge énorme indiquant qu'il s'agit d'une arnaque. Une telle reculade au fronton même du lieu le plus emblématique de la shoah ressemblait à une capitulation totale.

Et c'est encore mieux que ça, parce que le chiffre officiel du nombre de morts donné dans le musée d'Auschwitz est de 1,1 millions. Donc, non seulement il y a eu une énorme reculade sur le nombre de tués, mais en plus, on a un chiffre différent sur la plaque à l'entrée du camp et dans le musée.

Et bien sûr, le fait d'avoir gardé intact le chiffre global de 6 millions des juifs tués alors qu'on retirait 2,5 millions de morts à Auschwitz est également ridicule. Mais, encore une fois, c'était fait exprès.

Et ça n'était pas la première fois que les chiffres étaient révisés à la baisse pour **Auschwitz**. Sur cette [page](#), on peut voir que les chiffres vont de 630.000 tués à 9 millions pour 23 auteurs, autorités ou historiens différents. C'est le grand écart.

Et en fait, ces contradictions sont aussi une reculade, puisqu'on constate que les chiffres vont plutôt en diminuant au fur et à mesure des années. On part de 2 à 9 millions entre 1945 et 1955 (les 9 millions étant dans le film documentaire *Nuit et Brouillard*, 1955). Ça commence à diminuer légèrement dans les années 70 (2 à 5 millions). Et ça chute fortement dans les années 80 à 90, avec majoritairement des chiffres allant de 1 à 1,6 millions. En 1994, le pape de recherches officielles sur l'holocauste, Jean-Claude Pressac, finit même sur un chiffre de 630.000 à 710.000 (dont 470.000 à 550.000 juifs gazés). C'est la débandade. Mais bien sûr, comme pour les autres éléments, c'était fait exprès.

Concernant les chiffres de Pressac, il faut noter que, là-aussi, c'était peu de temps après la loi Fabius-Gayssot. Admettre une telle diminution des chiffres 4 ans après sa mise en place (en fait, 3 ans, puisqu'il avait fait une première estimation de 775.000/800.000 morts en 1993 dont 630.000 juifs gazés) était aussi un énorme camouflet envers la version officielle. Spécialement en France, puisqu'il était français. C'était extrêmement embarrassant. Alors, ensuite, les autorités officielles ont

apparemment abandonné Pressac. Mais pendant un temps, c'était leur champion. D'ailleurs, le fait d'avoir accepté la version de Pressac, puis de l'avoir récusée à demi-mots est un coup supplémentaire porté à leur crédibilité. Ça fait complètement girouette.

Normalement, l'élite n'aurait jamais cédé du terrain sur ces divers points. Et elle aurait fait évidemment attention à avoir une seule version, pas plusieurs. Si elle a reculé et qu'il y a eu plusieurs versions, c'est forcément que c'était voulu. Il fallait que les gens ayant un minimum d'intelligence et de tripes (au moins jusqu'en 2010 ; après, le révisionnisme étant devenu beaucoup plus mainstream, il y avait moins besoin de courage) se disent que c'était les révisionnistes qui avaient raison. Et derrière la propagation du révisionnisme, il y avait le but de faire progresser l'antijudaïsme.

On peut remarquer d'ailleurs que la plupart des révisions à la baisse ont été effectuées après 1980 et l'arrivée des révisionnistes 2.0. C'est encore plus illogique. Normalement, après 1980, les autorités auraient dû refuser toute diminution, de peur que les gens ne se disent que les révisionnistes avaient raison. Et c'est encore plus vrai après 1990 et le vote de la loi Fabius-Gayssot (à laquelle on peut joindre l'adoption de lois similaires en Suisse en 1994 et en Belgique en 1995), et l'arrivée d'Internet. Or, dans les années 90, ça n'est pas une, mais au moins cinq diminutions qui sont faites : celle sur la plaque d'Auschwitz (1995), celle dans le musée d'Auschwitz (1995), celle de Pressac (1993 et 1994), et deux à Majdanek (voir plus bas) en 1992 et 2006. Bien sûr, comme on l'a vu, les autorités n'auraient de toute façon jamais révisé les chiffres à la baisse, quel que soit le moment. Mais là, ils avaient une raison supplémentaire très importante de ne pas le faire.

En faisant des recherches sur Auschwitz, j'ai découvert qu'il y avait eu une très importante révision des chiffres aussi à **Majdanek**. A la base, les russes avaient estimés le [nombre](#) total de morts à 1,7 millions. Puis quasiment immédiatement, ils ont baissé le chiffre à 1,5 millions. Total qui a été celui reconnu comme la vérité divine apportée aux simples mortels à Nuremberg. Et déjà, ça divergeait, puisque juste après la libération du camp l' Illustrated London News parlait de 600.000 à 1 millions de morts.

Mais le chiffre accepté à Nuremberg ne semble pas avoir été le chiffre présenté aux visiteurs du musée. En effet, le juge Zdzisław Łukaszkiewicz de la Commission principale pour l'investigation des crimes nazis en Pologne a statué en 1948 que le nombre de morts était plutôt de **360.000**. Ça a dû être le chiffre officiel pendant environ 40 ans présenté au musée. En tout cas, il est apparu dans l'Encyclopédie de l'holocauste, l'Encyclopédie Britannica édition polonaise, et dans la Polish Nowa Encyklopedia Powszechna PWN (voir [ici](#)).

Mais en 1992, Czesław Rajca a ramené le nombre des victimes à 235.000. Ça a été le chiffre officiel du musée de Majdanek pendant environ 14 ans. C'était déjà une grosse révision. Et en 2005, Tomasz Kranz, le directeur du département de la recherche du muséum d'état de Majdanek, a baissé les chiffres à 78.000 victimes, dont 59.000 juifs. C'est un nombre quasiment identique à celui qui est indiqué sur le [site](#) du musée depuis 2006 (toujours en vigueur en 2019, voir [ici](#)), qui est de 80.000, dont 60.000 juifs. Donc, ce sont les chiffres officiels. Ce qui veut dire qu'on est passé de 1,5 millions selon le tribunal de Nuremberg, à 80.000 selon le musée d'état de Majdanek. Le nombre de tués a été divisé par 18 par les autorités. Bref, encore des réductions servant à répandre les idées révisionnistes.



Ce qui est intéressant, c'est que ces variations sur le nombre de morts sont révélées aussi sur des sites non révisionnistes. Sur le [site](#) officiel d'Auschwitz, ces diminutions sont évoquées (aussi bien pour Auschwitz que pour Majdanek). Sur la version anglaise de [Wikipédia](#), on avoue que les chiffres de Majdanek ont été progressivement diminués. Donc, même des sites mainstream reconnaissent l'existence de ces baisses des chiffres officiels. On peut penser que c'est pour amener les gens les moins réactifs au révisionnisme.

Sinon, il y a eu aussi le massacre de **Katyn**, qui a été considéré pendant 45 ans comme un crime de guerre allemand, un exemple de la barbarie nazi. Et finalement, il a été reconnu que c'était un crime de guerre russe.

Au printemps 1940, des milliers de soldats polonais ont été assassinés par les soviétiques. Lors de l'invasion de la Russie, les allemands ont découvert les cadavres en vers la fin de 1941 et ont accusé les russes. Mais ceux-ci ont retourné l'accusation et ont dit que c'était les allemands qui les avaient tués en septembre 1941. Le tribunal de Nuremberg a considéré ces derniers comme coupables de ce crime. Et tous les états occidentaux ont retenu cette version jusqu'au 13 avril 1990, date à laquelle l'état russe a reconnu officiellement que c'était en fait les soviétiques qui avaient perpétré ce massacre. C'était à nouveau un gros coup porté à la crédibilité de l'histoire officielle et du pain béni pour les révisionnistes.

Bien sûr, le camp officiel a finassé en disant que seuls les russes avaient accusé les allemands de ce massacre, et qu'on n'avait pas parlé de Katyn à Nuremberg. Mais Faurisson a montré que tout ça était faux.

Il y a également eu des témoins très importants qui se sont rétractés, ou qui ont été tellement mis devant leurs contradictions durant les procès contre les révisionnistes que c'était pratiquement comme une rétractation. On pense spécialement **Arnold Friedman et à Rudolf Vrba** (de son vrai nom Walter Rosenberg). Comme le dit Faurisson, ceux-ci étaient d'une exceptionnelle importance, puisqu'il s'agissait des quelques rares personnes affirmant avoir vu des chambres à gaz en train d'être utilisées pour des massacres et ayant pu s'échapper. Or, au **procès de Zündel en 1985 à Toronto** (Canada), le premier s'est finalement rétracté sans ambiguïté, et le second s'est littéralement effondré et a fini par se rétracter du bout des lèvres.

Concernant Friedman, voici ce qui s'est passé ([ici](#)) :

*" Les pages 304-371 retracent l'interrogatoire et le contre-interrogatoire d'**Arnold Friedman** ; ce dernier s'effondre aux pages 445-446 **quand il finit par avouer qu'il n'a en fait rien vu, qu'il a parlé par ouï-dire parce que, disait-il, il avait rencontré des personnes convaincantes** ; peut-être, ajoutait-il, aurait-il adopté la position de D. Christie plutôt que celle de ces personnes si D. Christie avait pu lui dire à l'époque ce qu'il lui disait maintenant !"*

Dans le même [article](#), on a une première description de **Vrba** :

**"Le Dr Vrba était un témoin d'une exceptionnelle importance.** On peut même dire qu'à ce procès de Toronto l'accusation avait trouvé le moyen de recruter en matière d' « Holocauste » l'expert n° 1 avec le Dr Hilberg **et le témoin n° 1 avec le Dr Vrba.** Le témoignage de ce dernier avait été l'une des principales sources du fameux War Refugee Board Report sur les German Extermination Camps – Auschwitz and Birkenau, publié en novembre 1944 par l'Executive Office of the President [Roosevelt].

Le Dr R. Vrba était également l'auteur de *I Cannot Forgive*, écrit en collaboration avec Alan Bestic qui, dans sa préface, déclarait à son propos : « Indeed I would like to pay tribute to him for the immense trouble he took over every detail; for the meticulous, almost fanatical respect he revealed for accuracy. » "

Puis, on apprend comment il s'est comporté lors du procès et les réactions du tribunal.

*"Jamais peut-être une cour de justice ne vit-elle un témoin s'exprimer avec autant d'assurance sur les chambres à gaz d'Auschwitz. Mais, au terme du contre-interrogatoire, la situation se renversa au point que le Dr Vrba n'eut plus qu'une explication pour ses erreurs et ses mensonges : dans son livre il avait, reconnaissait-il, eu recours à la «poetic licence» ou, comme il se plut à le dire en latin, à la « licentia poetarum » !*

*Un coup de théâtre se produisit à la fin : le procureur Griffiths lui-même, qui avait fait venir ce témoin n° 1, apparemment excédé par les mensonges du Dr R. Vrba, le fusilla de la question suivante :*

*You told Mr. Christie several times in discussing your book I Cannot Forgive that you used poetic licence in writing that book. **Have you used poetic licence in your testimony ?***

*Le faux témoin essaya de parer le coup mais le procureur Griffiths l'acheva d'une seconde question tout aussi perfide concernant, cette fois, les chiffres de gazés donnés par Vrba ; le témoin répondit par des bavardages ; Griffiths s'apprêtait à lui poser une troisième et dernière question quand, soudain, l'affaire tourna court et l'on entendit le procureur dire au juge : « I have no further questions for Dr. Vrba. »*

*La mine décomposée, le témoin quitta la barre. L'interrogatoire, le contre- interrogatoire et le réinterrogatoire de ce personnage occupent quatre cents pages de la transcription. Ces pages pourraient figurer dans une encyclopédie du droit au chapitre des méthodes de détection du faux témoignage."*

Donc, durant le procès, mis devant tous ses mensonges, Vrba a fini par dire qu'il avait utilisé la **"licence poétique"**. Autrement dit, il a tout simplement avoué à demi-mot qu'il mentait, ce qui vaut rétractation.

Le problème, c'est qu'on imagine assez peu l'élite faire venir à la barre des témoins aussi peu fiables pouvant être facilement mis en déroute par l'avocat de la défense.

Au minimum, les autorités juives auraient dû entraîner Vrba à répondre à toutes les questions que risquaient de lui poser la défense. Elles étaient quand même concernées au premier chef par ces témoignages. Or, elles avaient à leur disposition tous les moyens du Mossad, et l'aide potentielle de tous les étudiants et intellectuels juifs pour peaufiner à fond le témoignage de Vrba. Mais non, tout

ça a été fait dans l'amateurisme le plus total. Ça n'est pas normal. Il est évident que ça a été fait intentionnellement.

Mais avant même le procès, dès le départ, les agences des services secrets qui s'occupent de mettre au point ces mensonges auraient dû fournir à ces acteurs des témoignages se tenant à peu près. Friedman et Vrba ne sont évidemment pas des individus isolés qui ont fourni leurs témoignages de façon spontanée. C'était des agents d'influence mandatés par l'élite. Et c'est cette dernière qui leur a fourni ces témoignages délirants et intenable devant une cour de justice. Et elle n'a pu le faire que délibérément.

Alors, on pourra répondre que juste après la guerre, l'élite avait besoin de témoignages extraordinaires comme ceux de Friedmann et Vrba, pour mieux impressionner les foules naïves. Mais, elle aurait pu avoir deux types de témoignages : des témoignages délirants comme ceux de Vrba, destinés à durer 20 ou 30 ans avant d'être remis en cause, et des témoignages exagérant moins, pouvant ainsi être présentés à un éventuel procès, ou servant à obtenir une vision plus canonique de l'holocauste. Les premiers auraient permis de faire mordre les foules à l'hameçon de ce mensonge dans les premières années, par le côté émotionnel, et les seconds auraient donné une aura de sérieux, qui aurait permis de maintenir la crédibilité de l'holocauste dans l'esprit des personnes qui pensent un minimum.

Mais bon, de toute façon, l'élite aurait forcément été consciente que ces témoignages ridicules ne devaient surtout pas être présentés devant une cour de justice libre. Donc, elle n'aurait jamais eu recours aux témoignages de Friedman et de Vrba en premier lieu. Et si la défense les avait fait appeler à la barre, l'élite aurait trouvé un moyen d'empêcher ça. Il lui aurait suffi de dire qu'ils étaient malades. Ou elle aurait pu faire sortir Friedman ou Vrba du jeu avec une fausse mort (et en leur donnant une nouvelle identité).

Dans le même [article](#) écrit par Faurisson, on apprend qu'après la catastrophe Friedman et Vrba, les "exterminationnistes" ont abandonné l'utilisation de témoins :

*"Trois ans plus tard, en 1988, lors du second procès contre E. Zündel, le ministère public jugea prudent d'abandonner tout recours à un témoin. La justice canadienne avait apparemment compris la leçon du premier procès : il n'existait pas de témoin véritable de l'existence et du fonctionnement des chambres à gaz nazies.*

*Tous les autres pays du monde ont peu à peu compris la leçon. En 1987, en France, au procès de Klaus Barbie, on parla des chambres à gaz d'Auschwitz mais on ne produisit pas de témoins à proprement parler de ces chambres à gaz. L'avocat Jacques Vergès, courageux mais non téméraire, préféra esquiver le sujet. Ce fut une chance pour les avocats juifs qui ne craignaient rien tant que de me voir apparaître aux côtés de J. Vergès. Si ce dernier avait accepté mon offre de le conseiller, nous aurions pu porter en France un redoutable coup au mythe des chambres à gaz.*

*Toujours en France, lors de quelques procès révisionnistes, des témoins juifs sont quelquefois venus évoquer ces chambres à gaz mais aucun n'a attesté, à la barre, en avoir vu une ou avoir assisté à un gazage homicide.*

**Aujourd'hui, les témoins des chambres à gaz se font extrêmement rares** et le procès Demjanjuk en Israël, qui a, une fois de plus, révélé combien le faux témoignage était courant en la matière, a contribué à cette mutation. Il y a encore quelques années, il m'arrivait de me faire interpellé agressivement dans le fond du prétoire par de vieux juifs qui se présentaient à moi comme des «témoins vivants des chambres à gaz d'Auschwitz» ; ils me montraient leurs tatouages. Il me suffisait de leur demander de me regarder dans les yeux et de me décrire une chambre à gaz pour qu'immanquablement ils me rétorquent : «Comment le pourrais-je ? Si j'avais vu une chambre à gaz de mes propres yeux, je ne serais pas là aujourd'hui à vous parler ; j'aurais, moi aussi, été gazé»."

Ça confirme que les témoignages de Friedman et de Vrba ont été catastrophiques, puisque, sinon, ils auraient été à nouveau appelés à témoigner.

Et là, en arrêtant pratiquement de recourir aux témoignages lors des procès après 1985, c'est encore un aveu accablant que les révisionnistes ont raison.

Alors, bien sûr, c'est la suite logique de la déroute de 1985. Mais, à la base, celle-ci a été provoquée par l'élite.

Dans le même article, on apprend que l'historien Raul Hilberg a refusé de venir témoigner au procès de Zündel de 1988.

"L'expert cité par l'accusation était le Dr Raul Hilberg, l'auteur de *The Destruction of the European Jews*. Il eut à subir, jour après jour, une telle humiliation que, sollicité en 1988 par un nouveau procureur pour un nouveau procès contre E. Zündel, il **refusa de revenir témoigner** ; il motiva son refus dans une lettre confidentielle où il avouait sa **crainte d'avoir à affronter à nouveau les questions de D. Christie**. Du contre-interrogatoire du Dr Raul Hilberg il était ressorti qu'en définitive on ne possédait aucune preuve de l'existence soit d'un ordre, soit d'un plan, soit d'une instruction, soit d'un budget pour la prétendue entreprise d'extermination physique des juifs ; on ne possédait non plus ni une expertise de l'arme du crime (chambre à gaz ou camion à gaz) ni un rapport d'autopsie établissant le meurtre d'un détenu par gaz-poison."

Donc, on a en plus une déclaration officieuse d'Hilberg reconnaissant qu'après le procès de 1985, il avait peur de d'avoir à affronter à nouveau les questions de Christie. C'est encore un formidable aveu. Au passage, on se demande comment Faurisson a réussi prendre connaissance de cette lettre confidentielle.

Dans cet [article](#), Faurisson cite d'autres historiens :

"Par la suite, en 1988, **Arno Mayer**, professeur (juif) à l'Université de Princeton, allait écrire : "**Les sources pour l'étude des chambres à gaz sont à la fois rares et douteuses**" ("rare and unreliable" : voy. <http://robertfaurisson.blogspot.com/2006/12/les-victoires-du-revisionnisme.html>, point n° 13). En 1996, l'historien français **Jacques Baynac** constatait, au sujet de ces chambres, "**l'absence de documents, de traces ou d'autres preuves matérielles**" (voy. <http://robertfaurisson.blogspot.com/2006/12/les-victoires-du-revisionnisme.html>, point n° 17). Quatre ans plus tard, nous apprenions que **Jean-Claude Pressac**, qui s'était pourtant fait le plus ardent défenseur de la thèse de leur existence, avait fini par écrire (dans une étude achevée le 15 juin

1995 et rendue publique en 2000 par Valérie Igounet) que ces chambres à gaz, tout comme, dans son ensemble, l'histoire officielle des camps, étaient désormais vouées "**aux poubelles de l'histoire**" (voy. <http://robertfaurisson.blogspot.com/2006/12/les-victoires-du-revisionnisme.html>, point n° 18). Enfin, le 27 décembre 2009, **Robert Jan van Pelt**, professeur (juif) à l'Université de Toronto, dernier historien à se faire fort de prouver l'existence de ces chambres à gaz à Auschwitz et Birkenau, vient de déclarer qu'en la matière "**à quatre-vingt-dix-neuf pour cent, ce que nous savons, nous n'avons pas les éléments physiques pour le prouver**". Pour sa part, il se contente d'avoir sur le sujet "une certitude morale" ("a moral certainty") **et il préconise qu'on laisse à l'abandon le complexe d'Auschwitz-Birkenau** qui, matériellement, ne prouve pour ainsi dire rien de ce que les millions de pèlerins s'imaginent encore y trouver (voy. <http://www.thestar.com/News/Insight/article/742965>)."

Et on en trouve d'autres [ici](#).

Donc, même les historiens ont reculé de façon officielle ou officieuse. Là encore, c'est un coup terrible porté à la thèse officielle.

Le problème, c'est que toutes ces personnes étaient des agents du pouvoir. Et jamais ils n'auraient pris l'initiative de faire ces déclarations détruisant la thèse officielle de leur propre chef. Ils ont donc forcément été mandatés par l'élite pour le faire. Et dans ce cas, c'est que cette dernière voulait que la théorie officielle soit remise en cause.

Sinon, encore dans les témoins qui se sont rétractés, on a **Joseph Hirt**, qui a reconnu en 2016 avoir tout inventé après qu'un historien newyorkais ait démontré que son témoignage était mensonger. C'est ce qu'on peut voir [ici](#) et [ici](#) :

*"Partout aux États-Unis, Joseph Hirt était reconnu comme une victime de l'Holocauste. Pendant des dizaines d'années, celui qui est aujourd'hui un vieillard de 91 ans avait donné de conférences et effectué des présentations dans les universités et les écoles américaines. Il y racontait comment il avait réussi à s'échapper d'Auschwitz, le tristement célèbre camp d'extermination construit par les nazis, passant sous des fils barbelés, ou comment il avait rencontré le docteur Josef Mengele, qui menait des expériences médicales sur les détenus. Mais aujourd'hui, il a enfin admis qu'il avait tout inventé, s'excusant publiquement auprès de ceux à qui son histoire pourrait nuire."*

On a aussi eu des témoignages remis en cause par les médias eux-mêmes. C'est ce qu'on peut voir à nouveau sur le [blog](#) de Faurisson :

*"En octobre 1991, le périodique Le Déporté pour la liberté, organe de l'Union nationale des associations de déportés, internés et familles de disparus (UNADIF), annonçait en première page : «En pages centrales de ce numéro, première partie du témoignage de **Henry Bily**, l'un des rares rescapés d'un Sonderkommando. » Dans sa livraison de novembre 1991, H. Bily continuait le récit de son expérience d'Auschwitz sous le titre de «Mon histoire extraordinaire».*

*Or, dans la livraison suivante du Déporté pour la liberté, celle de décembre 1991-janvier 1992, paraissait une «Mise au point après l'insertion dans nos colonnes du texte d'Henry Bily». **La direction***

*et la rédaction de la publication révélait le faux : H. Bily avait, dans la plus grande partie de son témoignage, procédé à :*

*la copie intégrale sans aucune mention de références, de passages (notamment des chapitres 7 et 28) du livre du Dr Myklos Nyiszli : Médecin à Auschwitz, écrit en 1946 et traduit et publié en 1961 aux éditions René Julliard. Malencontreusement, les erreurs commises à l'origine par le Dr Nyiszli ont été, elles aussi, reprises ; enfin, l'emprunt le plus long porte sur la description du fonctionnement du Sonderkommando d'Auschwitz-Birkenau, dans lequel Henry Bily déclare [s. e. mensongèrement] avoir travaillé...*

*Il résulte de cette analyse qu'il n'est possible, en aucune manière, de considérer le texte d'Henry Bily comme un témoignage original et personnel.*

*A un lecteur attentif de ce communiqué, la phrase «Malencontreusement, les erreurs commises à l'origine par le Dr Nyiszli ont été, elles aussi, reprises » pouvait laisser entrevoir que, pour comble de malheur, H. Bily, marchand de cravates juif, avait recopié un témoignage qui, par lui-même, était déjà un faux."*

Donc, ce sont les médias qui ont révélés le mensonge. Incroyable à priori. L'élite n'avoue jamais ses arnaques. Donc, si elle l'a fait par les médias interposés, c'est que c'était volontaire. Elle voulait qu'au moins une partie du public comprenne que la version officielle de l'holocauste est mensongère.

Dans le même genre, en 1995, **Benjamin Wilkomirski** (en réalité Bruno Grosjean) publie le livre "Fragments : une enfance 1939-1948". Il y décrit son enfance durant l'occupation nazie où il passe par des cachettes dans la campagne polonaise et se fait interner ensuite dans deux différents camps nazis (Majdanek et Auschwitz). Mais, en **1998**, la presse suisse révèle qu'il s'agit d'un mensonge. L'auteur nie. Mais, en 1999, le livre est retiré de la vente.

En 1997, pour enfoncer encore plus le clou, on a eu l'histoire ridicule de la fille juive aidée par des loups pendant la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale ("Survivre avec les loups" de Misha Defonseca). Ça sombrait dans le grotesque. Mais c'était fait pour. Et pour montrer aux masses la version qu'il fallait croire, l'auteure a finalement avoué en **2008** que l'histoire était une invention. Et bien sûr, les journaux ont amplement relayé la dénégation.

Et ça ne s'est pas limité à la shoah. Il y a eu diverses affaires d'agressions de juifs où les victimes ont finalement reconnu qu'elles avaient tout inventé. Il y a ainsi eu l'affaire du "RER D" en France, en **2004**, où une juive s'était soi-disant fait agresser (une certaine Marie-Léonie Leblanc), et a fini par reconnaître quelques semaines plus tard qu'elle avait menti. En **2009**, Paula Oliveira, une brésilienne résidente en Suisse a affirmé s'être fait agresser par 3 néonazis à Zurich. Elle a avoué une semaine après qu'elle avait inventé l'agression et qu'elle s'était faite elle-même les scarifications. Dans les deux cas, les médias ont largement relayé la rétractation.

Et il y en a diverses autres de ce genre de par le monde. D'où le fameux dessin avec un juif qui dessine une croix gammée sur le mur d'un temple juif et un type s'exclame "Hey rabbi, watcha doin ?".

On peut noter que la majeure partie des affaires en question datent de la fin des années 90 et des années 2000. On se rapprochait en effet des années 2010, c'est-à-dire le moment où il était prévu qu'une part importante de la population adopte la théorie révisionniste et les idées judéo-critiques. Donc, il fallait faire en sorte que même ceux ayant un cerveau plutôt lent à la détente ainsi que les plus craintifs et les ignorants s'intéressent au sujet et qu'une partie bascule vers le révisionnisme et l'antijudaïsme.

Alors, c'est vrai que lors de l'émergence d'Internet, les défenseurs de la version officielle se sont défendu bec et ongles (voir le [site](#) PHDN). Ils ont avancé des contre-arguments ; l'écrasante majorité du temps, de mauvaise foi et mensongers, tous réfutés par les révisionnistes. Mais malgré tout, ils s'accrochaient, et ça pouvait impressionner les âmes simples. Donc, on pourrait dire que si le but de l'élite était de remettre en cause l'holocauste, c'était contre-productif. Mais en fait non, parce qu'il fallait que seule une partie des gens passe au révisionnisme. Et par ailleurs, il fallait que le côté officiel semble résister. Sinon, ça aurait paru louche. Là, en faisant semblant de se battre, le côté officiel gardait une grande partie de la masse des moutons, et il maintenait la crédibilité du combat entre les révisionnistes et les partisans de la théorie officielle.

## 8) Même chose pour toutes les évidences du mensonge

Il y a donc les reculades officiels, mais il y a aussi un problème avec toutes les incohérences grosses comme des montagnes, les impossibilités physiques, les histoires absolument ridicules, les exagérations littéralement grotesques. L'élite a disséminé des évidences de l'arnaque pratiquement partout, à tel point qu'on a l'impression qu'ils s'en sont donnés à cœur joie. Une telle accumulation de preuves du mensonge ne peut pas résulter du hasard.

On a déjà toutes les absurdités et impossibilités physiques concernant les chambres à gaz, les crématoires et la vie dans les camps :

- Le zyklon B ne se vaporise qu'à 26,5° et ait été utilisé en Pologne, pays froid, notamment dans ce qui était avant une chambre froide (à Auschwitz).
- Les portes des chambres à gaz qui ne sont pas hermétiques, ou qui ont une fenêtre, ou qui se rabattent vers l'intérieur alors que la salle est supposée être remplie ras-bord.
- Un poêle dans une chambre à gaz alors que le zyklon B est explosif.
- Les 2000 personnes par gazage dans une pièce pouvant en accueillir à peine une centaine.
- Les 2000 gazés que les autres prisonniers ramassent sans masque à gaz dans une pièce pleine de zyklon B.
- Les prisonniers qui ramassaient des cadavres de gazés en fumant des cigarettes, alors que le zyklon B est un gaz explosif.
- Les gazés qu'on fait brûler dans les crématoires alors qu'ils sont encore imprégnés de gaz explosif.

- Les crématoires à charbon qui sont supposés pouvoir brûler un corps en 10 mn, alors qu'il faut une heure avec un crématoire à gaz, plus performant.
- Les montagnes de charbon qu'impliquerait le fait de brûler autant de corps et les trains qui auraient dû arriver tous les jours pour approvisionner le camp en charbon.
- Les corps brûlés dans des fosses avec ajout d'essence, alors qu'il est évident que c'est totalement inefficace.
- Les corps brûlés sur des grilles géantes à deux pas d'une forêt de pins.
- Les sous-hommes qu'on veut exterminer par le travail ou par le gaz. Mais à Auschwitz, les prisonniers ont accès à une piscine, un terrain de foot, un hôpital, une bibliothèque, un théâtre et même un bordel, peuvent jouer de la musique, peuvent recevoir des colis, peuvent acheter de la nourriture et des biens, etc... Et on ne peut même pas défendre l'idée que c'était pour la façade, puisque le gouvernement allemand était supposé avoir voulu les exterminer de la façon la plus discrète possible, tellement qu'il n'y a aucun ordre officiel et aucun document. Donc, ces camps auraient dû rester secrets et les autorités auraient dû n'avoir rien à faire de la façade (c'est-à-dire des visites de la part de la Croix-Rouge ou autres organisations).
- Un camp de simples prisonniers de droit commun entouré par un mur en béton haut de 4 ou 5 mètres, mais un camp d'extermination protégé seulement par un grillage, rendant visible par la résistance polonaise les activités d'extermination.
- Et il y en a de nombreuses autres.

Sinon, dans le genre évidence du mensonge, les statuts du tribunal de Nuremberg stipulent que :

*"Le tribunal ne sera pas lié par les règles techniques relatives à l'administration des preuves. [...]"*

*"Le tribunal n'exigera pas que soit rapporté la preuve de faits de notoriété publique mais les tiendra pour acquis."*

François Brigneau remarque justement : *"Puisque ces faits existent, en grand nombre, qu'ils sont patents, irrécusables, pourquoi se contenter de la rumeur ? Bizarre..."*

Donc, dans le genre je vous signale avec un écriteau de 100x100m que je mens, c'est fort.

Dans le même genre, la réponse des 34 historiens à Faurisson en 1979 vaut son pesant d'or ([ici](#)) :

*"Le 21 février 1979, toujours dans Le Monde, parut une déclaration de trente-quatre historiens qui se concluait ainsi : « **Il ne faut pas se demander comment, techniquement, un tel meurtre de masse a été possible. Il a été possible techniquement puisqu'il a eu lieu.** » Selon moi, les « exterminationnistes », comme je les appelle, signaient là une capitulation en rase campagne."*

Evidemment, une telle réponse était catastrophique. Comme le dit Faurisson, c'était pratiquement une capitulation en rase campagne. C'était encore un indice flagrant du mensonge officiel, mis là à dessin.



Les histoires de 6 millions de juifs tués ou en danger de mort ou subissant la famine ou les persécutés d'une façon ou d'une autre durant les 30 ou 40 années avant la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale était aussi un bon moyen de ridiculiser la théorie officielle. Et l'élite a fait en sorte de bien insister sur la chose. En effet, je me rappelle qu'il y avait un blog révisionniste qui s'appelait <http://winstonsmithministryoftruth.blogspot.fr/> (désormais supprimé), qui présentait régulièrement des articles de journaux sur le sujet. Et il y en avait tellement que j'avais fini par arrêter d'en télécharger. Bien sûr, dans l'immédiat, l'élite a fait écrire ces articles pour la phase du plan où les juifs devaient apparaître comme des victimes. Mais elle avait prévu dès le départ que ça servirait à remettre en cause l'holocauste 70 ou 80 ans plus tard. Ce sont des gens qui planifient sur facilement 200 ans.

Un certain nombre de témoignages sont complètement délirants ou contiennent des contradictions ou des impossibilités flagrantes. Il est évident qu'ils étaient faits pour enfoncer la théorie officielle. Avec un tel n'importe-quoi, toute personne un peu informée et intelligente devait se dire que la théorie officielle était certainement mensongère. Et on pouvait compter sur les agents d'influence révisionnistes pour mettre en avant tous les éléments ridicules, contradictoires, etc., de ces "témoignages".

On a déjà [celui d'Elie Wiesel](#) :

*"Témoin exceptionnel, Wiesel assure avoir rencontré d'autres témoins exceptionnels. A propos de Babi-Yar, localité d'Ukraine où les Allemands ont exécuté des Soviétiques et, parmi ceux-ci, des juifs, Wiesel écrit :*

***Plus tard, j'appris par un témoin que, pendant des mois et des mois, le sol n'avait cessé de trembler ; et que, de temps en temps, des geysers de sang en avaient giclé."***

Purement grotesque. Et comme le dit Faurisson :

*"Ces mots n'ont pas échappé à l'auteur dans une minute d'égarement : une première fois, il les a écrits, puis un nombre indéterminé de fois (au moins une) il a bien dû les relire sur épreuves ; enfin ces mots ont été traduits dans diverses langues comme tout ce qu'écrit cet auteur."*

Dans le genre élucubrations, on a aussi ça :

*"S'il a personnellement survécu, c'est bien entendu par miracle. Il dit qu'à Buchenwald les Allemands envoyaient "chaque jour 10.000 personnes à leur mort. **J'étais toujours parmi les derniers cent près de la porte de sortie. Ils nous arrêtaient là. Pourquoi?**" ("Author, Teacher, Witness", Time, 18 mars 1985, p. 79)."*

Faurisson met en [avant](#) le fait qu'Elie Wiesel ne citerait pas une seule fois les chambres à gaz dans son livre "la nuit", à part de façon très fugace à la [page](#) 109. Et ce alors qu'il est souvent présenté comme un grand témoin de ces dernières. En fait, il dit que les juifs auraient été tués en étant brûlés vifs. Ça aussi, c'est accablant. Si un des plus grands témoins de l'holocauste ne parle pratiquement jamais des chambres à gaz, c'est qu'elles n'ont jamais existé.

*"Dans La Nuit, compte rendu biographique en particulier de son internement à Auschwitz et à Buchenwald, É. Wiesel ne mentionne même pas les chambres à gaz mais il appert que, par une sorte de convention médiatique universelle, on le tient pour le témoin par excellence de l' « Holocauste » et des chambres à gaz. Selon lui, si les Allemands exterminaient des foules de juifs, c'était en les précipitant dans des brasiers ou des fournaies ! La fin de son témoignage comporte un épisode extrêmement curieux sur lequel j'attends depuis des années qu'Élie Wiesel veuille bien nous fournir une explication : en janvier 1945, nous raconte-t-il, les Allemands lui laissèrent, ainsi qu'à son père, le choix entre rester au camp pour y attendre l'arrivée des Soviétiques ou partir avec les troupes allemandes ; après s'être concertés, le père et le fils décidèrent de partir avec leurs exterminateurs pour l'Allemagne au lieu d'attendre sur place leurs libérateurs soviétiques"*

Mais, si on en reste à l'idée que la théorie officielle résulte d'un complot des leaders juifs pour interdire toute critique du peuple juif, comment ces derniers ont pu laisser passer ça ? Forcément, ils auraient fait en sorte que seuls les témoignages allant dans le sens officiel reçoivent de la publicité. Tout aurait dû passer par leur intermédiaire et seuls les faux témoins validés par eux auraient eu voie au chapitre. Donc, en supposant que Wiesel ait été un électron libre non adoubé par les autorités en charge du bobard, jamais il n'aurait reçu de publicité et de reconnaissance de la part des médias. Il serait resté un illustre inconnu. Or, au contraire, il en a reçu des tonnes. On lui a même donné le prix Nobel de la paix en 1986.

Le témoignage de **Gerstein** n'est pas plus crédible avec :

- ses 25 millions de victimes de l'holocauste dans les seuls camps de Belzec et Treblinka
- ses tas de vêtements de 34 à 40 mètres de hauteur
- ses chambres à gaz (au diesel) de 25 mètres carrés dans lesquelles on aurait pu entasser 700 à 800 personnes
- ses futures victimes qui pouvaient voir les morts du gazage précédent avant de rentrer dans la chambre à gaz mais qui y entraient sans se rebeller plus que ça
- ses gazages au moteur diesel alors que le diesel tue très lentement (et que ça n'aurait servi à rien, puisque les gens seraient rapidement morts par manque d'oxygène vu qu'ils étaient au minimum 700 par chambre)
- ses millions d'enfants tués par applications d'un tampon d'acide cyanhydrique
- ses architectes et SS déambulant au milieu de cadavres de typhiques
- lui-même si disant horrifié de ce qu'il voit et qui sort calmement son chronomètre pour minuter la durée de l'agonie des victimes
- un seul enfant qui distribue successivement des ficelles pour attacher les chaussures aux 5.250 déportés débarqués du train
- le fait qu'il se dise très prudent à cause des risques de représailles sur lui et sa famille, mais qu'il n'hésite pas à laisser entendre au personnel tchèque de l'usine de Kollin que l'acide prussique était destiné à tuer des hommes et qu'il révèle tout ce qu'il a vu à quelqu'un qu'il ne connaissait ni d'Eve ni d'Adam, le diplomate suédois Von Otter
- etc...

Une fois encore, jamais les concepteurs de l'arnaque n'auraient laissé passer un témoignage qui s'éloignait autant des chiffres qu'ils voulaient imposer (6 millions) ou qui aurait balancé des informations aussi farfelues.

On a aussi le journal **d'Anne Frank** et son stylo à bille des années 40.

On y apprend également que l'aspirateur était passé tous les jours à 12h30, qu'ils utilisaient un réveille-matin et qu'ils avaient fait des travaux de menuiserie, etc., alors que la police multipliait les perquisitions dans les environs et que la maison était supposée être entourée de nombreuses personnes pouvant potentiellement les dénoncer. Et il est précisé par ailleurs que les clandestins ne devaient surtout pas faire de bruit et que si jamais l'un d'entre eux toussait, il prenait vite de la codéine parce que les murs étaient tellement minces que les "ennemis" auraient pu les entendre.

Dans 9 passages, la nourriture est décrite comme mauvaise, médiocre ou insuffisante. Ailleurs, elle est abondante et délicieuse.

Et tout est à l'avenant. C'est incohérence sur incohérence.

Et tout ça n'est qu'un petit échantillon de toutes les évidences du mensonge qu'on peut trouver dans la littérature révisionniste.

Alors, pour justifier que les chiffres et informations incroyables de certains faux témoins soient passés, divers membres du camp officiel défendent l'idée que quelques menteurs pathologique ont ajouté leurs faux témoignages aux autres témoignages (supposés vrais eux), sans contrôle, et que le camp officiel s'est retrouvé bien malgré lui avec des témoignages délirants.

Et dans le camp révisionniste, c'est un peu similaire : tout aurait été fait dans l'amateurisme sans planification ni gestion et contrôle de l'arnaque. En fait, les autorités juives auraient simplement saisi une opportunité qui se présentait de présenter le peuple juif comme une victime et auraient tout monté dans la précipitation. Donc, elles auraient été trop heureuses d'utiliser un certain nombre de faux témoignages spontanés venant de menteurs pathologiques, même s'ils étaient délirants et risquaient de miner, à terme, la crédibilité de l'ensemble. La mise en cohérence du mensonge aurait été organisée après et se serait étalée sur des dizaines d'années. En tout cas, il n'y aurait pas eu de planification.

Sauf qu'on peut voir que l'histoire de l'holocauste de 6 millions de juifs remonte à bien avant la deuxième guerre mondiale. Donc, même si on ne croit pas au conspirationnisme global, il est clair malgré tout que ce mensonge a été planifié bien avant 1944. Et s'il a été prévu longtemps à l'avance, ça veut dire qu'il a été organisé. Ça signifie aussi que les conspirateurs avaient eu tout le temps de recruter des faux témoins et qu'ils n'avaient pas besoin du tout d'électrons libres du genre de Gerstein ou de Wiesel. Donc, dans le cas particulier de Gerstein, ils auraient dû écarter ou remanier son témoignage, pour avoir une version à peu près présentable. Et bien sûr, dans le cas d'un type qui aurait sorti un livre (ce qu'ils ne pouvaient pas empêcher), ils ne lui auraient fait aucune publicité, ce

qui, dans 99,99 % des cas aurait suffi à ce qu'il ne soit lu que par quelques centaines de personnes. Et les historiens officiels n'auraient pas hésité à le présenter comme un faux témoignage si par le plus grand des hasards, il avait réussi à se vendre bien. S'ils ne l'ont pas fait, c'est qu'ils voulaient avoir des témoignages ridicules qui seraient remis en cause plus tard.

Et si on croit au conspirationnisme global, là, on n'a même pas besoin de ce genre d'indices. Il est clair que tout est planifié des dizaines voire des centaines d'années à l'avance et que ce genre d'amateurisme dans la conspiration ne peut pas exister à moins que ça ne soit voulu.

Mais, jusque-là, il ne venait pas à l'esprit que toutes ces évidences du mensonge étaient un peu trop belles pour être naturelles et qu'il était tout de même bizarre que l'élite ait fait autant d'erreurs. Il faut dire qu'avant le conspirationnisme, personne ne se doutait que le complot puisse être mondial et préparé des décennies et mêmes des centaines d'année à l'avance. Forcément, ça entraînait un blocage mental pour remettre en cause le révisionnisme en tant que mouvement d'idée spontané et pour penser que toutes ces incohérences et reculades de la part de l'élite étaient volontaires. Surtout qu'il s'agit là du conspirationnisme le plus avancé, qui n'est apparu que vers la fin des années 2000. Donc, ça n'est à partir de ces années là que certaines personnes ont pu commencer à se dire qu'il n'était pas normal que l'élite ait laissé passer autant d'évidences du mensonge.

Et même avec ce niveau de conspirationnisme, on avait d'abord tendance à rejeter l'idée d'erreurs volontaires.

On pensait que l'élite se sentait tellement sûre de son pouvoir de désinformations des masses qu'elle s'amusait à introduire des énormités, vu qu'elle était certaine que ça ne serait pas remarqué. Chose qui c'était encore plus vraie avant Internet, quand toutes les informations venaient des médias.

Et puis, le fait que ces erreurs soient volontaires impliquait forcément que le révisionnisme était un mouvement créé par l'élite. Or, à la fin des années 2000, ça faisait seulement 10 ou 15 ans que les gens les plus avancés avaient découverts le révisionnisme sur Internet. Psychologiquement, il était difficile de remettre en cause des personnes qu'on avait admiré jusque-là, et qu'on pensait être des martyrs de la vérité. Donc, il fallait un peu de temps pour débloquer ce verrou psychologique. Surtout que le révisionnisme était apparemment un des mouvements de recherche de vérité les plus avancés.

Par ailleurs, les révisionnistes étaient isolés. Ils ne recevaient pas ou peu de soutien de la part des autres mouvements dissidents. Et eux-mêmes ne s'occupaient pas de ces derniers. Donc, à priori, il n'y avait pas de projet de l'élite auquel ils étaient liés. Ça semblait donc être un vrai mouvement de recherche de vérité.

Ça n'est qu'à partir de la fin des années 2000 que le lien a commencé à apparaître, avec des agents de l'élite présents dans le camp conspirationniste qui se sont mis à faire la promotion du révisionnisme. Phénomène qui s'est amplifié dans les années 2010. On a pu constater aussi que les sites et les blogs révisionnistes n'étaient pas systématiquement et immédiatement effacés, alors que l'élite en aurait eu tout à fait le pouvoir. Et comme, depuis, le révisionnisme se répand de plus en plus, les choses sont bien différentes. Il devient possible que ces incohérences et ces exagérations aient été mises là exprès.

## Annexe 1 : le cas Pressac

Le cas de Pressac comporte aussi son lot d'illogismes et de bizarreries. Jean-Claude Pressac était un pharmacien français qui est devenu provisoirement révisionniste en 1979, puis a rejoint le camp officiel dès 1981, très peu de temps après avoir travaillé avec Faurisson. Vers la fin des années 80 et le début des années 90, il est devenu un champion de la théorie établie. Mais en fait, son travail a plutôt eu tendance à faire fortement reculer les prétentions officielles défendues à la fin des années 70. Donc, le résultat de son action est pour le moins très ambigu et le personnage est progressivement devenu gênant. D'ailleurs, les médias et le camp holocaustique ont très peu parlé de sa mort en 2003.

Son parcours révisionniste est le suivant. De lui-même, il dit à propos de sa jeunesse : "j'étais un vrai petit facho". Il était également fasciné par l'Allemagne d'Hitler, les camps, l'armée allemande, les armes, etc... Donc, c'était plutôt un néo-nazi qu'un néo-fasciste. C'est cette fascination pour les camps qui l'a poussé à faire un premier voyage en Pologne en 1966, pour visiter les camps de Stutthof, de Treblinka, et d'Auschwitz. Il a fréquenté les milieux d'extrême-droite comme l'Œuvre Française au début des années 70. Il a adhéré au Front National en 1973, mais l'a quitté rapidement et a renoncé alors à tout engagement politique.

En 1975, il aurait eu comme projet d'écrire un livre d'uchronie sur le 3<sup>ème</sup> Reich dont un chapitre se serait déroulé à Birkenau. Selon ses propres dires, c'est en 1979 qu'il s'est attaqué à ce chapitre. Il se serait alors renseigné dans des livres qu'il avait achetés lors de son premier passage dans ce camp, en 1966. Mais avec ces derniers, il était incapable de situer les crématoires d'Auschwitz (c'est ce qu'on peut voir [ici](#) : "En août 1966, bien avant que je me mette à écrire, j'avais visité le musée d'Auschwitz et fus probablement un des rares Français de ma génération à m'y rendre. Ayant acheté sur place quelques livres, lorsque j'ai voulu m'en servir en 1979, le résultat fut désastreux. Soit les explications des historiens polonais étaient lamentables, soit je ne compris rien."). Il aurait regardé le feuilleton américain "holocauste". Mais à nouveau, rien ne faisait sens concernant les crématoires. A ce moment-là, il ne doutait pas vraiment de l'holocauste. Il se disait juste que ses livres étaient imprécis ou qu'il les avait mal compris et que les producteurs du feuilleton cherchaient plus l'argent que la précision historique. C'est pour savoir de quoi il retournait vraiment qu'il s'est rendu à Auschwitz-Birkenau une deuxième fois en octobre 1979 (donc après Faurisson). Il y a rencontré Tadeusz Iwaszko, le directeur du camp. Celui-ci lui aurait communiqué les plans des crématoires. Et Pressac les aurait jugés incompatibles avec une intention criminelle. C'est donc seulement à ce moment-là qu'il est devenu révisionniste. Juste après, il aurait appris l'existence de Faurisson et serait entré en communication avec lui.

Mais sa collaboration avec ce dernier a duré en fait peu de temps. Il a commencé à travailler avec lui au printemps 1980. Et dès avril 1981, il était repassé dans le camp officiel. Pendant cette période de collaboration, il aurait de plus en plus douté de la méthode de Faurisson. Mais c'est lors de son

troisième voyage à Auschwitz, en août 1980, qu'il aurait renoncé à la thèse révisionniste, en voyant les documents fournis par le directeur du camp. Il a rompu avec Faurisson en avril 1981. Il a commencé alors à travailler avec Pierre Vidal-Naquet, Serge Klarsfeld et Anne Freyer-Mauthner.

**Premier problème** : on nous dit que Pressac se serait aperçu de lui-même que la version officielle clochait. Ça aurait été un révisionniste spontané. Il n'aurait pas lu Bardèche, ou Rassinier, ou Faurisson, ou même Richard E. Harwood et son ouvrage "*Six millions de morts le sont-ils réellement ?*". Wikipédia suggère qu'il aurait éventuellement pu lire ce dernier vu qu'il fréquentait le mouvement politique l'Œuvre française, qui le diffusait ; mais lui-même n'a jamais rien dit à ce sujet. Bref, il se serait constitué son opinion tout seul.

C'est très peu crédible. Le tabou de l'holocauste était si fort dans les années 70 que personne n'osait douter. Et c'était d'autant plus le cas que le mouvement conspirationnisme n'existait pas encore. Donc, il fallait avoir lu au moins un auteur révisionniste pour commencer à se dire que l'histoire officielle clochait, ou avoir pris connaissance de l'existence du révisionnisme. Autant, pour un Rassinier qui avait (soi-disant) été dans un camp, son doute était crédible. Pour un Bardèche qui s'était d'abord insurgé contre le tribunal de Nuremberg, puis avait lu Rassinier, son parcours révisionniste était vraisemblable aussi. Idem pour Faurisson qui avait lu les deux. Mais pour Pressac, qui n'avait lu personne, ça ne l'est pas du tout. Bien sûr, ça n'est pas absolument impossible. Mais c'est très louche.

**Deuxième problème**, même pour les quelques néonazis encore adorateurs d'Hitler dans les années 70, les camps de la mort étaient considérés comme une terrible tache dans son œuvre politique. A part pour remettre en cause leur existence ou le nombre de morts, les camps étaient alors tabous pour eux. Du coup, cette histoire de fascination pour les camps au point d'aller en visiter plusieurs en 1966 est très suspecte.

Mais en fait, ça sert à l'histoire que veut nous vendre l'élite. Comme on l'a vu, l'intérêt de Pressac pour les camps et le régime nazi l'aurait conduit à écrire un livre d'uchronie dont une partie se serait passée à Auschwitz. Et c'est en utilisant des ouvrages sur Auschwitz achetés en 1966 en Pologne pour se documenter pour son livre qu'il se serait rendu compte que ces documents officiels n'étaient pas cohérents entre eux, ce qui l'aurait poussé à revenir à Auschwitz en 1979 pour obtenir plus d'informations. Donc, la fascination pour les camps, le premier voyage en Pologne en 1966, de même que son livre, étaient essentiels pour l'histoire qu'on voulait nous vendre concernant le parcours révisionniste de Pressac. Sans eux, pas de Pressac révisionniste. Seulement, avec eux, la bizarrerie en question apparaît.

On a vu que les voyages de Faurisson étaient louches. C'est aussi le cas pour ceux de **Pressac**. On nous dit donc qu'il serait allé une deuxième fois à Auschwitz-Birkenau en 1979, puis encore en 1980, en se présentant clairement comme quelqu'un qui doutait de la vérité officielle.

Seulement, c'est tout à fait ridicule. Il est clair qu'échaudé par l'expérience avec Faurisson, le directeur du musée, Tadeusz Iwaszko, aurait fermé la porte à toute personne émettant le moindre début d'ombre de doute à propos de la théorie officielle. S'étant certainement fait remonter les

bretelles après l'épisode Faurisson, et sa carrière ne tenant probablement plus tenu qu'à un fil, il n'aurait plus voulu prendre le moindre risque. Et de toute façon, Iwaszko n'aurait en fait rien eu à dire. Devenues hyper vigilantes à cause de l'affaire Faurisson, les autorités polonaises communistes, totalement impliquées dans le mensonge de l'holocauste, auraient refusé d'accorder un visa à Pressac et l'affaire en serait restée là. Donc, déjà, pour Faurisson, réussir à venir en Pologne, puis à accéder aux documents était quasi impossible. Mais là, avec le précédent introduit par Faurisson, ça l'était complètement.

Alors, on pourrait répondre qu'il y est allé en douce, et que ça n'est qu'une fois à Auschwitz qu'il a révélé ses vraies intentions en parlant au directeur du musée. Mais comme on l'a vu pour Faurisson, ça n'est pas comme ça que les choses se passaient à l'époque. Pour voyager seul, il fallait passer sous les fourches caudines du contrôle de la police. Et comme la paranoïa entre l'est et l'ouest était très élevée, tout individu seul était considéré comme un potentiel espion, donc, soumis à une surveillance rapprochée pendant le voyage, et à une analyse de son curriculum vitae par les services secrets avant celui-ci.

Mais, même si par un hasard incroyable, Pressac avait échappé à la vigilance des organismes de surveillance polonais avant de venir et durant le début de son voyage, Iwaszko aurait demandé aux autorités communistes l'autorisation de fournir les documents en question à Pressac. Et ce d'autant plus qu'un directeur de musée, à l'époque du communisme, était forcément un apparatchik du système, donc quelqu'un de prudent, évitant de faire des vagues pouvant compromettre sa carrière. Et encore plus dans la mesure où il y avait déjà eu l'affaire Faurisson. Donc, il aurait cherché à se couvrir en faisant appel à une autorité supérieure. Et là, ça aurait été l'alerte rouge dans les services de renseignement. Ils auraient immédiatement su qu'il avait été membre du Front National, qu'il était d'extrême-droite, lui auraient posé mille questions sur ses motivations, et au final l'auraient expulsé. Et ils auraient mis une alerte sur lui pour que ses demandes de visa soient automatiquement rejetées à l'avenir.

Et ce que je dis là est encore plus vrai pour le voyage de 1980. Là, les autorités soviétiques et Iwaszko connaissaient déjà Pressac. Donc, ils ne pouvaient plus être surpris.

Ici, on peut noter qu'en plus, on n'a même plus affaire à un professeur, comme avec Faurisson, ce qui pouvait donner une petite crédibilité à la demande. Pressac n'est qu'un pharmacien. Pourquoi, en pleine ère communiste, un directeur de musée aurait accédé aux demandes de documents d'un simple pharmacien occidental voulant écrire un roman ? Il l'aurait simplement renvoyé vers les ouvrages en vente dans la boutique du musée, mais ne l'aurait pas fait accéder aux archives.

Pour donner un exemple actuel, c'est comme si étiez un pharmacien nationaliste japonais, que vous alliez en Corée du nord et que vous demandiez des informations à un directeur de musée d'un camp retraçant les exactions Japonaises contre les coréens au début du 20<sup>ème</sup> siècle ; ceci en exprimant des doutes sur la réalité de la chose. Si vous le faisiez, je vous souhaiterais bon courage, d'abord pour que vous réussissiez à obtenir un visa, ensuite pour que les autorités acceptent de vous communiquer ces informations, et enfin, pour que vous ne finissiez pas en prison pendant quelques semaines ou mois pour tentative de déstabilisation du régime ou autre raison de ce genre.

Donc, le fait qu'il ait pu accéder aux archives, avec carrément l'aide active d'Iwaszko, est complètement invraisemblable. Le problème, c'est que sans ces deux voyages, la cause de son

passage vers le révisionnisme, puis son retour vers la théorie officielle disparaissait. Donc, il fallait qu'il fasse ces deux voyages, même si ça introduisait une très grosse anomalie.

Mais en fait, on apprend dans une interview de Pressac ([ici](#)), que son troisième voyage à Auschwitz, celui d'août 1981, n'a pas été le dernier où il présentait des doutes au directeur du musée : *"Rentré en France en septembre, je n'avais rien de concret à montrer à Faurisson, sauf lui faire part qu'existaient des pièces qui contredisaient ses dires, pièces que les parties adverses étaient en train de lui communiquer, malheureusement noyées dans un fatras de témoignages inexploitablement parce que sans critique historique. **Je suis retourné deux fois assez longuement au musée d'Oswiecim où j'ai commencé à étudier sérieusement les dossiers. Durant ces séjours, des discussions historiques tendues m'opposèrent à Iwaszko, parce que mes doutes persistaient.**"*

Donc, durant encore deux voyages, il a fait part de ses doutes à Iwaszko. Ce qui ajoute deux fois où il aurait dû être refoulé par les autorités soviétiques. On arrive à un total de quatre voyages où il était dans cette situation.

Et même pour les 2 ou 3 voyages suivant, la chose reste très louche. C'est vrai qu'à ce moment-là, Pressac s'était apparemment rangé du côté officiel et travaillait avec Pierre Vidal-Naquet. Mais, les communistes pouvaient tout à fait prendre ça pour une stratégie pour les amadouer. Donc, dans le doute ces derniers n'auraient évidemment pas accepté d'ouvrir toutes ces archives révélant clairement le mensonge. Pourquoi auraient-ils fait confiance à ce néonazi, alors qu'il y avait de tas d'historiens européens aux ordres pouvant faire ce travail ? Il n'y avait aucun historien compétent en Pologne ou en URSS ?

Surtout qu'il fréquentait encore le révisionniste Pierre Guillaume à cette époque. En fait, il a apparemment été en relation avec celui-ci jusqu'à sa mort, puisqu'on peut lire [ici](#) : *"Peu de temps avant son décès, (...) il avait fait passer (à Pierre Guillaume) une étude qu'il avait rédigée sur le massacre d'Oradour-sur-Glane, qu'il jugeait 'explosive'. 'Vous en faites ce que vous voulez, Guillaume, mais quand je serai mort, Guillaume, pas avant'".* Ça, les autorités soviétiques l'auraient forcément su et l'auraient dit aux polonais, ce qui aurait conduit à leur refus de le laisser revenir en Pologne.

Et même si les communistes du bloc de l'est avaient cru que sa conversion était sincère, vu qu'elle était toute récente et qu'il demandait régulièrement de nouvelles informations pour être sûr de son fait, ils n'étaient pas certains du tout qu'il ne basculerait pas à nouveau dans le révisionnisme au bout des 2 ou 3 prochaines visites. Un type qui a déjà changé d'avis deux fois en deux ans peut en changer une troisième fois. Donc, à nouveau, dans le doute, ils auraient préféré avoir recours à des personnes beaucoup plus fiables, faisant partie du système.

Surtout qu'il était apparemment toujours néonazi puisqu'il collectionnait les objets SS au-dessus de sa pharmacie. C'est ce qu'on peut lire dans le livre de Valérie Igounet, "Robert Faurisson, Portrait d'un négationniste", page 286 :

*"L'historien Robert Van Pelt parle de véritable musée de guerre au second étage de sa pharmacie et considère Jean-Claude Pressac comme un 'fervent admirateur des SS', un homme 'tyrannique', un*



*'antisémite viscéral', adepte du mythe de la conspiration juive mondiale. (...) Son ami Jacques Zylbermine se souvient de cette 'grande bibliothèque au-dessus de sa pharmacie'. Y étaient entreposés des objets SS. Tout un ensemble de choses relevant de la mythologie nazie : le buste d'Hitler et la tête d'Hitler.'"*

Et ça aussi, les autorités soviétiques l'auraient su. Donc, déjà, pour un professeur plus ou moins apolitique, fréquentant plutôt les milieux de gauche, les autorités soviétiques auraient dû fermer la porte. Mais alors pour un néonazi, là, ça aurait été encore pire. Encore une raison de ne pas le laisser revenir à Auschwitz.

D'autant plus que, même s'il avait été honnête, avoir un néonazi faisant le travail des historiens du sérail et risquant ainsi de devenir le grand défenseur de la version officielle, ça aurait fait mauvais genre pour le moins. Il est clair que les autorités soviétiques auraient voulu éviter ça à tout prix (et le camp officiel français aussi, normalement).

Et tout ça, c'est un reprenant simplement la version officielle. Mais comme on sait que la shoah est bidon, et que les soviétiques étaient partie prenante de cette invention, il est évident que jamais ils n'auraient autorisé un type indépendant, et encore moins présentant des doutes, à accéder aux archives révélant le mensonge.

D'ailleurs, l'histoire du 1<sup>er</sup> ou 2<sup>ème</sup> étage de sa pharmacie aménagé en mini musée du 3<sup>ème</sup> Reich est très peu crédible. Dans les années 70, les néonazis rasaient les murs. Donc, jamais un pharmacien n'aurait osé avoir une telle collection d'objets nazis, qui aurait aussitôt révélé ses tendances politiques. Ça aurait pu être la ruine de sa pharmacie. Quand on a fait d'aussi longues et difficiles études pour obtenir une sinécure du genre d'une pharmacie, on prend bien toutes ses précautions pour ne pas la perdre. Et ça aurait été aussi la fin de ses relations sociales. Donc, jamais il n'aurait fait ça.

Alors, on pourra dire qu'il n'avait pas révélé l'existence de cette collection aux gens du coin. Mais, dans une petite ville, tout se sait rapidement. Donc, il n'aurait pas pu cacher son existence bien longtemps. D'ailleurs, il ne l'a apparemment pas cachée, puisque Robert Van Pelt le savait ainsi que Jacques Zylbermine, un juif survivant de la "shoah". A mon avis, cette histoire n'a été introduite que pour renforcer son personnage de néonazi.

Au passage, le fait qu'il ait encore été néonazi dans les années 80 et 90 rend encore plus illogique son parcours. Il était donc un grand admirateur du nazisme, antisémite et apparemment conspirationniste. Mais il a passé tout son temps libre à montrer que son vénéré Führer, supposé homme de bien en réalité (et donc injustement vilipendé par les juifs), avait effectivement perpétré volontairement un gigantesque massacre des juifs.

Toujours par rapport à son néonazisme, apparemment, ses accointances juives dans le camp officiel n'étaient pas gênées par ça. Ce qui est quand même hallucinant. Et on ne peut pas dire qu'ils

n'étaient pas au courant, puisque Zylbermine le savait. Et vu qu'apparemment personne dans le camp officiel n'a dit qu'il était tombé des nues en apprenant que Pressac était en fait plus ou moins néonazi, on peut supposer qu'ils le savaient tous. Surtout que, de toute façon, vu l'importance de Pressac, les autorités juives auraient certainement voulu faire une enquête, pour savoir à qui elles avaient à faire. Et avec les supposées capacités de renseignement du Mossad et des leaders juifs en général, ils auraient su en quelques semaines ses orientations politiques.

Par exemple, on a le juif Pierre Vidal-Naquet, qui avait soi-disant eu ses deux parents tués dans les camps de concentrations et qui avait dédié sa vie à la mémoire de la shoah et donc à la lutte contre le nazisme. Et ça ne l'a pas gêné de travailler de nombreuses années avec un type plus ou moins néonazi. A qui veut-on faire croire ça ?

Surtout qu'un néonazi qui croit à l'holocauste, moralement, c'est pire qu'un néonazi qui n'y croit pas. Dans le deuxième cas, s'il nie de bonne foi, on peut se dire qu'il admire Hitler pour ce qu'il a fait de bien. C'est d'ailleurs généralement la position qu'adopte ce genre de néonazis. Dans le premier cas, il admire Hitler alors qu'il sait qu'il a massacré des millions de juifs. Là, un juif lambda a vraiment de quoi se dire qu'il a affaire à une vraie ordure. Et si en plus, il a eu ses parents tués par ordre d'Hitler, il a de quoi le détester, voire le haïr. Donc, après l'avoir appris, Vidal-Naquet aurait dû vouloir couper totalement les ponts avec Pressac. Il y aurait dû y avoir un énorme clash ou Vidal-Naquet aurait traité Pressac de tous les noms. Et un certain nombre d'autres juifs auraient probablement voulu lui faire la peau.

Et lui-même n'avait pas peur de se retrouver dans ce milieu peuplé de juifs où il risquait de se faire identifier comme néonazi à n'importe-quel instant. Il ne craignait pas d'avoir un jour affaire aux nervis à moitié fous de la LDJ ou du Betar qui étaient connus pour tabasser les gens qui ne leur plaisaient pas (bon, toutes ces actions étaient soit des hoax, soit des fausses falgs, mais Pressac n'était pas censé le savoir). Tout va bien, tout est normal. Il n'y a rien de louche dans tout ça.

A noter aussi que grâce à Pressac, on sait que les concepteurs de l'arnaque avaient donc été trop bêtes pour donner une version cohérente de l'emplacement et du nombre des crématoires à Auschwitz. Comme c'est dommage. De vrais pieds nickelés.

On peut se demander également où il trouvait le temps de faire des recherches si approfondies. Le métier de pharmacien est exigeant ; les journées sont assez longues. Et après une journée bien remplie, on n'a pas trop envie de se pencher sur des travaux aussi prenants intellectuellement. On a plutôt tendance à regarder la télévision ou voir des amis, ou lire des revues ou des livres divertissants. Et le week-end, on doit s'occuper de sa femme, de ses enfants ; fréquenter ses amis ou ses parents (et ceux de sa femme). On doit vaquer à ses obligations administratives, à celles du foyer (nettoyage, lessives, courses, etc...). On essaye de s'amuser un minimum aussi, pour évacuer le stress de la semaine. Et dans la période 28-35 ans, on est en plein dans le moment du boom professionnel et familial (enfants en bas âge) très prenant, voire épuisant. Et il était justement dans cette période là (entre 1974-1979, il avait entre 30 et 35 ans). Tout ça suite des études longues et difficiles, après lesquelles beaucoup n'ont plus envie de se prendre la tête avec des œuvres intellectuelles. Donc, on

voit mal comment il aurait pu lui rester assez de temps pour les analyses approfondies qu'exige le révisionnisme. Surtout que là, ça a duré 15 ans. Ça fait partie des choses qui ne sont pas impossibles. Mais quand même, c'est assez suspect.

Dans la même veine, on peut se dire que Pressac était étonnamment consciencieux. Alors qu'il écrit un simple livre de fiction, il éprouve le besoin d'aller carrément à Auschwitz pour vérifier un point de détail. Il aurait très bien pu s'appuyer sur le document qui lui semblait faire le plus autorité et en rester là. Ou il aurait pu aller au Centre de Documentation Juive Contemporaine à Paris pour qu'on lui donne plus de précision. Il devait y avoir des gens qui s'y connaissaient puisque Faurisson y avait puisé un certain nombre de renseignements. Et si ça ne lui avait pas convenu, là, ok, éventuellement, il aurait pu décider de faire un voyage à Auschwitz. Mais non, il faut qu'il y aille directement.

Et donc, tout ça pour un livre de fiction, où l'exactitude extrême a peu d'importance. S'il y a un détail qui n'est pas parfait, personne ne viendra lui reprocher. Sacrément perfectionniste le gars. Et ça alors que, comme on vient de le souligner, il est quand même pharmacien et doit avoir des journées bien remplies. Donc, dans une situation pareille, on a tendance à être un peu moins consciencieux sur les détails des activités secondaires.

Au passage, sur [Wikipédia](#), on apprend qu'il a été au Prytanée militaire de la Flèche. Et dans ce dernier, il y avait aussi, devinez qui ? **Pierre Guillaume**, l'ami révisionniste de Faurisson ! Deux révisionnistes issus du même lycée militaire ; hasard très étonnant pour le moins.

*"Sa scolarité se déroule dans un établissement militaire pour les pupilles de la nation où enseigne son père, puis de 1954 à 1962 au Prytanée militaire de La Flèche où il côtoie un temps Pierre Guillaume."*

Ça fait également penser à ce que dit Miles Mathis sur les agents d'influence. Beaucoup sont passés par l'armée, où ont un parent militaire haut gradé (généralement à partir de lieutenant-colonel). Ici, ça n'est pas vraiment l'armée, juste son antichambre. Mais c'était probablement une façade. Et Pressac était en plus fils d'un officier de réserve. Par ailleurs, dans le cas de Pressac, cette formation au Prytanée servait aussi à justifier son néonazisme.

On peut se demander aussi pourquoi l'élite lui a créé un personnage plus ou moins de néonazi. A quoi ça pouvait bien lui servir ?

Eh bien, déjà, ça allait dans le sens de l'idée que le révisionnisme était un mouvement de nazis et donc qu'il fallait l'interdire avec la loi Fabius-Gayssot.

Et puis, il n'y avait pas beaucoup de manières de justifier son intérêt pour les camps et son adhésion rapide et indépendante au révisionnisme. Il est logique qu'un néonazi veuille blanchir Hitler du crime de l'holocauste.

Alors, c'est vrai qu'à la base, en France, le révisionnisme était supposé être plutôt un truc de gens de gauche ou apolitiques, pour qu'il y ait une petite période où ils pouvaient encore s'exprimer. Donc,

avec Pressac néonazi, ça allait à l'encontre de ça. Mais ça n'était pas gênant, puisque Pressac n'était pas connu par le grand public et les journaux à ce moment-là (disons durant la période 1978-1983). Donc, les révisionnistes français ont bien été vus comme des gens d'extrême-gauche ou apolitiques au moment où c'était utile.

Autre utilité de son néonazisme, il fallait justifier sa position entre-deux permanente et sa reconversion au révisionnisme à la toute fin, en 1995. Si ça avait un type de gauche, ou apolitique, ça aurait été plus difficilement justifiable.

**On peut se demander pourquoi Pressac n'a pas fait ses voyages avant Faurisson** et d'une façon générale n'est pas apparu sur la scène révisionniste avant celui-ci ? Autrement dit, pourquoi l'élite a-t-elle choisie ce timing particulier ?

Le problème, c'est que c'est que dans ce cas, c'est lui qui serait devenu la star du révisionnisme au lieu de Faurisson. Or, il était prévu qu'il change de camp rapidement. Et ça, ça aurait porté un gros coup au révisionnisme. Si le premier révisionniste français avait abandonné le révisionnisme après quelques mois, ça n'aurait pas fait sérieux. Donc, pour éviter ce problème, il fallait forcément qu'il arrive après Faurisson sur la scène révisionniste et soit le disciple de ce dernier et pas son maître ou plus ou moins son égal.

Et devant être le disciple de Faurisson, il était mieux qu'il ait commencé ses recherches après lui. Faurisson devait avoir l'antériorité en tout. Sinon, ils auraient été plus sur un pied d'égalité.

Dans cette optique, il fallait que ça soit lui qui prenne contact avec Faurisson et pas l'inverse.

Et il fallait que ça soit pratiquement un inconnu sur la scène révisionniste, pour que son changement de camp ne soit pas remarqué et ne soit connu du public cultivé que bien plus tard.

**Pourquoi l'élite a-t-elle tenu à ce que Pressac arrive juste après Faurisson ?** Ils auraient pu l'introduire à partir de 1981 ou 1982 par exemple. Ça n'aurait pas changé grand-chose. Mais non, là, ils décident de l'introduire dès 1979, induisant ainsi des bizarreries et coïncidences trop belles pour être vraies, comme le fait qu'il arrive pratiquement au même moment que Faurisson, et ce alors qu'il n'a jamais entendu parler de celui-ci, ce qui est un hasard assez étonnant pour le moins. Donc, il doit y avoir une raison.

A mon avis, le problème est qu'il fallait justifier qu'il ait pu accéder aux archives des camps. S'il était venu au musée d'Auschwitz en 1982 ou 1983 en présentant ses doutes, vu que l'affaire révisionniste avait déjà pris une ampleur énorme, il aurait été difficile de justifier que Pressac ait été autorisé à y accéder. L'accession aux archives était déjà un problème dans le cas de Faurisson. Mais là, ça aurait vraiment paru suspect à pas mal de gens. Avec le blackout sur les révisionnistes, il aurait été très bizarre qu'il ne soit pas refoulé par les autorités soviétiques.

Donc, il fallait qu'il aille à Birkenau juste après Faurisson, en octobre 1979, quand le directeur du camp était supposé ne pas être encore trop méfiant. Là, c'était encore très bizarre pour des gens

ayant des doutes sur les révisionnistes, mais ça pouvait passer auprès d'un public ne soupçonnant rien.

On peut cependant se demander pourquoi il a fait son voyage à Auschwitz avant de prendre contact avec Faurisson. Il aurait très bien pu prendre connaissance de son existence et le contacter sans avoir rien fait avant. Et il aurait pu faire son voyage un peu après. Seulement, vu qu'il allait jouer le rôle du disciple remettant en cause le maître, il valait mieux qu'il ait été capable de faire ses recherches indépendamment de Faurisson. C'est en partie pour ça qu'il devait ne pas avoir eu vent de Faurisson avant.

Et puis, dans l'histoire qu'on nous vend, c'est en grande partie le voyage à Auschwitz qui a fait qu'il a commencé à basculer dans le camp révisionniste. Or, si ça avait été un révisionniste déjà connu, il n'aurait normalement pas dû pouvoir accéder aux archives, ni même aller en Pologne. Pour qu'il puisse s'y rendre, il fallait qu'il n'ait pas l'air suspect vis-à-vis du directeur du musée et des autorités soviétiques quand il y est allé. Et pour ça, il valait mieux qu'il ne soit pas encore un révisionniste, mais juste quelqu'un ayant quelques doutes. Et dans ce cas, il n'avait pas de raisons de s'intéresser à Faurisson avant le voyage à Auschwitz d'octobre 1979, puisqu'il n'était pas encore révisionniste. Donc, là-aussi, il ne devait pas connaître l'existence de ce dernier avant le voyage en question. Mais ça reste très louche, vu que tous les journaux n'arrêtaient pas de parler de lui.

Alors, dans l'hypothèse où il aurait connu Faurisson avant, ils auraient pu dire qu'il n'était connu que de ce dernier pour expliquer qu'il ait pu faire son voyage sans que les autorités polonaises et le directeur du camp ne se doutent de rien. Mais, les gens soupçonneux auraient pu penser, comme moi, que les services secrets français auraient dû le repérer et le signaler aux autorités polonaises (dans le cas où, elles-mêmes n'auraient pas eu vent de ce fait, ce qui aurait été peu probable, vu que la Pologne était un satellite de l'empire soviétique, qui était supposé avoir des services secrets extrêmement performants). Donc, ça serait resté trop suspect. Il valait mieux qu'il n'ait aucun lien avec Faurisson.

**On peut se demander aussi pourquoi il a travaillé aussi peu de temps avec Faurisson ?** En effet, le fait qu'il ait remis en question Faurisson après quelques mois, ça n'était pas terrible niveau cohérence.

Le problème est que s'il avait travaillé avec lui pendant 2 ou 3 ans, il aurait dû sembler trop suspect au camp officiel et celui-ci aurait dû le rejeter. Donc, il n'aurait pas pu collaborer avec Pierre Vidal-Naquet et autres représentants du camp officiel. Là, en n'ayant travaillé que quelques mois avec Faurisson, son accueil positif par les pontes du camp officiel n'était pas trop louche.

Et puis, son changement d'opinion aurait été bizarre. Après 2 ou 3 ans, il aurait été beaucoup plus étrange qu'il se dise finalement que les révisionnistes avaient tort. Là, en le faisant rapidement changer d'idée, cette évolution avait une petite crédibilité. Le fait qu'il se soit fourvoyé pendant un court laps de temps, avant de se rendre compte de son erreur avec des nouvelles informations était assez étrange, mais possible.

Donc, ils ont été obligés de faire en sorte qu'il ait une conversion rapide. Mais, c'est presque aussi louche qu'une conversion lente. Ce gars est plus ou moins un néonazi, ce qui, à l'époque, impliquait

un type assez fanatique, vu tous les crimes attribués à Hitler. Et alors qu'il vient de découvrir une théorie qui disculpe son vénéré Hitler de ses crimes, il la joue esprit impartial, qui ne veut que la vérité. Et puis, il est évident que les révisionnistes ont raison. Donc, étant supposément objectif et intègre, c'est clairement la théorie révisionniste qu'il aurait dû choisir. Mais non, c'est l'inverse qu'il fait. Pas crédible encore une fois.

L'histoire de son roman uchronique permettait aussi de le présenter comme neutre par rapport au révisionnisme. Alors que sinon, s'il y était arrivé par la politique ou autre chose, il aurait dû vouloir continuer dans la voie révisionniste.

Ça permettait également de justifier l'aide d'Iwaszko. En venant avec une histoire de roman, il pouvait sembler normal que ce dernier n'ait pas pensé immédiatement qu'il avait affaire à un révisionniste quand Pressac lui a fait part de ses doutes.

## Annexe 2 : ajouts sur le club de l'horloge

Il faut également savoir que tous les membres fondateurs du club de l'horloge étaient des **énarques** : "*Jean-Paul Antoine (pourtant absent lors de la réunion constitutive), Yvan Blot, Jean-Yves Le Gallou, Henry de Lesquen, Didier Maupas et Bernard Mazin, tous anciens élèves de l'École nationale d'administration (ENA), sont ensuite présentés comme les membres du noyau fondateur*".

Pour les lecteurs non français, l'ENA est la plus prestigieuse "grande école" française. C'est la crème de la crème. Au niveau de la réputation (en France), c'est à peu près l'équivalent de Harvard. Ses diplômés ont accès d'emblée à des postes très prestigieux dans l'administration (postes qui leur sont réservés) ; et les meilleurs ont souvent une carrière flamboyante. De très nombreux députés, ministres, PDG d'entreprises, ou présidents de la république sont sortis de cette école depuis 50 ans.

Et vu qu'ils sont destinés à une carrière brillante à la tête de l'état, des partis politiques ou des grandes entreprises et que l'élite fait en sorte que seules les opinions modérées aient droit de cité dans ces sphères, les énarques affichent tous des opinions conformes à la doxa dominante. Il en va de leur survie professionnelle. Si un énarque affichait des opinions politiques extrêmes, sa carrière dans le monde politique, dans les affaires, ou au sein de l'état serait brisée instantanément. Or, comme on a affaire à des jeunes loups aux dents longues, qui ont sacrifié une grande partie de leur jeunesse pour leur réussite professionnelle, il est évidemment hors de question de tout gâcher en exprimant des opinions non orthodoxes. Le conformisme règne en maître, à tel point qu'ils sont souvent considérés comme des clones. Les opinions politiques vont seulement d'un socialisme bon teint à un libéralisme soft. Et évidemment, vu les postes de pouvoir auxquels les énarques ont accès, on peut être sûr qu'une partie d'entre eux sont issus de l'élite qui dirige le monde.

Ce qui signifie qu'à l'ENA, on ne trouve pratiquement pas de gens d'extrême-droite. Et s'il y en a, ils gardent leurs idées pour eux, de peur de voir leur ascension professionnelle stoppée nette. Il est donc extrêmement étonnant qu'on ait tout d'un coup plusieurs énarques se réunissant pour former un club considéré comme d'extrême-droite. Alors, on pourrait répondre que sur plusieurs promotions, c'est possible de trouver quelques personnes d'extrême-droite. Peut-être que les créateurs du club de l'horloge avaient des âges assez différents.

Mais en fait non, les fondateurs en question étaient apparemment tous du même âge, à un ou deux ans près, idem pour les promotions. Yvan Blot (promo 1973) et Jean-Yves Le Gallou (promo 74) sont nés en 1948. Henry de Lesquen (promo 74) et Bernard Mazin (promo 1975) sont nés au début de 1949. Didier Maupas en octobre 1950 (promo 75). Je n'ai pas trouvé d'information sur la date de naissance de Jean-Paul Antoine. Mais il serait de la promotion 74.

On pourrait ajouter une 6<sup>ème</sup> personne. En effet, lors de la création du club, il y avait au moins une autre énarque, mais qui n'a pas été considérée comme membre fondateur ; il s'agit de Maryvonne de Saint-Pulgent (promotion 76), née Le Gallo, en mars 1951.

Donc, quelle était la probabilité d'avoir 5 ou 6 énarques à peu près du même âge et proches des idées d'extrême-droite fondant un tel club en 1974 ? Elle était **quasi nulle**. C'était le cas dans les années 60, dans les années 80 et 90. Mais c'était encore plus vrai dans les années 70. En effet, il faut voir que durant les années 70, l'extrême-droite était à son plus bas niveau historique. C'était devenu quasiment un groupuscule. Elle avait fait 0,5 % aux [élections](#) législatives de 1973. Et comme on devait avoir au minimum du minimum 10 fois moins de gens d'extrême-droite au sein de l'ENA, la probabilité d'en avoir était donc de 0,05 %, soit 1 sur 2.000. Il y avait environ 40 ou 50 élèves diplômés de l'ENA par an, soit durant une même année, 80 à 100 élèves (puisque la scolarité dure 2 ans). Donc, la probabilité d'avoir un tel nombre de personnes d'extrême-droite ou flirtant avec, déjà, infime dans les autres décennies, était de pratiquement zéro. Et ce d'autant plus qu'à l'époque, les gens d'extrême-droite rasaient les murs (et bien évidemment encore plus à l'ENA). Donc, monter ouvertement un club de ce genre aurait été totalement inconcevable normalement, surtout pour un énarque n'ayant pas encore son titre et étant au tout début de son éventuelle ascension.

Donc, il est évident que la création du club de l'horloge (et du GRECE) a été ordonnée par l'élite. Ça devait servir de think-tank, ou plutôt de loge maçonnique d'extrême-droite, c'est-à-dire de loge servant à mettre en forme les directives de l'élite pour l'extrême-droite.

Certains pourraient penser qu'ils ont fait ça de façon cachée et que, du coup, personne n'était au courant à l'ENA ; ce qui fait que le danger d'être identifiés comme d'extrême-droite n'existait pas. Mais en fait, ça n'était pas du tout un club se réunissant en secret et agissant dans l'ombre. Ses membres voulaient que le club soit connu. Ils ne s'en cachaient apparemment même pas au sein de l'ENA, puisqu'on a ce témoignage d'un coreligionnaire de la même promotion.

*"Pour autant, **dès sa genèse, l'attache idéologique du Club de l'horloge ne fait aucun doute**. Issu de la même promotion que ces hauts fonctionnaires, **Xavier Ousset** (aujourd'hui proche du Parti socialiste) décrit comment ce petit noyau de futurs diplômés est **très vite « repéré » par leurs camarades** :*

«[Pendant ma scolarité] j'ai entendu parler du Club de l'horloge parce qu'un des fondateurs c'est comme on l'appelait "Mesquin du Lassot" [Henry de Lesquen] et Jean-Yves Le Gallou qui est aussi de la même promo. Lui, c'était un excité de première. **On les avait bien repérés ceux-là, dès la scolarité.**

— Question : quel poids avaient-ils ? Le Gallou était à l'Intérieur. Il était dans la maison. Il était engagé déjà en région parisienne. Dans ces années là, au sein du ministère de l'Intérieur, il pèse peu parce que le club vient d'être créé et... Ils sont jeunes mais ils commencent à ce moment-là... »"

Donc, encore une fois, en faisant ça avant d'être diplômés, ils risquaient très fortement d'être discriminés lors du concours. Alors, vu que le club de l'horloge a été fondé le 10 juillet 1974, on peut défendre l'idée que ceux de la promotion 74 en étaient déjà sortis, puisqu'une promotion dure apparemment de janvier de l'année N à décembre de l'année N+1. Et sur la page Wikipédia qui donne la liste des élèves de l'ENA, on parle de la promotion 72-74 pour la promotion 74. Donc, les élèves de la promotion 74 étaient à priori entrés en janvier 1972 et sortis en décembre 73. Ils ne risquaient plus rien pour leur classement de sortie. Mais ça n'était pas le cas de trois d'entre eux : Bernard Mazin (promo 75), Didier Maupas (promo 75) et de Maryvonne de Saint-Pulgent (promotion 76). Donc, le problème reste valable pour eux.

Et de toute façon, Ousset dit qu'Henry de Lesquen et Jean-Yves Le Gallou avaient déjà été repérés dès la scolarité. Ça veut dire qu'ils ne cachaient pas leurs opinions politiques d'extrême-droite durant leur scolarité. Donc, le problème reste le même. Ils risquaient de se faire défavoriser par les profs lors du classement final. Or, le classement final est d'une importance énorme à l'ENA. C'est ce qui fait la différence entre ceux qui ont une carrière grandiose et ceux qui ont une carrière médiocre. Etre dans la botte (les 15 premiers) assure des places en or dans les secteurs les plus prestigieux de l'administration, mais surtout dans les grandes entreprises (en tout cas à l'époque), le gouvernement, et éventuellement la politique. Etre dans le bas du classement entraîne une simple carrière assez brillante dans des administrations moins cotées. C'est clairement beaucoup moins bien.

Donc, selon ce qui nous est rapporté, pratiquement tous auraient pris des risques énormes pour leur classement final à l'ENA. C'est totalement ridicule.

De toute façon, même après la scolarité, ils risquaient d'être mis à l'index et pénalisés par leurs supérieurs et de se voir fermer toutes les portes des postes de pouvoir. Là encore, quelqu'un ne fait pas autant d'efforts pour accéder au top du top de la réussite sociale et professionnelle pour tout gâcher aux portes du nirvana. Il faudrait être complètement fou pour faire ça. Et les énarques sont tout sauf fous.

Au passage, vu ce que dit Xavier Ousset, on ne peut donc pas défendre non plus l'idée que certains membres du club de l'horloge, éventuellement plus modérés, n'étaient pas au courant de l'orientation très droitiste d'une grande partie de ses membres fondateurs.

Autre question qu'on peut se poser, pourquoi vouloir faire un club d'extrême-droite alors qu'on était dans une phase où cette tendance politique était à son plus bas ? A priori, dans l'immédiat, ça ne servait à rien, puisqu'à ce moment-là, rien ne laissait supposer une remontée aux élections. Sauf si,



bien sûr, les créateurs du club savaient que 10 ans plus tard, l'extrême-droite aurait à nouveau un grand succès. Et ils le savaient effectivement, parce qu'en fait, tout ça était organisé par l'élite.

Ce club avait également un aspect mise en relation de la droite classique et de l'extrême-droite. Mais, là encore, à quoi ça pouvait bien servir puisque l'extrême-droite n'avait plus aucune importance sur l'échiquier politique ? Ici aussi, il fallait savoir que l'extrême-droite allait redevenir populaire 10 ans plus tard.

On peut noter également une chose intéressante dans ce que dit Xavier Ousset, c'est que **Jean-Yves le Gallou** a travaillé au **Ministère de l'Intérieur** après l'ENA. Quand on a lu Miles Mathis, tout de suite, ça fait apparaître un drapeau rouge. Et en cherchant un peu, on s'aperçoit que c'était le cas aussi d'**Yvan Blot**. Or, le Ministère de l'Intérieur, c'est bien sûr la police et la gendarmerie (et donc l'armée). Mais c'est aussi la Direction Générale de la Sécurité Intérieure (la **DGSI**), c'est-à-dire les services de renseignements intérieurs, soit l'équivalent du FBI américain. Autrement dit, les services secrets intérieurs, lieu de toutes les manipulations politiques au service de l'élite. Les intéressés répondraient certainement qu'ils n'étaient pas affectés à la DGSI, mais à des tâches très ordinaires dans d'autres services. Mais quand un haut fonctionnaire est au ministère de l'Intérieur, on ne peut être sûr de rien. En fait, avec tout ce qu'on a vu plus haut, on peut être assez sûr qu'ils étaient bien à la DGSI ou quelque-chose d'approchant.

En cherchant, on découvre également qu'Yvan Blot est le fils de Camille Blot, **officier de marine**, membre du réseau Combat pendant la Seconde Guerre mondiale.

C'est le cas aussi d'Henri de Lesquen, qui est le fils du général de brigade Pierre de Lesquen.

Là encore, ça soulève un drapeau rouge. Comme dit précédemment, Miles Mathis a montré que les agents d'influence ont souvent des parents dans l'armée. Donc, on a un élément supplémentaire indiquant qu'il s'agit en réalité d'agents de l'élite.

Henri de Lesquen est également membre de la noblesse. Donc, il a probablement des liens avec l'élite de ce côté-là.

Sinon, on a vu sur le présent blog que la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale était un conflit dont le déroulement a été entièrement planifié et contrôlé par l'élite, avec de fausses oppositions (tous les belligérants étant en fait des agents de l'élite). Donc, les mouvements de résistance français étaient forcément bidons eux-aussi. Et on peut être sûr que c'était des créations des services secrets français de l'époque. Donc, c'était évidemment le cas du mouvement Combat (le plus importants des divers mouvements de résistance). C'est un indice supplémentaire conduisant à penser que le père d'Yvan Blot était un agent de l'élite.

Le parcours professionnel de le Gallou, Blot et Lesquen est également bizarre. Alors qu'il est connu dès 1974 qu'ils sont d'extrême-droite, on les laisse avoir des postes importants à des ministères de premier plan (et d'importance stratégique pour le ministère de l'intérieur). Ce qui veut dire qu'ils pourront y répandre leur propagande et y tisser des liens tranquillement. Il est évident que s'ils étaient bien ce qu'ils semblaient être, on les aurait cantonnés à des postes subalternes et dans des ministères de seconde zone.

Par exemple, pour **de Lesquen**, il est dit sur [Wikipédia](#) :

*"Il est ensuite affecté à la direction du budget, au ministère des Finances, en tant que chef du bureau des énergies, des matières premières et de la chimie (1979-1983).*

*En parallèle à ces activités, il est, de 1978 à 1987, maître de conférences en économie à l'Institut d'études politiques de Paris."*

Donc, alors qu'il est certainement connu comme quelqu'un d'au moins proche de l'extrême-droite, et que la gauche est passée aux élections de 1981, apportant avec elle une intolérance totale envers tout ce qui est d'extrême-droite ou proche d'elle, ça n'affecte pas le moins du monde sa carrière au ministère des finances. Par ailleurs, l'IEP de Paris (Science Po) est à l'époque le temple de la gauche centriste, et rejette tout ce qui se situe de près ou de loin à l'extrême-droite. Mais, pas de problème pour de Lesquen pour y avoir un poste de maître de conférence jusqu'en 1987.

Concernant **Le Gallou**, on apprend sur sa page [Wikipédia](#) : *"Il adhère avec Bruno Mégret au FN à l'automne 1985."*

*"Issu du corps des administrateurs civils, membre ensuite de l'Inspection générale de l'administration, il devient inspecteur général de l'administration en 2007."*

*"Il est par ailleurs maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris de 1977 à 1983."*

Donc, là aussi, ses opinions politiques n'ont pas affecté sa carrière, puisqu'il est promu inspecteur général en 2007. Par ailleurs, on constate que lui aussi a été maître de conférences à Science Po, et ce jusqu'en 1983, soit après le passage de la gauche en 1981.

Au passage, ça m'avait toujours un peu étonné que des types puissent faire Polytechnique puis l'ENA. Le problème, c'est que ça ne requiert pas du tout les mêmes qualités. Polytechnique, c'est les mathématiques, les sciences. Tandis que l'ENA, c'est surtout la capacité à s'exprimer sur n'importe-quelle idée de façon assez ondoyante et brillante (donc, avoir d'excellentes capacités en rhétorique et en éloquence), ce sont des connaissances étendues en histoire, politique, économie et un peu de philosophie. D'ailleurs, la majorité des énarques ont fait Science-Po, qui offre justement exactement ce genre de formation et sélectionne ce type de profil.

Alors, avant, je me disais que c'était parce qu'ils étaient ultra brillants. Mais ça restait quand même étonnant. Mais, avec ce qu'on a vu ici, peut-être qu'il y a une autre éventualité. Il est possible que ceux qui font Polytechnique + ENA soient en fait des membres de l'élite. A une époque (à partir des années 70), Polytechnique commençait à ouvrir moins de portes que l'ENA. Donc, pour les membres de l'élite, il devenait intéressant de cumuler les deux.

De la même façon, on peut penser qu'une partie au moins des élèves de l'ENA qui finissent dans la "botte" sont en fait pistonnés parce qu'ils font partie de l'élite. Ce qui fait que ceux qui sont aussi dans la botte, mais sans être pistonnés auront très probablement des carrières moins brillantes que les premiers parce que ceux-ci seront encore favorisés après leurs études.

## Annexe 3 : loi Gayssot ou Fabius-Gayssot ?

D'où vient le nom utilisé parfois de loi Fabius-Gayssot ? Selon le site antirévissionniste PHDN, seuls les révisionnistes et les nationalistes emploieraient ce terme. Fabius n'aurait en fait rien à voir avec cette loi. C'est seulement le communiste Jean-Claude Gayssot qui en serait à l'origine. Bien sûr, c'est faux. Il n'a pas seulement participé à écrire cette loi avec Gayssot, mais en fait, c'est apparemment lui seul qui l'a créée. Gayssot n'a été qu'un paravent.

En effet, l'origine de cette loi remonte plus ou moins à 1987. Comme on l'a vu, Jean-Marie Le Pen sort à ce moment-là "le détail". Suite à ça, le journal Le Monde annonce dans son éditorial du 18 septembre 1987 que la contestation des crimes nazis est en passe de devenir un délit.

En réalité, il ne se passe pas grand-chose dans l'immédiat. Charles Pasqua, alors ministre de l'intérieur, propose de punir les journaux pour enfants faisant l'apologie de la discrimination basée sur la race. Plus ou moins au même moment, un décret est sur le point de passer interdisant la vente et le port d'insigne nazis. Et ça en reste là. Mais l'idée est lancée.

C'est surtout en 1988 que les choses se précisent. Le 2 avril, **Laurent Fabius** (alors simple député) et George Sarre proposent une loi pour combattre les thèses négationnistes (c'est Sarre qui la dépose). Elle dit en substance (Valérie Igounet "Histoire du négationnisme en France" (note 116)):

*"ceux qui, par l'un des moyens énoncés [...], auront provoqué à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes en raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, ou qui auront porté atteinte à la mémoire ou à l'honneur des victimes de l'holocauste nazi en tentant de le nier ou d'en minimiser la portée, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 2 000 à 300 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement, et à la publication, à leurs frais, du jugement par voie de presse."*

La loi Gayssot n'est que cette loi avec quelques changements. Donc, la loi Gayssot, c'est la loi Fabius/Sarre. Ou plutôt, la loi Fabius tout court, vu que Sarre ne devait être qu'un homme de paille dans l'affaire.

La loi Gayssot dit en effet :

*"Seront punis des peines prévues par le sixième alinéa de l'article 24 **ceux qui auront contesté, par un des moyens énoncés à l'article 23, l'existence d'un ou plusieurs crimes contre l'humanité tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945 et qui ont été commis soit par les membres d'une organisation déclarée criminelle en application de l'article 9 dudit statut, soit par une personne reconnue coupable de tels crimes par une juridiction française ou internationale.**"*

Comme on peut le voir, c'est pratiquement pareil que la proposition de loi du 2 avril 1988.

Bref, si on s'en réfère à l'histoire officielle, la loi Gayssot vient manifestement bien de Laurent Fabius. Donc, non seulement, il est tout à fait justifié de l'appeler loi Fabius-Gayssot, mais en fait, il faudrait plutôt l'appeler loi Fabius tout court.

Alors, on pourrait dire que c'est juste un point de détail sans importance. Mais ça ne l'est pas tant que ça. En effet, Fabius est juif. Certains antirévisionnistes disent que, techniquement, ils ne l'est pas. Mais bon, ça ne convainc pas grand monde. Donc, il est évident que ça fait un élément à charge supplémentaire contre les juifs, qui servira à attiser le ressentiment contre eux.

Mais bien sûr, avec ce qu'on a vu jusqu'ici, il est clair que ça n'est pas Fabius lui-même qui est à l'origine de cette loi. Elle a été créée par une cellule des services secrets. Si l'élite a mis en avant Fabius comme étant son créateur, c'était donc pour mieux présenter les juifs comme des tyrans. Parce que pour des gens devenus judéo-critiques, il allait être évident que c'était l'élite juive qui était derrière le juif Fabius. Et que les leaders juifs aient assez de pouvoir pour faire une telle chose validait toutes les théories de la conspiration juive.

#### **Annexe 4 : le fait que l'élite ait autorisé la publication du livre de Rassinier**

Ce qui est assez formidable aussi, c'est que l'élite ait finalement autorisé la publication du livre de Rassinier. En effet, comme on déjà pu le voir, après un premier jugement favorable le 9 mai 1951, le livre a été interdit en appel le 2 novembre 1951 (des exemplaires ont été saisis et détruits par la police), mais la cour de cassation a annulé ce jugement en 1955. Rassinier a donc sorti immédiatement une nouvelle édition de son livre, aidé par divers soutiens, dont celui d'Henry Coston. Au final, c'est encore mieux que si le livre avait été autorisé directement. Là, grâce à la justice, il a reçu une énorme publicité, et il a bénéficié d'une aura ultra sulfureuse qui a dû pousser les gens à le lire. Et ce d'autant plus qu'il a reçu du soutien à gauche disant que le livre était intéressant et Rassinier quelqu'un de bien. Et il en a reçu à droite, grâce à Henry Coston.

Il est évident que si l'élite avait voulu que le livre de Rassinier continue à être interdit lors du jugement de cassation, il l'aurait été. Vu que la justice est entièrement contrôlée par elle, ça ne posait aucun problème. S'il ne l'a plus été, c'est parce que l'élite l'a décidé ainsi. Même chose pour le fait qu'il ait été interdit d'abord, puis autorisé ensuite. Ça a été fait exprès pour lui faire de la publicité, et pour donner une aura à la fois scandaleuse et de martyr à Rassinier.

Mais avant même leur interdiction, on peut constater que si Bardèche et Rassinier ont été lus par de nombreuses personnes à l'époque, c'est parce que, comme pour Faurisson, leurs livres ont fait l'objet d'une publicité énorme. Sans ça, Bardèche n'aurait certainement vendu que 1000 ou 2000 exemplaires de "Nuremberg ou la terre promise". Même chose pour Rassinier et son "Mensonge d'Ulysse". Donc, ils seraient restés pratiquement inconnus.

Sinon, on peut constater que le livre de Rassinier était bien plus explosif que celui de Bardèche. Donc, il n'y avait pas de raison qu'on autorise finalement le livre de Rassinier et pas celui de Bardèche, qui est toujours interdit actuellement. En le laissant dans la nature, le premier risquait d'influencer bien plus de gens que le second. Mais en fait, c'est justement parce qu'il était le plus explosif qu'on a autorisé la publication du livre de Rassinier en cassation. L'élite voulait que la libre édition de ce livre permette d'expliquer l'émergence de nouveaux révisionnistes français (en particulier Faurisson).

## Annexe 5 : plus sur Olivier Mathieu

Pour en revenir sur le passage où il affirmait qu'il **n'a jamais été d'extrême-droite** :

*"Surtout, on devrait comprendre une chose, à savoir que **je ne suis certainement pas d'extrême droite et que je ne l'étais pas lors de l'émission Ciel mon mardi**. J'avais les cheveux longs, et il y avait en revanche un militant d'extrême droite à la nuque rasée qui braillait « **qu'il n'était pas avec ce monsieur** ». Le monsieur en question, c'était moi. Dont acte. Moi, je n'ai jamais été à l'école, je me suis fait réformer du service militaire, je ne suis pas catho et je me suis fait excommunier par débaptisation, **et pendant les quelques années où j'ai fréquenté des milieux d'extrême droite j'ai passé mon temps à leur dire que je n'étais pas d'extrême droite**. En 1992 il y avait des torchons d'extrême droite qui appelaient leurs militants **à me casser la gueule à vue**. Ah bon, je suis d'extrême droite moi ?*

*J'ai donné aussi en particulier une longue interview à Michel Marmin, en 2003, il y a donc plus de dix ans, dans le journal **Eléments**, où j'explique en long et en large que **N'ai JAMAIS été d'extrême droite**."*

Dans cet [article](#) écrit par lui-même, à une époque (1987), où il ne s'était pas encore éloigné de l'extrême-droite, on a un autre son de cloche que celui donné depuis 1990. Déjà, il confirme bien qu'il a écrit dans les journaux cités plus haut :

*"J'ai signé dans **Rivarol**, **Ecrits de Paris**, **Marianne**, **Aspects de la France**, **la Nouvelle Revue de Paris**, **J'ai tout compris**, **Eléments**, **Panorama**, **Matulu**, **Spectacle du monde**, **Présent**, **National-Hebdo**, **Itinéraires**, **Minute**, et à l'étranger, dans **Elemente**, **Vouloir**, **Orientations**. Aujourd'hui, je me retrouve à **Europa-Kervreizh** de **Yann-Ber Tillemon**, et je viens de publier mon premier article dans **Diaspad**."*

Si ces publications ont fait appel à sa plume pendant 5 ans, c'est qu'il devait être apprécié. Or, si, d'emblée, il avait affirmé à qui voulait l'entendre qu'il n'était pas d'extrême-droite et qu'il s'était fait détester à chaque fois, les autres journaux l'auraient forcément appris (le monde nationaliste est petit) et auraient refusé de recourir aux services de ce type. Ça n'est pas les journalistes d'extrême-droit qui manquent. A la rigueur, si tout s'était passé sur quelques mois, il aurait pu tromper tout son monde. Mais là, on parle d'une collaboration sur 5 ans dans pratiquement une vingtaine de publications d'extrême-droite. Donc, on peut penser qu'il était estimé. Et s'il l'était, c'est qu'il devait

être d'extrême-droite quand même. Il ne devait pas déclarer à longueur de journée qu'il n'était pas de cette tendance.

(Au passage, **Yann-Ber Tilenon**, dont il était apparemment apprécié en 1987, a été d'abord engagé à l'extrême-gauche dans les années 70 (il était l'amant de Joëlle Aubron du groupe terroriste Action Directe), avant de passer à l'extrême-droite dans les années 80. C'est le type de parcours qu'on retrouve presque uniquement chez les agents d'influence. A l'époque (années 80), il était copain avec Serge Ayoub ou encore Guillaume Faye, des figures de l'extrême-droite et très clairement des agents. Et il l'était encore avec Ayoub en 2007, puisqu'un journaliste, Matt Block, l'a [interviewé](#) dans le bar de ce dernier. Et il a participé en 2006 à une conférence sur "l'avenir du monde blanc" en Russie aux côtés de Guillaume Faye. Et s'il les a fréquenté pendant aussi longtemps (dans les 25 ans), c'est que c'était un agent lui-aussi. Donc, là encore, on a clairement un agent d'influence de l'élite.)

Mathieu continue à propos de son enfance :

*"Il s'agissait que j'étudiais le latin, le grec et l'allemand - des langues européenne - et que je lisais Drieu, Rebatet, Brasillach, Vallès, Sorel et Céline. Il s'agissait que, dès l'âge de quatre ans, j'avais dit ; «Je suis fasciste ». Les adultes souriaient ou s'offusquaient. Je laissais sourire et s'offusquer."*

S'il s'enorgueillit d'avoir lu des auteurs d'extrême-droite comme Brasillach, Rebatet et Drieu (plus ou moins), et d'avoir dit qu'il était fasciste à 4 ans, sans préciser qu'il était passé à autre chose depuis, on peut penser qu'en 1987, il avait de sérieuses tendances d'extrême-droite, même s'il revendiquait être un esprit "libre".

*"**Obligé, pour des raisons financières, de collaborer à des journaux dont je ne partageais absolument pas l'idéologie, je craignais de m'y enliser, ce qui amenait heureusement des ruptures brutales (par exemple quand j'ai quitté le journal reagano-papiste **Présent** en déclenchant une polémique lors de la parution d'un article de moi dans le numéro 1 de J'ai tout compris), avec tel ou tel organe de presse du système occidental, mais pas avec ce système lui-même."***

Donc, en fait, il a quitté Présent parce qu'il le considérait reagano-papiste, pas parce que ce journal était d'extrême-droite en soi. Et donc, on comprend entre les lignes qu'il était païen et pro-européen. C'est pour ça qu'il était contre la ligne de Présent. Mais, ça n'en fait pas quelqu'un qui n'est pas d'extrême-droite. Ça en fait juste quelqu'un qui était d'une tendance d'extrême-droite différente de celle de Présent. D'une façon général, en lisant ses interviews, on voit bien que s'il ne se déclare pas d'extrême-droite, c'est en jouant sur les mots. Il n'est pas d'extrême-droite classique. Il y a certaines idées avec lesquelles il n'est pas d'accord. Mais il est en grande partie d'extrême-droite.

Par ailleurs, il se dit obligé de collaborer à des journaux dont il ne partageait pas l'idéologie pour des raisons financières. Et comme par hasard, il choisit des journaux d'extrême-droite. Ben voyons. Alors, il va probablement nous dire que c'est parce qu'il avait déjà des connaissances dans le milieu et que c'est arrivé de fil en aiguille. Mais s'il avait des connaissances dans le milieu et qui l'appréciaient assez pour lui proposer ce genre de job, c'est qu'il devait partager une bonne partie de leurs idées. Ils devaient l'estimer assez fiable idéologiquement pour lui proposer ce type de poste. S'il avait exprimé des idées d'extrême-gauche (on l'imagine assez mal socialiste ou centriste, trop fade pour lui), ils ne l'auraient pas recommandé à ces journaux.

Surtout que c'est illogique. Il dit qu'il a été obligé de collaborer à ces journaux pour des raisons financières. Donc, il a accepté sciemment de mettre de côté ses opinions politiques (d'ailleurs, il ne précise jamais quelles sont précisément ces dernières) pour gagner de l'argent. Mais, il a rompu avec ces journaux pour raisons idéologiques. Ce qui veut dire qu'il préférerait crever de faim plutôt que de travailler pour eux. Donc, pourquoi, en premier lieu, a-t-il accepté de travailler pour ces journaux ?

Et comment a-t-il fait pour vivre ensuite, puisqu'il n'avait pas d'argent ? Le problème financier n'avait à priori pas disparu en 3 ou 4 ans. Logiquement, il aurait dû continuer à faire le tapin pour ces publications. Mais il ne l'a pas fait. Donc, on se demande, comment il a fait pour vivre après 1990, puisque ses revenus venaient apparemment essentiellement de ses articles publiés dans les journaux d'extrême-droite. Ses livres ne doivent pas avoir un lectorat important. Et sa famille n'est pas supposée être riche, puisqu'il est dit dans sa fiche Wikipédia qu'il a vécu une enfance pauvre. Donc, normalement, il n'a pas pu obtenir un héritage ou une aide financière de sa famille. Donc, d'où viennent ses revenus ?

Et si c'était uniquement financier, qu'il n'était pas d'extrême-droite et qu'il n'avait rien à faire de l'idéologie, pourquoi ne pas aller travailler dans des journaux mainstream ? Ça aurait certainement bien mieux payé et il aurait eu des perspectives de carrière bien meilleures. Vu qu'il est apparemment très intelligent, il n'aurait pas eu de grandes difficultés à proposer ses services à des journaux plus politiquement corrects. A la rigueur, il aurait pu commencer dans des journaux de droite dure, s'il avait des accointances dans cette sphère, puis aller dans des journaux plus soft. Beaucoup d'autres l'ont fait, en finissant au Figaro par exemple. Et il aurait pu aussi travailler dans plein d'autres journaux non marqués politiquement. Alain Soral, un autre agent du système, a bien travaillé dans des journaux pour adolescentes.

Mais, il a bien continué à travailler pour ce type de journaux. Donc, il devait approuver au moins en partie ce qu'ils disaient. En fait, de ce qui apparait, il est allé vers des publications qui avaient des opinions politiques plus proches des siennes. Mais c'était toujours des journaux d'extrême-droite. Donc, ses idées politiques étaient bien celles de ce milieu. Simplement, il devait être plutôt d'une extrême-droite païenne et européiste genre GRECE, Alain de Benoist et Guillaume Faye, que de l'extrême-droite chrétienne et atlantiste genre Présent.

C'est ce qu'on peut se dire en lisant le passage suivant :

*"A partir du moment où il s'avérait que je ne pouvais m'exprimer véritablement, ni seulement traiter les sujets de mon choix nulle part, j'avais certes progressivement décidé d'abandonner le journalisme, mais sans parvenir à m'y résoudre totalement. **C'est à ce moment que j'ai rencontré le G.R.E.C.E. et Alain de Benoist, en qui j'ai d'abord profondément et sincèrement cru. Païen, je l'avais toujours été. Mais une trop longue prostration dans les milieux réactionnaires commençait, je le confesse volontiers, à me rendre vulnérable aux séductions trompeuses du système euroccidental. Je dois au G.R.E.C.E., et plus particulièrement à Guillaume Faye d'être resté fidèle à mes intuitions d'enfant, quant à l'opposition, la guerre, l'antinomie qui existe entre Europe et Occident.**"*

Le problème, c'est quand même le fait qu'il ait écrit une biographie d'Abel Bonnard, personnalité d'extrême-droite (maurassien, puis fasciste, figure de la collaboration durant la guerre) publiée en 1989. S'il n'était pas d'extrême-droite, et que ses collaborations dans les journaux de cette tendance, étaient purement alimentaires, pourquoi écrire un livre sur une célébrité d'extrême-droite ? Ça n'est

pas le genre d'ouvrage avec lequel on gagne beaucoup d'argent. Il en aurait gagné bien plus en écrivant des articles. Donc, on écrit ce type de livre essentiellement parce que ça tient à cœur. Et forcément, il faut être un minimum d'extrême-droite pour ça.

On peut lire aussi qu'il s'est fait lâcher par le GRECE, probablement vers le début de 1987. Ceci alors qu'apparemment, les choses se passaient assez bien pour lui jusque-là. C'était certainement pour participer à l'opération de blanchiment de Mathieu vis-à-vis de l'extrême-droite. En l'écartant, il pouvait dire après 1990 qu'il n'avait jamais été d'extrême-droite, en avançant comme preuve le fait qu'il avait été lâché par le GRECE dès 1987.

On note qu'il appréciait **Guillaume Faye**. Or, celui-ci puait l'agent à 100 km à la ronde. C'était un membre du GRECE de 1970 à 1986. Mais surtout, alors que ce type était clairement d'extrême-droite et connu comme tel, il se met à travailler, vers 1990, à la radio Skyrock aux côtés d'Arthur, un animateur radio et télé juif sioniste extrêmement connu en France, dans l'émission du matin "les zigotos". Il s'agissait d'un truc de déconnades destiné aux adolescents. Et il arrive à travailler à Skyrock grâce à son amitié avec Pierre Bellanger, PDG de la radio et d'origine juive. Bref, il travaillait avec des types qui, à l'époque, auraient dû être les premiers à le détester et à refuser absolument de le fréquenter. Alors, on dit que son orientation d'extrême-droite n'était pas connue de ces derniers. Mais, vu les connaissances qu'on prête aux réseaux juifs, il aurait dû être démasqué en une semaine et viré aussitôt. Et à Skyrock son rôle était de jouer un redresseur de tort nommé Skyman, une pure bouffonnerie. Le délire ! Comment justifier le passage du sérieux du GRECE à ce rôle de bouffon pour adolescents ? Il collabore aussi à l'écho des savanes un journal de BD clairement de gauche. Et aussi à Télématin de la chaîne de télévision France2 (1991-1993). Encore mieux, il participe à la revue homosexuelle "Gaie France". Bref, alors qu'en tant que figure de l'extrême-droite, il devrait être exclu de toutes ces radios, journaux et chaînes de télé contrôlées par l'élite, il peut y travailler des années sans problème. Eh oui, quand on est un agent de l'élite, c'est possible. Et Mathieu était un ami de cet agent.

A noter aussi que quand Mathieu critique le monde de l'extrême-droite à posteriori, dans les années 2010, à aucun moment, il ne dit que des gens comme Guillaume Faye ou de Benoist, etc., sont des agents. Pourtant, avec le recul, il aurait dû s'en rendre compte. S'il ne dit rien de ce genre, c'est parce que c'est un agent lui-aussi.

Sinon, il nous dit que, jusqu'à 6 ans, sa mère était à la rue, dormait à l'hôtel et quittait régulièrement ces derniers sans payer tellement elle manquait d'argent. On se demande alors comment sa mère faisait pour recevoir le célèbre dessinateur Hergé en 1969 (et probablement plus tôt), alors qu'il avait 9 ans, soit 3 ans plus tard. Elle devait encore être dans une situation extrêmement précaire et devait vivre dans un studio misérable dans un quartier très pauvre ; pas le genre de situation où on reçoit un type richissime comme Hergé. A la rigueur, si celui-ci avait été un ami, il l'aurait reçue chez lui. Mais il ne serait pas venu chez elle. Mais, on peut être sûr qu'en réalité, sa soi-disant pauvreté est une invention de Mathieu pour se faire passer pour quelqu'un du peuple et qu'elle vivait dans un appartement confortable. C'est une tactique classique de ces agents de l'élite, qui viennent de familles extrêmement fortunés.



Son abandon de la mouvance d'extrême-droite était bien sûr prévu dès le départ. C'est pour ça que, selon Mathieu lui-même, durant l'émission "Ciel mon mardi", un autre type d'extrême-droite aurait affirmé que ce dernier n'avait rien à voir avec eux. Et Mathieu met en avant cette déclaration pour enfoncer le clou concernant le fait qu'il n'était pas de ce milieu.

Wikipédia va dans ce sens avec le passage suivant :

*"Ses relations avec l'extrême droite sont néanmoins **tumultueuses**, et ses engagements dans plusieurs journaux lui valent de solides **inimitiés** : il quitte le quotidien Présent, avec lequel il considère n'avoir rien de commun, et est licencié du journal Minute. Le président du Front national (FN) belge, Daniel Féret, **le menacera publiquement**, en 1990, de représailles dans le principal quotidien francophone, Le Soir."*

Vis-à-vis du grand public, ça ne suffit pas à le blanchir totalement de l'accusation d'avoir été d'extrême-droite dans sa jeunesse, surtout vu ses participations à de nombreux journaux de cette tendance politique. Mais disons que, vu son côté atypique, ça laisse suffisamment d'ouverture au doute pour qu'il puisse continuer sa carrière d'écrivain sans être trop inquiété.

Par contre, concernant le fait qu'il ait été révisionniste, là, il ne dit pas qu'il ne l'a jamais été. On en reste à l'étape précédente, à savoir qu'il l'a été, mais qu'il s'en est éloigné. La justification qu'il met en avant est apparemment qu'il aime défendre les causes perdues, d'être dans les mouvements honnis par le système. Et puis, ça serait une posture artistique. Donc, en quelque sorte, il a défendu le révisionnisme comme il aurait pu défendre les bébés phoques. Il n'aurait pas été véritablement révisionniste en soi.

On, apprend dans sa fiche Wikipédia que *"En avril 1991, défendu par Xavier Hiernaux et Didier de Quévy, il est condamné, en vertu de la loi Moureaux, à une peine de dix-huit mois de prison ferme et 42 000 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Bruxelles pour « diffamation » envers le journaliste Maurice Sarfati dit Serge Dumont et pour « incitation à la haine raciale ». Ne s'étant pas présenté à son procès, et ayant vu sa condamnation confirmée en appel, il gagne la France, l'Italie puis l'Espagne."*

Sa condamnation à 18 mois de prison en Belgique en avril 1991 a dû servir à le blanchir en fait. En effet, il pouvait ainsi mieux justifier du fait d'avoir rompu avec toutes ses connaissances d'extrême-droite et révisionnistes en Belgique. Et même en France, puisqu'il est dit qu'il est parti ensuite en Italie, puis en Espagne. Donc, en réalité, loin d'être un malheur, sa condamnation lui rendait service. Ça lui permettait de se faire oublier pendant un bon bout de temps, et de réapparaître ensuite, ayant quitté son costume de type d'extrême-droite et en ayant endossé un nouveau d'écrivain fantasque, paradoxal, original, anticonformiste, inclassable, provocateur, situationniste, dadaïste, etc...

De ce qu'on comprend de certaines de ses interviews post-1990, il aurait fait de l'entrisme pour répandre la thèse révisionniste au sein des journaux d'extrême-droite, mais sans partager les idées de ces derniers. Déjà, il faut être sacrément motivé pour faire ça quand on n'est pas d'extrême-droite. Et surtout, rien n'indiquait qu'ils étaient favorables à cette théorie. Apparemment, c'était tabou également à l'extrême-droite. Ils ne faisaient aucune publicité au révisionnisme. Donc, ça semblait assez perdu d'avance. Alors, pourquoi aller faire de l'entrisme pour cet objectif dans ces journaux ? Ça ne présentait pas d'intérêt. Ça signifiait perdre beaucoup de temps pour un succès extrêmement hypothétique. Et même si, au départ, il aurait pu penser avoir une chance de réussite, il aurait dû voir au bout de seulement 6 mois que c'était voué à l'échec. Donc, il aurait dû arrêter tout ça très rapidement, et ne pas continuer pendant des années. Du coup, s'il a travaillé pour ces journaux durant longtemps, c'est très probablement parce qu'il était d'accord avec une bonne partie de ce qu'ils disaient. En tout cas, c'est ce qu'on peut se dire si on ne fait pas d'hypothèses plus conspirationnistes à son sujet.

Et puis, du coup, ça introduit une nouvelle version de l'histoire. D'un côté, il dit qu'il a fait ça pour de l'argent, sans aucun état d'âme. Et là, il dit qu'il a fait ça par pure idéologie, pour l'amour de la vérité. Dans cette version, c'était un tel paladin de la vérité qu'il était prêt côtoyer pendant des années des gens avec lesquels il n'avait rien à voir et qui ne lui plaisaient pas du tout. Donc, il ment forcément sur une des versions (mais en fait, il ment certainement sur les deux).

Par ailleurs, nulle part il ne semble dire qu'il a été très déçu de l'échec de ce projet d'influencer les journaux nationalistes de l'intérieur. Or, il aurait dû en faire part, puisque ça avait dû lui tenir très à cœur pendant toute une époque. Donc, cette histoire d'infiltration pour y répandre le révisionnisme semble bien complètement mensongère.

Sur ce [blog](#) on a aussi cette excellente remarque à propos des rediffusions du passage en question :

*"à l'époque, en 1990, le CSA avait protesté auprès de Christophe Dechavanne. Ce dernier avait été réprimandé. On ne comprend donc pas forcément bien pourquoi des images de TF1 en 1990, qui avaient subi les foudres de la haute autorité du CSA, sont aujourd'hui rediffusées, en 2015, à une heure de grande écoute, par TMC (filiale de TF1). Qu'en pense le CSA ?"*

(note : le CSA est un organisme officiel de censure de la télévision. Celle-ci est assez soft en général. Mais dès qu'on touche aux sujets politiques importants, elle peut se durcir considérablement).

Eh oui, comment se fait-il que le CSA laisse passer ça alors qu'il avait réprimandé Dechavanne à l'époque. La réponse, c'est que l'élite veut que les français revoient le passage en question.

Enfin, en 1990, ce gars était donc en rupture de ban avec l'extrême-droite et même le révisionnisme, vu qu'il va couper les ponts avec ce monde-là juste après l'émission de Dechavanne. Mais que fait-il ? Il accepte d'aller jouer les kamikazes dans cette émission, en se déclarant révisionniste et en se présentant de fait comme d'extrême-droite (vu le sujet de l'émission et vu que dans celle-ci, il était du côté du plateau où se trouvaient les personnes d'extrême-droite). Kamikaze, parce qu'il allait forcément devenir un salaud de fasciste et révisionniste antisémite auprès du grand public, ce qui

revenait à détruire de fait toute possibilité de carrière professionnelle ailleurs qu'à l'extrême-droite (et même de vie sociale). Pourquoi aller volontairement du côté des parias, alors qu'on n'a rien à voir avec eux ? C'est comme quelqu'un qui se serait plus ou moins présenté comme communiste ou très proche d'eux sous le maccartisme aux USA en 1950, ou juif et communiste en 1941 en Allemagne, ceci alors qu'il ne l'aurait pas été. Il faudrait être complètement fou pour faire ça... ou être un agent d'influence.

## Annexe 6 : Zundel

Il y a divers éléments bizarres ou qui semblent avoir été spécialement mis en place pour en faire un martyr.

Déjà, il y a le problème de son expulsion du Canada à cause du fait qu'il n'avait pas la nationalité canadienne. Comment cela pouvait-il se faire, puisqu'il était au Canada depuis 40 ans ? Eh bien, comme par hasard, il n'avait jamais pu obtenir la nationalité canadienne. Il avait bien fait 2 demandes, en 1966 et 1994, mais aucune n'a abouti. Or, si en 1994, ses activités révisionnistes étaient bien connues, il n'en avait pas dans les années 60. Et s'il en avait dans la fin des années 70, il restait inconnu, puisqu'il écrivait sous pseudonyme. Ce n'est qu'au début des années 80, vers 1981, qu'il été identifié par les autorités comme révisionniste.

Donc, il avait tout le temps pour acquérir la nationalité canadienne entre 1958 et 1981. Mais non, il n'a pas insisté. Bizarre. Mais tout à fait normal si le but était de justifier son expulsion vers l'Allemagne en 2005.

En fait, en toute logique, vu ses activités révisionnistes, il aurait dû s'installer aux USA le plus vite possible, là où il n'aurait craint aucune poursuite judiciaire pour ses idées. Surtout qu'on apprend dans [Wikipédia](#) que son frère était avocat aux USA. Il aurait pu l'aider fortement pour obtenir sa carte verte. Mais non, il est resté au Canada où il risquait à chaque instant de subir les lois de censure. Mais, si c'était un agent, c'est logique. Rester au Canada permettait de justifier dans le futur son arrestation pour crime de pensée et sa déportation vers l'Allemagne.

Le chef d'accusation de "menace pour la sécurité nationale" pour son expulsion vers l'Allemagne était purement grotesque. Il était clair que c'était un prétexte qui relevait de l'arbitraire le plus total et donc devait pousser le grand public à le considérer comme une victime.

Le procès en Allemagne était également bien fait pour provoquer de la sympathie envers les révisionnistes. La condamnation de Zündel a été de 5 ans ; la peine maximum pour ce type de délit d'opinion. C'était fait pour que quelques années plus tard, ce soit considéré comme scandaleux et digne des pires dictatures, et que les révisionnistes soient encore une fois considérés comme des martyrs.

Ensuite, une fois libéré (en 2010), le Canada a refusé de le laisser revenir, toujours sous le ridicule prétexte d'atteinte à la sécurité nationale. C'est sûr que Zündel, avec ses 120 kg et ses 71 ans représentait une menace extrême pour le Canada. Là encore, la disproportion de la réaction participait à en faire une victime.

En mars 2017, les USA ont également refusé de l'accueillir. Sur Wikipédia, il est dit que la raison en était qu'une personne condamnée à une peine de prison de 5 ans ne peut normalement pas entrer aux USA. Et une exemption était jugée injustifiée en raison de «l'histoire d'incitation à la haine raciale, ethnique et religieuse de Zündel». Il est ajouté que : "*Le rédacteur juridique et professeur de droit Eugene Volokh a exprimé l'opinion que, bien que son exclusion des États-Unis pour des propos haineux ne soit pas une violation du premier amendement, il pourrait s'agir d'une mauvaise application du droit de l'immigration en vigueur*".

Et en effet, apparemment, c'est faux. Selon ce [site](#), c'est possible si la personne a été condamnée pour plusieurs crimes dont les peines de prison cumulées représentent 5 ans de prison ou plus. Mais les délits purement politiques en sont exclus. Or, les délits reprochés à Zündel étaient clairement politiques. Donc, l'interdiction semblait bien illégale. Par ailleurs, c'était clairement une violation du premier amendement. Mais, une fois de plus, ça servait à en faire un martyr.

Sinon, on apprend aussi dans sa bio qu'il a donné dans **l'ufologie** dans les années 70, sous les pseudonymes de Christof Friedrich and Mattern Friedrich. Il a écrit des livres disant que les soucoupes volantes étaient simplement des armes secrètes développés par le 3<sup>ème</sup> Reich et basées désormais en Antarctique. On a par exemple "Secret Nazi Polar Expeditions" (1978) et "Hitler at the South Pole" (1979). Et également "UFOs: Nazi Secret Weapon?" (1974 ou 1975) écrit avec Willibald Mattern.

Il a aussi participé à l'écriture d'un livre néo-nazi "The Hitler We Loved and Why", en 1977.

A cette époque, il a aussi fait la promotion de la théorie de la terre creuse.

Par contre, alors qu'il a écrit ce genre de conneries, il n'a écrit aucun livre révisionniste. Qui irait perdre du temps à écrire des débilités pareilles quand, par ailleurs, au même moment, il y a un domaine de recherche important où il y a encore très peu d'ouvrages qui ont été publiés ?

Et on ne peut pas défendre l'idée qu'il aurait eu peur des conséquences. Il aurait pu le faire sous pseudonyme, puisqu'il l'avait déjà fait pour ses livres sur l'ufologie. Par ailleurs, il n'a pas eu peur de faire publier des livres révisionnistes par sa maison d'édition et d'écrire un livre faisant l'apologie d'Hitler.

Il est évident que Zündel ne pouvait pas croire à ces histoires grotesques (je parle ici du côté nazi des soucoupes volantes et des expéditions polaires nazis). Est-ce qu'un chercheur de vérité, qui est prêt à prendre de très grands risques pour diffuser celle-ci écrirait par ailleurs des livres qu'il saurait être mensongers ? Bien sûr que non.

Par contre, une fois de plus, ça colle très bien avec ce que ferait un agent d'influence. Ceux-ci adorent déconner avec des débilités de ce style.

Même en supposant que les idées qu'il défendait sont peut-être en partie vraies sur certains points (comme la présence de soucoupes volantes et le fait qu'elles aient été construites en réalité par des humains), il était de toute façon impossible à un type ordinaire comme Zündel de le savoir à cette époque-là. Il n'y a qu'un membre de l'élite qui pouvait avoir accès à d'éventuelles informations secrètes sur ce sujet. Et effectivement, il semble que ça arrive que les membres de l'élite s'amuse à publier des livres contenant quelques informations vraies parmi un certain nombre d'informations fausses. Informations qu'eux seuls peuvent décrypter. Donc, même s'il y avait quelques éléments exacts dans tout un tas d'éléments faux, ça indiquerait encore plus nettement que Zündel était un agent ou/et un membre de l'élite. Il n'y a qu'eux qui font ça.

Donc, que ce soit totalement faux ou partiellement vrai, ça indique de toute façon que Zündel était un agent.

Sinon, quand on voit Zündel, on se dit qu'il a une tête de juif. Et, à la fin de la page Wikipédia, on apprend que sa mère s'appelait Gertrude Mayer, et était la fille d'Isadore et Nagal Mayer. Or, le nom Mayer est souvent porté par les juifs.

On a aussi cette information : *"Selon Bonokoski, l'ex-femme d'Ernst, Irene Zündel, affirmait que la possibilité d'être au moins partiellement juive dérangeait tellement Zündel qu'il est retourné en Allemagne dans les années 1960 à la recherche de l'Ariernachweis de sa famille, un certificat du troisième Reich de sang aryen pur, mais n'a pu trouver un tel document pour sa famille."*

Encore dans Wikipédia, on a :

*"En 1997, Zündel a accordé une interview à Tsadok Yecheskeli du journal israélien Yedioth Ahronoth, qui inclut l'échange suivant:*

*Zundel: Si vous recherchez des informations politiques, mon père était un social-démocrate, ma mère une simple femme chrétienne. Son père avait été organisateur syndical en Bavière, au syndicat des travailleurs du vêtement. Son nom l'a mis dans le pétrin parce que c'était Isadore Mayer et, bien sûr, les gens l'appelaient Izzy et pensaient qu'il ...*

*Yecheskeli: Était juif?*

*Zundel: Non, je ne ... crois pas.*

*Yecheskeli: Etes-vous sûr qu'il n'y a pas de sang juif dans votre famille?*

*Zundel: non"*

La réponse est bizarre. Zündel est apparemment sur le point de dire que les gens pensaient que son grand-père était juif à cause de son nom. Et dans ce cas, soit il a déterminé que c'était faux, soit que c'était vrai. Mais on imagine qu'il a découvert que c'était faux et qu'il va dire pourquoi ça l'est. En tout cas, apparemment, la suite logique de sa phrases devait être "était juif". Or, le journaliste le coupe et complète la phrase exactement dans le sens qu'on pouvait imaginer. Et là, on s'attend à ce que Zündel confirme que c'était bien ça qu'il allait dire et démontre ensuite que son grand-père n'était pas juif. On ne voit pas pourquoi ça aurait dû le gêner, puisque c'est lui qui avait abordé le

sujet spontanément. Mais non, Zündel fait une réponse négative. Dans ce cas, il aurait dû compléter en disant que ça n'était pas "était juif" qu'il voulait ajouter, mais autre chose (on ne voit pas trop quoi, mais bon). Mais non, au lieu de dire quel était cette autre chose, il ajoute "je ne crois pas". Ce qui veut dire qu'il allait bien ajouter "était juif", et que là, il fait une réponse à cette question. Et la réponse est donc, "non, je ne crois pas qu'il était juif". Donc, ça confirme qu'il allait bien compléter sa phrase par "était juif". Donc, il aurait dû répondre "oui" à Yecheskeli, et pas "non". Et ensuite, il aurait dû développer en disant pourquoi il pensait qu'il ne l'était pas.

Donc, cette façon embrouillée de répondre est très louche. Ça fait mec très gêné par la question. Sauf qu'encore une fois, c'est bien lui qui a amené le sujet sur la table. Donc, on ne voit pas pourquoi il aurait été embarrassé. Donc, cette tournure gênée semble avoir été mise en scène par Zündel et Yecheskeli pour dire à ceux qui savent lire entre les lignes qu'il était bien juif.

Mais, il n'est pas sûr qu'il l'ait été. C'est peut-être encore une arnaque à l'intérieur d'une arnaque. Le but était peut-être de faire croire qu'il l'était auprès du grand public juif, et de faire glousser bêtement ce dernier à l'idée qu'un révisionniste pouvait être juif, et en ait honte.

Ou alors, c'est une note d'humour de l'élite de mettre en évidence ce paradoxe d'être révisionniste et juif.

Par ailleurs, si l'élite l'avait voulu, elle aurait très bien pu obscurcir sa biographie et effacer ses ancêtres au nom juif.

Donc, il est tout à fait possible qu'il ait été juif (vu sa tête). Mais il est possible aussi que ces indices aient été mis là par l'élite juste pour s'amuser et qu'il ne le soit pas. Mais je pencherais plutôt sur le fait qu'il le soit.

Il a aussi été marié à une certaine Janick Larouche. Or, le nom Larouche est celui d'un agent d'influence, le fameux Lyndon LaRouche.

Au passage, il est défendu au début par **Horst Mahler**, un type qui sent l'agent de l'élite à 100 km à la ronde. Mahler est un membre fondateur de la l'organisation révolutionnaire **Fraction Armée Rouge** créée vers mai/juin 1970 (et fils de nazis militants). Son passage dans l'action violente a duré très peu de temps (environ 5 mois), mais il a participé à l'évasion d'Andreas Baader le 14 mai 1970 et à 2 braquages le 29 septembre 1970. Il est arrêté avec plusieurs autres membres du groupe le 8 octobre 1970. En 1974, il est condamné à 14 ans de prison, où il est placé en isolement (on peut être sûr qu'il ne les a pas faits). Il est libéré en 1980, grâce au futur chancelier allemand Gerhard Schröder, alors avocat (et bien sûr, membre de l'élite). En 1987 ou 88, encore grâce à Gerhard Schröder, il est réintégré au barreau allemand.

Mais, dans les années 90, ses idées ont changé du tout au tout, et il est alors passé à l'extrême-droite. La chose devient claire en 1998 quand il écrit un article dans un journal allemand considéré comme d'extrême-droite (même s'il en conteste l'appellation) : Junge Freiheit. Journal où on retrouve qui parmi les contributeurs ? **Alain de Benoist** ! Il rejoint en août 2000 le Parti National-

Démocrate d'Allemagne (NPD), un parti allemand d'extrême droite et soutient ouvertement leurs idées. Dans les années 2000, il devient également révisionniste.

Sinon, quand on le voit, on se dit qu'il a une tête de juif. Le nom Mahler est souvent porté par les juifs. Par ailleurs, son père était dentiste, profession très prisée des juifs. Je connais un dentiste qui m'a dit qu'environ 80 % des dentistes français l'étaient. En Allemagne, il doit moins y en avoir maintenant. Mais, pour son père, on parle de la période d'avant la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. Or, s'il était effectivement juif, on se demande bien pourquoi il serait passé à l'extrême-droite et au révisionnisme à partir des années 2000.

D'ailleurs, après avoir pensé ça, j'ai découvert à la fin de la page [Wikipédia](#) sur Mahler : "*Dans une interview de 2005 avec le journaliste israélien, Naftali Glicksberg, Mahler a affirmé être en partie d'origine juive. Il a raconté comment sa mère, éclatant en sanglots, lui avait dit, à elle et à ses frères, qu'ils avaient une ascendance juive et qu'ils étaient un huitième de juifs*". Donc, ça n'était pas un délire de ma part.

Et on nous dit que ses parents étaient des nazis militants. On voit mal comment ils auraient pu l'être si une partie de la famille était juive et que leurs enfants étaient un huitième de juifs.

Cela dit, si on analyse les choses d'un point de vue conspirationniste, il est tout à fait possible qu'ils l'aient été. Si Horst Mahler est un agent de l'élite, ses parents devaient l'être. Donc, il est possible qu'à l'époque, ils aient été nazis. Ils jouaient leur rôle d'agents dans le contexte de l'époque, comme Horst a joué le sien dans le contexte des années 70 (en tant que personne d'extrême-gauche) avant d'en jouer un autre dans les années 2000 (en tant que personne d'extrême-droite).

On peut penser que c'est pour ça qu'il est "révélé" qu'il était un huitième de juif. S'il avait été quart de juif ou demi-juif, le fait que ses parents aient été nazis aurait paru trop fantastique pour être vrai. Alors qu'en disant qu'il est un huitième de juif, ça peut vaguement passer. Les gens penseront que la partie non juive de la famille a rejeté la partie juive (et ils ne penseront pas au problème que leurs enfants étaient un huitième de juifs).

Donc, on a ici un type, fils de nazis, qui est passé de l'extrême-gauche révolutionnaire armée à l'extrême-droite révisionniste et judéo-critique. Le truc très louche (et encore plus louche quand on peut voir que de nombreuses personnalité d'extrême-gauche on fait ça). Ça fait plutôt penser à un agent d'influence qui change de rôle en fonction des besoins de l'élite. Dans les années 70, l'élite avait besoin de gauchistes et il a joué le gauchiste. Et dans les années 2000, elle avait besoin de personnes d'extrême-droite et il a joué le gars d'extrême-droite.

Et donc, Zundel décide de faire appel à lui pour son procès. Or, c'est bizarre qu'il fasse appelle à un tel énergumène. En plus, vu l'engagement de Mahler à l'extrême-droite, ça ne pouvait que braquer les juges allemands.

Mais bon, de toute façon, Mahler n'a finalement rien fait, puisqu'il a été récusé dès le début du procès (novembre 2005), parce que son autorisation d'exercer le métier d'avocat lui avait été retirée le 8 avril 2004, et parce qu'en janvier 2005, il avait été condamné à 9 mois de prison pour incitation à la haine raciale.

Il restait alors la fameuse Sylvia Stolz. Et qui était Sylvia Stolz ? Tout simplement la femme de Mahler. Tout se recoupe. Donc, si Mahler est un agent, Stolz l'est certainement elle-aussi.

Elle a affirmé pendant le procès que « *le tribunal militaire allié international n'a rien été d'autre qu'une inquisition talmudique conduite par des ennemis de l'Allemagne, qui a produit des témoignages fabriqués de toutes pièces et les dépositions des Juifs n'ont jamais pu être mises à l'épreuve ou authentifiées* ». Elle a également affirmé pour conclure que « *l'Holocauste est le plus grand mensonge de l'histoire du monde* ».

Elle a dit aussi que les juges méritaient la peine de mort pour "*avoir offert du secours à l'ennemi*" et a signé un document intitulé "*Heil Hitler*". Selon elle, l'Allemagne est sous "*une occupation étrangère qui dépeint Adolf Hitler comme un diable depuis 60 ans, mais ce n'est pas vrai*". Et après avoir ignoré le juge, Stolz a dû être expulsé physiquement du tribunal.

Il est clair que ces déclarations ont été faites par Stolz dans le but d'être poursuivie et condamnée. Une avocate est habituée à peser ses mots. Et à 42 ans, encore plus. Donc, il est très peu probable qu'elle ait pu les dire sous le coup d'une émotion incontrôlable. C'est sciemment qu'elle a fait ces déclarations. En étant mise en prison pendant 5 ans pour une ou deux phrases révisionnistes, encore une fois, le martyr des révisionnistes continuait.

## **Annexe 7 : Sur le témoignage de Gerstein**

Le fait que les historiens aient trafiqué le texte ou aient enlevé les passages les plus incroyables est une autre indication claire du fait que Gerstein a menti à de nombreuses reprises. Et ça rejaillit sur les concepteurs de l'arnaque. En effet, si une grosse partie des historiens officiels s'est aperçue qu'il y avait de gros soucis de crédibilité dans les confessions de Gerstein, alors, les membres des services secrets s'en seraient forcément rendu compte eux-mêmes et auraient fourni un texte moins délirant.

Et d'ailleurs, Roques nous dit qu'ils s'en sont rendu compte, puisqu'il y a pas moins de 6 versions du texte, avec des modifications ou suppressions de certaines parties trop incroyables. Mais s'ils ont compris que le texte n'était pas crédible sur de nombreux points, pourquoi ne pas l'avoir remanié dans les grandes largeurs ? Pourquoi ne pas avoir écrit en secret un texte unique, expurgé de toutes les exagérations, impossibilités physiques et contradictions ? Eh bien parce qu'ils voulaient que le public voient ces exagérations (via l'analyse révisionniste).

Alors, puisque c'est un agent d'influence, l'explication de Roques pour éviter que les gens ne se mettent à se faire les mêmes réflexions que moi est que les différents services de l'armée et services secrets occidentaux agissaient indépendamment les uns des autres, sans coopération et que c'est pour ça qu'il y aurait plusieurs versions du texte, chacun faisant sa petite sauce dans son coin.



Seulement, avec les progrès du conspirationnisme, on sait maintenant que le complot est mondial. Donc, le texte a forcément été conçu en un endroit unique, dans le même think tank. Et ses différentes versions aussi, et ce, **au même moment**.

Donc, le fait qu'il y ait eu différentes versions est évidemment une construction artificielle venant de ce même service, décidée dès le départ. Ça servait à introduire le doute dans le grand public sur la validité du texte en question. En effet, si les supposés différents services secrets ont eux-mêmes douté de la version initiale à tel point qu'ils ont éprouvé le besoin de la remanier, c'est qu'elle n'était clairement pas crédible. Surtout qu'on était dans une époque d'exagérations extrêmes concernant les camps. Donc, pour que les services secrets aient considéré certaines parties de ce texte comme invraisemblables, c'est qu'on sombrait vraiment dans le grotesque. C'est ça que le public cultivé devait penser. Ce qui veut dire que ce think tank a volontairement orienté le public vers le révisionnisme, non seulement par le côté incroyable du texte, mais également par le fait d'avoir présenté 6 versions. Mais si on sait que la conspiration est mondiale, tout ça devient une preuve que l'élite voulait qu'une partie du public devienne révisionniste et donc, que le révisionnisme un mouvement lancé par elle.

Avec la thèse de Roques, non seulement le public en reste à l'idée que le texte n'a pas été produit pas un seul think tank, mais qu'à la base, il a bien été créé par Gerstein. S'il y avait eu un seul texte, avec Gerstein suicidé dans sa cellule, les gens qui pensent auraient pu se demander si ça n'était pas les services secrets qui en étaient à l'origine. Avec plusieurs textes, les gens pensent qu'il y a bien eu un ou plusieurs premiers textes de Gerstein, et que d'autres versions ont simplement été remaniées par les services secrets. Sinon, pourquoi faire six textes différents ?

D'ailleurs, Roques nous révèle page 190 de sa thèse que le texte n'a été connu du grand public qu'à partir de 1951. Avant, il l'était seulement d'un nombre très restreint de personnes : "*des officiers de renseignement alliés, des magistrats de différentes nationalités et quelques rares journalistes*". Donc, si on en reste plus ou moins à la version révisionniste, les services secrets avaient tout le temps de pondre un texte unique et faire disparaître les autres ou les remanier pour qu'ils soient très proches dans leur contenu. Personne n'en aurait rien su. Le fait qu'ils ne l'aient pas fait indique encore une fois que l'élite voulait qu'une partie du peuple se rende compte du mensonge officiel.

Et bien sûr, les différents services de renseignement auraient fait en sorte que personne de non autorisé ne puisse accéder aux différentes versions du texte (ou alors, seulement celles qui ne posaient pas trop de problèmes). Donc, Roques n'aurait jamais pu se les procurer. S'il a pu le faire, c'est parce que les services secrets l'ont voulu. Et ils le voulaient pour ajouter de nouveaux arguments à la théorie révisionniste.

Et par rapport au fait que c'est sorti en 1951, on ne peut pas revendiquer qu'on était encore dans les témoignages délirants de la fin de la guerre. Là, on était 6 ans après. Donc, le témoignage de Gerstein devait apparaître comme encore moins crédible à ce moment-là et les services secrets auraient dû encore moins vouloir le rendre consultable par les chercheurs et les médias.

Donc, le travail du think tank qui a écrit la thèse de Roques a été subtil. Ils ont laissé comprendre que le rapport Gerstein était mensonger ; mais en faisant en sorte que le public averti ne puisse pas prendre conscience que le texte et ses différentes versions ont été conçus au même moment par un

seul service de propagande et que donc, les nombreuses absurdités ont été mises là intentionnellement pour faire à terme douter une partie de l'opinion sur la véracité de la shoah.

Autre élément qui ne va pas : le premier témoignage de Gerstein date de 1942, auprès de Von Otter (qui l'a confirmé). Le problème qui si tout ça était une invention, alors, c'était clairement un menteur pathologique, puisque là, il ne se serait pas limité à mentir lors de son interrogatoire, mais bien avant, alors qu'il n'avait aucune raison de le faire. Seulement, il ne semblait pas avoir été un mythomane par ailleurs. Ce genre de type est souvent du genre escroc, beau parleur, ce qu'il n'était pas. Et les gens se rendent rapidement compte de cette pathologie, puisque ce genre de personnage a tendance à mentir sur tout. Donc, il aurait dû être connu comme tel par de nombreuses personnes. Mais on n'a pas de témoignage allant dans ce sens. Et puis, les menteurs maladifs font ce genre de chose avec un espoir de gain financier ou social. Là, en 1942, il n'y avait aucune perspective de gain, mais au contraire un risque de tomber sur quelqu'un qui l'aurait dénoncé, ce qui signifiait la prison ou même la mort. Et c'est logique que les services secrets ne l'aient pas été présenté comme un affabulateur. Ça aurait anéanti la valeur de son témoignage. Or, il fallait qu'il soit crédible pour en faire un héros du camp officiel.

Seulement, grâce au révisionnisme, on sait que son témoignage concernant les camps est faux. Donc, il a menti à Von Otter. Mais ce mensonge à Von Otter, dès 1942, n'a aucun sens. Pourquoi aller inventer ça alors qu'on n'est pas un mythomane ? D'autant plus qu'il ne le connaissait ni d'Eve ni d'Adam, et qu'il dit par ailleurs qu'il faisait très attention à ne pas avoir de comportement suspect.

Eh bien, en fait, c'était un élément nécessaire dans l'histoire inventée par les services secrets. Il fallait qu'il ait déjà parlé de l'holocauste à Von Otter pour qu'il apparaisse comme un paladin de la vérité et pas comme un type qui voulait seulement sauver sa peau en 1945. Avec le fait qu'il n'était pas connu comme un menteur pathologique, c'était le seul autre élément qui permettait de le rendre crédible. Donc, il fallait introduire l'épisode avec Von Otter. Mais évidemment, avec la théorie révisionniste, ce passage devient absurde.

Mais si cet épisode vient des services secrets et pas d'un individu isolé, alors, ceux-ci n'auraient jamais dû laisser passer un témoignage aussi délirant que celui de Gerstein.

Du coup, les services secret avaient un problème avec la thèse de Roques (rédigée par eux bien sûr). Il aurait pu dire que tout le témoignage de Gerstein était une invention pure et simple des services secrets et que Gerstein était un homme de paille, ou même n'avait jamais existé (voir plus bas). Mais alors, cette histoire n'aurait jamais dû être inventée au départ. En effet, on aurait très difficilement imaginé les services secrets être assez bêtes pour concevoir une histoire aussi peu crédible, à moins de vouloir qu'elle ne soit remise en cause tôt ou tard, ce qui amenait à l'idée d'un deuxième niveau de conspiration où en réalité, la "découverte" du mensonge était prévue dès le départ. Donc, Roques devait en rester à l'idée que l'histoire officielle disait la vérité sur la partie "Gerstein". Sinon, c'était ouvrir la boîte de Pandore conspirationniste.

D'autant plus que si la découverte du mensonge était prévue à la base, alors la première personne qui allait le mettre en évidence devait forcément être un agent. Or, cette personne, c'était Roques.

Donc, il y avait une deuxième raison au fait de ne surtout pas dire que l'affaire avait été conçue par les services secrets.

Le fait de ne pas avoir diffusé ce rapport dans le grand public dès le départ introduit le doute également concernant sa crédibilité. Alors, on explique ça en disant que les services secrets pensaient au départ que Gerstein était un SS qui cherchait à sauver sa peau. Ne croyant pas en son témoignage, ils n'en ont pas fait la publicité. Donc, ça serait plutôt la situation de Gerstein qui les aurait conduits à ne pas le croire, plutôt que le côté trop extraordinaire de son témoignage. Mais évidemment, avec l'analyse révisionniste, les gens se mettent à penser que s'ils ne l'ont pas diffusé dans le grand public au départ, c'est parce qu'ils considéraient le rapport Gerstein comme trop excessif pour être accepté par le citoyen qui réfléchit un minimum, et ce d'autant plus avec l'histoire des six versions. Et vu qu'ils ont fini par le dévoiler, ça veut dire qu'ils sont sciemment diffusé ce qu'ils pensaient être un faux au départ, ce qui entame encore un peu plus la crédibilité du camp officiel.

Enfin, l'existence même de Gerstein est douteuse. Comme par hasard, il se tue en 1945 dans sa cellule. Il arrive à échapper à la vigilance de ses gardiens et à se pendre alors qu'il était supposé être un témoin clef de l'holocauste. C'est très douteux. Et les prisons devaient être archi-surchargées à ce moment-là, à cause de l'afflux énorme de prisonniers. Mais Gerstein avait une cellule individuelle. Comme c'est pratique. Du coup, à cause du chaos de la guerre, en fait, on n'a aucune preuve de l'existence réelle de ce type. Ça peut tout à fait être une création de l'élite. Et c'est certainement le cas. Il n'a sûrement jamais existé. Mais dans ce cas, alors, c'est obligatoirement l'élite qui est derrière le témoignage de Gerstein. Donc, là, il n'y a même pas à s'interroger sur le parcours de Gerstein ; les exagérations très visibles viennent forcément d'un think tank de contre-intelligence.

En résumé, il y a eu cinq étapes dans la création de cette bombe logique :

- 1) Création du texte et de ses différentes versions par un think tank de contre intelligence
- 2) Disponibilité du texte pour les historiens et journalistes à partir de 1951
- 3) 1951-1985 : rédaction de livres de la part d'historiens officiels présentant Gerstein comme un saint et son rapport comme une preuve précieuse de la réalité de l'holocauste
- 4) 1985 : mise en évidence de l'existence de six versions et explication du pourquoi des variations d'un texte à l'autre par Roques. Présentation des exagérations, des impossibilités physiques ou logiques et donc démonstration que le témoignage est mensonger ; ce qui porte un coup supplémentaire à la crédibilité du camp officiel.
- 5) 1996-97 : développement d'Internet et donc possibilité pour le grand public de découvrir la thèse de Roques et de comprendre qu'une fois de plus, le camp officiel a menti.

## **Annexe 8 : pourquoi les révisionnistes 2.0 sont apparus dans les années 70 ?**

On s'aperçoit que le révisionnisme 2.0 a été lancé entre 1973 et 1978. Le premier livre révisionniste 2.0 été publié par Austin App en 1973 et s'intitulait "The six million swindle". Celui qui a suivi, au printemps 1974, écrit par Richard E. Harwood s'intitulait "Did Six Million Really Die? The Truth At Last". On a vu que l'affaire Faurisson a en fait commencé en France en 1974. En 1976, Arthur Butz a publié : "The Hoax of the Twentieth Century: The Case Against the Presumed Extermination of European Jewry". L'IHR aux USA a été créé vers 1978. En à peine 3 ans, on a pas moins de 4 révisionnistes qui apparaissent dans 3 pays différents. C'est une véritable génération spontanée.

C'est d'ailleurs remarqué dans le livre "The hoax of the twentieth century", écrit par Arthur Butz, page 347 :

*"Vers 1972 ou 1973, il y a eu une évolution internationale, par nature inaperçue à l'époque, qui reste fondamentalement mystérieuse. Ce à quoi je fais référence, c'est le fait qu'un certain nombre de personnes dans plusieurs pays, pratiquement simultanément et complètement indépendamment les unes des autres (en fait chacune n'était même pas au courant de l'existence des autres), ont décidé de remettre en question la légende reçue, de la manière appropriée à sa propre situation, et de publier ses conclusions. Le livret de Thies Christophersen Die Auschwitz Luege, basé sur ses souvenirs de son propre séjour près d'Auschwitz pendant la guerre, et avec une introduction de Manfred Roeder, a été publié en Allemagne en 1973, et il a été bientôt suivi par le court article du Dr Wilhelm Stäglich dans le mensuel Nation Europa, également basé sur ses souvenirs de sa mission pendant la guerre à Auschwitz. L'année 1973 a également vu la parution aux États-Unis de la brochure du Dr Austin J. App, The Six Million Swindle.*

*La brochure de Richard Harwood intitulée Did Six Million Really Die ? a été publiée en Grande-Bretagne au printemps 1974, et plus tard la même année, il y a eu le tumulte à la Sorbonne à la suite d'une lettre du Dr Robert Faurisson, donc les deux ont travaillé sur ce sujet en 1973, sinon avant. Mon travail a commencé en 1972 et mon livre a été publié en Grande-Bretagne au printemps 1976 et traduit en allemand un an plus tard."*

Ici, on apprend en plus qu'aucun n'était au courant de l'existence des autres. On ne peut donc même pas dire que certains ont été influencés par d'autres. Et on a découvre un autre nom, à savoir Thies Christophersen (1973, "Le Mensonge d'Auschwitz"). Donc, c'est carrément 5 personnes dans 4 pays différents qui sont apparues d'un seul coup.

Une telle génération spontanée est très étonnante pour le moins.

Du coup, on peut se demander pourquoi l'élite a choisi de les faire apparaître dans les années 70 et pas les années 50 ou 60 ?

## **Le choix d'avoir un révisionnisme 1.0 et 2.0 impliquait un décalage de temps entre les deux**

Un premier problème est qu'il fallait déjà introduire le révisionnisme 1.0. Pourquoi ne pas passer directement au 2.0 ? Eh bien, parce que ça aurait semblé bizarre que des révisionniste 2.0

apparaissent tout d'un coup de la cuisse de Jupiter dans les années 70. Il était préférable qu'il y ait un antécédent ayant inspiré les révisionnistes 2.0. Et puis, ça permettait de justifier l'apparition spontanée de révisionnistes dans les années 70 (beaucoup ne connaissant pas les travaux des autres). En effet, ce qui justifie le révisionnisme de la plupart d'entre eux, même dans le monde anglo-saxon, ce sont les livres de Rassinier.

Alors, dans l'absolu, l'élite auraient pu faire sans. Ils auraient pu faire un révisionnisme ayant sa forme définitive dans les années 70, avec un premier révisionniste inspirant les 4 ou 5 autres devant apparaître à ce moment-là. Mais ça aurait été plus bizarre.

Le problème, c'est que ça ne pouvait pas être un nationaliste ou un fasciste puisque ça aurait marqué le révisionnisme à l'extrême-droite dès le départ, ce qui aurait empêché son développement.

Mais si ça avait été un type de gauche, ça aurait été très étrange qu'il ait été capable de remettre en cause la vérité officielle sans aucun prédécesseur. Personne ne se serait jamais posé de question sur l'holocauste. Le conspirationnisme d'extrême-droite ne perdurait que chez quelques milliers de personnes de par le monde, et il était pratiquement inexistant à gauche. Au contraire, à gauche l'idée de conspirationnisme était totalement rejetée, parce qu'elle était considérée comme quelque-chose de nazi ayant mené à 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. L'idée, chez les socialistes et les communistes, était qu'au fond, tous les problèmes sociaux venaient du "système", des théories économiques et politiques, des croyances, des structures sociales en place, etc... Ça ne pouvait absolument pas venir d'une conspiration mondiale. Et tout d'un coup, bam, un type de gauche aurait donné à fond dans le conspirationnisme et aurait en plus été tellement génial qu'il aurait tout découvert tout seul. Il n'aurait pas eu peur du tout de se faire massacrer professionnellement et socialement. Et il aurait été assez fort pour convaincre 4 ou 5 autres personnes en moins de 5 ans dans divers coins du monde, qui, elles aussi se seraient mises à parler sans pseudonyme. Un peu trop beau pour être vrai. Ça aurait pu entraîner la suspicion chez certaines personnes.

Et bien sûr, faire démarrer le révisionnisme dans sa forme actuelle dès les années 50 aurait été prématuré. Et ça aurait été très louche que des personnes ordinaires aient tout compris dès le départ.

La solution avec une première salve de révisionnistes dans les années 50, puis une deuxième dans les années 70 inspirée par ses prédécesseurs, semblait plus élégante, même si elle apportait son lot de bizarreries.

Il faudrait une analyse plus poussée pour déterminer plus précisément en quoi une autre solution que celle choisie par l'élite aurait été sous-optimale. Mais, quoi qu'il en soit, l'élite a choisi d'avoir une première et une deuxième vague de révisionnisme. Et ça, ça impliquait un espacement dans le temps relativement important.

Déjà, concernant la première vague de révisionnistes, ils ne pouvaient pas l'introduire en 1945. Ça aurait paru un peu trop extraordinaire pour être vrai qu'on ait des révisionnistes qui apparaissent aussi tôt après la guerre. Donc, il fallait qu'ils l'introduisent vers 1949-1950.

Et il fallait interdire immédiatement ces derniers de parler. Sinon, ça aurait semblé louche. Et ça aurait paru bizarre qu'on n'ait pas immédiatement d'autres révisionnistes leur emboitant le pas. Mais il fallait quand même qu'il y en ait au moins un dont le livre soit autorisé à nouveau après un certain

temps. Donc, le temps qu'ils soient interdits, puis ré-autorisés, il fallait bien que 5 ou 6 ans se passe. C'est ce qui s'est passé pour Rassinier, qui a été à nouveau autorisé en 1955.

Ensuite, il aurait été bizarre que diverses personnes comprennent tout de suite. Il fallait que ça prenne dans les 10-15 ans. Et il fallait au moins 5 ans avant que ces personnes aient achevé leurs recherches et aient pu écrire un premier livre. Donc, on arrivait à environ 20 ou 25 ans entre l'apparition des révisionnistes 1.0 et 2.0.

Et puis, les premières reculades officielles ne pouvaient pas arriver tout de suite. Il fallait au moins 15 ans après la fin de la guerre avant de les amener, c'est-à-dire dans les années 60. Or, elles étaient nécessaires pour qu'un révisionnisme plus avancé que celui de Rassinier et Bardèche apparaisse. Ça aussi, ça participait à une mise en place du révisionnisme 2.0 bien après les années 50.

### **Développer le révisionnisme en même temps que le changement de mentalité post-1968**

Par ailleurs, ce que voulait l'élite, c'était développer le révisionnisme en même temps qu'elle opérait un changement de mentalité dans le monde occidental et qu'elle mettait de plus en plus en avant les juifs.

On peut constater qu'à partir des années 70, on est passé d'une gauche plutôt centrée sur la lutte des classes, l'amélioration du bien-être matériel et professionnel, le développement de la démocratie et du communisme ou du socialisme dans le monde, à une gauche essentiellement pour la liberté sexuelle et des mœurs en général, pro-immigration, pro-métissage, pro-juive, multiculturaliste, cherchant à abolir les frontières, cherchant à supprimer toute la misère du monde. On est passé d'une gauche plutôt rationnelle, intellectuelle, technocratique et centrée sur l'économie, à une gauche très émotionnelle, voire hystérique et centrée sur les problèmes de discriminations raciales, sexuelles et religieuses. Avant, tout ça existait, mais était au second plan et envisagé de façon plus posée.

Et la droite aussi a été impactée par ce changement d'époque. Petit à petit, la droite s'est alignée au niveau sociétal sur les principes moraux de la gauche. La gauche a été le précurseur, mais la droite a suivi avec 10 ou 15 ans d'écart.

Tout ça a été appuyé par le monde artistique. C'est pour ça qu'on a eu le Band Aid, USA for Africa, la musique noire devenant de plus en plus présente et promue.

Même chose dans les films et les séries télévisées, faisant de plus en plus la morale sur les méchants racistes, les bons juifs, les bons noirs, les bons gays, etc...

C'est en grande partie pour ça que l'élite a inventé le sida, une maladie qui n'a en fait aucune réalité (voir pour ça la dissidence du sida). Il fallait faire des homosexuels des victimes, des êtres tragiques, pour pouvoir mieux imposer les nouvelles sexualités. Avant le sida, les homosexuels, dans l'esprit des gens, c'était une bande de folles ridicules, pas des gens qu'on prenait au sérieux et qui pouvaient être présentés comme des prêtres de la nouvelle morale. Avec le sida, on ne pouvait plus se moquer

d'eux, parce qu'on ne se moque pas de gens touchés par un tel drame. Le sida, ça a été un peu la shoah des gays. D'un seul coup, ils devenaient intouchables. La gayification des homosexuels, décrite par Soral (un agent d'influence) a également participé à ça. L'élite a fait en sorte de remplacer l'image de l'homo fêlard, superficiel, excentrique, en marge de la société et célibataire multipliant les aventures ; par le gay, sérieux, responsable, intégré, sportif, sain, en couple et fidèle.

On a aussi fait en sorte que la jeunesse acquiert une influence très importante. Or, il est bien sûr bien plus facile d'hystériser la jeunesse. La destruction de l'autorité paternelle et plus généralement parentale a permis aux jeunes de prendre de plus en plus d'assurance et d'être les bons valets de l'élite, qui leur fait gober tout ce qu'elle veut.

Alors bien sûr, certains conspirationnistes et nationalistes sont en partie conscients de ça. Mais, ils croient que c'était pour pousser l'agenda satanique (pour les conspirationnistes) ou immigrationniste (pour les nationalistes). Alors qu'en fait, la vraie raison est différente.

Avant les années 65-70, on n'était pas dans cet état d'esprit. Du coup, la période était moins propice à la persécution des révisionnistes. Et les juifs étaient nettement moins mis en avant. Donc, on pouvait moins relier les juifs et la persécution des révisionnistes.

## **Développer le révisionnisme en même temps que la montée de l'extrême-droite en Europe**

Une chose qui a eu une influence très importante sur l'hystérisation des mentalités envers les révisionnistes, c'est le retour en force de l'extrême-droite.

Mais, un tel retour n'était pas possible durant la période allant des années 50 au début des années 70. En effet, il fallait rendre attractive l'Europe et les USA avec le plein emploi et les avantages sociaux pour faire venir des immigrés en masse. Et sans chômage, il était difficile de justifier la montée de mouvements d'extrême-droite.

Et puis, dans les années 60, il y avait encore peu d'immigrés dans les pays occidentaux. Donc, là encore, il était difficile de justifier une progression des mouvements d'extrême-droite.

Ça n'est qu'à partir du début des années 80, avec la persistance depuis 1974 du chômage de masse, et la présence de plus en plus importante d'immigrés qu'il a été possible de justifier l'envolée (planifiée bien sûr) des mouvements nationalistes aux élections dans certains pays.

Or, la progression de l'extrême-droite était très importante pour justifier la persécution des révisionnistes. Elle permettait d'entraîner dans l'écrasante majorité de la population la peur du retour des années 30, et donc une hystérie totale envers tout ce qui se situait à l'extrême-droite. Et justement, le révisionnisme a rapidement été associé à l'extrême-droite, comme on a pu le voir. Donc, cette hystérie a été dirigée aussi contre lui, ce qui a permis de justifier des comportements anti-démocratiques et des décisions de justices scandaleuses.

Donc, dans les années 70, l'époque devenait idéale pour le projet révisionniste. Comme le côté ultra-libertaire baba-cool de la période 65-75 n'était déjà plus qu'un souvenir, l'époque n'était plus assez libérale pour qu'on les autorise à s'exprimer pleinement. Mais, comme l'extrême-droite française était encore un groupuscule, elle l'était encore assez pour justifier le fait que les révisionnistes français n'aient pas été immédiatement mis en prison et qu'il y ait eu quelques interviews de certains d'entre-eux dans les médias officiels.

Puis, au début des années 80 (précisément 1983 en France), avec l'hystérie pro-juive et pro-immigrés antinationaliste, ainsi que celle sur l'holocauste, attisée par le retour en force des nationalistes, on pouvait installer une véritable chasse aux sorcières contre les révisionnistes dans divers pays européens (et au Canada pour le continent américain). Chasse aux sorcières qui devait permettre longtemps après de faire passer les révisionnistes pour des martyrs et les juifs pour les méchants de l'histoire aux yeux d'une bonne partie de la population.

Le fait de ne progressivement plus parler essentiellement que des juifs concernant les gazages de la deuxième guerre mondiale, a été utile pour le plan de l'élite. Le révisionnisme se concentrait dès lors essentiellement sur le massacre des juifs. Et le martyr des révisionnistes devenait alors clairement causé par les juifs (via leurs associations). Alors qu'avant, il l'était surtout par les communistes et les associations d'anciens déportés.

Avec le changement de mentalité évoqué plus haut, l'élite faisait d'une pierre trois coups. Elle permettait l'immigration de masse musulmane en Europe, nécessaire pour obtenir le camp "islamiste" durant la 3<sup>ème</sup> guerre mondiale (comme on l'a vu sur le présent blog). Elle permettait le martyr des révisionnistes. Et aussi celui des nationalistes dans une moindre mesure.

Donc, il était bien plus intéressant pour l'élite de lancer le révisionnisme un peu après ce changement de mentalité (qui a commencé à la fin des années 60) qu'avant.

Un autre problème, pour la réémergence du nationalisme, est qu'avant les années 80, le communisme étant l'ennemi principal, et l'extrême-droite ayant pratiquement disparu, on ne pouvait pas inventer une menace venant de cette dernière. Donc, le révisionnisme ne pouvait pas être considéré comme un danger, comme il l'a été dans les années 80, quand l'extrême-droite a recommencé à se propager. Dans les années 50 et 60, ça aurait été considéré comme trop peu dangereux pour influencer qui que ce soit.

En fait, il fallait liquider le communisme durant les 25 ans suivant la guerre. Et pour ça, il fallait qu'il apparaisse puissant et dangereux. Il fallait que ça soit LA menace de l'époque. Or, ça, ça s'accordait mal d'une résurgence de l'extrême-droite.

### **Dans les années 45-65, les juifs n'étaient pas encore les vedettes de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale**

Au début de l'après-guerre, ceux dont on parlait le plus, ceux qui recevaient toute la gloire, c'était les combattants. Les vedettes du jour étaient les soldats communistes ou alliés, et en France en



particulier, les résistants communistes ou gaullistes. Les victimes des persécutions et des camps venaient après.

Par ailleurs, les victimes des camps étaient supposées être assez diverses. A ce moment-là, les juifs n'étaient qu'un groupe parmi d'autres ayant fait l'objet de massacres de masse dans les camps et de persécutions en général. Un groupe important, mais loin d'être le seul. Ils partageaient cet état avec les communistes (principalement), les homo, les gitans, etc...

Difficile de lancer l'hystérie sur les juifs et leur holocauste dans ces conditions. Donc, il fallait faire oublier les autres victimes des camps de la mort et les combattants. Mais, ça ne pouvait pas se faire en un jour. Il fallait du temps avant qu'on se mette à moins parler des soldats, des résistants et des communistes et que les juifs finissent par être les victimes en chef, les stars de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. Ça devait prendre au moins 20 ou 25 ans.

### **Les années 60 et le Flower-Power**

Les années 60 devaient être en grande partie celles du flower-power, des baba-cools, de la non-violence, de la libération sexuelle, des slogans comme "interdit d'interdire", de l'optimisme, de la jeunesse, etc. (essentiellement à gauche). Ceci pour amener les peuples occidentaux à avoir un état d'esprit extrêmement ouvert permettant d'introduire d'une part l'acceptation de l'immigration de masse, et d'autre part une société plus dépravée permettant d'obtenir le camp "démocrate-perversi" pour la 3<sup>ème</sup> guerre mondiale.

Avec ces mouvements libertaires et le slogan "interdit d'interdire", il aurait été malvenu de censurer les révisionnistes en Europe (et particulièrement en France, un professeur d'université proche de militants d'extrême gauche). Il était donc mieux de le faire intervenir à la fin des années 70, quand l'esprit des années 60 avait déjà pratiquement disparu.

### **Le problème de développer le révisionnisme aux USA dans les années 45-70**

Il y avait une autre contrainte. L'élite ne voulant pas que le révisionnisme se répande dès les années 50, il valait mieux ne pas le lancer dans des pays qui auraient dû y être relativement favorables, ou dans lesquels on n'aurait pas pu l'interdire.

Et ça aurait été particulièrement le cas aux USA. Entre 1945 et 1955, il y avait un anticommunisme d'état très marqué (dont le Maccarthysme entre 1950 et 1954). Et les USA étaient dans un état de guerre froide contre l'URSS. Or, le révisionnisme aurait permis de remettre en cause l'URSS, puisqu'elle était grandement partie prenante du mensonge de l'holocauste. Ça aurait été une magnifique opportunité de montrer que les communistes étaient des menteurs. Et par ailleurs, une bonne partie des massacres de masse dans les camps concernait des communistes. Donc, les remettre en cause ne posait pas de problème, puisqu'ils appartenaient au camp ennemi.

Donc, aux USA, le révisionnisme, sans être forcément appuyé par l'état, aurait dû ne pas être vu d'un mauvais œil par celui-ci durant les années 45-60.

Alors, l'élite aurait pu justifier une éventuelle hostilité du gouvernement envers les révisionnistes à cause du fait que, dans les gazages, il y avait aussi beaucoup de juifs. Oui, mais beaucoup de juifs étaient communistes. Et les USA étaient dans un état de guerre froide avec les communistes. Donc, il était difficile d'avancer cet argument.

Par ailleurs, grâce au 1<sup>er</sup> amendement, le révisionnisme n'aurait pas pu être interdit aux USA. Or, comme il y avait une bonne part de la population qui était anticommuniste, il aurait dû se répandre assez largement. Même si l'état avait été circonspect vis-à-vis du révisionnisme, ça aurait été beaucoup moins le cas du peuple, dont une partie se serait enthousiasmé pour ces idées. Donc, le révisionnisme aurait pu avoir un certain succès dès cette époque, ce que ne voulait pas l'élite.

En plus, à ce moment-là, aux USA en particulier, le révisionnisme aurait surtout discrédité les communistes, et moins les juifs. Mais comme le but final du révisionnisme était d'attirer la haine sur les juifs spécifiquement, c'était une raison supplémentaire pour que le révisionnisme n'apparaisse pas à cette époque aux USA.

Bien sûr, vu que le mouvement était entièrement sous contrôle, l'élite n'aurait eu aucune difficulté à faire en sorte qu'il ne se développe pas. Mais, il aurait été bizarre que le mouvement végète pendant 25 ans. Surtout qu'étant lancé aux USA, il aurait dû se répandre en Grande-Bretagne et aussi dans divers pays européens, vu l'influence culturelle qu'avait les USA sur l'Europe à ce moment-là.

En fait, il ne fallait pas non plus que ça arrive dans les années 60 aux USA, parce que les communistes étaient toujours l'ennemi. Par ailleurs, dans les victimes de l'holocauste, on continuait à parler beaucoup des communistes. Et il y avait encore le problème du 1<sup>er</sup> amendement.

Par contre, dans les années 70, ça devenait possible, parce qu'il y avait eu le changement de mentalité impulsé par l'élite à la fin des années 60, avec l'hystérie pro-juive qui s'installait de plus en plus. Et concernant les victimes des camps, on parlait désormais beaucoup plus des juifs que des communistes. D'ailleurs, ceux qui étaient les plus mis en avant pour parler des gazages de masse étaient les associations juives, les personnalités juives, les rescapés juifs, etc...

Et si ça ne suffisait pas, les révisionnistes allaient dans ce sens là. Le premier livre révisionniste 2.0 été publié par Austin App en 1973 et s'intitulait "The **six million swindle**". Celui qui a suivi, au printemps 1974, écrit par Richard E. Harwood s'intitulait "Did **Six Million** Really Die? The Truth At Last". Le troisième, publié en 1976 par Arthur Butz avait pour titre : "The Hoax of the Twentieth Century: The Case Against the Presumed Extermination **of European Jewry**". Et Faurisson de son côté, s'attaquait à l'impossibilité des chambres à gaz d'Auschwitz, là où avait été soi-disant tué le plus grand nombre de juifs. Donc, les nouveaux révisionnistes étaient centrés essentiellement sur les massacres des juifs.

C'est vrai que l'URSS était encore l'ennemie des USA (elle le sera jusqu'en 1989). Mais l'hystérie anticommuniste commençait à passer. On était désormais plus à une époque de détente. L'URSS était toujours considérée comme inquiétante. Mais, ça n'était plus l'empire expansionniste plein d'allant des années 30 à 50. La période de l'ascension était passée. D'ailleurs, il n'y avait plus à sa tête que des hiérarques âgés et à bout de souffle. En 1975, Léonid Brejnev avait 69 ans. Il mourra en

1982. Il est remplacé par Iouri Andropov, qui meurt 15 mois plus tard, en février 1984. Lui succède alors Konstantin Tchernenko qui meurt 11 mois plus tard en mars 1985.

Et de toute façon, vu que pour les gazages, on ne parlait plus qu'assez peu des communistes, ça posait beaucoup moins de problèmes vis-à-vis du révisionnisme que l'URSS soit encore l'ennemi principal des USA.

## **Au final**

C'est donc pour toutes ces raisons que la seconde vague de révisionnistes a été lancée de façon groupée dans les années 70. Le plan de l'élite se tenait et il était relativement brillant.

Le problème, c'est que dans un plan de ce genre, il faut souvent faire des compromis. Et le fait de faire comme ça introduisait des incohérences et des bizarreries.

## **Annexe 9 : pourquoi avoir choisi la France pour lancer le révisionnisme 1.0 ?**

On a vu que le révisionnisme 1.0 ne pouvait pas être lancé aux USA. Qu'en est-il des autres pays occidentaux ?

Eh bien, déjà, en Italie ou en Allemagne, il en était hors de question puisqu'ils avaient été les méchants durant la guerre. Donc, des révisionnistes italiens ou allemands n'auraient pas été crédibles. Et puis là, ils auraient dû être interdits immédiatement, sans aucun temps de latence comme en France.

En Espagne et au Portugal, il y avait des gouvernements d'extrême-droite. Donc, là-aussi, ça n'aurait pas été crédible.

Dans les pays du bloc de l'est, on n'en parle même pas. Vu que les soviétiques étaient très partie prenante du mensonge de l'holocauste et qu'il n'y avait aucune liberté de parole dans ces pays, il ne pouvait pas y avoir de révisionnistes là-bas.

Les pays nordiques sont généralement maintenus en dehors des problèmes politiques européens. Ça a encore été le cas ici.

Il ne restait donc plus que l'Angleterre et la France.

Les deux avaient été lourdement impactés par la guerre, ce qui pouvait permettre de justifier une hystérie antirévisionniste et donc une interdiction rapide de ceux-ci. Aucun n'avait d'équivalent du 1<sup>er</sup> amendement américain. Donc, ils pouvaient censurer immédiatement les premiers révisionnistes sous n'importe quel prétexte.

Mais la France présentait bon nombre d'avantages par rapport à l'Angleterre pour y créer les premiers révisionnistes.

Les communistes y étaient puissants. Or, au début, l'holocauste était supposé concerner pratiquement autant les communistes que les juifs. Remettre en cause l'holocauste, c'était alors remettre en cause le martyr des communistes. Donc, en France, on pouvait justifier facilement une interdiction des premiers révisionnistes. Le traumatisme récent de l'occupation rendait également le sujet très sensible.

Il y avait des mouvements d'anciens prisonniers des camps puissants aussi (probablement plus qu'en Angleterre). Ça permettait également de justifier une interdiction des révisionnistes.

Par ailleurs, il y avait eu beaucoup de prisonniers français dans les camps allemands parmi les plus durs. Donc, on pouvait inventer un personnage comme **Rassinier**. Chose moins facile pour les anglais, qui avaient surtout eux des prisonniers de guerre qui étaient dans des camps différents, pas supposés être des camps d'extermination (et protégés par la convention de Genève).

Et il y avait eu des mouvements d'extrême-droite puissants en France depuis 50 ans, ce qui permettait de justifier l'existence de quelqu'un comme **Bardèche**, c'est-à-dire un révisionniste d'extrême-droite, chose qu'il était plus difficile d'obtenir en Angleterre, où même durant leur brève apogée dans les années 30, ils n'avaient pas représenté grand-chose. Or, ça allait être important ensuite d'avoir eu un des deux premiers révisionnistes qui soit d'extrême-droite, pour relier les deux mouvements dans les années 80.

Bref, en France, c'était plus facile de présenter à la fois un type ayant vécu dans un camp très dur (Rassinier) et un type (Bardèche) d'extrême-droite.

Concernant le traitement des révisionnistes, dans cette espèce de situation intermédiaire française, avec en même temps l'hystérie de l'épuration encore proche et le côté pays de la liberté, ça permettait d'avoir une situation justifiant au début une condamnation lourde des révisionnistes et une autorisation du livre de Rassinier après quelques années.

Et puis, le fait que les premiers révisionnistes soient français permettait de justifier qu'ils n'aient pas été connus des anglo-saxons pendant 20 ans et donc qu'il n'y ait pas eu de révisionnistes américains ou anglais avant les années 70. Alors que ça aurait été plus difficilement le cas avec des révisionnistes 1.0 de langue anglaise.

Enfin, comme la France aura une importante quantité de juifs à expulser durant la 3<sup>ème</sup> guerre mondiale, il était logique que le mouvement révisionniste y soit puissant, pour pouvoir mieux y imposer à terme des mesures antisémites et obliger ainsi les juifs à partir vers Israël. Donc, ça justifiait encore un peu plus le fait que les premiers révisionnistes y apparaissent. C'est pour ça que le révisionnisme y a été très fort, alors qu'il l'a été beaucoup moins en Grande-Bretagne.

## Annexe 10 : divers

Concernant "**la vieille taupe**", la maison d'édition de Pierre Guillaume, le nom peut sembler farfelu au premier abord. Mais si on se dit que de journal était une création de l'élite, alors, il est tout à fait possible qu'il y ait un message caché derrière ce nom. Une taupe, dans le langage des services secrets français, est un agent infiltré chez l'ennemi. Donc, le titre du journal était probablement encore une vérité cachée mais à la vue de tous. L'élite aime bien ce genre de chose.

On peut se demander pourquoi les révisionnistes européens ne sont pas allés aux USA. Vu qu'il n'y a eu aucune persécution là-bas, ils auraient pu y être tranquilles. Mais non, ils ont préféré rester en Europe. C'est parce que, dans le plan de l'élite, il fallait qu'ils deviennent des martyrs. Donc, il était hors de question qu'ils partent.

Alors que de nos jours, avec Internet, il y a des centaines de types qui pourraient potentiellement devenir des nouvelles figures du révisionnisme (surtout aux USA), il n'y a quasiment personne. Et c'est valable aussi pour le conspirationnisme. Comme dit plus haut, actuellement, on a peut-être 20 ou 30 personnes grand maximum, qui ne sont pas des agents et qui font un travail original chez les conspirationnistes et 4 ou 5 sous leur vrai nom. Ceci alors que le conspirationnisme n'est pas interdit et que des millions de personnes s'y intéressent. Or, entre 1974 et 1979, on a environ une dizaine de types qui sont devenus révisionnistes (Faurisson, Pierre-Guillaume, Serge Thion, Pressac, Zundel, Richard E. Harwood alias Richard Verrall, Arthur R. Butz, Thies Christophersen, Austin Joseph App) à un moment où il n'y avait pratiquement aucune information sur le sujet. Et beaucoup ont écrit ou ont agi sous leur vrai nom. Encore un indice qui laisse à penser que l'apparition de tous ces révisionnistes dans les années 70 était un peu trop belle pour être vraie et que c'était une opération de l'élite.

On peut se demander pourquoi Faurisson est allé à l'université de Lyon II en 1973. Selon certaines versions officielles, c'est parce qu'il aurait déjà commencé à émettre des opinions révisionnistes, ce qui aurait gêné sa hiérarchie. Donc, il aurait été muté par celle-ci. Il n'y serait pas volontairement allé. En réalité, comme Lyon II allait être présenté comme un repaire de fascistes, il était préférable qu'il soit envoyé là pour renforcer l'idée que c'en était bien un, et pour justifier qu'il n'ait pas été trop saqué par sa hiérarchie par la suite.

Le cas de Sylvia Stolz et d'autres femmes (Michèle Renouf, Mariette Paschoud, Françoise Pichard (dite Chard), Monika Schaefer, Alison Chabloz, Maria Poumier, Diane King, Carolyn Yeager et Ursula Haverbeck) est encore fait pour provoquer de l'indignation envers le camp officiel et de la pitié envers les révisionnistes. C'est vrai que Stolz a émis des opinions révisionnistes et donc qu'elle tombe sous le coup de la loi. Mais elle n'était pas une théoricienne du révisionnisme et avait fait ses déclarations sous le coup de l'émotion (officiellement bien sûr). Donc, le camp officiel aurait pu et dû passer outre, ne serait-ce que par simple stratégie. Mais ils ne l'ont pas fait et l'ont condamné à 5 ans

de prison. Or, les gens n'aiment pas qu'on s'en prenne aux femmes. Et encore moins pour des vétilles. Donc, tout ça était fait pour rendre le camp officiel encore plus odieux qu'il n'apparaissait déjà. Et du coup, ces femmes apparaissent un peu comme des nouvelles Jeanne d'Arc.

On peut se dire aussi que l'élite doit mépriser ceux qui ne sont pas passé au révisionnisme. Ils leur ont mis toutes les évidences de l'arnaque devant eux, et ils continuent de croire à la version officielle. C'est un peu l'équivalent du diner de con.

Toutes ces évidences du mensonge sont catastrophiques pour la version officielle. Au niveau logique, celle-ci est complètement détruite. Mais il reste à l'élite la terreur intellectuelle et judiciaire pour l'imposer, c'est-à-dire, le rapport de force. Avec celle-ci, elle peut faire en sorte que personne n'ose émettre d'opinion critique en public. C'est ce qui se passe actuellement avec les lois mémorielles.

Seulement, il suffit que l'élite ne soutienne plus les "exterminationnistes" pour que tout s'effondre du côté officiel. Bien sûr, celle-ci va faire les choses plus finement. Elle va lâcher un peu plus la bride ; mais elle ne va pas le faire totalement.

Au début, l'élite tenait la bride fermement, autrement dit, elle instillait une telle terreur intellectuelle que personne n'osait se renseigner. Et elle faisait en sorte que pratiquement personne ne puisse se procurer les ouvrages révisionnistes.

Actuellement, elle libère la parole dans certains cercles et donne accès aux informations révisionniste à tous. C'est pour ça qu'il y a plein de sites et de vidéos révisionnistes qui restent accessibles sans problème, alors que l'élite aurait pu les supprimer très facilement.

Et dans le futur, elle lâchera encore un peu plus la bride, en libérant la parole encore plus dans les cercles conspirationnistes et musulmans, tout en la maintenant interdite dans les autres cercles. Ainsi, quand le camp conspirationniste/musulman prendra le pouvoir dans certains pays (France, Allemagne, Italie, etc.), il y aura une hostilité d'état envers les juifs. Et ceux-ci ne pourront pas aller dans les pays supposés amis (comme l'Angleterre) parce que ces derniers pratiqueront une politique d'immigration zéro. Donc, ils seront obligés de partir vers Israël.

Ça peut sembler surprenant que l'élite abandonne une arnaque sur laquelle elle a tellement planché. Mais ce qu'il faut comprendre, c'est que l'élite utilise des arnaques dynamiques. Quand une présente arnaque est sacrifiée (en partie ou en totalité), c'est qu'une nouvelle est déjà en train d'être lancée. Donc, ils peuvent la laisser tomber sans problème. Elle n'est déjà plus d'actualité.